

Le Monde

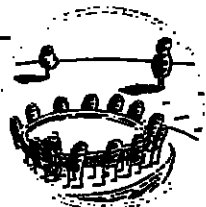
CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16563 - 7,50 F

MARDI 28 AVRIL 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

CAHIER SPÉCIAL

L'euro
entre
en Europe



La semaine où se joue l'euro

● A quatre jours du conseil européen sur le lancement de la monnaie unique, la présidence de la Banque centrale divise les Quinze ● L'euro sera un stabilisateur du système monétaire international, affirme M. Chirac à Tokyo ● Tout savoir sur l'euro : un cahier spécial



Réveil gymnastique

Les championnats d'Europe de gymnastique à Saint-Petersbourg ont été marqués par un recul des athlètes russes et une percée de l'équipe de France. p. 27

Le Crédit lyonnais répond à Bruxelles

Dans un entretien au Monde, son président, Jean Peyrelevade, affirme n'avoir jamais trompé la Commission européenne. Il accuse les précédents gouvernements français d'être responsables du conflit avec Bruxelles. p. 20

Election-choc en Allemagne

Fort poussée de l'extrême droite, consolidation des positions des anciens communistes : les électeurs de Saxe-Anhalt ont sévèrement sanctionné la CDU de Helmut Kohl. p. 2

Crise au RPR

Après le calvaire du RPR lors du vote sur l'euro à l'Assemblée, Philippe Seguin menace de quitter la présidence du parti gaulliste. p. 7

Esclavage : 150 ans après, en Guyane

La commémoration de l'abolition de l'esclavage est pour les créoles l'occasion de réfléchir à l'idée de « gyanité ». Reportage d'Annick Cojean. p. 8

L'Espagne frôle la catastrophe

Le parc national de la Donana, en Andalousie, a failli être contaminé par cinq millions de mètres cubes d'eau acide provenant d'une mine. p. 3

L'autoroute « bis Paris-Barcelone »

En 2001, l'axe E9 offrira une nouvelle continuité autoroutière Paris-Barcelone via Toulouse. p. 13

La Feria de Séville

Les corridas et les nuits de danse enflamment la capitale andalouse. p. 29

Education : RTL envahi

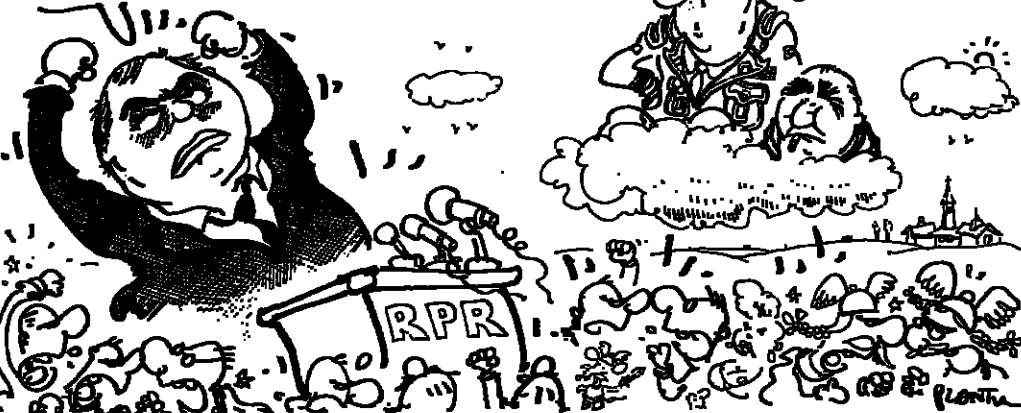
Après la manifestation de samedi à Paris, des enseignants et élèves de Seine-Saint-Denis ont perturbé le cours des programmes de RTL, où Claude Allègre devait intervenir. p. 12 et 16

Allemagne, 9 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 10 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 48 KRN ; Pays-Bas, 2 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, 1 \$; USA (inter), 2,50 \$.

M 0147 - 428 - 7,50 F



L'EURO ! TIGERI ! TOUBON !
JE VOUS ADORE, MAIS VOUS
ME GONFLEZ SÉRIEUSEMENT !!



- Les déclarations de M. Chirac à Tokyo p. 4
- Le séminaire des dirigeants socialistes p. 4
- De la monnaie au projet politique p. 11-13
- La Banque centrale, institution fédérale p. 14
- Le conseil de l'euro, club réservé aux Onze p. 15
- La politique économique française sous contrainte p. VI
- 22 questions sur la monnaie unique p. VII
- Débat entre Jean-Louis Bourlanges et Sergio Romano p. VIII

La jeune Tibétaine Rinchen Lamo va retrouver la « tête du serpent »

KATMANDOU
de notre envoyé spécial
L'exode continue : depuis le 1^{er} janvier, près de sept cents Tibétains sont parvenus à franchir clandestinement la frontière chinoise et à se réfugier au Népal. Tout d'abord accueillis dans les « camps de transit » du gouvernement tibétain en exil, dans la banlieue de Katmandou, ils sont ensuite dirigés vers l'Inde. Cette hémorragie n'a aucune raison de s'arrêter : le durcissement de la répression chinoise contre les moines bouddhistes ou les civils soupçonnés de soutenir le dalaï-lama pousse de plus en plus de Tibétains à choisir le chemin de l'exil. « Dans les monastères, la pratique des séances de rééducation imposée par Pékin est généralisée depuis plus d'un an, note le moine bouddhiste français Mathieu Ricard. Les membres du clergé doivent apprendre et réciter par cœur les leçons enseignées par les commissaires politiques. » Rinchen Lamo a 25 ans. Cette jeune nonne est arrivée à Katmandou il y a une quinzaine de jours, venant de Lhassa. Sourire éclatant, crâne rasé, Rinchen a réussi à quitter Lhassa en utilisant le service d'un passeur qui l'a conduite « de l'autre côté » après un épu-

sant voyage de trois semaines. La jeune femme a pour unique souci « de se rapprocher du dalaï-lama ». Les trois ans de prison auxquels elle a été condamnée en 1992, après avoir participé à une manifestation antichinoise à Lhassa, l'ont définitivement marquée comme une dangereuse partisane de la « tête du serpent », expression chinoise en vigueur pour désigner Sa Sainteté. Les réfugiés choisissent en général l'hiver pour fuir le Tibet occupé. Une décision curieuse quand on pense au froid régnant à cette époque. « Mais les patrouilles de l'armée chinoise sont moins fréquentes en hiver le long de la frontière tibéto-népalaise », remarque une responsable du camp de transit de Katmandou. En camion depuis Lhassa, puis à pied dans la montagne et à travers les cols des hautes vallées, de nombreux fuyards arrivent parfois au Népal dans des conditions physiques pitoyables. Plusieurs d'entre eux ont, cette année, dû être amputés après avoir eu les pieds gelés durant le voyage. Il leur faut aussi compter avec le harcèlement de la police népalaise qui n'hésite pas à exiger des bakchichs pour les laisser continuer vers Katmandou. Il y a une dizaine de

jours, cent dix-huit réfugiés ont ainsi été arrêtés après avoir franchi illégalement la frontière. Si de nombreux Tibétains continuent de fuir leur pays pour des raisons religieuses, telle n'est cependant pas leur unique motivation. Des familles, en nombre croissant, veulent faire échapper leurs enfants aux effets de la « sinisation » du système éducatif. Comme l'affirme Mathieu Ricard, « pour de nombreux Tibétains, la situation est sans espoir puisque, depuis cinq ou six ans, la langue tibétaine est en train de disparaître dans les écoles. Exemple : sur les dix-sept départements de l'université de Lhassa, l'enseignement se fait uniquement en chinois à l'exception d'une seule section de grammaire et linguistique ». Jamyan, 21 ans, l'un de ces nouveaux arrivants, confirme cette tendance : « Au Tibet, nous savons désormais qu'après avoir réussi à gagner le Népal et l'Inde, nous pourrions enfin étudier librement dans les écoles ou les monastères du gouvernement en exil. » Jamyan a déjà choisi sa voie : il sera moine.

Bruno Philip

Lire page 10

M. Jospin et le social : prudence ou immobilisme ?

LA POLITIQUE est l'art de gérer le calendrier des réformes, de doser périodes d'accélération et phases de ralentissement, d'alterner action et réflexion. Jusqu'à présent, Lionel Jospin a bien réussi dans cet exercice délicat sur le terrain social, seulement embarrasé, fin 1997, par les mouvements de chômeurs. Il a ouvert - ou différé - les chantiers sociaux suivant un ordre prévu avant les élections législatives et avec une maestria à faire pâlir d'envie son prédécesseur, Alain Juppé, qui n'avait jamais pu trouver un ton et un tempo à l'unisson de l'opinion. Mais le premier ministre ne restera pas éternellement maître du temps ni porteur de projets estampillés « de gauche ». Des réformes vont s'imposer, et il devra tôt ou tard les prendre à bras le corps s'il ne veut pas s'exposer à la pire des critiques pour un homme d'Etat : l'immobilisme. L'« audace » dont M. Jospin crête son gouvernement sur le front de la lutte contre le chômage (35 heures, emplois-jeunes) ne risque-t-elle pas de se transformer en prudence sur les dossiers en attente ? Sans renoncer aux réformes, tout indique qu'il va en changer le rythme et les inscrire dans le temps. « Il reste devant nous

tellement de choses à faire », a-t-il souligné dans son entretien au Monde (daté 21 avril), rappelant qu'il entend mener sa politique « dans la durée », autrement dit jusqu'en 2002, terme normal de la législature. Cette règle générale vaut, bien sûr, pour les grands chantiers sociaux qui restent à ouvrir ou à relancer : réforme du droit du licenciement, adaptation du système de retraites au vieillissement de la population, modification d'une partie de l'assiette des cotisations patronales, maîtrise des dépenses de santé, remise à plat de la politique familiale. Après l'adoption définitive des 35 heures par le Parlement, début mai, il y aura encore beaucoup à faire pour introduire la réduction du temps de travail dans les entreprises et les moeurs. Si la mise en œuvre de cette réforme à forte charge politique - elle était au cœur du projet de la gauche - échappe désormais au gouvernement, au moins est-elle portée, pour ses partisans, d'un projet de société remettant le travail à sa juste place pour dégager de nouveaux espaces de vie.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 17

Un Bouriate à Nancy



ANATOLI BASKAKOV

C'EST UN BOURIATE, originaire d'Oulan Oudé, ville de 400 000 habitants au nord de la Mongolie. Là-bas, Anatoli Baskakov fait du théâtre, monte Molière, Tchekhov ou Ionesco. Il était à Nancy, invité par le festival Passages, qui, depuis trois ans, permet de découvrir ce théâtre du Grand Est empreint d'une troublante religiosité.

Lire page 32

International	2	Aujourd'hui	27
France	6	Météorologie	30
Société	10	Jazz	30
Régions	13	Carnet	31
Horizons	14	Culture	32
Entreprises	20	Guide culturel	33
Communication	22	Quotidien	34
Tableau de bord	23	Abonnements	34
Annuaire classés	25	Radio-Télévision	35

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 28 AVRIL 1998

ELECTIONS A cinq mois des élections générales en Allemagne, le parti du chancelier Kohl, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), a enregistré un important revers aux élec-

tions régionales, dimanche 26 avril, en Saxe-Anhalt, dans l'ancienne RDA. La CDU, avec 22 % des suffrages, a reculé de 12 points. Avec 36 % des voix (+2 points), le Parti

social-démocrate (SPD) ne bénéficie pas autant qu'il l'escomptait du crédit du parti au pouvoir à Bonn. L'ENTRÉE de l'extrême droite au Parlement de Magdebourg est le ré-

sultat le plus marquant du scrutin. Avec 13,2 % des voix, la Deutsche Volksunion (DVU) fait, pour la première fois, son entrée dans un Parlement régional à l'Est. LES ANCIENS

communistes se maintiennent, pour leur part, avec 19,4 % des voix. Ni les Verts ni les libéraux n'ont obtenu les 5 % de voix nécessaires pour être représentés au Parlement régional.

L'extrême droite fait une percée dans l'ancienne Allemagne de l'Est

Avec 13,2 % des voix en Saxe-Anhalt, la Deutsche Volksunion (DVU) sera, pour la première fois, représentée dans un Land de l'Est. La CDU de Helmut Kohl enregistre un cuisant revers et le SPD ne profite pas, autant qu'il l'attendait, des mécontentements

BONN
de notre correspondant
Marquées par une percée spectaculaire du parti d'extrême droite, la Deutsche Volksunion (DVU), les élections régionales de Saxe-Anhalt, dans l'ancienne RDA, constituent un revers cinglant pour le chancelier Helmut Kohl. Pour la première fois depuis la réunification, la frustration des ex-Allemands de l'Est ouvre à l'extrême droite, qui obtient 12,9 % des voix, les portes d'un Parlement régional dans l'un des Länder de l'ancienne RDA, alors que les anciens communistes du PDS consolident leurs positions avec 19,6 % des voix.

Les chrétiens-démocrates (CDU) subissent de plein fouet la difficulté des ex-Allemands de l'Est de s'insérer dans la nouvelle Allemagne. Ils reculent de plus de 12 points par rapport aux élections précédentes de 1994, ne recueillant que 22 % des suffrages. Seule consolation pour les stratégies chrétiens-démocrates, le Parti social-démocrate ne profite pas réellement de la situation, comme il l'espérait, ce qui relance l'hypothèse d'une grande coalition après les élections fédérales de septembre.

Emmenés par le ministre-président sortant, Reinhard Höppner, les sociaux-démocrates progressent de 2 % par rapport aux

dernières élections, recueillant 35,9 % des suffrages. Mais les sondages, avant le scrutin, créditaient le SPD d'un score allant jusqu'à 44 % des suffrages. Deux mois après la victoire triomphale, aux élections régionales de Basse-Saxe, de celui qui a été nommé dans la foulée candidat SPD à la chancellerie, il n'y a pas eu réellement d'« effet Schröder ».

DISPARITION DES VERTS

M. Höppner est loin d'atteindre la majorité absolue des sièges à laquelle il aspirait à Magdebourg. Il voit en revanche la disparition de son partenaire de coalition, le parti des Verts, qui ne recueille que 3,3 % des voix contre 5,1 % en 1994, et ne franchit pas la barre des 5 % nécessaire pour être représenté au Parlement. Absents des autres Parlements régionaux de l'ancienne RDA, les écologistes paient cette fois leur projet de tripler en dix ans le prix de l'essence, à 5 marks, une mesure jugée très antisociale à l'Est du pays. A l'Ouest aussi, lors des élections municipales du Schleswig-Holstein, en mars, ils avaient essuyé une cuisante défaite. Les Verts vont avoir fort à faire s'ils veulent prétendre jouer un rôle dans la formation du gouvernement fédéral après les élections de septembre. Le même dilemme se pose pour les libéraux, membres de



l'actuelle coalition à Bonn, qui ne recueillent que 4,2 % des voix (contre 3,6 % en 1994). Après avoir échoué à Hambourg et en Basse-Saxe, les libéraux avaient eu la mauvaise idée d'annoncer, huit jours avant le scrutin, leur intention de supprimer l'impôt de solidarité avec l'Est.

Le scrutin de Saxe-Anhalt, le plus petit des Länder de l'Est, avec 2,8 millions d'habitants, est un avertissement. Les partis de tradition non démocratique recueillent un tiers des votes. Les communistes, qui avaient jusqu'ici le monopole du vote protestataire, ob-

tiennent 25 des 116 sièges du Parlement régional, et maintiennent à peu de chose près leurs positions de 1994. Le succès de la Deutsche Volksunion (DVU), qui détient désormais 16 sièges, est d'autant plus inquiétant que la participation a été très forte. 70,5 % des 2,1 millions d'électeurs inscrits se sont déplacés contre 54,8 % il y a quatre ans, où l'abstention avait atteint un record. A l'annonce des résultats, 200 manifestants, souvent sympathisants communistes, se sont rendus au Parlement de Magdebourg, aux cris de « Nazis dehors ! ». Le candi-

dat local de l'extrême droite, totalement inconnu des médias, a refusé d'accorder toute interview à la presse. Seul le chef du parti, Gerhard Frey, a accepté de s'exprimer.

ACCUSATIONS MUTUELLES

Le SPD et la CDU se sont accusés mutuellement de la responsabilité de cette situation. « Celui qui pactise avec l'extrême gauche ne doit pas être surpris », a accusé Peter Hintze, secrétaire général de la CDU, reprochant au gouvernement sortant, minoritaire, d'avoir gouverné avec le soutien des ex-communistes. Au contraire, plusieurs responsables du SPD ont déclaré que les électeurs avaient voté DVU par colère contre la politique de Helmut Kohl à Bonn. Gerhard Schröder a mis le succès de l'extrême droite sur le compte personnel du chancelier et de ses promesses non tenues. Daniel Goedevert, ancien membre du directoire de Volkswagen et proche du SPD, a mis en garde contre toute tentative de minimiser le danger de l'extrême droite, rappelant la progression du Front national en France.

Au niveau local, le vote va mettre fin au « modèle de Magdebourg », où le SPD dirigeait une coalition minoritaire avec les Verts, avec le soutien sans participation du PDS. Reinhard Höppner

a annoncé officiellement qu'il allait mener des discussions de coalition avec le PDS et la CDU. Mais la direction du SPD ne peut se permettre, en prévision des élections de septembre, une coalition avec les anciens communistes, Gerhard Schröder, qui ne veut pas effrayer l'électorat du centre, a clairement fait savoir qu'il souhaitait voir M. Höppner gouverner avec la CDU. Les deux grands partis vont devoir sérieusement réfléchir à leur stratégie à l'Est pendant les cinq mois de campagne électorale qui leur restent. Il est probable que les adversaires du chancelier Kohl au sein des partis de sa coalition chercheront à lui imputer la responsabilité personnelle de cette montée des extrêmes.

Arnaud Leparmentier

■ Un social-démocrate élu à la mairie de Leipzig (Est) : le social-démocrate (SPD) Wolfgang Tiefensee a été élu maire de Leipzig, dimanche 26 avril, devant le communiste rénovateur Lothar Tippach. M. Tiefensee a recueilli 48,4 % des voix au deuxième tour, contre 29,8 % pour son adversaire communiste. L'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl a enregistré un nouveau score désastreux, son candidat, Peter Kaminski, n'ayant obtenu que 17 % des suffrages. (AFP)

Les slogans xénophobes séduisent la jeunesse sans avenir de Magdebourg

BONN
de notre correspondant
Cela finissait par tenir du miracle : l'extrême droite ne parvenait pas à faire son entrée politique dans l'ancienne RDA, alors que le chômage frappe une personne sur cinq et que la violence néonazie s'y développe plus qu'ailleurs. C'est aujourd'hui chose faite : la Deutsche Volksunion (DVU) rentre au Parlement de Saxe-Anhalt, recueillant 13 % des suffrages.

La DVU a bénéficié de l'absence des autres partis d'extrême droite : les Republikaner et le Nationaldemokratische Partei Deutschland (NPD) n'étaient pas présents, les premiers pour vice de procédure, le second pour n'avoir pas réuni les mille signatures de soutien nécessaires.

Fondée à Munich en 1971 par Gerhard Frey, un éditeur de soixante-cinq ans dont la fortune atteindrait plusieurs centaines de

millions de marks, la DVU, qui compterait quelque 15 000 membres, était parvenue à rentrer il y a quelques années à la mairie de Brême et au Parlement régional du Schleswig-Holstein. En septembre 1997, elle avait manqué de 190 voix son entrée au Sénat de Hambourg en recueillant 4,98 % des suffrages.

La DVU n'a qu'une poignée de militants en Saxe-Anhalt. Mais elle a employé les grands moyens financiers pour s'implanter, investissant dans la campagne électorale près de 3 millions de marks, soit presque autant que tous les autres partis réunis. La DVU a affrété un avion tirant ses slogans dans le ciel de Magdebourg. Elle a recouvert la région de plus de vingt-mille affiches, le plus souvent accrochées en haut de lampadaires pour être plus difficiles à déchirer, inondé la population de 1,2 million de lettres. Le parti d'extrême droite a ciblé les moins de trente ans, qui

ont reçu des courriers personnalisés. Avec succès : plus d'un quart d'entre eux ont voté DVU, plutôt des hommes que des femmes, originaire de tous les partis à l'exception des Verts (PDS, CDU, SPD). M. Frey est coutumier du fait. Selon le quotidien de gauche Tageszeitung, il avait, lors des élections européennes de 1989, envoyé 28 millions de lettres et dépensé entre 15 et 18 millions de marks pour ne recueillir que 1,6 % des voix.

La violence d'extrême droite est depuis longtemps présente dans l'ancienne RDA. Avec ses skinheads, la région de Magdebourg est la championne des agressions xénophobes. Des zones sous contrôle de bandes racistes sont réputées « sans étrangers ». Plus généralement, 45 % des crimes et délits xénophobes d'Allemagne sont commis dans les nouveaux Länder de l'Est, alors que 17 % seulement de la population y vit et que les étrangers ne représentent que 2 % de celle-ci (contre plus de 10 % à l'Ouest). La population de l'Est pense, à 48 %, selon un sondage récent du Spiegel, que les étrangers prennent le travail des Allemands, et à 55 % (contre 38 % à l'Ouest) que les étrangers vivent aux crochets des Allemands. 14 % de la population de l'Est, marquée par plus de cinquante ans de dictature nazie, puis communiste, pense qu'un régime autoritaire résoudrait mieux les problèmes actuels que la démocratie, ce score n'étant que de 7 % à l'Ouest.

Jusqu'à présent, racisme et violence ne s'étaient pas exprimés par les urnes à l'Est (les Republikaner siègent à l'Ouest, au Parlement de Bade-Wurtemberg). Cette résistance électorale était expliquée par le passé nazi de l'Allemagne : « Auschwitz empêche tout retour de l'Allemagne vers l'extrême droite. Ce n'est pas le cas de la France », déclarait en mars le chef des Verts au Bundestag, Joschka Fischer, après les élections régionales en France. L'absence de leader charismatique, la générosité du système de protection sociale allemand et la forte implantation des partis démocratiques étaient autant de remparts contre les extrêmes.

A Magdebourg, ces verrous ont sauté. La Saxe-Anhalt étant le Land d'Allemagne où le taux de chômage est le plus élevé (22,6 %) et la croissance la plus faible (0,6 %

contre plus de 2 % dans les autres Länder de l'Est), sans espoir d'amélioration à court terme, les jeunes sont désœuvrés et trouvent beaucoup plus difficilement des places en apprentissage qu'à l'Ouest. « Avec le chômage et cette situation sociale explosive, les gens sont facilement séduits lorsqu'on leur dit : "Les étrangers criminels, dehors !" », ou : "L'argent allemand seulement pour les Allemands !" », s'inquiétait, avant les élections, Tobias, jeune militant du PDS, le parti néo-communiste allemand.

Dans les Länder de l'Est, selon un sondage, 48 % des gens pensent que les étrangers prennent le travail des Allemands

Viola Neu, spécialiste de l'extrême droite à la fondation Konrad Adenauer, proche de la CDU, expliquait récemment que l'extrême droite n'avait aucune crédibilité dans la lutte contre le chômage et que c'est pour cela, notamment, qu'elle ne décollait pas. Aujourd'hui, les promesses non tenues du gouvernement – courant 1997, le chancelier annonçait la création de 100 000 emplois par an à l'Est, dès 1998 – semblent attiser

le discrédit sur l'ensemble de la classe politique et inciter les électeurs à voter pour les partis non démocratiques.

Aucun loisir n'est organisé dans les campagnes de l'Est. Les adultes et les professeurs d'école font parfois preuve de laxisme devant les propos racistes des jeunes, sous prétexte de ne pas « rompre le dialogue » avec eux.

Plus généralement, la classe politique s'engage mollement contre la xénophobie, à l'exception notable des Verts et des libéraux. Elle laisse se faire depuis des mois un amalgame entre criminalité et étrangers, entre mafias internationales et travailleurs immigrés. La DVU a pour slogan « Les étrangers criminels dehors ! », mais que déclarait pendant l'été 1997 le candidat du SPD, Gerhard Schröder ? : « Nous ne devrions pas être aussi illogiques envers les délinquants étrangers que l'on attrape. Pour celui qui abuse de notre droit de l'hospitalité, il n'y a qu'une solution : dehors, et vite. » Soucieuse d'éviter l'émergence d'un parti d'extrême droite en Bavière, la CSU bavaroise envisage, sous certaines conditions, d'expulser les parents de délinquants étrangers. En réalité, la criminalité des étrangers baisse depuis quelques années, tandis que les crimes racistes atteignent de nouveaux sommets de 1993. Les partis politiques ont pour stratégie d'occuper le terrain de la sécurité et de l'immigration et de montrer qu'ils s'occupent des peurs – justifiées ou non – des Allemands pour

empêcher l'émergence de partis d'extrême droite. Cette stratégie avait jusqu'ici assez bien réussi.

■ De l'argent allemand pour des emplois allemands !, réclame la DVU. Mais le député de la CSU bavaroise, Peter Ramsauer, a déclaré, en septembre 1997, que « la reprise conjoncturelle n'avait pas d'effet sur le marché du travail ; chaque année, jusqu'à 250 000 étrangers passent sur le marché du travail en Allemagne », tandis que Helmut Kohl a expliqué une partie du chômage par l'afflux d'étrangers. Le ministre de la défense, Volker Rühe, a expliqué cet hiver que l'envoie des défilés d'extrême droite constatée en 1997 dans la Bundeswehr ne concernait que des cas isolés, alors qu'il existe des carences, constatées par un rapport parlementaire, dans l'éducation civique des recrues. L'Allemagne a encore une caserne Mliders, en hommage au colonel d'aviation qui a bombardé Guernica.

Lorsqu'à la fin de l'été 1997, le conseil municipal de Gollwitz, village de 405 âmes situé dans le Brandebourg, a voté à l'unanimité contre la venue de 60 juifs d'Asie centrale, le ministre-président (SPD) du Land, Manfred Stolpe, a pris sa défense, expliquant qu'il ne s'agissait pas d'antisémitisme. « En 1933, c'étaient aussi des citoyens absolument normaux », avait rétorqué, furieux, Ignatz Bubis, président du Conseil national des juifs d'Allemagne.

A. L.

Accédez aux carrières du Management Hôtelier International et de l'Industrie des Services

Une double formation bilingue européenne et américaine conduisant aux titres les plus prestigieux pour l'emploi international, en alternance professionnelle, formation-entreprise, pouvant être financée et rémunérée.

BACHELOR OF SCIENCE IN INTERNATIONAL HOTEL MANAGEMENT

EXECUTIVE MASTER IN INTERNATIONAL HOSPITALITY MANAGEMENT

In association avec le CMH Centre de Management International - Genève

Admission : Bac, Bac + 1, BTS, DUT, DEUG Licence ou diplôme étranger équivalent

Contact Veronique Sornay 01 45 26 59 28

CMH

Centre de Management International - Genève

Management Center of International Hotel Management

Une nébuleuse de petits partis et de groupuscules

● Scores. Éclatée, l'extrême droite allemande n'a jamais réussi à franchir, à des élections générales, la barre des 5 % des suffrages, ce qui lui aurait permis de siéger au Bundestag. Elle a réalisé son meilleur score national (en Allemagne de l'Ouest), en 1969, quand elle a obtenu 4,3 % des voix. Le NPD (Nationaldemokratische Partei Deutschland) a connu alors son apogée avant de se diviser et de quasiment disparaître à la suite de querelles internes et de tentatives avortées de fusion avec d'autres groupuscules.

● Parlements régionaux. L'extrême-droite a participé, sous

des noms divers à des Parlements régionaux, en général pour de courtes périodes. En 1989, les Republikaner de l'ancien Waffen-SS Franz Schönhuber sont entrés à l'Assemblée des députés (Abgeordnetenhaus) de Berlin-Ouest (avec 7,9 % des voix). La même année, ils réalisaient leur meilleur score aux élections européennes (7,1 %) mais, en 1994, ils sont retombés sous le seuil des 5 %. Outre Berlin-Ouest, l'extrême-droite a fait son entrée dans des Parlements régionaux suivants, soit par l'intermédiaire des Republikaner (Rep), soit de la Deutsche Volksunion (DVU) de

Gerhard Frey :
- 1991 : Brême, 6,2 % (DVU)
- 1992 : Bade-Wurtemberg, 10,2 % (Rep)
- 1992 : Schleswig-Holstein, 6,3 % (DVU)
- 1996 : Bade-Wurtemberg, 9,1 % (Rep)
● Municipales. Les Republikaner ont d'autre part enregistré, dans l'Ouest de l'Allemagne, des résultats comparables à ceux de la DVU dimanche en Saxe-Anhalt, à des élections municipales, comme en Hesse en 1995, où ils ont obtenu jusqu'à 15 % des suffrages dans des bastions ouvriers touchés par la crise.

صلى الله عليه وسلم

Alexandre Lebed a remporté le premier tour de l'élection régionale russe de Krasnoïarsk

Le général conserve ses chances de réussir son retour en politique

Donné perdant par les sondages, le général Lebed est arrivé largement en tête du premier tour de l'élection régionale à Krasnoïarsk (Sibérie), devançant de dix points le gouverneur sortant, Valéri Zoubov. Le général « rebelle » a rassemblé sur son nom les votes contestataires. Une victoire au second tour signifierait son retour dans le jeu politique et entretiendrait son ambition de conquérir la présidence russe.

MOSCOU

de notre correspondante
Au premier tour d'un scrutin régional, suivi, dimanche 26 avril, avec passion, car il doit déterminer les contours de la présidence à venir en Russie, l'opposant Alexandre Lebed a provoqué la surprise. Selon les résultats préliminaires publiés lundi, il a devancé de dix points son grand rival, le gouverneur sortant de la région sibérienne de Krasnoïarsk, Valéri Zoubov, qui était donné favori.

Le général à la voix d'outre-mer brigue le poste de gouverneur de cette région, vaste comme quatre fois la France. Il entend en faire sa place d'armes d'où il pourrait se lancer à la conquête du pouvoir suprême en Russie. S'il échoue à Krasnoïarsk, il ne « perdra pas son temps » à tenter la présidentielle, a-t-il déclaré. Tout indique que l'ancien officier « rebelle », chassé brutalement du Kremlin où il fit un bref passage après avoir permis la réélection de Boris Eltsine en 1996 et fait la paix en Tchétchénie, garde intactes ses chances de revenir dans la « grande politique » russe où son étoile avait pâli.

Les sondages lui étaient pourtant défavorables. L'administration lo-

cale, soutenue par le Kremlin, avait, initialement, réussi à provoquer un reflux de peur, présentant Alexandre Lebed comme un étranger indifférent au sort de la région, un aventurier dangereux et imprévisible, mû par ses seules ambitions présidentielles et soutenu par des forces « obscures ». Les électeurs n'y ont pas cru, du moins ceux des zones rurales. Après dépouillement de 95 % des bulletins, ils lui ont donné 45,2 % de leurs voix, contre 35,24 % au gouverneur sortant. Valéri Zoubov l'a cependant emporté dans toutes les circonscriptions de la capitale, Krasnoïarsk.

Une autre surprise est le score très bas du communiste Piotr Romanov - 13 % -, alors même qu'il était soutenu par l'ultra-nationaliste Jirinovski. Le vote protestataire s'est donc presque entièrement reporté, ici, sur Alexandre Lebed. Cinq autres candidats se sont partagés 6 % des suffrages, dans un scrutin qui a connu un taux de participation record de plus de 61 %. Un deuxième tour est prévu dans deux à trois semaines.

La campagne risque d'être aussi chaude qu'avant le premier tour. On retrouve les ingrédients habituels des campagnes à fort enjeu

en Russie : les « compromis », ou révélations, généralement fabriqués, visant à compromettre l'adversaire. Les deux principaux candidats électoraux y ont eu recours. Celui du général fit distribuer dans les boîtes aux lettres des tracts affirmant que Valéri Zoubov, ancien doyen de la Faculté d'économie locale, fut soigné par des psychiatres ; qu'il promettait de généraliser l'enseignement payant, de payer les salaires en supprimant ceux des militaires. Le dernier numéro du journal de campagne de Lebed, tiré à des centaines de milliers d'exemplaires, fut saisi car il annonçait que les partisans du gouverneur sortant prépareraient des actes terroristes dont la responsabilité sera attribuée au général. L'état-major de M. Zoubov a distribué des tracts, signés Lebed, appelant à dénoncer les voisins vivant dans des appartements trop grands ou faisant du commerce privé... Les candidats ont affirmé n'être pour rien dans ces histoires.

APPELS SUFFRAGEUX

Comme à Moscou pour la présidentielle, les sommes dépensées pour leurs campagnes n'avaient rien à voir avec celles, ridiculement basses, officiellement déclarées.

Les « oligarques » moscovites sont entrés puissamment dans le jeu. Le groupe Onexim, qui détient l'immense combinat Norilsk Nickel de la région, des banques, ainsi que le maire de Moscou, Iouri Loukouv, se sont engagés aux côtés du gouverneur sortant.

Alexandre Lebed, lui, a reçu les appuis sulfureux du plus puissant homme d'affaires local, l'ancien « mafieux » Anatoli Bykov, puis du plus célèbre financier russe Boris Berezovski. Le premier a fini par prendre, officiellement, ses distances avec le général. Le second a expliqué qu'il le soutenait pour des raisons tactiques. Il voudrait qu'Alexandre Lebed reste dans la course présidentielle pour ôter des voix au maire de Moscou, qui, par son populisme nationaliste, vise le même électoral. La première chaîne nationale ORT, contrôlée par M. Berezovski, a donc fortement soutenu le général, provoquant sans doute le courroux de Boris Eltsine, apparemment mal informé, ou peu convaincu, des « bonnes » intentions de M. Berezovski.

Alexandre Lebed affirme, tranquillement, que s'il a usé, « comme tout le monde » de « l'argent gris » de « petits truands », il n'en est redevable à personne. Ni même à M. Berezovski, car si tous deux « jouent sur le même échiquier », ils mènent « chacun un jeu différent ». Celui du général a surtout consisté à dénoncer l'empire « colonial » qu'exerce, sur les régions, la capitale, Moscou, « où se concentre 36 % de l'argent du pays ». Un argument imparable dans la Russie actuelle.

Sophie Shihab

En Tunisie, un défenseur des droits de l'homme condamné à trois ans de prison

Il avait dénoncé le « quadrillage de la société »

LA COUR D'APPEL de Tunis a confirmé, samedi 25 avril, la condamnation à trois ans de prison ferme du vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), Khémal Ksila. Un pourvoi en cassation est possible dans un délai de dix jours. Agé de quarante et un ans, marié et père de trois enfants, M. Ksila avait été condamné, le 11 février, par un tribunal correctionnel pour « diffamation contre l'ordre public et les autorités, diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public et incitation des citoyens à transgresser les lois du pays ».

Le responsable de la Ligue avait été arrêté le 29 septembre à Tunis après avoir entamé, le jour même, une grève de la faim et avoir rendu publique une déclaration dénonçant l'oppression dont il était victime (perte d'emploi, privation de passeport, surveillance policière, tracasseries pour sa famille).

PRÉTEXTE ANTI-ISLAMISTES

M. Ksila avait surtout exprimé son point de vue sur la situation en Tunisie en appelant « à la vigilance extrême en ce moment difficile par lequel passe notre pays où il semble que le pouvoir s'emploie, non sans succès notable, à quadriller toute la société, à éliminer toute opinion dissidente, et ce par l'établissement de toutes les institutions d'information, si bien que la dégradation de l'information a atteint un niveau que la Tunisie n'a jamais connu auparavant ». Le numéro deux de la Ligue dénonçait également « l'arsenal sécuritaire mis en œuvre » et les « graves violations en matière de droits de l'homme » commises en Tunisie.

Au lendemain de sa condamnation en première instance, la fédé-

ration internationale des droits de l'homme (FIDH) avait jugé dans un communiqué que celle-ci s'inscrivait « dans le cadre d'une aggravation des persécutions, vexations et intimidations de toutes sortes exercées à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme ».

Le fait est que, prospère sur le plan économique, la Tunisie traverse une période noire du point de vue des libertés publiques. Prétextant la poursuite d'un combat contre le courant islamiste, pourtant déjà gagné de l'avis de beaucoup, le président Zine el Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis dix ans, ne cesse d'accroître les dérives autoritaires de son régime. Les partis politiques de l'opposition ont été réduits à faire de la figuration. L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTA), le syndicat unique, n'est plus qu'une courroie de transmission du régime. La presse est muselée.

Seule la Ligue et quelques personnalités - dont une poignée d'avocats - continuent à s'opposer au régime. Elles le paient chèrement. Pour avoir pris position en faveur de M. Ksila, le président du comité directeur de la LTDH, Taoufik Bouderbala a été convoqué il y a peu par le procureur de la République. Quant à M. Radhia Nasraoui, avocate occasionnelle des militants islamistes, après plusieurs cambriolages de son cabinet, elle a été inculpée en mars de « liens avec une organisation terroriste », d'« appartenance à une bande de malfaiteurs », d'« incitation à la rébellion », d'« outrage à la magistrature et au président de la République » et de « diffusion de fausses nouvelles ».

Jean-Pierre Tuquoi

Le chef de la gendarmerie belge dans la ligne de mire

BRUXELLES

de notre correspondant
Jean-Luc Dehaene, le premier ministre belge, doit s'adresser mardi 28 avril aux députés pour défendre l'action de son gouvernement, durement ébranlé par l'évasion rocambolesque de Marc Dutroux. La motion de défiance déposée par l'opposition libérale et écologiste n'a cependant que peu de chances d'être adoptée. Pendant le week-end, les partis de la majorité socialiste-social-démocrate ont, resserré les rangs, en insistant sur le « geste fort » que constituent déjà à leurs yeux les démissions des ministres de la Justice et de l'Intérieur. Les partis de l'opposition, à l'exception du Vlaams Blok, l'extrême droite flamande, ont eux aussi mis un bâton dans les attaques contre l'équipe dirigée par M. Dehaene, cessant de réclamer son départ immédiat.

Tout le monde est bien conscient que des élections anticipées organisées dans un tel contexte pourraient avoir des résultats imprévisibles, se révélant dévastateurs pour les formations politiques classiques.

LEVER L'« IMPRESSION D'IMMUNITÉ GÉNÉRALE »

Mais, par ailleurs, la plupart des responsables estiment que de bonnes paroles, fussent-elles prononcées avec force et solennité par le chef du gouvernement, ne suffiraient pas à rétablir un courant de confiance fortement dégradé entre la population et ses dirigeants. C'est pourquoi les pressions s'accroissent sur le lieutenant-général Willy Deridder, commandant en chef des forces de la gendarmerie du royaume, pour qu'il quitte ses fonctions. Philippe Maystadt, vice-premier ministre social-chrétien francophone, l'a ainsi indirectement mis en cause en déclarant : « Deux ministres ont assumé une responsabilité politique sans faute. Il serait paradoxal de ne pas sanctionner les responsabilités avec faute. Contourner les démissions au sommet accentuerait l'impression d'immunité générale, comme si la négligence et le manque de professionnalisme des subordonnés n'étaient jamais punis ».

En dépit des multiples insuffisances, erreurs et né-

gligences des unités de gendarmeries chargées, en 1995 et 1996, des enquêtes sur les disparitions d'enfants constatées par la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Dutroux, leur état-major avait jusqu'à été épargné. A la demande des socialistes flamands, dont la gendarmerie est le fief depuis sa dé-militarisation au début des années 90, le nom du lieutenant-général Deridder avait été rayé de la liste des responsables stigmatisés par le rapport de la commission d'enquête, à la grande colère des parents des jeunes victimes.

Il semble bien, cependant, que le nouveau ministre de l'Intérieur, le socialiste flamand Louis Tobback, qui fut longtemps le mentor et le protecteur du premier gendarme du royaume, soit maintenant au pied du mur. Se refusant à « participer au lynchage ou à désigner des victimes expiatoires », il a cependant concédé qu'il allait s'efforcer « de convaincre un certain nombre de personnes » d'assumer leurs responsabilités.

La Belgique ne serait pas la Belgique si une crise nationale ne se doublait pas d'une crise communautaire. Des responsables politiques flamands et des éditeurs de journaux du nord du pays notent avec irritation que ce sont deux ministres flamands « porteurs d'espoirs », n'ayant commis aucune faute personnelle, qui « payent » pour les négligences de gendarmes wallons.

Dans ce contexte, Guy Verhofstadt, président du Parti libéral-démocrate flamand (VLD), a demandé, dimanche, la démission de Melchior Wathelet, actuellement juge à la Cour de justice européenne de Luxembourg. Ministre de la Justice jusqu'en 1995, ce social-chrétien francophone avait été jugé responsable de la libération anticipée de Marc Dutroux après une première condamnation, en 1986, pour enlèvement, viol et séquestration d'enfants. Son mandat avait été reconduit par le Parlement en 1997, en dépit des critiques formulées à son encontre par la commission parlementaire d'enquête.

Luc Rosenzweig

L'Espagne échappe à un désastre écologique

LE PARC NATIONAL de la Donana, considéré comme l'un des plus beaux d'Espagne et d'Europe, a échappé de peu à un désastre sans précédent, après le déversement accidentel, samedi matin 25 avril, d'une quantité gigantesque d'eau contaminée par des produits très acides dans une rivière qui le traverse.

L'accident s'est produit lorsqu'un réservoir de décantation d'une mine de pyrite à Aznalcollar, près de Séville (Sud), a été crevé, en raison, selon son propriétaire, d'un glissement de terrain imprévisible. Plus de 5 millions de mètres cubes d'eau acide, contenant des métaux en dissolution, ont alors commencé à déferler dans la rivière Guadamar, qui se perd en aval dans les marais du Guadalquivir, dans le parc national de la Donana, au bord de l'océan Atlantique.

Le ministre espagnol de l'environnement, Isabel Tocino, a annoncé dimanche que les mesures prises avaient été couronnées de succès et que le parc de la Donana

se trouve désormais hors de danger. Les murs de rétention édifiés en catastrophe par la garde civile et les services de protection de l'environnement pour protéger l'endroit, situé au bord de l'Atlantique, ont bien résisté à la marée haute.

CATASTROPHE POUR L'AGRICULTURE

Environ 10 000 hectares de terres arables bordant le lit du Guadamar ont toutefois été touchés par la pollution. D'immenses bandes de champs, des vergers et des rizières étaient noyées par un mélange de résidus de zinc, de nickel, de cuivre d'argent et de plomb. Sur le passage des eaux contaminées, des oiseaux, des poissons et des crabes morts ont été retrouvés en petit nombre. Les maires de sept villes fluviales ont recommandé à leurs administrés de ne pas boire l'eau des puits. Et les éleveurs ont reçu instruction de maintenir leurs troupeaux à l'écart de la rivière.

Très protégée, cette vaste région (73 000 hectares) de marécages, de pinèdes et de dunes est célèbre pour ses colonies d'oiseaux, no-

tamment des grues et des flamants roses, ainsi que pour ses hardes de cerfs. Il s'agit aussi d'un des derniers refuges du lynx ibérique, espèce en voie d'extinction.

« Il s'agit d'une catastrophe écologique de grandes dimensions, dont nous ne sommes pas encore en mesure d'évaluer les conséquences », notamment pour l'agriculture locale, a averti M. Tocino. Le ministre a exigé que des poursuites pour « délit écologique » soient entamées contre l'entreprise propriétaire du réservoir, Minas de Aznalcollar, qui appartient à la multinationale suédoise Boliden Aporas.

Les organisations écologistes ont dénoncé l'existence d'une « catastrophe annoncée ». Dans des déclarations à l'AFP, une porte-parole de l'association écologiste Greenpeace, Eva Hernandez, a dénoncé le manque d'attention des autorités pour les alentours du parc national, ainsi que l'insuffisance de moyens matériels et humains déployés pour lutter contre le désastre. - (AFP, Reuters.)

Le choix de Cindy Crawford



Constellation
OMEGA - Swiss made since 1848

Omega -- my choice Cindy Crawford

Ω
OMEGA
Le signe de l'excellence

http://www.omega.ch

A Tokyo, Jacques Chirac se félicite que l'euro ait « protégé l'Europe » de la crise asiatique

Le chef de l'Etat assure les dirigeants japonais de sa « confiance »

En visite à Tokyo pour inaugurer « l'année de la France » au Japon, Jacques Chirac a tenu, lundi 27 avril, devant les représentants du patronat

nippon, à renouveler sa confiance dans la capacité du Japon à surmonter la crise qu'il traverse. Il en a profité pour se féliciter que la « perspective de l'euro » ait protégé l'Union européenne des effets des turbulences que connaît l'économie asiatique.

TOKYO
de nos envoyés spéciaux

« Confiance » et « optimisme » : dès le premier jour de sa visite officielle au Japon, lundi 27 avril, Jacques Chirac a martelé ces deux mots pour conjurer les doutes et les craintes engendrés par la crise financière asiatique et leurs possibles répercussions sur le système monétaire international. Prenant la parole devant les représentants du patronat japonais au siège de leur confédération, le Keidanren, il a justifié ce volontarisme en insistant sur les dangers de tout pessimisme : « Nous sommes dans un monde où les marchés sont extrêmement susceptibles. Leurs décisions ne sont pas toujours fondées sur la réalité, mais sur la perception qu'ils ont de cette réalité. »

Le chef de l'Etat a mis en garde contre « le tort que l'on peut causer en s'exprimant de façon pessimiste ». Au cours d'un entretien à la chaîne de télévision nationale NHK, lundi soir, M. Chirac avait déclaré : « En ce qui concerne le Japon, il ne s'agit pas d'une tempête, mais d'un trouble sérieux. Pour le reste de l'Asie, il s'agit d'une crise d'adaptation dont elle doit sortir dans deux ans. »

Optimisme de rigueur donc, que le chef de l'Etat a appliqué tant aux difficultés rencontrées par les économies asiatiques qu'à la perspective imminente de l'Union monétaire européenne. Concernant les premières, M. Chirac a rendu un hommage appuyé au rôle qu'a tenu le Japon depuis qu'ont éclaté les crises financières d'Asie, par sa contribution aux programmes de soutien du Fonds monétaire inter-

national. Il a renouvelé sa « confiance dans la sagesse et la parole [des dirigeants japonais] pour mener à bien les réformes qui s'imposent » à leur économie. Au moment où le premier ministre japonais est fragilisé, il a tout particulièrement souligné le volontarisme de son « ami » Hashimoto, qu'il nomme par son diminutif « Ryu », de « sortir de la crise (...) et redonner à l'économie japonaise le dynamisme nécessaire ».

Au passage, il a également salué la « sagesse et le courage des dirigeants chinois », qui, en maintenant

le Japon à l'écart de la crise asiatique, « on ne peut pas se permettre l'effondrement de la maison japonaise ». A cette fin, il est impératif que Tokyo ne se sente pas isolé face aux autres membres du G-7-G-8 à Birmingham en mai, alors que l'Union monétaire européenne sera entrée en vigueur.

M. Chirac n'a pas ménagé son énergie pour « vendre » à nouveau l'idée de l'euro à un parterre de grands patrons déjà intéressés avant même la crise récente. « La seule perspective de l'euro a protégé l'Europe des turbulences de la crise financière asiatique », a-t-il souligné.

Evoquant la « performance » de la France dans la construction européenne, M. Chirac a incité les investisseurs japonais à en faire leur « partenaire privilégié ». Un message qu'il comptait répéter au cours de ses conversations politiques durant son séjour comme, lundi soir, dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision NHK.

Toutefois, pour délivrer ce message de confiance et d'optimisme, le chef de l'Etat se présente à ses interlocuteurs nippons dans une position assez particulière. Lors de son précédent voyage officiel, en novembre 1996, il s'était employé à rassurer des partenaires inquiets sur la capacité de la France à se plier aux règles de bonne gestion exigées à l'échelle européenne. Ces inquiétudes sont aujourd'hui levées, mais, entre-temps, le président français a perdu sa majorité. Cela ne l'a pas empêché de renouveler son avertissement, plus à l'intention du gouvernement de Lionel Jospin qu'à celle de son auditoire, contre les dépenses excessives : « On ne fonde pas une monnaie solide sur des dettes. Voilà pourquoi nous devons mieux coordonner nos politiques économiques et mener ensemble des politiques pour l'emploi adoptées. »

Une dimension franco-française qui permettrait peut-être une double lecture de cet aphorisme de sagesse populaire, cité à propos des crises asiatiques : « Nous avons, en France, un proverbe sur les épreuves et leurs leçons : "A quelque chose malheur est bon" ».

Pascal Robert-Diard
et Francis Deroo

La Bundesbank fait campagne pour Wim Duisenberg

La Bundesbank a fait part de sa mauvaise humeur devant le compromis qui se dessine sur la présidence de la future banque centrale européenne et la nomination des membres de son directoire. Le Journal dominical *Bild am Sonntag* s'est fait l'écho, le 26 avril, de l'opposition d'une grande partie du conseil de la Bundesbank à ce que le mandat du premier président soit divisé pour permettre au gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, de succéder dans quelques années au Néerlandais Wim Duisenberg, soutenu par Bonn et une majorité de pays membres. Le premier ministre néerlandais, Wim Kok, a réaffirmé, dimanche, que son gouvernement continuait à s'opposer à un tel compromis.

L'information a été mollement démentie à Francfort. L'opinion de la Bundesbank ne modifiera pas la décision de l'Allemagne d'adopter l'euro, votée par le Parlement, mais peut peser sur les débats qui vont précéder le sommet du 2 mai à Bruxelles.

Le taux de change de leur monnaie, ont « joué un rôle majeur pour aider à stabiliser la situation ».

L'exercice a un but précis : il s'agit de tout faire pour que le Japon, en dépit de ses difficultés propres, continue de se sentir partie prenante des efforts visant à préserver la stabilité monétaire. Selon un di-

« L'euro sera, à côté du dollar, un stabilisateur du système monétaire international. » Se gardant de répondre avec trop de précision à une question sur la part envisagée avec le dollar, il a estimé qu'une monnaie « doit être forte pour ne pas être vulnérable, elle ne doit pas être trop forte, mais crédible ».

M. Jospin et le PS invitent « ceux qui ont négocié Amsterdam » à s'engager pour sa ratification

A UNE SEMAINE du sommet européen de Bruxelles, qui doit confirmer officiellement le lancement de l'euro avec la participation de onze pays, les instances dirigeantes du Parti socialiste ont tenu samedi 25 avril, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), un séminaire sur l'Europe avec Lionel Jos-

pin, ses ministres socialistes, le commissaire européen chargé de l'éducation et de la recherche, l'ancien premier ministre Edith Cresson.

Au-delà des exposés de deux ministres - Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, et Louis Le Pen, ministre de l'agriculture - et de deux secrétaires nationaux du PS - Pierre Guindon (international) et Jean-Pierre Bel (élections) -, le débat a porté principalement sur le traité d'Amsterdam et la réforme du mode de scrutin européen. Lionel Jospin a salué la « cohérence » du PS et du gouvernement sur l'euro, face à une « droite plutôt incertaine ». Il a affirmé qu'il ne pourrait pas y avoir de ratification du traité d'Amsterdam « sans que ceux qui l'avaient négocié s'engagent », en indiquant qu'il s'en était « ouvert » à Jacques Chirac. Le premier ministre a rappelé que, s'il avait mené cette négociation, il l'aurait fait « autrement ».

HYPOTHÈSES POUR UN SCRUTIN
Mais il a écarté toute conditionnalité à cette ratification, comme le souhaite Laurent Fabius, qui ne s'est pas exprimé, en notant que la parole de la France avait été engagée et que des « améliorations » avaient été obtenues, notamment sur le volet social.

François Hollande a souligné une « très large convergence de vues pour mettre l'Europe dans une dynamique d'emploi, de croissance et une dynamique politique ». Le premier secrétaire du PS a souhaité « des initiatives politiques pour introduire plus de clarté dans les décisions et plus d'efficacité dans les procédures ». M. Hollande a plaidé pour une ratification d'Amsterdam, car sinon « ce serait ralentir le processus même de l'Europe politique que nous souhaitons ». Allant dans le même sens que M. Jospin, il a invité le RPR à s'engager pour cette ratification, en notant que, jusqu'à présent, « le RPR n'a utilisé que le frein ». « Je ne sais pas s'il va trouver l'autre pédale, a-t-il ajouté, mais il serait judicieux qu'il la trouve, ou alors qu'il dise qu'il n'est plus le parti du président. » Marie-Noëlle Lienemann a réitéré les critiques de la Gauche socialiste.

Sur la réforme du mode de scrutin européen, évoquée par M. Moscovici, M. Bel a présenté les différentes hypothèses - 87 scrutins d'arrondissement, 13 circonscriptions régionales, un découpage calqué sur les « circonscriptions téléphoniques » (cinq zones) -, M. Jospin validant la démarche de M. Hollande qui veut se concerter avec ses partenaires de la majorité plurielle, mais aussi avec l'opposition, afin de se rapprocher le plus possible d'un consensus. Jack Lang s'est montré dubitatif sur l'efficacité d'une telle réforme, tandis que le premier ministre soulignait qu'aucune réforme ne permettrait en tant que telle de « réduire le Front national ».

A la fin du séminaire, qui pourrait être renouvelé à l'automne, Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter ont esquissé les choix budgétaires pour 1999. M. Sautter a parlé des « trois tiers » - un tiers financement des priorités gouvernementales, un tiers réduction du déficit, un tiers dépenses d'avenir - en ajoutant que, comme « dans toute histoire méditerranéenne », il pouvait y avoir un quatrième tiers... sur les réformes fiscales.

Michel Noblecourt

Les Nigériens ont boycotté les élections législatives

L'INDIFFÉRENCE générale et la faible participation qui ont marqué, samedi 25 avril, les élections au Parlement nigérien ont porté un nouveau coup à la crédibilité du processus de transition vers la démocratie concorté par le régime militaire. La récente décision des cinq partis légaux en lice pour ce scrutin d'adopter le chef de l'Etat nigérien, le général Sani Abacha, comme unique candidat à l'élection présidentielle du 1^{er} août, avait été dénoncée par l'opposition nigérienne et par une partie de la communauté internationale.

Les Etats-Unis avaient accusé la junte militaire de « manipuler » la transition, alors que la Grande-Bretagne avait évoqué l'éventualité de nouvelles sanctions contre un régime mis au ban de la communauté internationale depuis l'exécution, en novembre 1995, de l'opposant Ken Saro-Wiwa et de ses huit compagnons de la minorité ogonie.

L'opposition avait appelé au boycottage du scrutin de samedi, les partis politiques ayant selon elle achevé de se discréditer par leur allégeance au général Abacha. Elle avait d'ailleurs rejeté en bloc, dès le début, le processus de transition vers la démocratie élaboré par les militaires, qualifié de « ruse » destinée à affermir leur mainmise sur le pouvoir. Elle est brisée à la suite de son sursaut de l'été 1994 contre le régime. Ses principaux dirigeants sont en prison. D'autres sont dans la clandestinité ou en exil, comme l'écrivain Wole Soyinka, Prix Nobel

de littérature 1986. L'Action unie pour la démocratie (UAD), un collectif de vingt-six mouvements d'opposition et de défense des droits de l'homme, a appelé dimanche à manifester, le 1^{er} mai, pour protester contre le régime. L'UAD exige la « libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques », parmi lesquels Moshod Abiola, le vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 12 juin 1993, annulée par les militaires.

Le Parti du congrès nigérien (UNCP) est arrivé en tête du scrutin de samedi à Abuja, la capitale fédérale. Les résultats dans les autres Etats de la fédération seront connus en milieu de semaine. - (AFP)

Le Danemark paralysé par les grèves

COPENHAGUE. Le Danemark est entré, lundi 27 avril, dans son plus grave conflit social depuis 1985. Près d'un demi-million de personnes travaillant dans les transports, l'industrie, les services et le bâtiment ont cessé leurs activités pour une période indéterminée, paralysant en partie le Royaume. Presque toutes les liaisons aériennes sont touchées.

Cette grève est la conséquence du rejet par la base d'un accord sur les conventions collectives conclu en mars entre syndicats et patronat. Les grévistes réclament notamment un système semaine de congés payés. Durant le week-end, les Danois ont accumulé produits alimentaires et carburant en prévision d'un long conflit. - (Corresp.)

La police indienne hospitalise six Tibétains en grève de la faim

NEW DELHI. La police indienne est intervenue à deux reprises, dimanche 26 et lundi 27 avril, à New-Delhi, pour hospitaliser par la force six Tibétains en grève de la faim depuis le 10 mars. Selon Tseten Norbu, président du Congrès de la jeunesse tibétaine, à l'origine de cette grève, l'intervention policière est liée à l'arrivée, dimanche, à New Delhi, du chef de l'armée chinoise, le général Fu Quanyou, accompagné notamment du chef des forces chinoises au Tibet. C'est la première fois qu'un chef de l'armée chinoise visite l'Inde. Selon Tseten Norbu, six autres Tibétains devraient bientôt prendre la place des six grévistes de la faim. - (Corresp.)

Tension croissante en Indonésie

BANGKOK. De violents affrontements ont opposé, en fin de semaine, forces de l'ordre et étudiants aux abords de trois campus universitaires indonésiens. A Medan, dans le Nord de Sumatra, l'Association des étudiants a réclamé la libération de cinq étudiants interpellés tandis qu'une enquête officielle était ouverte après la publication de témoignages faisant état de tirs de balles en caoutchouc sur les manifestants.

Depuis la semaine dernière, les forces de sécurité tentent d'empêcher les étudiants, qui réclament de plus en plus souvent la démission du président Suharto, de sortir de leurs campus. « Nous avons besoin d'un nouveau régime », a déclaré Amien Rais, président de la Muhammadiyah, association sociale musulmane qui revendique plus de vingt millions de membres. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **PAKISTAN** : les factions afghanes rivales se sont rencontrées pour la première fois, dimanche 26 avril, à Islamabad, pour tenter de trouver une issue à la guerre qui ravage leur pays. - (Corresp.)

■ **CHINE** : Pékin a refusé d'accorder des visas de sortie du territoire à deux évêques de l'Eglise « patriotique » invités au Vatican par le pape Jean Paul II. Ce refus est officiellement motivé par l'absence de relations diplomatiques entre la Chine et le Saint-Siège. - (AFP)

■ **ISRAËL** : la convertibilité totale du shekel, qui devait entrer en vigueur le 1^{er} mai, sera reportée car le gouvernement craint une vague de spéculation entraînant une dévaluation, a affirmé dimanche 26 avril la radio publique israélienne. - (AFP)

■ **IRAN** : Téhéran a démenti, les qualifiant de « sans fondement », les propos du chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, selon lesquels l'Iran avait cherché à se procurer de la technologie nucléaire britannique.

■ **IRAK/IRAN** : un dirigeant de l'opposition chilte irakienne, Mohammad Baqer El Hakim, a accusé, samedi 25 avril, le gouvernement de Bagdad d'avoir commandité l'assassinat d'un dignitaire religieux iranien, l'ayatollah Bouroujdjeri, perpétré dans la ville sainte chilte de Nadjaf, dans le sud de l'Irak. - (AFP)

■ **MAROC** : le premier ministre espagnol, Jose Maria Aznar, est arrivé, dimanche 26 avril, à Rabat pour une visite officielle de 48 heures. Deuxième investisseur et partenaire commercial étranger du Maroc, l'Espagne compte quelques 800 sociétés implantées au Maroc. - (AFP)

■ **ALGÉRIE** : les forces gouvernementales ont tué 49 rebelles soupçonnés d'avoir saboté, le mois dernier, le gazoduc Algérie-Tunisie-Italie, rapporte le journal *Al Aqil*. Par ailleurs, six militaires ont été tués et douze blessés à Larbaa, dans le sud d'Alger, dans l'attaque, la semaine dernière, d'une villa servant de casernement. - (AFP)

La France réitère son opposition à l'AMI

LE PROJET d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), devrait être l'un des sujets les plus débattus de l'ordre du jour de la réunion ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), lundi 27 et mardi 28 avril, à Paris. Paris, qui n'est pas favorable à cet accord, réclame que la libéralisation des investissements soit limitée au nom du respect de l'exception culturelle, de la préférence communautaire, et du respect de normes sociales et environnementales.

L'Europe et les Etats-Unis s'opposent également sur les lois dites « extraterritoriales » par lesquelles Washington s'autorise à punir les entreprises étrangères investissant à Cuba ou en Iran. Les ministres doivent aussi examiner les répercussions sur les pays industrialisés de la crise asiatique et de l'avènement de l'euro.

ESEC Diplôme homologué par l'Etat
École du cinéma, de la vidéo et du numérique
Accès direct bac + 2
01 43 42 43 22

AMÉNAGEMENT INTÉGRAL DU RIO GRANDE

République Argentine - Gouvernement de Mendoza
Ministère de l'Environnement et des Travaux Publics

Convocation

Convocation pour la présélection des entreprises-conseil en vue du futur appel d'offres du projet d'aménagement intégral des ressources hydriques du Rio Grande.

Conformément à la loi N° 6.498/97, le gouvernement de la province de Mendoza CONVOQUE les entreprises-conseil nationales et internationales désirant concourir pour la préparation des études de base, les avant-projets des travaux et les documents d'appel d'offres de la première étape du projet, à s'inscrire pour la PRÉSELECTION.

Le futur appel d'offres sera composé de :

- 1) Révision du schéma général du projet et de sa stratégie d'exécution.
- 2) Barrage et centrale hydroélectrique "Portezuelo del Viento".
- 3) Travaux civils et hydrauliques pour le "transvasement" de débits du Rio Grande au Rio Atuel (tunnels et canaux pouvant recevoir jusqu'à 34 m³ par seconde).
- 4) Renforcement de la puissance d'hydrogénération du système déjà existant dans le rio Atuel.
- 5) Etablissement de nouvelles zones agricoles sous arrosage dans les départements de San Rafael, Malargüe et General Alvear.
- 6) Analyse pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement.

Le budget initial de ces études est de \$ 4.000.000.

Pour plus d'information, réception des formulaires et inscription à la présélection, s'adresser au :

Ministère de l'Environnement et des Travaux Publics de la Province de Mendoza - Maison du Gouvernement, Corps Central, 7ème étage, Bureau "Projet Rio Grande" CP (5500) Ville de Mendoza - République Argentine. Fax N° (5461) 492616 - E-mail: minayop@impas1.com.ar.

La période d'inscription à cette présélection s'étend du 17 avril au 14 mai.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

GOVERNEMENT DE MENDOZA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

دكتور في الأحياء

صحننا من الامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 AVRIL 1998 / 3

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 28 AVRIL 1998 / 5

**Vous n'avez que jusqu'au 2 mai
pour venir acheter
votre Nokia 1611* dans votre
Agence France Télécom,
et bénéficier de votre Pass Réductions.**

-20 % au choix sur le kit découverte Wanadoo ou sur
les fax de la gamme Galéo.

OU

-15 % sur la gamme des téléphones répondeurs de
France Télécom (sauf Iléa SF "coupe du monde").

ET

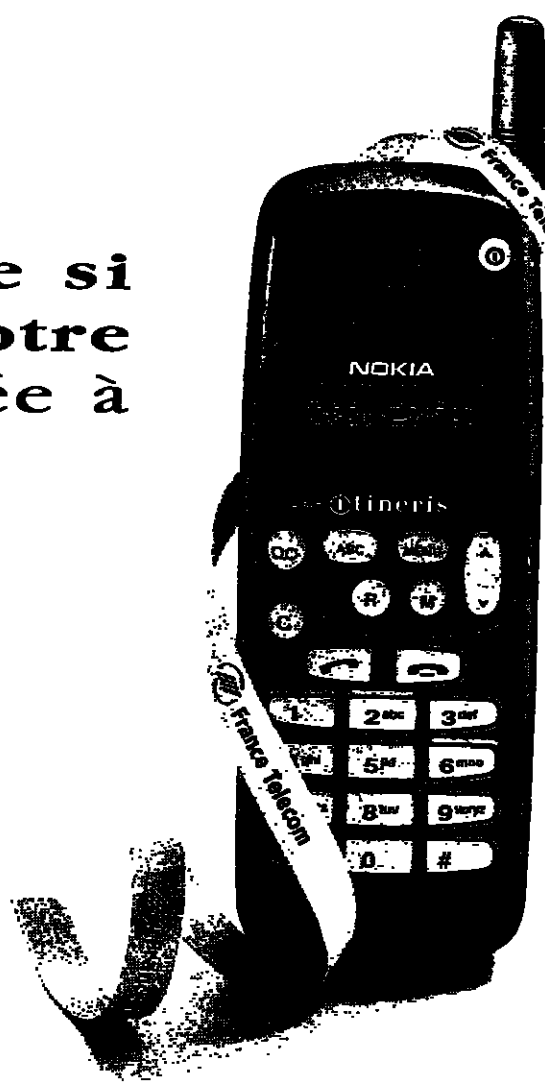
**Le kit confort auto Nokia (Offre limitée à 12 000 kits) à
299 F TTC au lieu de 890 F TTC.**

ET

**Une batterie solaire offerte si
vous utilisez rapidement votre
Pass Réductions (offre limitée à
16 000 batteries).**



*Offre valable du 20 avril au 2 mai 1998 pour tout achat d'un Nokia 1611 et sous condition de la souscription d'un abonnement Itineris (à partir de 205 F/mois) d'une durée minimum de 12 mois. Frais de mise en services: 422 F TTC. Forfaits de communications en France Métropolitaine (au-delà du forfait 2F la minute); les appels vers certains numéros inclus dans le forfait font en outre l'objet d'une tarification spécifique. Options en sus. Offre non cumulable avec une autre (chèquiers créateurs d'entreprise, club Actionnaires, personnel France Télécom...) ni avec une autre promotion. Pour pouvoir bénéficier de la batterie solaire en cadeau, le client doit avoir souscrit à l'une des offres privilégiées du Pass Réductions.



France Telecom

380 129 866 RCS Paris S.A. au capital de 25 000 000 000 F - IRL/18

FRANCE

LE MONDE / MARDI 28 AVRIL 1998

EXTRÊME DROITE Le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde*, effectué à intervalles réguliers depuis quinze ans, montre cette fois une stabilité du rejet du Front

national par la très grande majorité des Français, mais un effritement de cette attitude dans l'électorat RPR et UDF. Celui-ci tend à considérer les positions de l'extrême droite comme

plus excessives qu'acceptables. ● **INTERROGÉ** sur les personnalités comparées de Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et de Bruno Mégret, délégué général,

l'échantillon de la Sofres crédite le second de la qualité d'atout pour le développement de son parti, tandis que le premier est vu comme un handicap. ● **À TOULON**, le premier

tour de l'élection législative partielle provoquée par l'invalidation de Jean-Marie Le Pen, a placé en tête l'épouse de ce dernier, le taux d'abstention étant très élevé.

Le Front national se banalise aux yeux de l'électorat de droite

Le sondage de la Sofres pour RTL et « Le Monde » enregistre un rejet toujours aussi fort de l'extrême droite, qui reste perçue comme un danger pour la démocratie. Toutefois, l'électorat RPR-UDF est de moins en moins insensible aux thèses du FN

LA CONFIRMATION par le Front national, lors des élections régionales, des scores qu'il avait atteints aux législatives de 1997 et à la présidentielle de 1995, son incrustation durable dans le paysage politique français, le rôle d'arbitre de plus en plus évident qu'il est en mesure de jouer entre droite et gauche, le trouble manifeste qu'il a suscité, lors de l'élection des présidents de région, chez les militants et dirigeants locaux du RPR et de l'UDF : tout laissait craindre un effritement de l'attitude de rejet de l'extrême droite par les Français.

Le sondage effectué, à intervalles réguliers, depuis 1983, par la Sofres pour RTL et *Le Monde* témoigne, cette année, que ces craintes ne sont pas fondées. L'opinion publique reste hostile au mouvement de Jean-Marie Le Pen. En effet, quatre Français sur cinq (79 %) sont en désaccord avec les idées défendues par le FN, et trois sur cinq (61 %), en hausse de 3 points par rapport à 1997 se déclarent « tout à fait en désaccord ». Comme en 1997, l'influence du FN ne s'exerce que sur un Français sur cinq : 20 % des personnes interrogées se déclarent tout à fait ou assez d'accord avec ses idées. De même, les trois quarts des personnes interrogées (73 %) considèrent le FN comme un danger pour la démocratie. A l'exception du pourcentage record de 1997 (75 %), c'est le degré de défiance le plus élevé depuis une quinzaine d'années.

Pour rassurants qu'ils soient, ces résultats globaux ne gommant pas, cependant, les multiples signes de banalisation du FN aux

yeux d'une part notable des Français et, en particulier, de l'électorat du RPR et de l'UDF. Ainsi, pour 42 % des personnes interrogées, le FN est « une formation politique comme les autres », contre 53 % qui sont d'avis contraire. Plus de la moitié des employés (52 %) et des commerçants, artisans et industriels (53 %) estiment que le mouvement d'extrême droite est un parti comme les autres. C'est également le cas de 54 % des électeurs du RPR et de 49 % de ceux de l'UDF.

De même, le rejet, en général, des idées du FN par 79 % des personnes interrogées doit être nuancé. Trois des thèmes favoris de Jean-Marie Le Pen recueillent en effet un taux d'approbation sensiblement supérieur : 30 % des Français (et, parmi eux, 44 % des électeurs du RPR) sont d'accord avec sa « défense des valeurs traditionnelles » ; 29 % (en hausse de 3 points en un an) sont également d'accord avec ses prises de position sur la sécurité et la justice et, parmi eux, 39 % des électeurs du RPR ; enfin, 24 % des personnes interrogées déclarent partager les positions de M. Le Pen sur l'immigration. Les critiques contre la « classe politique » et contre le RPR et l'UDF commencent à constituer de solides terrains de la propagande frontiste avec, respectivement, 20 % et 15 % d'approbation.

Le troisième symptôme de banalisation de l'extrême droite aux yeux de l'opposition de droite ressort du jugement porté sur les prises de positions du FN. L'ensemble des personnes interrogées les déclare justes (10 %), ex-

sives (39 %) ou inacceptables (48 %), et l'électorat de droite ne se distingue pas de l'ensemble de l'opinion publique sur le premier qualificatif. En revanche, il est beaucoup plus nombreux à juger les thèses du FN plus excessives qu'acceptables. Ainsi, 53 % des sympathisants du RPR (en hausse de 4 points en un an) et 51 % de ceux de l'UDF (en hausse de 10 points en un an) retiennent le qualificatif d'« excessif » ; à l'inverse, 32 % seulement des sympathisants du RPR (en baisse de 4 points) et 37 % de ceux de l'UDF (en baisse de 7 points) qualifient les positions du FN d'« inacceptables ». Autrement dit, un tiers seulement des sympathisants RPR-UDF récusent fondamentalement les thèses de M. Le Pen.

BRUNO MÉGRET CONFORTÉ

Quatrième symptôme de cette porosité croissante des électeurs de droite aux idées de l'extrême droite : 34 % des électeurs du RPR (en hausse de 11 points en un an) et 32 % de ceux de l'UDF (en hausse de 6 points) ne considèrent pas le FN comme un danger pour la démocratie. Ainsi, un tiers des sympathisants du RPR et de l'UDF ne jugent pas que le mouvement d'extrême droite constitue un risque pour la démocratie. Ils n'étaient qu'un quart à partager ce

jugement, en mars 1997, lors de la précédente enquête de la Sofres. De la même manière, il n'y a plus, cette année, que 21 % des électeurs de l'UDF (en baisse de 17 points) et 28 % de ceux du RPR (en baisse de 2 points) pour estimer que le FN est l'adversaire principal de l'opposition RPR-UDF. La gauche est désormais l'adversaire principal pour 63 % des sympathisants UDF et 55 % de ceux du RPR. Il est vrai qu'entre-temps la gauche a gagné les législatives et est revenue au pouvoir, mais l'on mesure bien, sur ce point, les frustrations provoquées, à droite, par l'échec de la dissolution.

Ces constatations sont évidemment de nature à conforter la stratégie de Bruno Mégret, dont on a pu constater l'efficacité redoutable au moment de l'élection des présidents de région : en donnant au programme du FN des allures plus respectables et en faisant mine d'estomper les points les plus controversés de son programme — comme la préférence nationale, qui reste pourtant au cœur de son projet —, le mouvement d'extrême droite est en mesure de déstabiliser cette bonne moitié de l'électorat de droite, pour qui les positions du FN n'ont pour principal défaut que d'être « excessives ».

Gérard Courtois

Législative partielle à Toulon : l'épouse du maire FN arrive en tête du premier tour

TOULON de notre correspondant
Cendrille Le Chevallier est arrivée, dimanche 26 avril, en tête du premier tour de l'élection législative partielle organisée dans la première circonscription de Toulon afin de pourvoir au remplacement de son époux, Jean-Marie Le Chevallier, maire de la ville et seul député Front national élu en juin 1997. Son élection avait été invalidée, le 6 février, pour une triple infraction à la législation sur le financement des comptes de campagne. Avec 9 122 voix et 39,55 % des suffrages exprimés, M^{me} Le Chevallier a devancé la candidate de la gauche « plurielle », la socialiste Odette Casanova (31,69 %), et l'ancien député Daniel Colin (UDF-DL), qui, avec 5 145 voix (22,30 %), connaît le même sort qu'en 1997 : il est éliminé dès le premier tour. C'est un duel PS-FN que les électeurs devront arbitrer le 3 mai dans cette circonscription située au cœur de Toulon.

La participation a été faible (44,08 % des inscrits contre 63,51 % en 1997). A la permanence de M. Colin, dimanche, la veille d'armes se transforme rapidement en veillée funèbre, d'autant plus anxieuse que s'éloigne l'ultime perspective d'une « triangulaire » au second tour. Devant les résultats, très en retrait de ceux auxquels aspirait le candidat unique de droite, espérant récupérer ses voix de mai 1997 et celles du dissident RPR de l'époque (soit un total de 10 473 suffrages et 32,39 % des exprimés), M. Colin s'enferme dans son bureau, refusant toute déclaration. Tout près de là, à sa permanence, M^{me} Casanova est confiante : même si elle a un handicap de 1 811 voix sur la candidate du FN, elle se réjouit d'une progression de 5 077 points par rapport à 1997 et veut « croire à la prise de conscience des Toulonnais, au-delà de tout clivage politique, pour changer l'image de la ville ».

« J'espère en la mobilisation du plus grand nombre, car nous sommes regardés par la France entière. Les électeurs doivent réagir au second tour », déclare la candidate PS. Dans leur nombre, la candidate socialiste englobe ceux de M. Colin. M^{me} Le Chevallier fait de même : non contente d'avoir amé-

lioré de 7,26 points le score de son époux, elle estime « être dans une position très confortable » et aime à répéter qu'elle « représente la droite plurielle ». Agacée par les comparaisons avec Catherine Mégret, élue maire de Vitrolles en raison de l'inéligibilité de son mari, Bruno Mégret, l'épouse du maire de Toulon fait montre d'une détermination identique à celle que chacun lui connaît en tant que huitième adjointe et conseillère de son époux : « Mon mari m'appuiera, mais on ne sera pas deux sur le même siège », assure-t-elle.

Au lendemain du premier tour des législatives de 1997, M. Colin avait déclaré que son échec rendait « impossible, maintenant, d'empêcher l'élection du candidat du Front national ». « M^{me} Casanova, candidate socialo-communiste, ne parviendra pas, avait-il ajouté, malgré tous ses efforts, à recueillir sur son nom les suffrages nécessaires et suffisants pour l'emporter ! Le dire est, tout simplement, faire preuve du réalisme le plus élémentaire, même si l'on peut trouver cette situation regrettable. » Moyennant quoi, le député perdant s'était abstenu de toute consigne de vote.

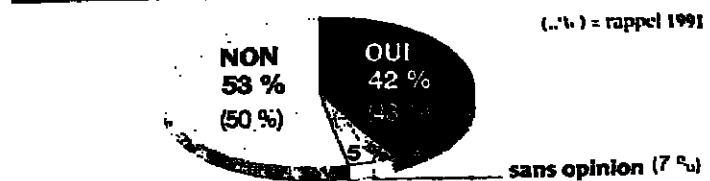
José Lenzini

Première circonscription du Var (premier tour).
J., 52 865 ; V., 23 700 ; A., 55,16 % ; E., 23 067.

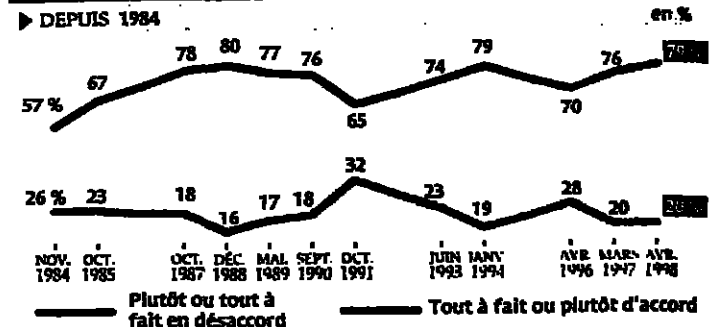
Cendrille Le Chevallier, FN, c. r., adj. m. de Toulon, 9 122 (39,54 %) ; Odette Casanova, PS, c. r., c. m. de Toulon, 7 311 (31,69 %) ; Daniel Colin, UDF-DL, c. r., c. m. de Toulon, 5 145 (22,30 %) ; René Cavana, GE, 497 (2,15 %) ; Daniel Roure, div. d., 424 (1,83 %) ; Jean-Marie Mure-Ravault, div. d., 169 (0,73 %) ; Robert Orengo, div. d., 85 (0,36 %) ; Fabrice Beaur, ext. g., 44 (0,19 %)...

BALLOTAGE.
[25 mai 1997 : L., 52 421 ; V., 33 291 ; A., 36,49 % ; E., 32 323 ; Jean-Marie Le Chevallier, FN, m. de Toulon, 10 471 (32,39 %) ; Odette Casanova, PS, c. r., 4 663 (19,99 %) ; Daniel Colin, UDF-PR, c. r., 4 010 (12,40 %) ; René Cavana, GE, 779 (2,41 %) ; Jacques Croizien, CNRP, 701 (2,16 %) ; Michel Plazole, MEI, c. r., 498 (1,51 %) ; Maurice Groult, div. d., 313 (0,96 %) ; Félix Diot, écol., 247 (0,76 %) ; Antoine Di Iorio, div. d., 245 (0,75 %).

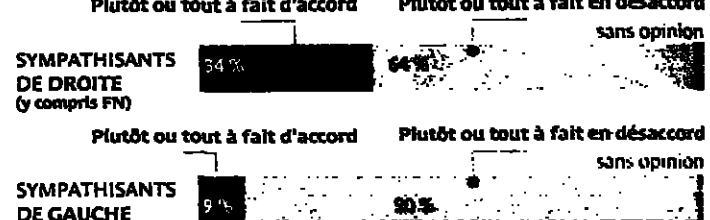
LE FRONT NATIONAL EST-IL UNE FORMATION POLITIQUE COMME LES AUTRES ?



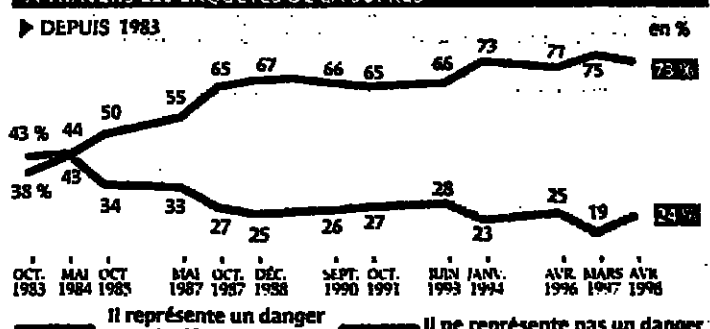
L'ADHESION AUX IDEES DEFENDUES PAR J.-M. LE PEN A TRAVERS LES ENQUÊTES DE LA SOFRES



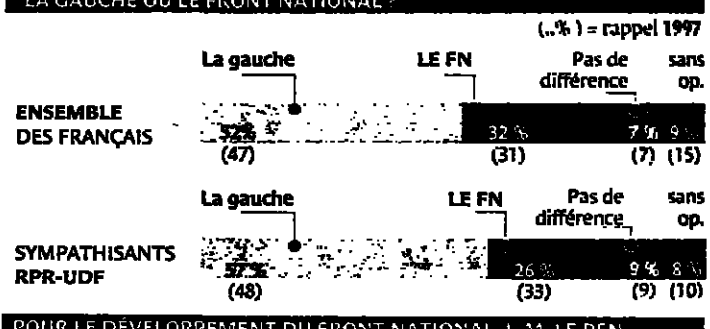
PAR PRÉFÉRENCE PARTISANE



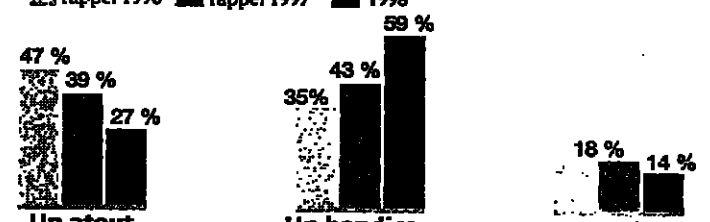
LE DANGER DU FRONT NATIONAL À TRAVERS LES ENQUÊTES DE LA SOFRES



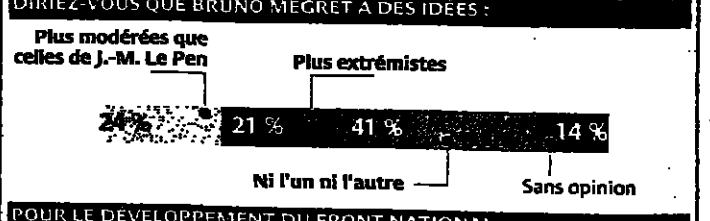
QUEL DOIT ÊTRE L'ADVERSAIRE PRINCIPAL DU RPR ET DE L'UDF : LA GAUCHE OU LE FRONT NATIONAL ?



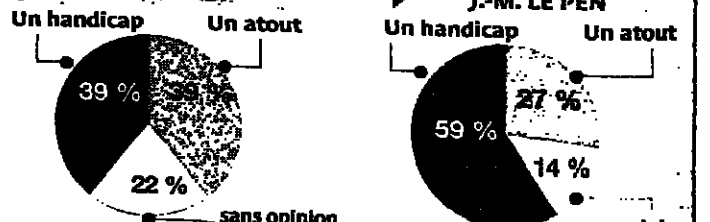
POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FRONT NATIONAL J.-M. LE PEN REPRÉSENTE-T-IL UN ATOUT OU UN HANDICAP ?



L'IMAGE DE BRUNO MÉGRET



POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FRONT NATIONAL, PENSEZ-VOUS QUE BRUNO MÉGRET REPRÉSENTE :



L'enquête de la Sofres pour RTL et *Le Monde* a été réalisée du 21 au 23 avril auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population Jean de 18 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile. Ces données à été consultées selon la méthode des quotas et stratification par région et catégorie d'agglomération.

La dégradation de l'image de M. Le Pen

Nul doute que l'enquête de la Sofres réjouira Bruno Mégret, délégué national du FN et principal rival du président du mouvement d'extrême droite. Pour près de deux Français sur trois (59 %), en effet, Jean-Marie Le Pen est désormais un « handicap pour le développement du Front national ». Ils étaient 43 % en novembre 1997 et 35 % en avril 1996. A l'inverse, à peine plus du quart des personnes interrogées (27 %), en baisse de 20 points en deux ans) voient en M. Le Pen un atout pour son mouvement. Même parmi les sympathisants du FN, il s'en trouve 32 % pour considérer que M. Le Pen est un handicap.

L'image de M. Mégret, au contraire, se consolide : 39 % des personnes interrogées (et 66 % des sympathisants du FN) le considèrent comme un atout pour le développement du FN, contre 39 % (et seulement 14 % des sympathisants du FN) qui voient en lui un handicap. Pourtant, un Français sur cinq (21 %) ne se laisse pas abuser par l'image plus lisse de M. Mégret et considère que ses idées sont plus extrémistes que celles de M. Le Pen (contre 24 % qui les jugent plus modérées et 41 % identiques).

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
Membre et/ou accréditée
de ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

IUA

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salariés
- Réservé aux cadres de plus de 30 ans
- 520 heures de formation intensive : diplôme accrédité
- 10 séminaires mensuels à PARIS
- 2 mois à NEW YORK

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, 23-30 ans avec expérience professionnelle ou stages validés.

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08
International School of Management USA
Internet: http://www.iua.edu

سكا في الامم

Formation bilingue française-anglais
commerce-gestion

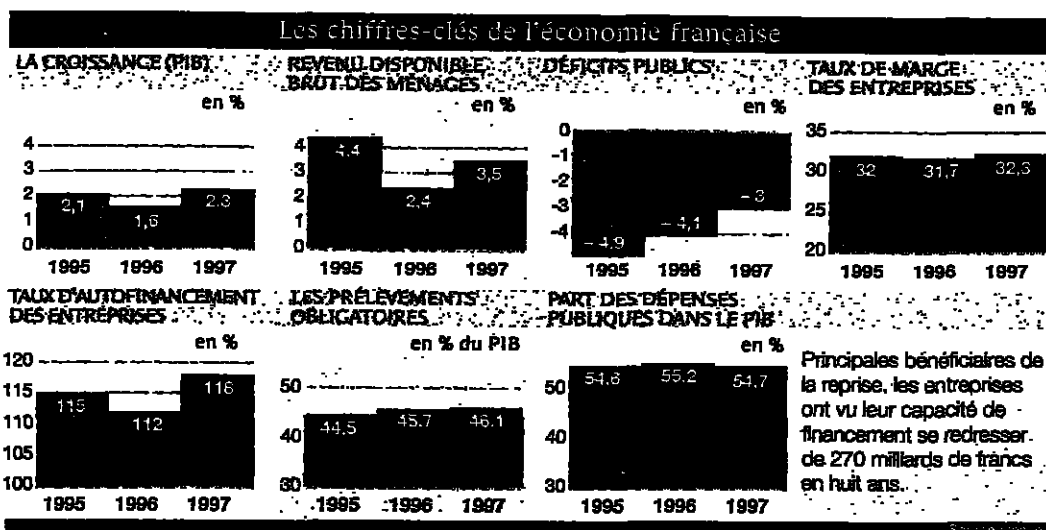
avec préparation
intégrée aux examens
MBA mondiaux

IUA Institute
38 rue des Minimes 75005 Paris
01 42 78 95

La situation des entreprises est restée florissante en 1997

Dans une série d'études, l'Insee confirme la reprise de la croissance

Selon l'Insee, la croissance retrouvée a d'abord profité aux entreprises, dont la capacité de financement s'est améliorée de 270 milliards de francs en huit ans. Les revenus des ménages ont aussi profité de la reprise. L'Etat, lui, a pu en tirer parti, en faisant reculer les dépenses publiques de 0,5 point.



L'INSTITUT national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié, lundi 27 avril, une série d'études portant, pêle-mêle, sur les « comptes nationaux », « les comptes des administrations publiques » ou encore « les évolutions financières et la dette publique », qui permettent d'établir la première véritable radiographie de l'année 1997. Avec la reprise économique qui s'est confirmée, le bilan est, sans surprise, honorable. Il fait apparaître que tous les agents économiques ont profité, à des degrés divers, de cette croissance retrouvée, aussi bien les ménages, dont le revenu disponible a sensiblement progressé, que l'Etat, qui est parvenu à redresser ses comptes, et surtout les entreprises, dont la situation financière apparaît plus que jamais florissante.

● **La croissance.** Les nouvelles estimations de l'Insee s'inscrivent dans la lignée de ce que l'on savait déjà. En glissement, la croissance s'est progressivement accélérée en 1997, pour atteindre finalement 2,3 %, après 1,6 % en 1996. Le produit intérieur brut (PIB) est ainsi passé de 7 782 milliards de francs en 1996 à 8 137 milliards de francs en 1997, ce qui correspond, en moyenne, à une hausse de 3,4 % en valeur et de 2,2 % en volume.

● **La situation des ménages.** Ceux-ci ont profité des dividendes de la croissance. Leur revenu disponible brut a fortement augmenté, passant de 5 493 milliards de francs en 1996 (+2,4 %) à 5 685 milliards de francs en 1997 (+3,5 %). Compte tenu du faible niveau de l'inflation, le pouvoir d'achat (du revenu disponible brut) des ménages a donc, lui aussi, enregistré une accélération sensible de +2,2 %.

Encore faut-il souligner qu'il s'agit d'une évolution moyenne qui recouvre de fortes disparités. Si les salaires nets reçus ont progressé fortement (+4,2 % en 1997, après +2,6 % en 1996), compte tenu, notamment, des créations d'emplois et de la revalorisation du SMIC, les revenus nets de la propriété et de l'entreprise (solde

des intérêts et dividendes) reçus par les ménages ont connu une véritable explosion (+13,9 % en 1997, après +0,4 % en 1996), du fait essentiellement du dynamisme des contrats d'assurance-vie.

On sait, toutefois, que, malgré des revenus en hausse, les ménages sont restés prudents et que leur consommation n'a progressé que de 2 % au cours de l'année écoulée, pour atteindre 4 857 milliards de francs. Logiquement, le taux d'épargne des ménages (montant de l'épargne brute rapportée au revenu disponible brut) a donc fortement grimpé, passant de 13,3 % en 1996 à 14,6 % en 1997.

● **La situation des entreprises.** Celle-ci a donné lieu à d'innombrables controverses, l'opposition reprochant fréquemment au gouvernement ses mesures de relèvement de l'impôt sur les sociétés. Les études de l'Insee font, cependant, apparaître que la situation financière des entreprises est absolument florissante.

La valeur ajoutée dégagée par les entreprises a, en effet, progressé en 1997 (+3,4 %) un peu plus vite que la masse salariale (+3 %). De plus, le taux de marge des entreprises (excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée) a atteint un niveau très élevé : 32,3 % en 1997, après 31,7 % en 1996 et 32 % en 1995. Ce seul indicateur suffit à démontrer que, pour les entreprises, l'année 1997 a été exceptionnelle.

De nombreux autres indicateurs vont dans le même sens. Le taux d'auto-financement (montant de l'épargne brute des entreprises rapporté à leurs dépenses d'investissement) est ainsi resté à un niveau historiquement très élevé : 116 % en 1997, après 112 % en 1996 et 115 % en 1995.

Preuve, d'ailleurs, que les entreprises ont elles-mêmes le sentiment qu'elles sont en situation d'aisance financière, elles ont fortement augmenté la rémunération de leurs actionnaires. Les revenus de la propriété de l'entreprise nets versés ont ainsi progressé de 5,9 % en 1997, après 1,8 % en 1996 et +1,7 % en 1995.

Un dernier indicateur résume tous les autres, celui qui retrace la capacité de financement des entreprises, c'est-à-dire ce qui leur reste une fois qu'elles ont fait face à tous leurs frais, aussi bien les impôts, les dividendes que les investissements. En 1997, cette capacité de financement est ressortie à 120 milliards de francs, soit un léger fléchissement par rapport à 1996 (127 milliards de francs), mais une nette hausse par rapport à 1995 (102 milliards de francs). Sur une plus longue période, les évolutions sont encore plus éclai-

rantes. Il faut, en effet, avoir à l'esprit qu'en 1990 ce solde, pour les entreprises, était encore négatif de 149,2 milliards de francs, avant de se redresser continuellement les années suivantes. En huit ans, la capacité des entreprises s'est donc améliorée de 270 milliards de francs, ce qui est évidemment considérable.

Dernière indication, qui conforte ce diagnostic : l'Insee relève que si, dans le cadre de la diversification des portefeuilles internationaux et de stratégies de développement mondiales, les non-résidents ont continué d'acheter de gros montants d'actions et de participations françaises (149 milliards de francs en 1997), les résidents français, et notamment les sociétés qui disposent donc de moyens financiers abondants, ont sensiblement accru leurs achats d'actions et participations étrangères (158 milliards de francs en 1997, contre 97 milliards en 1996 et 53 milliards en 1995).

● **La situation des comptes publics.** En matière de déficits publics, l'Insee ne crée évidemment pas la surprise : à quelques jours du sommet de Bruxelles, il confirme que la France a bel et bien abaissé ces fameux déficits à 3 % du PIB, comme elle s'y était engagée.

L'institut confirme également que la dette publique, au sens de Maastricht, se rapproche dangereusement de la barre des 60 % du PIB que le traité européen interdit de dépasser. Le taux s'est précisément établi à 58,1 % en 1997 après 55,7 % en 1996.

Le bilan de l'Insee fait, par ailleurs, apparaître que les prélèvements obligatoires ont effectivement progressé, comme le gouvernement l'avait laissé entendre, à 46,1 % du PIB en 1997, soit 0,4 point de plus qu'en 1996, après une augmentation de 1,2 point l'année précédente. Si l'on tient compte des exonérations de cotisations sociales prises en charge par l'Etat, cette hausse n'est plus que de 0,3 point en 1997 contre 0,9 point en 1996.

La croissance n'a donc pas permis à l'Etat de redresser ses comptes sans le recours à des prélèvements nouveaux. En revanche, elle a contribué à un recul des dépenses publiques, objet, elles aussi, de nombreuses polémiques. Les dépenses des administrations publiques ont, en effet, représenté 54,7 % du PIB en 1997, soit une baisse de 0,5 point, qui est principalement le fait de l'Etat et non des collectivités locales ou de la Sécurité sociale.

Laurent Mauduit

Philippe Séguin menace de quitter la présidence du parti gaulliste

Le député des Vosges dénonce la « chienlit » qui s'est installée dans l'opposition, en proie au dilemme que lui pose la cohabitation

« J'AI PRÉFÉRÉ me laisser humilier... » A midi, samedi 25 avril, Philippe Séguin revient sur le dernier cafouillage en date de l'opposition : le revirement du groupe RPR de l'Assemblée nationale sur le vote de la résolution concernant le euro. Plusieurs centaines de cadres du mouvement gaulliste sont réunis dans la « salle bleue » du Palais des congrès de Paris, celle-là même où, il y a un an presque jour pour jour, Alain Juppé avait lancé la campagne de la droite pour les élections législatives de 1997, sur le thème : « Un nouvel élan pour la France ».

Le président du RPR a difficilement accepté, le mercredi précédent, que son prédécesseur, M. Juppé, soit précisément à l'origine du changement d'attitude des députés RPR, dont le bureau du groupe avait décidé, la veille, à l'unanimité, de camper sur un « oui à l'euro, non à Jospin ». M. Séguin a préféré céder pour préserver l'unité du mouvement. « J'ai reçu le RPR en dépôt. A un des moments les plus de son histoire. Et je considère que c'est un dépôt sacré. Je ne refuse donc - aussi longtemps que je serai à sa tête - au suicide que constituerait sa disparition, sa dilution ou son explosion. » Mais le député des Vosges a déjà annoncé que, au terme du renouvellement des instances locales et départementales du RPR, en janvier, sa mission sera terminée, et qu'il remettra en jeu son propre mandat de président. « Autant vous dire, ajoute M. Séguin, que les raisons de ne pas être moi-même candidat l'emportent actuellement dans mon esprit. »

● **AUCUNE ARRIÈRE-PENSÉE.** Stupeur dans la salle. La commission exécutive du RPR, réunie peu auparavant, n'a pas été informée de cette éventualité. Seuls quelques proches ont été mis dans la confidence, parmi lesquels Nicolas Sarkozy, qui, du coup, avance l'heure de son propre discours. « Il ne manquerait plus qu'après avoir passé tout ce qu'on a passé tu considères que ta mission est terminée ! », lance le secrétaire général, en précisant qu'il n'est pourtant pas « un séguiniste historique ».

M. Séguin a expliqué qu'il aurait deux bonnes raisons de jeter l'éponge. Non seulement il donnerait volontiers l'exemple d'un « retour à la base », pour démontrer qu'il n'a « aucune arrière-pensée », mais, surtout, il a « conscience d'être, paradoxalement et à [son] corps défendant, l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de [la] stratégie » du RPR. « Elle est combattue par tous ceux qui pensent non pas qu'elle est mauvaise, mais qu'elle n'a été déguisée que pour servir des ambitions personnelles. C'est-à-dire les miennes », estime M. Séguin.

Auparavant, le président du RPR

« La droite la plus bête du monde »

Du 27 mai au 4 juillet, le RPR sera mobilisé par le renouvellement de ses responsables locaux. Avant les vacances d'été, il va aussi entreprendre de diffuser son « projet » adopté aux assises des 31 janvier et 1^{er} février. Celui-ci sera notamment adressé aux « décideurs », à raison de deux cents par circonscription, et tiré, sous une version simplifiée, à deux millions d'exemplaires. Une campagne d'affichage d'accompagnement, dénonçant la politique suivie par les socialistes, sera centrée sur quatre thèmes : la famille, le travail, la sécurité, les impôts.

Dans le climat de déchirements actuel, une cinquième affiche joue sur l'autodérision. Au-dessus d'un dessin inspiré des célèbres bagarres qui animent le village d'Assérin et d'Obélin, figure cet appel : « Gaulois, Gaulois, vous en avez marre d'avoir la droite la plus bête du monde ? Nous aussi ! » Et le RPR d'en conclure : « Il est grand temps de se rassembler. »

s'était livré à une violente critique du spectacle donné par l'opposition. « Il y a un an, l'opposition a pris un méchant coup sur la tête et, depuis un an, règne une atmosphère de désarroi et de désenchantement qui tarde à se dissiper. Or elle s'est transformée pour certains en vent de panique (...). Le bateau est censé couler. Alors, certains cherchent d'abord à sauver leur peau », a-t-il rappelé. Face à la « chienlit », le RPR doit demeurer « le point d'amarrage de tous ceux qui pensent qu'entre la gauche et l'extrême droite il y a place pour des gens sérieux ». « Chacun doit choisir clairement sa voie. Avec le mouvement, pour le mouvement, ou hors du mouvement, c'est-à-dire contre le mouvement », explique-t-il.

CONTENIR L'EXTRÊME DROITE

Le RPR s'est donc installé dans l'opposition, mais ses militants n'ont pas encore mesuré la durée de cette aventure. Le calendrier est ainsi fait que les élections législatives doivent en principe précéder l'élection présidentielle. Or M. Séguin a redit une fois encore sa conviction : « Si l'opposition est battue aux élections législatives, elle perdra, dans la foulée, l'élection présidentielle. » Il faut, d'ici là, contenir la pression de l'extrême droite.

« On se trompe en considérant que

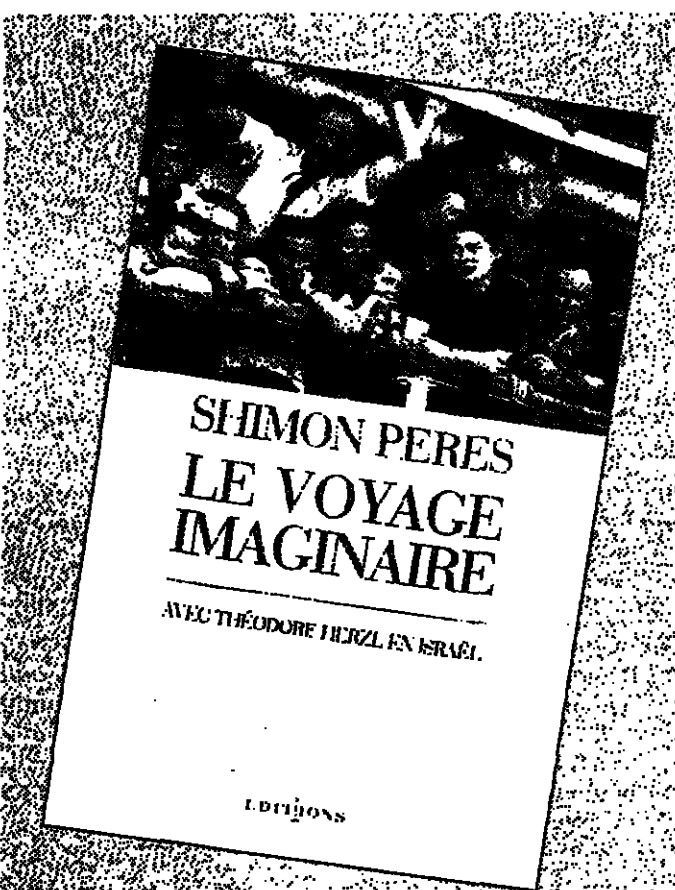
le FN est une partie de la droite et en se laissant aller à des analogies entre notre situation à son égard et les relations PS-PC », a assuré le président du RPR.

« Nous sommes au cœur de la résistance contre le Front national », affirme de son côté M. Sarkozy, en rappelant que lui-même s'est fait conspuer par une partie de son auditoire lors d'une récente réunion publique à Castres. « Notre stratégie de clarté vis-à-vis du FN exige une aussi grande fermeté vis-à-vis du PS », explique le numéro deux du RPR.

A la lumière du dernier épisode sur l'euro, cette double stratégie a donné lieu, devant les cadres du mouvement, à une nouvelle justification. « Si nous devons avoir pour priorité le soutien du président de la République, nous ne pouvons nous y cantonner, compte tenu de ce que sa position conduit forcément, normalement, légitimement, le président à rechercher, en particulier sur les problèmes extérieurs, mais pas seulement, des terrains d'entente avec le premier ministre. Nous n'avons pas, pour notre part, ces obligations. Nous avons même des obligations contraires », a affirmé M. Séguin.

Le dilemme de la cohabitation demeure.

Jean-Louis Saux



Si Théodore Herzl revenait en Israël aujourd'hui...

Entre son utopie et la réalité, Shimon Peres a imaginé ce troublant et passionnant voyage initiatique.



EDITIONS

Formation bac + 4 ans bilingue français-anglais commerce-gestion

• Certificat homologué par l'Etat au niveau II - bac + 4
• Echanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation intégrée aux grands MBA mondiaux

Groupes IUP
mba
Institute

38 rue des Blancs Manteaux 75004 Paris
01 42 78 95 45

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

• Voie classique : vous préparez aux concours de commerce (2001-2002)
• Voie intégrée : vous préparez spécifiquement à entrer à l'Institut Supérieur de Gestion (ISG)

Contactez Marion Maury : 8, rue de Lota - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 26 26

ISG

A Champagny, Lionel Jospin appelle à la tolérance et à la vigilance

Le premier ministre participait à une cérémonie commémorant l'abolition de l'esclavage

Lionel Jospin s'est rendu, dimanche 26 avril, à Champagny (Haute-Saône), pour célébrer le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. Les habitants de ce

village avaient, en 1789, dans un cahier de doléances adressé au roi, demandé la fin de la servitude imposée aux populations noires des colonies. « Dans la

tragédie humaine qu'a représentée l'esclavage, a déclaré M. Jospin, les anciennes puissances coloniales doivent prendre leur part de responsabilité. »

VESOU. de notre correspondant
Le goût des couleurs a sans doute conduit Champagny, avant les autres, à penser aux Noirs. Ici, le grès des Vosges vire au violet à cause de la pluie fréquente qui arrose le Ballon d'Alsace.

Comme les gruyères donnés par le torrent Le Rahin. La pluie fonce encore la terre ocre des plates-bandes de la place Charles-de-Gaulle entre la mairie, la salle des fêtes et la Maison de la négritude et des droits de l'homme. Dès 1789, les habitants de ce village de Haute-Saône réclamaient, fait unique, l'abolition de l'esclavage dans un cahier

de doléances adressé au roi (Le Monde du 24 avril). Pour « rendre hommage » à « ce geste visionnaire, éclairé et courageux », Lionel Jospin s'est rendu, avec cinq ministres - Marie-George Buffet (Jeunesse et sports), Jean-Pierre Chevènement (Intérieur), Jean-Jack Queyranne (Outre-mer), Pierre Moscovici (Affaires européennes) et Catherine Trautmann (Culture) -, dimanche 26 avril, à Champagny (trois mille trois cents habitants), pour célébrer, avec un jour d'avance, le 150^e anniversaire du décret du 27 avril 1848 abolissant l'esclavage. Devant près de deux mille personnes, le premier ministre a appelé à la tolérance et à la vigilance, en insistant sur le devoir de mémoire. « Par-delà nos frontières, a-t-il dit, l'esclavage maintient son odieuse présence. Sous d'autres hori-

zons, sous d'autres formes. Toujours avec la même négation de l'humanité de l'autre. Enfants enchaînés à leur atelier, femmes et jeunes filles prostituées, jeunes gens s'épuisant au fond de la mine : notre siècle se clôt sans avoir radicalement l'esclavage. » Avec de jeunes Guadeloupéens et Martiniquais, c'est en créole et en costumes exotiques que s'était jouée, le matin, la sortie de la messe et l'aubade-apéritif. C'est aussi un menu antillais qui avait été servi aux trois cents personnalités du « repas républicain ». Et c'est un concert également « coloré et méisé » qui attendait. L'après-midi, quelque cinq mille spectateurs. Aux Français d'outre-mer, M. Jospin a assuré que la France est « fière, non tant du prestige que lui confère sa présence sur plusieurs continents que de cette ouverture à la différence

dans l'égalité, de ce rappel permanent à la tolérance et au respect. » « Tous nés en 1848 », affiche le slogan de la mission de cette commémoration. Des mots qui font écho au nouvel article 29 proposé par les descendants des Champagnyots de 1789. Ils réclament, aujourd'hui, « que ce génocide, le plus important de l'histoire de l'homme, soit reconnu comme un crime contre l'humanité ». La veille du déplacement de M. Jospin, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, avait retenu cette qualification. Le premier ministre a préféré souligner que « dans la tragédie humaine qu'a représentée l'esclavage, les anciennes puissances coloniales doivent prendre leur part de responsabilité ».

André Moissé

Sur le Maroni, Aténiba sent « l'Afrique battre » en elle

GRAND-SANTI (Guyane)

de notre envoyée spéciale

Elle a des gestes d'un abandon gracieux. L'air de flâner dans la vie, la paupière un peu lasse. Comment fait-elle ? Elle ne marche pas, elle ondule. Un tissu barolo lui entoure la taille, un soutien-gorge marron retient sa lourde poitrine. Ses cheveux crépus sont organisés en tresses minuscules. Elle se pré-nomme Aténiba. Et elle parle à mi-voix, les yeux baissés sur ses mains qu'elle torture. Elle « concède » quelques phrases dans sa langue, le tak-tak. Et sa première réponse glanée, là, près du fleuve bruyant, à la tombée du jour, est un aveu aussi serein que spontané : « Je sens l'Afrique battre en moi. Je ne sais pas bien où c'est. Mais de là venaient les ancêtres. J'ai tout en moi. »

Tout. Intact, ou presque. En transmission directe. Comme un héritage pur, non pollué par les Blancs, la civilisation des planteurs, les chimères de l'assimilation à l'Occident. Tout, dit-elle, avec une tranquille assurance qui deviendrait frondeuse si on la contrariait, volontiers dédaigneuse. Tout, gardé au plus profond des entrailles. Comme un ressort de vie, un trésor inviolable, ce qu'aucun Blanc, jamais, ne parviendra à savoir. Et ce qu'aucun créole - entendez ici les métis d'origines variées - fût-il né sur le fleuve, ne pourra deviner. C'est là une supériorité qu'elle se voudrait cacher. Aux mélanges, soumissions, expositions aux in-

fluences diverses, écartèlements entre races et cultures, Aténiba sait avoir échappé. Aucun problème d'identité. Elle est bushinengué (bush negro, nègre des bois), descendante de rebelles, de guerriers, de résistants : les mythiques noirs marrons.

Ils venaient du Ghana, du Bénin, du Congo, parqués dans les cales de bateaux négriers pour servir dans les riches plantations installées sur le plateau de Guyane, l'actuel Surinam. Mais, très vite, ils ont fui, en bandes, s'enfonçant dans les profondeurs d'une forêt que personne, hormis quelques Indiens, n'avait encore explorée. Ils y ont affronté la faim, les moustiques, les serpents, s'arrogant le Maroni, son affluent le Tapanahony, et leurs rives devenues leur patrie. Peu leur importait qu'elles dépendent de la Hollande ou de la France. Ils n'avaient pas de carte, plus de nationalité, pas même une langue commune - les colons mélangaient à dessein les ethnies pour éviter tout risque de complot entre esclaves. Il leur fallait bien survivre puisque l'histoire les avait portés là, sur ce continent qui n'était pas le leur.

Ils créèrent leur langue, mélange d'anglais, de hollandais, de français, de portugais, avec quelques idiomes africains. Ils fondèrent des tribus, en fonction de l'époque à laquelle ils s'étaient échappés et du lieu de la plantation d'origine. Ce furent les Saramancas, les Djukas,

les Bonis, les Paramacas, les Kwintis, les Matawais. Protégé par des « sauts » (rapides) réputés dangereux, le village de Grand-Santi, commune française, est le fief des Djukas. Aténiba y a mis au monde ses enfants, tous français. Elle ? Elle est née « en face », au Surinam (une minute de pirogue). Sa nationalité ? Elle sourit. Voyons, noire marron, bushinengué : « Comme ma mère, comme mes enfants. »

« UN PEUPLE DE VICTORIEUX »

Elle n'est guère allée à l'école, mais les anciens de sa famille lui ont conté suffisamment d'histoires pour qu'elle se fasse une idée assez nette d'où elle vient. « Sous l'esclavage, les femmes travaillaient dur aux champs. Leurs enfants étaient à côté, mais s'ils pleuraient elles n'avaient pas le droit de s'arrêter pour les consoler. Les cris faisaient les colons, qui, du coup, avaient les bébés pleureurs. C'est surtout cela qui a poussé les femmes à fuir. Quand on les rattrapait, on leur coupait les seins. »

Aténiba a beaucoup d'histoires comme celle-là. Elle ne prend pas l'air triste, c'était ainsi en ce temps-là. « Alors on est parti et on a découvert le fleuve. Les Blancs ont envoyé des Africains à la recherche des marrons. Mais les Africains ne sont pas revenus. Alors les Blancs ont renvoyé un groupe armé. Il y a eu des combats, mais les marrons ne sont jamais revenus. Ce n'est que beaucoup, beaucoup plus tard, en pre-

nant des risques pour aller visiter, la nuit, une plantation, que des marrons ont appris que l'esclavage était aboli ! En fait, cela ne changeait rien. On était libre depuis longtemps. »

Depuis 1760, précise un jeune homme du village qui a fait son service militaire en France. 1760 ! Avant la Révolution française ! Il y aurait eu de tels combats entre colons et marrons venus par bandes libérer d'autres esclaves et piller les plantations que la couronne hollandaise se serait résignée à signer des accords de paix avec les principales tribus. « On nous accuse parfois d'être orgueilleux. Mais c'est normal. On est un peuple de victorieux. On a gardé nos contes, nos danses, notre sorcellerie, nos coutumes d'Afrique et la polygamie. Je suis fier de notre histoire. »

Pendant longtemps, le passage d'un Blanc à Grand-Santi faisait fuir les habitants. La réputation du baigne n'a pas arrangé les choses. « Aujourd'hui, ça va », dit tranquillement Aténiba, qui avoue pourtant que, lors du dernier recensement sur le fleuve, personne n'a voulu donner son vrai nom. La commémoration de l'abolition - le 10 juin en Guyane - est pour les Créoles l'occasion de réfléchir à l'idée de « gyanité » : identité complexe dans un pays où cohabitent Haïtiens, Brésiliens, Chinois, Antillais, Américains, métropolitains... et noirs marrons.

Amick Cojean

Les indépendantistes approuvent à l'unanimité l'accord de Nouméa

UNE DIZAINE D'HEURES de débats pour une motion finale votée à l'unanimité : le congrès extraordinaire du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste, indépendantiste), qui s'est réuni à Poinindimié, samedi 25 avril, a approuvé l'accord de Nouméa sur l'avenir institutionnel du territoire, signé le 21 avril avec l'Etat et les anti-indépendantistes (Le Monde du 23 avril).

Le FLNKS « mandate ses instances à signer le 5 mai 1998 ces accords avec M. Lionel Jospin, premier ministre de la France, et le RPCR » (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, anti-indépendantiste), précise le texte. La principale motion du congrès, qui s'est réuni à huis clos, constate « que des éléments essentiels du projet-cadre du FLNKS sont inscrits dans les accords de Nouméa, fondant de nouvelles relations entre l'Etat français et le pays kanak ». Ces accords prévoient une période d'autonomie progressive de quinze à vingt ans au cours de laquelle la Nouvelle-Calédonie sera « une entité », avant l'organisation d'un référendum d'autodétermination. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : les cotes de popularité de Jacques Chirac et Lionel Jospin sont en légère baisse dans la dernière enquête de l'IFOP, effectuée du 16 au 24 avril auprès de 1 865 personnes et publiée par Le Journal du dimanche (daté 26 avril). Selon ce sondage, 44 % des personnes interrogées, contre 47 % en mars, sont satisfaites du chef de l'Etat, tandis que 38 % se disent mécontentes. Le premier ministre recueille 49 % de bonnes opinions (en baisse de 1 point), contre 31 % de mauvaises.

■ **SÉNAT** : Pierre Mauroy, sénateur (PS, Nord) et maire de Lille, estime que « l'heure est venue pour les sénateurs de s'adapter et de se réformer », dans une tribune publiée par Le Figaro, lundi 27 avril. Maintenir le « statu quo » est « inacceptable pour la gauche », commente M. Mauroy, qui ajoute que le Sénat est de « toutes nos anomalies une des plus criantes ».

■ **AGRESSION** : les députés de la Somme Maxime Gremetz (PC) et Gilles de Robien (UDF-DL) ont porté plainte l'un contre l'autre, dimanche 26 avril, s'accusant mutuellement d'agression lors d'un incident pendant l'inauguration d'une rocade à Amiens, samedi 25 avril.

■ **IMMIGRATION** : un décret, daté du 24 avril, et paru au Journal officiel du 26 avril, annonce la création d'un poste de « délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, placé auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité ».

Deux élections cantonales partielles

NORD
Canton de Valenciennes-Sud (second tour).

L. 51 258 ; V. 7 511 ; A. 75,97 % ; E. 5 627.

Michel Kaczmarek, PC, m. de Rouvignies, 5 627... **ELU**

(Arrivé largement en tête du premier tour, Michel Kaczmarek (PC) était sûr d'être élu puisqu'il était le seul candidat présent au second tour. Arrivé deuxième au premier tour, Michel François (PS) s'est en effet désisté en sa faveur. Le Parti communiste conserve donc ce canton, qui lui est traditionnellement acquis.)

19 avril 1998 : L. 51 258 ; V. 12 567 ; A. 59,70 % ; E. 12 068 ; Michel Kaczmarek, 4 369 (36,14 %) ; Michel François, PS, m. de Querencia, 2 244 (20,05 %) ; Philippe Raudin, div. d., m. 2 414 (19,97 %) ; Jacques Deschamps, FN, 1 809 (10,75 %) ; Jean-Claude Kikot, div. d., m. 1 181 (9,77 %) ; Jean-Claude Borgogno, MDC, 226 (1,87 %) ; Yana Wannepain, ev. d., 169 (1,39 %).

27 mars 1994 : L. 51 159 ; V. 19 233 ; A. 36,27 % ; E. 17 448 ; Elie Salengros, PC, 9 045 (56,99 %) ; Bernard Gudin, RPR, 7 303 (43,00 %).

MAINE-ET-LOIRE
Canton d'Angers-Est (second tour).

L. 19 298 ; V. 5 467 ; A. 71,67 % ; E. 5 153.

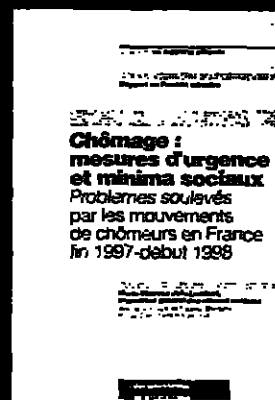
Gérard Pilet, PS, 3 407 (66,11 %)... **ELU**

Yves Spieser, div. d. sout. RPR et UDF, 1 746 (33,88 %). (Gérard Pilet (PS) remporte logiquement ce canton acquis à la gauche depuis sa création. Il y a vingt-cinq ans. Face au candidat soutenu par le RPR et l'UDF, Yves Spieser, M. Pilet améliore le score de son prédécesseur, Jean-Claude Antonini (PS), adjoint au maire d'Angers et conseiller régional, qui avait donné sa démission pour cause de cumul des mandats.)

19 avril 1998 : L. 19 298 ; V. 5 628 ; A. 70,83 % ; E. 5 494 ; Gérard Pilet, PS, 3 506 (61,90 %) ; Yves Spieser, div. d., 1 350 (24,73 %) ; Olivier Drehard, FN, 449 (8,22 %) ; André Riera, PC, 429 (7,85 %) ; Yves Thibaut, div. d., 352 (6,69 %) ; Xavier Roux, Verts, 343 (6,28 %).

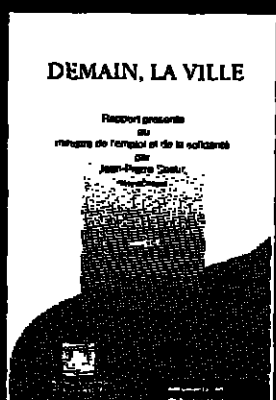
27 mars 1994 : L. 18 881 ; V. 9 713 ; A. 48,55 % ; E. 9 073 ; Jean-Claude Antonini, PS, 5 345 (58,91 %) ; Daniel Houille, UDR, 3 728 (41,08 %).

Le réflexe pour s'informer



Chômage : mesures d'urgence et minima sociaux

Problèmes soulevés par les mouvements de chômeurs en France fin 1997 - début 1998
Rapport au Premier ministre Marie-Thérèse Join-Lambert
Collection des rapports officiels
112 pages, 70 F



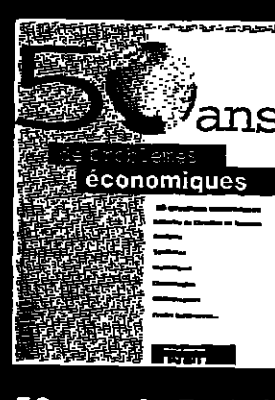
Demain, la ville
Jean-Pierre Sueur
Ministère de l'emploi et de la solidarité

Tome 1 : le rapport
230 pages, 140 F
Tome 2 : les auditions et contributions
332 pages, 190 F
Tomes 1 et 2 : 280 F



1997. La lutte contre le racisme et la xénophobie

Exclusion et Droits de l'Homme
Commission nationale consultative des Droits de l'Homme
480 pages, 160 F



50 ans de Problèmes économiques

Problèmes économiques n° 2565-2566 du 22-29 avril 1998
128 pages, 39 F

La documentation Française

29-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07
Tél. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 72 30
3815 ou 3816 la doc (1,29 F/mn)
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr

صلى الله عليه وسلم

صحتنا من الازم

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 AVRIL 1998 / 3

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 28 AVRIL 1998 / 9

En matière de location de voitures, l'arrivée de Sixt en France est un électrochoc. Prétentieux? Pas tant que cela. Pour vous en persuader Sixt vous invite à découvrir sa large gamme allant du cabriolet fascinant (dont la Mercedes SLK pour 1 111 F TTC/jour, 100 km inclus, 3 F TTC/km suppl.) à la prestigieuse berline (Mercedes Classe C pour 444 F TTC/jour, 100 km inclus, 1,77 F TTC/km suppl.). Et si vos besoins sont plus modestes, rassurez-vous, Sixt vous propose également ses modèles compacts (dont la Ford Ka) et ses indispensables utilitaires à des tarifs tout aussi compétitifs. Offre valable à partir du 1er avril 1998, sous réserve de modifications (Prix hors forfait de 89 F pour une location dans une gare ou un aéroport). Les véhicules Mercedes ne sont pas disponibles dans toutes les agences Sixt Eurorent. Offre soumise à conditions particulières.

Location de voitures
Sixt

L'Europe c'est pouvoir
louer une voiture
allemande pour
444 francs français

Mercedes Classe C 190 16V 100 km inclus 444 F TTC/jour
1,77 F TTC/km suppl. 89 F hors forfait de location

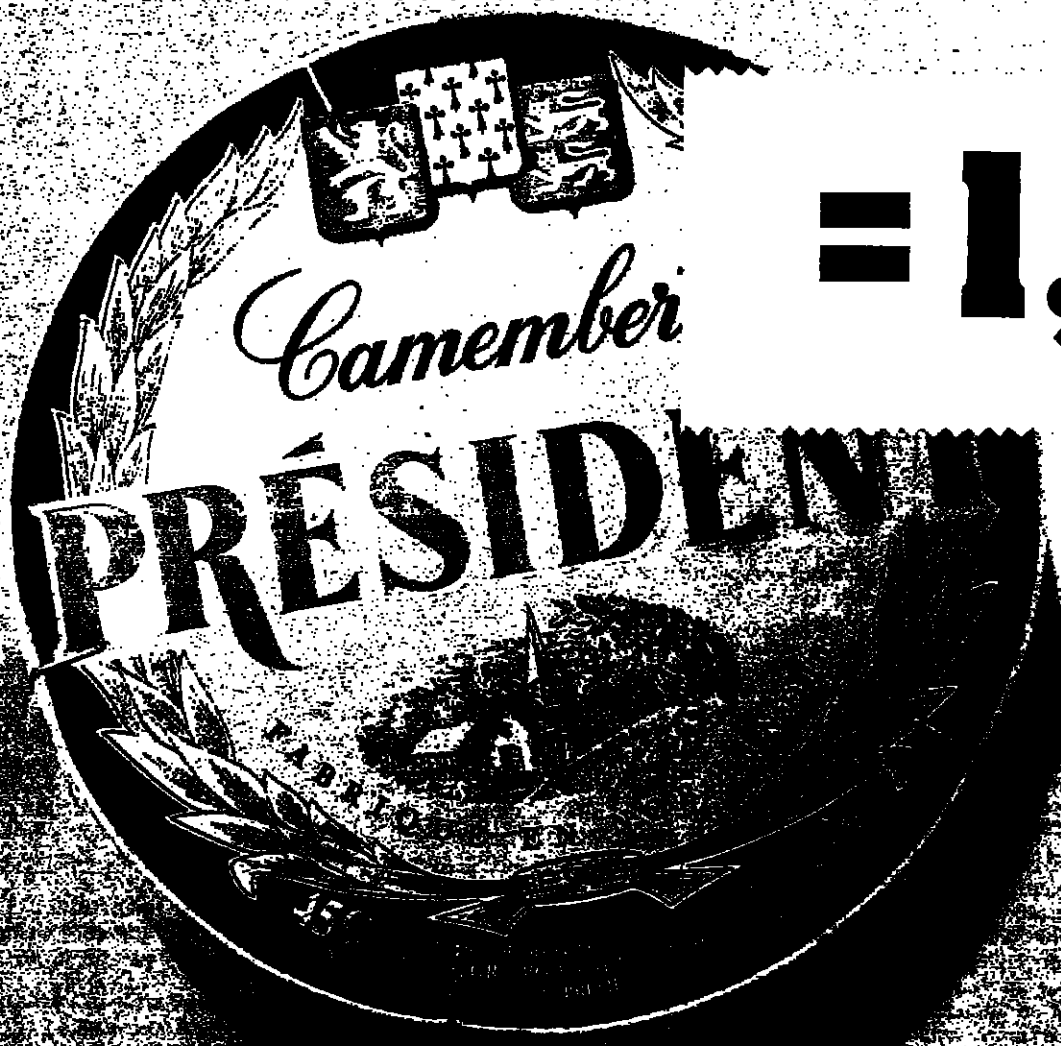
صكنا من الامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 AVRIL 1998 / 3

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 28 AVRIL 1998 / 11



= 1,41 euro

Pourquoi les centres E. Leclerc affichent-ils des maintenant leurs prix en francs et en euros ?

Dans 8 mois, les distributeurs devront pouvoir accepter des paiements en francs ou en euros.

Dès lors, les clients des magasins E. Leclerc pourront payer leurs achats en francs ou en euros, selon leur préférence.

Techniquement, cela sera possible dès l'été 1999.

Mais, pour les clients, il est important que les prix soient affichés en francs et en euros.

Pour avoir créé en 1995 le premier euro-magasin en France et la première chaîne de magasins en Europe, E. Leclerc a toujours été à l'avant-garde de la monnaie unique.

Dans tous nos catalogues nationaux, les promotions et les prix sont déjà affichés en francs et en euros.

En magasin, les prix de toutes les promotions sont affichés en francs et en euros.

Et les clients pourront payer en francs ou en euros.

En 1999, les clients pourront payer en francs ou en euros.

En 1999, les clients pourront payer en francs ou en euros.

En 1999, les clients pourront payer en francs ou en euros.

E. LECLERC

Le colloque national sur les lycées doit tirer les conclusions de quatre mois de consultations

Deux millions et demi d'élèves et 230 000 enseignants ont été interrogés

Le Colloque national intitulé « Quels savoirs enseigner dans les lycées » doit avoir lieu à Lyon et Saint-Fons (Rhône), mardi 28 et mercredi 29 avril. Les rapports finaux sur la consultation des lycéens et des enseignants - qui a eu lieu par le biais de l'envoi de quatre mil-

liens de questionnaires -, ainsi que sur les travaux du conseil scientifique - présidé par Edgar Morin - doivent y être présentés.

POINT D'ORGUE de quatre mois de réflexions et de consultations, le colloque national intitulé « Quels savoirs enseigner dans les lycées » doit se tenir, comme prévu, à Saint-Fons et à Lyon (Rhône), les mardi 28 et mercredi 29 avril. Annoncée le 9 novembre sur TF1 par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, et engagée en janvier, la réflexion sur les lycées a été conduite en un temps record, au vu de ses ambitions.

Il ne s'agissait pas moins que de consulter, par le biais de questionnaires, 2,5 millions et demi d'élèves, 230 000 enseignants et plus de 4 000 établissements. Au total, près de 4 millions de questionnaires ont été envoyés dans tous les lycées de France. Placée sous la responsabilité de Philippe Meirieu, professeur en sciences de l'éducation à l'université Louis-Lumière (Lyon-II) et d'un comité d'organisation d'une dizaine de membres, cette vaste consultation a pris l'allure d'une course contre la montre.

Après le dépouillement des réponses, qui s'est révélé un véritable casse-tête pour les comités académiques chargés de le mener à bien sans disposer d'une grille de lecture nationale, des « journées de synthèse » ont eu lieu dans chaque académie, du 20 février au 25 mars. Réunissant jusqu'à huit cents personnes, elles avaient pour but de dégager les principaux enseignements révélés par les questionnaires. Parallèlement, au cours de onze « journées disciplinaires », des enseignants tentaient, sous la houlette de scientifiques de haut niveau,



de définir ce qu'il convient désormais d'apprendre au lycée. Ces grands noms de la science française faisaient eux-mêmes partie d'un « conseil scientifique », présidé par Edgar Morin et riche d'une quarantaine de membres, également issus du monde culturel, de l'entreprise ou de l'administration.

« RECUEILLIR ET SYNTHÉTISER »

Ceux-ci ont participé, à des degrés divers, aux travaux de ce conseil scientifique, dont la vocation consistait, selon Claude Allègre, à « recueillir et synthétiser les points de vue de la communauté savante ».

Après avoir mobilisé des milliers de personnes pendant plusieurs mois, les deux journées

prévues pour le colloque devaient donc permettre de tirer la « substantifique moelle » de cette réflexion d'ensemble. Lors du lancement officiel du colloque, le 8 janvier (*Le Monde* du 9 janvier), le ministre disait en attendant la définition « des savoirs communs que chaque lycéen doit maîtriser à la sortie du lycée », une meilleure approche « de l'apport de chaque discipline » et « des possibilités d'articulation des savoirs disciplinaires entre eux ».

Reste à savoir si les deux journées prévues à Saint-Fons et à Lyon permettront de répondre à cet objectif. Ouverte par Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, la première journée se poursuivra par la présentation des « rapports fi-

naux de la consultation », celui d'Edgar Morin pour le conseil scientifique et celui de Philippe Meirieu pour le comité d'organisation. Le rapport de M. Meirieu, fondé en grande partie sur les réponses apportées aux questionnaires, est très attendu par la communauté scolaire, même s'il ne préjuge pas des décisions ministérielles ultérieures. L'assemblée plénière qui doit clore cette première partie, avec les interventions des organisations syndicales et des fédérations de parents d'élèves, notamment, promet de vifs débats.

Mille deux cents personnes y sont attendues : vingt-trois représentants officiels pour chacune des trente académies, des élèves, des parents, des enseignants, des chefs d'établissement, les directeurs des instituts universitaires de formation des maîtres, les présidents d'université, des directeurs de grandes écoles, des inspecteurs et des membres du Conseil national des programmes (CNP), ainsi que son président, Luc Ferry. Le lendemain, mille personnes de plus devraient assister à la clôture du colloque.

Mercredi 29 avril, en effet, après les travaux en atelier et les interventions de diverses personnalités, parmi lesquelles le maire de Lyon, Raymond Barre, le ministre de l'éducation nationale doit annoncer la suite qu'il entend donner à cette consultation nationale sur les lycées. Mais d'ores et déjà, le colloque de Lyon est assuré de représenter le plus grand « happening » sur l'éducation qui ait eu lieu depuis des années.

Béatrice Gurrey

M^{me} Guigou a renoncé à des dispositions contestées de la réforme du parquet

Le droit d'action du garde des sceaux est remanié

LE MINISTÈRE de la justice vient de corriger la copie de son projet de réforme. Face à la grogne croissante des syndicats de magistrats, Elisabeth Guigou a renoncé à certaines dispositions les plus contestées de son avant-projet de loi régissant les relations entre les parquets et le ministre de la justice. La nouvelle mouture du texte révisé le droit d'action propre du garde des sceaux en abandonnant la possibilité d'intervenir au cours des procédures ou de faire des recours contre les décisions des juridictions. Le garde des sceaux conservera cependant le droit d'engager lui-même des poursuites.

La version précédente de l'avant-projet, soumis à la concertation le 30 mars, créait ce droit d'action propre pour le ministre. Tout en abandonnant le droit, pour le garde des sceaux, de donner des instructions individuelles dans les dossiers particuliers, le texte prévoyait ainsi trois nouvelles possibilités d'intervention dans le cours de la justice. Le ministre pouvait engager des poursuites en lieu et place du procureur, « saisir les juridictions d'instruction ou de jugement de toutes les réquisitions qu'il juge opportunes », après avis d'une commission de l'action publique près la Cour de cassation, et faire appel ou former un pourvoi en cassation contre une décision prise par une juridiction.

Ce sont ces deux dernières dispositions, très contestées, qui viennent d'être abandonnées. « Il nous est apparu, après consultation, que certains points de la réforme pouvaient donner l'impression d'un verrouillage », explique-t-on à la chancellerie. Or cette interprétation ne correspond nullement à nos intentions.

Le ministère a également abandonné la formulation : « Le ministre de la justice veille à l'application de la loi pénale » et a modifié le texte dans le sens d'un allègement de l'obligation pour les procureurs et les procureurs généraux de « rendre compte [au garde des sceaux] des affaires dont les

parquets sont saisis ». Les dernières modifications de l'avant-projet de loi ne satisfont cependant pas totalement les syndicats de magistrats, qui préparent une journée d'action le 5 mai pour protester contre l'architecture globale de la réforme. « Ces évolutions vont dans le bon sens, mais elles ne lèvent pas totalement les ambiguïtés », estime Valéry Turcay, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée). La chancellerie conserve le droit de déclenchement de l'action publique, qui constitue une épée de Damoclès au-dessus des procureurs. « Ce recul est significatif des vaines hésitations de la chancellerie », affirme Georges Fenech, président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). La possibilité pour le garde des sceaux de déclencher directement l'action publique est en soi contraire à la séparation des pouvoirs. Jean-Claude Bouvier, secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), estime que ce « repli stratégique » ne revient pas sur la philosophie du texte : « Le ministre reste un chef de parquet et continue, en même temps, de donner des ordres par des directives plus contraignantes ».

JUGE DES LIBERTÉS

Ainsi modifiée, la version définitive de l'avant-projet de loi sur les relations parquet-chancellerie devrait être transmise dans la semaine au Conseil d'Etat, le gouvernement souhaitant le soumettre au Parlement avant l'été. En parallèle, la chancellerie poursuit ses consultations sur l'avant-projet de loi sur la présomption d'innocence et la procédure pénale. Ce texte, qui institue un juge des libertés distinct du juge d'instruction pour les mises en détention, fait lui aussi l'objet de contestations, notamment de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), qui y décèle une « défiance évidente à l'égard des juges d'instruction et de la police judiciaire ».

Cécile Prieur

Des manifestants pour la Seine-Saint-Denis s'en prennent à Claude Allègre

PLUSIEURS DIZAINES de manifestants, membres du collectif des établissements en grève de la Seine-Saint-Denis, ont envahi, dimanche 26 avril, les locaux de RTL, perturbant le journal de 18 heures et retardant la tenue de l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde-LCI ». Mais il a souligné qu'il n'était pas « un magicien » et qu'il refusait de « travailler sous la pression ». Selon lui, la situation de ce département relève « d'un problème de fond. Il s'agit de résoudre le défi des banlieues. Nous avons l'intention de le traiter globalement au sein du gouvernement notamment avec le nouveau ministre de la ville ».

Geismar ! », ont crié les manifestants. Pendant ce temps M. Allègre, longuement interrogé sur la situation en Seine-Saint-Denis, a rappelé les mesures d'urgence déjà prises et a annoncé qu'un plan pluriannuel sera présenté dans une quinzaine de jours « avec d'autres ministres ». Mais il a souligné qu'il n'était pas « un magicien » et qu'il refusait de « travailler sous la pression ». Selon lui, la situation de ce département relève « d'un problème de fond. Il s'agit de résoudre le défi des banlieues. Nous avons l'intention de le traiter globalement au sein du gouvernement notamment avec le nouveau ministre de la ville ».

« AMPLIFICATION MÉDIATIQUE »

Évoquant les manifestations des enseignants, M. Allègre a estimé qu'« ils ne sont pas représentatifs de toute la Seine-Saint-Denis », et a parlé « d'augmentation médiatique ».

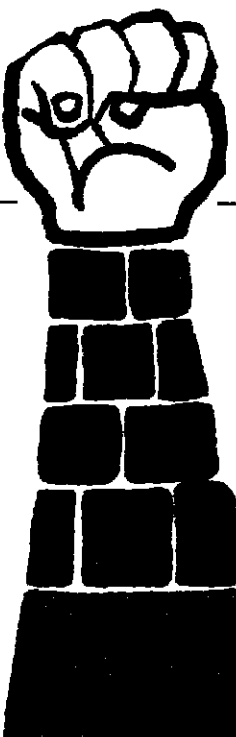
Samedi 25 avril, environ trois mille enseignants et parents d'élèves ont défilé pour la huitième fois dans les rues de Paris derrière une banderole proclamant « Les établissements du 93 en lutte ». Soutenus par plusieurs syndicats (FSU, CFDT, SUD, CGT, FO) et par la fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), les manifestants scandaient « Seine-Saint-Denis en co-

lère, collectif budgétaire ». Chaque établissement donnait sur de nombreux calicots leur vision de la situation : « 93 : le département des sans-moyens », « Les cités des enfants perdus », « Allègre arrête de nous tanner », « Ils se font de nous » ou encore « Sinistre plan pour une zone sinistrée ». Arrivés aux abords de Matignon, les manifestants ont réclamé en vain d'être reçu par l'un des ministres, Ségolène Royal ou Claude Allègre. Après plus d'une heure d'attente, exaspérés par cette fin de non-recevoir, plusieurs centaines de personnes ont tenté de se rendre devant Matignon et des échauffourées ont éclaté avec les forces de l'ordre, casquées et armées. Huit personnes ont été interpellées par la police puis remises en liberté dans la soirée.

Alors que la dernière assemblée générale a réuni des représentants d'une centaine d'établissements, la grève devait se poursuivre lundi 27 avril dans une vingtaine de collèges. Une nouvelle manifestation est prévue à Paris, mardi 28 avril. « Les incidents qui se sont produits samedi avec les forces de l'ordre vont marquer une radicalisation du mouvement en rapport avec celle du gouvernement », prévient le collectif des établissements en grève.

Sandrine Blanchard

MAI 68



au quotidien

Une sélection de 300 articles publiés il y a trente ans dans *Le Monde* sur les événements de mai 68

Numéro spécial Mai 68 en vente dès jeudi 30 avril jusqu'au lundi 4 mai

avec *Le Monde* daté 2 mai

Exceptionnellement
10 F

سكنا من الأمل

Un nouvel itinéraire européen entre Paris et Barcelone

En 2001, l'axe E 9 doublera l'ancienne route nationale 20 qui vient buter sur les Pyrénées. La continuité autoroutière sera ainsi assurée, de la capitale française à la métropole catalane, en passant par Toulouse

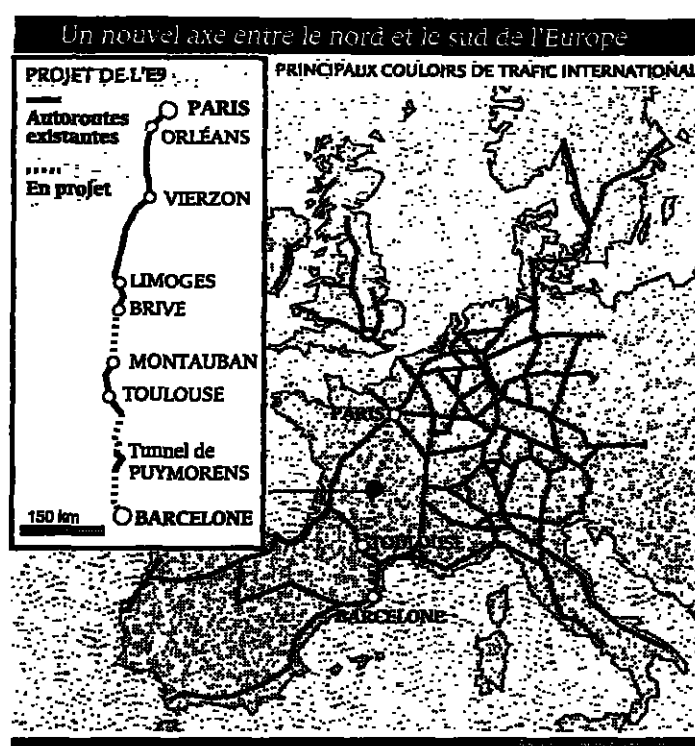
TOULOUSE

C'est le préfet de l'Ariège qui raconte cette anecdote : voulant rentrer à Foix après un week-end passé à Barcelone, il n'a pas trouvé sa direction. Tous les panneaux routiers autour de la capitale catalane conseillent de passer par Perpignan pour rejoindre la France. Il existe pourtant un axe routier inscrit au schéma européen des transports qui permet d'éviter de passer la frontière au Perthus, l'un des deux principaux points de passage routier à travers les Pyrénées.

Sous le nom de code E 9, l'itinéraire Barcelone-Toulouse-Paris est inscrit en pointillé depuis 1994 sur les cartes de la direction générale des transports de la Commission européenne. Il fait partie des 19 000 kilomètres d'autoroutes et « routes de haute qualité » dont la construction est programmée d'ici à 2010 dans l'Europe des Quinze. Sur le terrain, les travaux avancent eux aussi en pointillé.

L'axe E 9 est la version européenne de la nationale 20, qui descend de Paris à Toulouse avant de traverser l'Ariège et de desservir Andorre, son terminus 20 étant situé dans la petite ville frontalière de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales). Désormais, l'itinéraire se poursuit jusqu'au port de Barcelone, sur la Méditerranée. Pour mériter son label européen, l'axe doit être modernisé. C'est-à-dire qu'il sera doublé par une autoroute ou aménagé en « 2 fois 2 voies à caractéristiques autoroutières ».

L'alternance de tronçons à



peage et de portions gratuites est la caractéristique la plus originale de l'itinéraire. Si la sortie autoroutière de Paris est payante jusqu'à Vierzon (A 10 et A 71), la traversée du Limousin par l'A 20 sera gratuite. C'est en effet la nationale 20 elle-même qui est transformée en voie rapide.

TRACÉ CONTESTÉ

En revanche, l'A 20 - baptisée l'Occitane - sera payante en entrant en Midi-Pyrénées. Longtemps, les Lotois ont espéré que les crédits de l'Etat permettraient de réaménager la sinieuse RN 20. Mais, en mars 1988, le gouvernement opta pour la construction d'une nouvelle autoroute, concédée à la société des Autoroutes du sud de la France (ASF). Officiellement, cette solution permettait d'accélérer les travaux. Dix ans plus tard, le premier tronçon (Montauban-Cahors) devrait enfin

être réalisé. Démarrés en 1995, les travaux doivent se poursuivre jusqu'à l'an 2000. A cette date, Brive ne sera plus qu'à 1 h 40 de Toulouse, ce qui permettrait de gagner plus d'une heure sur l'itinéraire.

Les oppositions locales demeurent, en particulier dans le département du Lot. Non contre l'autoroute elle-même, mais contre son tracé. La traversée de la Dordogne à partir du cirque de Pissac soulève l'indignation des riverains, qui réclament un tunnel en lieu et place de la tranchée prévue. Les habitants et propriétaires de résidences secondaires ont fait appel à un expert qui préconise de construire un viaduc à haubans pour traverser la rivière.

A la sortie de Toulouse, l'axe E 9 délaie une nouvelle fois l'ancienne nationale 20 au profit d'une déviation autoroutière inédite. Automobilistes et routiers sont invités à s'engager sur l'A 61 en di-

rection de Narbonne avant de bifurquer vers l'Ariège au moyen d'une nouvelle autoroute de 40 kilomètres concédée aux ASF. Le choix de ce curieux « coude » autoroutier, l'A 66, remonte à 1988. Mais la déclaration d'utilité publique de cette nouvelle autoroute qui doit traverser les coteaux agricoles du Lauragais n'est intervenue que le 29 juillet 1996, pour une ouverture annoncée en 2001.

La construction de l'A 66 a été préférée à la transformation de la RN 20 en A 20, car il semblait plus facile et moins cher de construire une autoroute en rase campagne plutôt que dans la vallée de l'Ariège, plus urbanisée. Les coûts étaient estimés à 2,6 milliards de francs pour l'A 20, contre 1,6 milliard pour l'A 66. « Un aménagement de la RN 20 au sud de Toulouse est impossible en raison de contraintes d'environnement et d'urbanisme », a récemment répété Jean-Claude Gaysot, ministre des transports, en réponse à une question écrite du député de l'Ariège Augustin Bourepaux (PS), fervent défenseur de la solution autoroutière. Les élus ariégeois sont les premiers demandeurs de l'A 66, qui doit permettre à leurs yeux de désenclaver plus rapidement leur département.

Mais les oppositions locales restent très vives en Haute-Garonne. Un recours doit prochainement être examiné par le Conseil d'Etat. Les opposants estiment que le trafic de l'A 66 sera trop faible pour rentabiliser cette nouvelle construction et soulignent que les commissaires enquêteurs avaient subordonné leur avis favorable à l'engagement de travaux de « mise en sécurité » de la vieille RN 20.

Deux cents millions de francs ont été débouqués in extremis dans le dernier contrat de plan Etat-région pour améliorer la sécurité d'une route qui a le triste privilège de figurer parmi les plus meurtrières de la région : 154 accidents y ont causé la mort de 24 personnes entre 1992 et 1996. L'en-

quête publique qui vient de s'achever conclut de façon abrupte que « la prolifération de giratoires constitue un réel frein, voire une entrave à la circulation fluide, et par là même participe à détourner le trafic au profit d'un autre qui n'est pas totalement neutre ». En d'autres termes, les enquêteurs estiment que les ronds-points qui vont truffer la RN 20 sont destinés à pousser les automobilistes de passage à emprunter l'A 66.

UN TUNNEL À FOIX

La traversée de l'Ariège à partir de Pamiers, elle, est gratuite. Mais la transformation de la RN 20 en voie express est incomplète. Le

souvent enneigé l'hiver. Mais le tunnel, qui a coûté plus de 1 milliard de francs, ne fait pas recette. La société autoroutière reconnaît que le trafic est inférieur aux prévisions, avec environ 1 200 véhicules par jour. Sa justification internationale, mise en avant par ses promoteurs ariégeois, ne se comprend qu'en complémentarité avec le tunnel de Cadi, son « cousin » de la sierra catalane, en Espagne.

La puissante Generalitat (région) de Catalogne et le gouvernement madrilène envisagent de prolonger l'autoroute qui relie Barcelone à Manresa jusqu'à l'entrée du tunnel. Ce sera la contribution espagnole à l'axe E 9.

Le carrefour mortel de Cintegabelle

Cintegabelle (Haute-Garonne) est célèbre pour son conseiller général, Lionel Jospin. Mais ce petit village au bord de la nationale 20 est aussi réputé pour le danger que représente son carrefour. Quand une jeune étudiante âgée de vingt ans y a trouvé la mort, le 18 octobre 1997, elle était la sixième personne de l'année à laisser sa vie dans l'un des onze accidents de la circulation qui ont eu lieu sur les onze kilomètres qui séparent Cintegabelle d'Auterive. La nationale 20 à la sortie sud de Toulouse est l'axe le plus meurtrier de la Haute-Garonne. Deux cents millions de francs sont prévus pour des travaux dits « d'aménagement de capacité et de sécurité ». Mais cela ne sera pas suffisant pour construire une déviation entre Auterive et Cintegabelle. En attendant, la commune du premier ministre devrait bénéficier avant la fin 1998 d'un nouveau carrefour giratoire.

tronçon de « quatre voies » déjà réalisé entre Pamiers et Tarascon bute toujours sur la traversée de Foix, célèbre pour ses embouteillages le dimanche soir au retour des stations de ski. Un tunnel vient d'être percé pour dévier la circulation. Il ne sera mis en service qu'en 2000 et ne comprendra que deux voies de circulation.

Plus haut dans la montagne, un autre tunnel est en service depuis 1994 : le tunnel du Puymorens, concédé aux ASF. Les voitures particulières doivent payer 32 francs et les poids lourds 128 francs pour emprunter les 5 kilomètres de l'ouvrage, qui évite de se hisser au sommet du col du Puymorens,

Le maire de Manresa, Jordi Valls, s'est rendu le 25 septembre 1997 en Ariège à l'occasion des « journées transfrontalières du développement local ». Il s'est montré très attentif à l'avancement des travaux routiers côté français, car sa ville industrielle de 60 000 habitants projette d'accueillir un « centre logistique » pour transporteurs routiers. « L'axe E 9 ne sert pour l'instant qu'aux habitants de Barcelone qui vont en vacances à Bourg-Madame. Il devrait aussi servir au développement des villes et départements traversés », estime M. Valls.

Stéphane Thépot

Dans le cadre du réseau transeuropéen

● Sept autoroutes pour un axe.

L'axe E 9 est composé de :
- l'A 10 (Paris-Orléans),
- l'A 71 (Orléans-Vierzon),
- l'A 20 (Vierzon-Montauban),
- l'A 62 (Montauban-Toulouse),
- l'A 61 (Toulouse-Montesquieu-de-Lauragais),
- l'A 66 (Montesquieu-de-Lauragais-Pamiers),
- la RN 20 (Pamiers-Bourg-Madame),
- la C 1411 (Bourg-Madame-Manresa),
- l'A 18 (Manresa-Barcelone).

● Objectif 2001. Les 131 kilomètres de l'A 20 entre Brives et Montauban devraient être mis en service en l'an 2000. Un premier tronçon (Montauban-Cahors) sera achevé cette année. L'ouverture au trafic des 37 kilomètres de l'A 66

est annoncée pour 2001. Mais les travaux n'ont pas débuté. Ils doivent coïncider avec l'ouverture du tunnel et de la déviation de Foix (5 kilomètres), annoncée pour l'an 2000.

● Le réseau transeuropéen. Le réseau routier transeuropéen est devenu le réseau officiel de l'Union européenne par décision du conseil des ministres européens du 29 octobre 1993. Il est constitué de 67 000 km de liaisons « de haut standard technique », composé à 90 % d'autoroutes. 19 000 km d'autoroutes et de routes « de haute qualité » doivent être construits d'ici à 2010. Toutes les villes européennes de plus de 250 000 habitants seront connectées au réseau transeuropéen.

L'Occitane, 300 km de gratuité et quelques jalousies

LIMOGES

de notre correspondant

L'autoroute A 20, dite l'Occitane, s'est encore récemment allongée de 25,5 km. Elle atteint désormais, dans l'Indre, le sud d'Argenton-sur-Creuse et fait disparaître le principal obstacle routier entre Paris et Toulouse, la traversée de Châteauroux, désormais contournée par une déviation de 7,14 km. Après l'ouverture, fin 1997, de 16,7 km à l'entrée nord du Limousin, de Rhodes (Indre) à l'échangeur de La Croisière (Creuse), où l'autoroute croise l'axe est-ouest Europe-Atlantique (Lyon, Montluçon, Bordeaux), ce nouveau tronçon porte à 270 km la partie réalisée d'un itinéraire qui en compte 300.

Resteront alors à terminer trois tronçons, deux dans l'Indre, au sud d'Argenton-sur-Creuse (celon 8 km, Châlier-Paumône 7 km), un en Corrèze (15 km, du sud d'Uzerche au nord de Brive). Leur ouverture est prévue pour la fin 1998. La continuité autoroutière sera alors assu-

rée de Paris à l'accès nord de la région Midi-Pyrénées.

Avec une particularité : ces 300 km sont gratuits. A partir de Vierzon (Cher), où elle se détache de l'A 71 jusqu'à l'entrée nord du Lot, l'A 20 est publique et donc sans péage. Vers le sud, elle est à nouveau concédée aux ASF (Autoroutes du Sud de la France) jusqu'à Montauban (Tarn-et-Garonne), où elle rejoint l'A 62 (Bordeaux-Toulouse-Narbonne). Ces 160 km payants ne plaisent pas aux habitants du Lot, qui ont du mal à admettre de devoir payer un accès qui est libre chez leur voisin limousin.

200 à 600 FRANCS D'ÉCONOMIE

Ces 300 km de gratuité donnent un atout majeur à l'autoroute occitane. Ils sont une incitation forte - 200 à 600 francs d'économie selon le véhicule - à ramener sur l'axe Paris-Limoges-Toulouse (et, au-delà, Barcelone par le tunnel de Puymorens) la circulation qui s'était détournée par Bordeaux. Depuis dix ans que les tra-

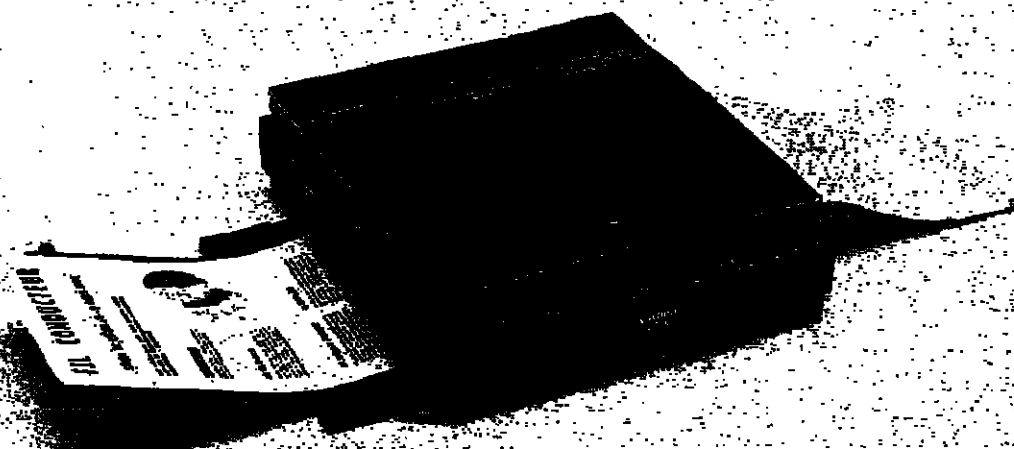
vaux ont commencé de façon significative sur cet itinéraire central, le trafic y a augmenté de 3 % à 5 % par an. Il atteint 18 000 véhicules par jour dans la traversée de l'Indre, et dépasse les 30 000 à proximité immédiate de Limoges.

Mais l'intérêt principal est ailleurs. L'autoroute concédée n'est pas mécaniquement utile aux régions qu'elle traverse ; elle se contente souvent de les couper. L'autoroute publique, elle, allie la traversée rapide à la desserte globale. La première a des échangeurs d'accès tous les 35 km, la seconde tous les 10 km.

L'A 20, dans sa traversée de Limoges par exemple, a une fonction d'artère urbaine qui a fluidifié le trafic intra-muros. Elle est aussi perçue comme un facteur de développement local et régional endogène. Ce qui, en Berry et en Limousin, a suffi pour éviter les oppositions et les manœuvres de retardement si régulièrement inhérentes à tout projet autoroutier.

Georges Chatain

2490F TTC.
La réponse à ceux qui pensent qu'un copieur
est forcément hors de prix.



Outre son prix très attractif, le copieur FC-200 est d'une simplicité exemplaire. Il ne nécessite ni

FC-200.
CRÉÉ PAR CANON POUR
ÊTRE UTILE À TOUS.

entretien ni préchauffage. Sa taille réduite et sa poignée de transport le rendent utilisable partout.

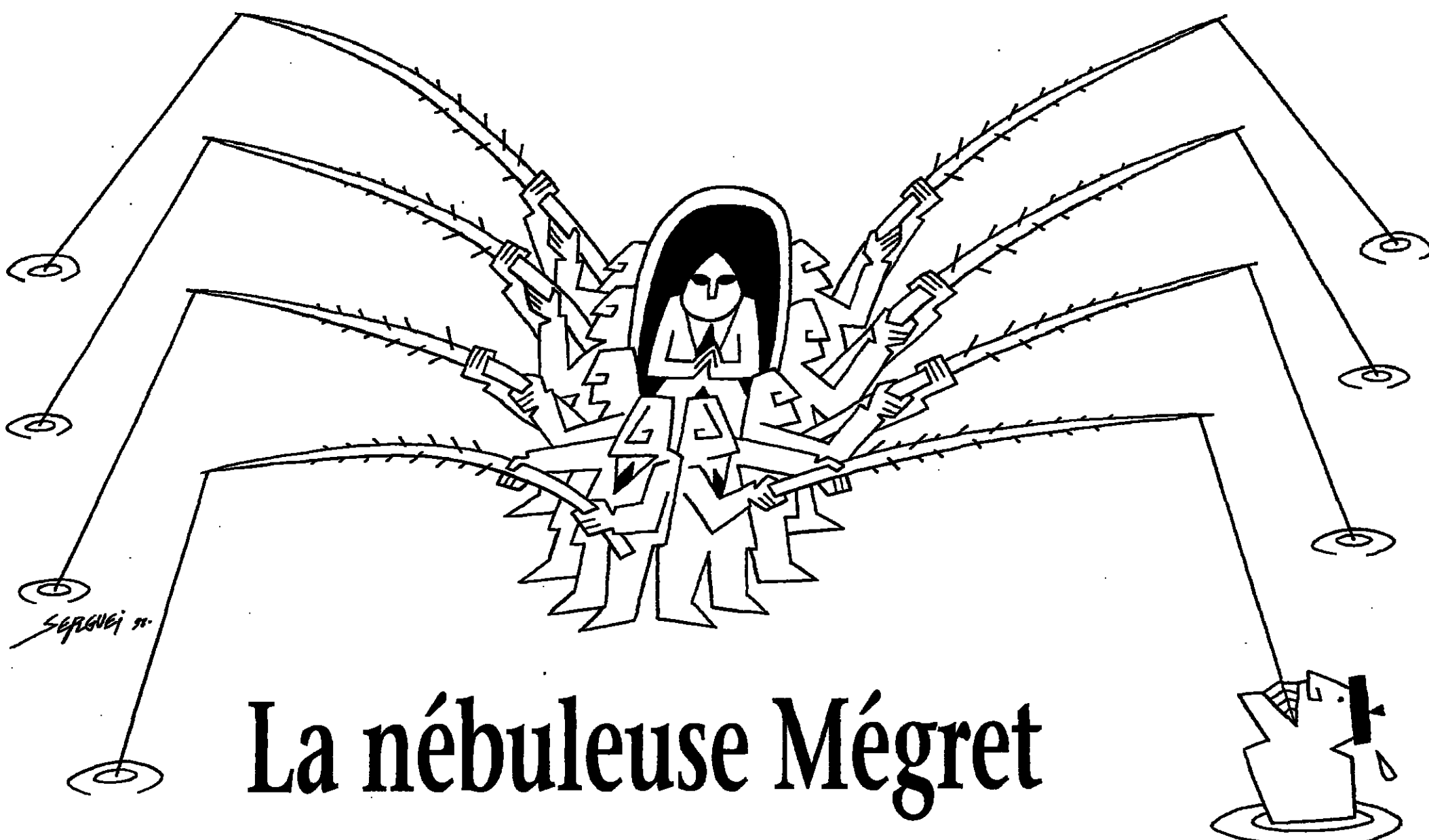


COPIEUR OFFICIEL DE
LA COUPE DU MONDE 98

3615 Canon (1.29 F TTC/min.) Internet : <http://www.canon.fr>
Serveur vocal/fax : 08 36 68 47 87 (2.23 F TTC/min.)

HORIZONS

ENQUÊTE



La nébuleuse Mégret

LE sol, certains jours, semble se dérober sous vos pas. En juin 1995, Bruno Mégret a connu ce vertige. Il venait de perdre les élections municipales à Vitrolles, alors que ses amis Daniel Simonpieri et Jean-Marie Le Chevallier avaient gagné les mairies de Marignane et de Toulon et Jacques Bompard emporté celle d'Orange. Faute d'argent, il avait dû interrompre brusquement l'aventure du *Français*, un quotidien qu'il avait lancé en octobre 1994 pour jeter un pont entre l'extrême droite et la droite classique : une pièce-maîtresse dans la « guerre » politique et culturelle qu'il souhaitait mener.

Dans l'aventure du *Français*, Bruno Mégret ne s'était pas fait que des amis, notamment du côté de Doriot. Il avait ainsi fait de ce slogan électoral un choix stratégique, au grand dam de M. Mégret. Enfin, fatigué de ses fonctions de secrétaire général, Carl Lang avait jeté l'éponge.

À l'université d'été, fin août, à Toulon, M. Mégret paraissait bien seul, même si quelques-uns de ses amis ou de ses proches collaborateurs – Jean-Yves Le Gallou, « patron » du groupe au conseil régional d'Ile-de-France, ainsi que le secrétaire départemental de la Seine-Saint-Denis, Frank Timmermans, et le jeune Philippe Olivier, un des pivots de la délégation générale – s'étaient portés candidats au poste de secrétaire général. En fait, la situation était telle qu'il aurait songé alors, dit-on, à repartir vers son métier d'ingénieur des ponts et chaussées.

Une poignée d'amis proches l'aidèrent à passer le cap. Parmi eux, le mentor de longue date, de l'époque du RPR, du Club de l'Horloge et des CAR (comités d'action républicaine), Jean-Claude Bardet, secrétaire départemental de Meurthe-et-Moselle, ainsi que Philippe Colombani, le compagnon – avec le directeur du cabinet de M. Mégret, Damien Bariller – dans l'aventure du *Français*. Il y eut aussi cette vague de secrétaires départementaux qui, las des conflits entre secrétariat et délégation générale, décidèrent, fin septembre 1995, de signer une pétition pour réclamer une seule direction à la tête du parti, formule préconisée par M. Mégret.

Un moment isolé au sein du Front national, Bruno Mégret a imposé sa stratégie de séduction de la droite classique. Une reconquête orchestrée par des fidèles issus de multiples courants de l'extrême droite, de l'OAS au Club de l'Horloge

Le congrès de Strasbourg, en mars 1997, est l'aboutissement de leurs efforts. M. Mégret et ses proches sont élus très confortablement au comité central. Le mois précédent, les élections de Vitrolles ayant été annulées, le délégué général est parvenu à faire élire sa femme comme maire. Depuis, tout semble lui sourire : fin décembre, M. Le Pen reconnaît les qualités de son second. Lors des élections régionales et cantonales, c'est sa méthode de « séduction » qui est adoptée par le bureau politique et appliquée par tous au sein du parti. Le résultat escompté est obtenu : la droite se déchire entre partisans et adversaires d'accords avec le Front national.

Dès la nomination de M. Gollnisch, un des principaux adversaires de M. Mégret au sein du parti, à la tête du secrétariat général, le 10 octobre 1995, Bruno Mégret et son équipe se sont mis au travail. La délégation générale a été réorganisée, avec pour mission de transformer le Front national en parti de gouvernement et de le rendre crédible sur le plan théorique et pratique. Si la responsabilité des fédérations lui échappe, il garde cependant un contact direct avec elles par le biais de la délégation à la formation, confiée à Philippe Colombani.

PARALLÈLEMENT, Bruno Mégret continue de tisser sa toile en Provence, surtout dans les Bouches-du-Rhône, où il confie la conquête puis la gestion de la ville de Vitrolles à Hubert Fayard. Celui-ci venait de perdre son travail quand le délégué général, séduit par ses capacités de travail et son sens de l'organisation, l'a fait venir de la Haute-Loire, où il était secrétaire départemental depuis 1988.

Le hasard et l'amitié ont forgé l'équipe Mégret. On y trouve de nombreux jeunes pour qui il incarne « la modernisation du parti », « la rupture avec les éternelles références au passé ». Tous ces jeunes rendent hommage à son esprit d'organisation, sa « force de travail ». Chacun évoque sa « capacité d'écoute », « la liberté d'ac-

tion » qu'il accorde : car le délégué général « délègue » et sait décider « quand il faut ». Sa devise n'est-elle pas : « Ne pas faire, faire faire, ne pas laisser faire » ? Ils se reconnaissent dans le tournant « social », la mise en cause de l'ultra-libéralisme et le combat culturel, autant de thèmes défendus par Bruno Mégret. On y trouve aussi les vieux amis, ceux qui l'ont aidé à faire ses premiers pas en politique : Jean-Claude Bardet, Yvan Blot et Le Gallou.

Des trois, Jean-Claude Bardet, cinquante-sept ans, a été et reste l'ami le plus intime. Directeur – en partance – des relations humaines du laboratoire pharmaceutique Beaufour, ce Nancien a fait ses classes dans les rangs de l'OAS et à la Fédération des étudiants nationalistes. Un temps membre du cabinet de René Tomassini, ministre du général de Gaulle, il a brièvement collaboré au service des élections de l'UDR, dont il ne partageait pas les idées. Il préfère fréquenter les milieux de la « nouvelle droite » : le Club de l'Horloge, qui fait la liaison entre la droite classique et l'extrême droite, ainsi que la Grèce (Groupe de l'étude et de recherche pour la civilisation européenne), dont il a été secrétaire général adjoint. Il passe pour avoir largement contribué à la formation culturelle et politique de M. Mégret. Cela lui vaut d'ailleurs le surnom de Gepetto, le « père » du pantin Pinocchio. Quoi qu'il en soit, il n'a jamais quitté Bruno Mégret et a largement contribué à la création des CAR, sous le pseudonyme d'Apremont. Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou estimaient que leurs amis se fourvoient : ils plaident pour continuer l'« entrisme » dans les partis traditionnels.

C'est M. Blot, cinquante ans, qui a mis les deux hommes en contact. À l'époque, M. Blot est au comité central du RPR, où il reprend les positions du Club de l'Horloge dont il est président. Il fréquente la Grèce et passe pour être l'un des principaux théoriciens de la « nouvelle droite ». C'est au commissariat du Plan qu'il remarque M. Mégret. M. Le Gallou, autre haut

fonctionnaire, fait partie des fondateurs du Club de l'Horloge, mais milite, lui, au Parti républicain, dont il sera membre du comité directeur avant d'être le premier à rejoindre, en 1985, le Front national. Lui aussi a été responsable du Grèce. Ses enfants ont appartenu au mouvement scout Europe-Jeunesse, qui utilise des symboles et rituels identiques à ceux des SS, tout en exaltant la race et le sang. De très nombreux membres de l'équipe Mégret ont fréquenté le Grèce : Françoise Monestier, secrétaire du Centre d'études et d'analyse (CEA) et du Groupe d'action parlementaire (GAP) ; Denis Daudé, responsable administratif de l'école des cadres et de l'Institut de formation national ; Damien Bariller, son poulain dans les Bouches-du-Rhône ; et surtout Pierre Vial, le président de l'association Terre et peuple. Cofondateur du Grèce, enseignant à l'université Lyon-III, Pierre Vial a fait

cependant la délégation nationale aux études et le CEA. Il donne régulièrement au délégué général, mais aussi à M. Le Pen, des notes d'analyse idéologique et stratégique. M. Le Gallou, qui s'est toujours tenu en retrait des autres, s'investit au conseil régional d'Ile-de-France. Il occupe les fonctions de secrétaire national aux élus, un poste qui lui permet de travailler avec le secrétariat et la délégation générale pour la formation, comme M. Timmermans, trente-huit ans, ami de fraîche date de Bruno Mégret et secrétaire national aux fédérations. Ancien responsable du syndicat CGC, il est passé à l'Ordre nouveau avant de rejoindre le Front national en 1973.

Quant à Philippe Colombani, ancien militant monarchiste à l'Aspects de la France et auteur, sous le pseudonyme d'Aramis, de dessins violents (l'un d'eux représentait Laurent Fabius en vampire), il assure la formation des cadres. Tout responsable de l'appareil doit passer au moins une fois par ses services pour acquérir une formation idéologique et pratique. M. Bariller, trente et un ans, est un pilier de la délégation générale. C'est M. Le Gallou qui l'a signalé à M. Mégret, qui cherchait un homme neuf pour l'aider notamment à préparer discours et textes. Titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un DEUG de philosophie, il était responsable du FNI d'Aix-en-

notamment, Anne-Marie Charlot, une proche collaboratrice de Bruno Mégret et le mari de celle-ci, André Nouar, l'adjoint chargé des finances.

M. Bariller a contribué à la nomination de Jacques Olivier à la tête de la délégation nationale aux campagnes et de l'atelier de production de la cellule argumentaire. Il se félicite de voir Philippe Olivier à la tête de l'importante délégation nationale au développement. Celle-ci comprend la cellule de soutien aux campagnes, la coordination des actions catégorielles et la cellule des actions de proximité dirigée par Gilles Pennelle, trente-cinq ans, enseignant, secrétaire départemental de la Seine-Maritime. De cette délégation sont parties toutes les offensives syndicales et les actions en direction des locataires des HLM... Là sont aussi concoctés les « kits » proposant des modèles d'actions locales, dont le but est de montrer concrètement, à l'occasion d'une délocalisation, d'un fait divers ou d'une opération politique, que le Front national existe.

AUJOURD'HUI, rien de ce qui est essentiel au sein du parti n'échappe au délégué général. Même le matériel de campagne électorale dépend de ses services. L'imprimeur et éditeur Fernand Le Rachinel veille au grain. Parmi les amitiés ou relations tissées au fil des ans figurent encore Mireille d'Ornano, présidente de Fraternité française et marraine du fils de Bruno Mégret ; Bertrand Robert, un ancien d'Ordre nouveau, conseiller régional d'Ile-de-France ; Walleyrand de Saint-Just, l'avocat de l'Agrif (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne) ; Philippe Chapron, que Bruno Mégret vient de faire élire conseiller régional de Basse-Normandie et auquel il a confié son propre service de sécurité.

Le délégué général, qui est à présent l'homme fort du Front national, peut également compter sur des cercles de relations hors du parti. Des personnes rencontrées au Club de l'Horloge, aux CAR, amis aussi des amis d'amis ou tout simplement des personnalités qui viennent lui proposer ses services. Parmi eux « Y », gestionnaire, qui ne parle qu'à visage couvert et qui travaille dans l'ombre à promouvoir M. Mégret de façon à être prêt, « le jour venu », à épauler ce dernier à l'intérieur ou à l'extérieur du Front national.

Christiane Chombeau
Dessin : Serguei

Rien de ce qui est essentiel au parti, jusqu'au matériel de campagne électorale, n'échappe au délégué général

son apprentissage dans les mouvements les plus durs de l'extrême droite. Lui et ses amis forment une génération d'extrémistes de droite qui s'est détachée des tendances groupusculaires, recherchant sa modernité dans les références plus « celtiques » et « indo-européennes » que dans les valeurs de l'extrême droite traditionnelle française.

M. Mégret lui-même n'a jamais fait partie du Grèce, mais on retrouve chez lui de nombreux thèmes chers à cette mouvance : l'anti-américanisme, l'option sociale, la référence à un différentielisme plus culturel que racial... En fait, ses proches préfèrent souligner l'influence du Club de l'Horloge et celle des CAR. Aujourd'hui, M. Bardet continue de conseiller M. Mégret. M. Blot, qui ne partage pas les idées de M. Mégret sur le plan économique et social, dirige

Provence. Il s'était lié d'amitié avec les jumeaux Olivier, Jacques et Philippe, trente-cinq ans, à la faculté d'Aix. C'est Philippe qui l'a présenté à M. Le Gallou, dont il était l'assistant.

Aujourd'hui, M. Bariller cumule les fonctions de directeur du cabinet de M. Mégret et celui de délégué national aux éditions. Il veille à la publication de *François d'abord*, l'organe du parti. Il anime le secteur éditions, qui a vu la création, à côté des Editions nationales, de deux maisons de vente par correspondance, Durandal et DEFI, qui devraient renflouer les caisses. C'est Christophe Dangelhoff, actionnaire et dépositaire du titre *Le Français*, ancien responsable FNJ à Aix, qui a repris les fonctions d'assistant que M. Bariller occupait auprès de M. Mégret. La « bande des Aixois » est également représentée à Vitrolles avec,

سركا في الامل

Des regards myopes sur le Cambodge

par Henri Locard

POL POT est mort. Son décès sonne symboliquement le glas de la troisième guerre d'Indochine. Mais il ne laisse guère espérer une rapide démocratisation du régime militaire de Hun Sen au Cambodge, après le coup d'Etat de juillet 1997 (que *Le Monde*, sous la plume de Jean-Claude Pomonti, persiste à appeler « coup de force », contrairement aux journalistes anglophones).

Après la parution du livre de Ben Kiernan, *Le Génocide au Cambodge, 1975-1979*, et le compte rendu louangeur de votre collaborateur Nicolas Weill (*Le Monde des livres* du 17 avril), en cette période de grande incertitude quant à l'avenir de la démocratie cambodgienne naissante, il ne peut être que mal venu de donner une caution intellectuelle à des théories erronées. Elles ont servi à justifier tous les abus de pouvoir de la part des Vietnamiens pendant les dix années de leur présence au Cambodge et de la part du gouvernement qu'ils ont laissé sur place en 1989, en dépit, depuis, des efforts de l'Approuvé et de la communauté internationale.

On ne peut affirmer, à la suite des promoteurs du livre, comme le fait Nicolas Weill, que cet ouvrage constitue « la somme la plus complète à ce jour » sur le régime khmer rouge. La somme la plus complète, pour les francophones du moins, demeure, à ce jour, le remarquable *Cambodge, année zéro* du Père François Ponchaud, paru il y a maintenant vingt ans. Pas une ligne à changer ! Il en est de même de l'admirable *Les Larmes du Cambodge* d'Elizabeth Becker, publié en France il y a dix ans. L'ouvrage touffu du chercheur australien, dont ne se dégage ni une pensée solide ni une synthèse claire, était dépassé avant même de paraître dans notre langue.

Il faut cependant avoir l'honnêteté de le reconnaître : aucun chercheur sur le sujet n'a effectué un travail d'investigation aussi considérable que Ben Kiernan. Son livre est le fruit de près de vingt ans de labeur. Tout ce qui est écrit sur le maoïsme, la division de la société en castes ou le totalitarisme (jamais défini) est exact, mais nullement nouveau. Il a le mérite d'avoir le premier exploité les archives du ministère du commerce extérieur, préservées (très partiellement) à la Bibliothèque nationale de Phnom Penh. Il nous démontre ainsi de manière éloquent le pillage écologique du pays par la Chine populaire. Je partage sa grande déception après avoir constaté moi-même que ces documents sont à peu près totalement muets en ce qui concerne d'importantes exportations de riz, alors que la population, tout entière atteinte à en produire en quantité, mourait de faim. Il demeure donc impossible de confirmer les nombreux témoignages précis et concordants, que j'ai moi-même aussi recueillis, d'exportation massive de cette précieuse denrée vers la Chine.

Pour le reste, l'ouvrage ne nous apprend rien sur les questions es-

sentielles. Comment se fait-il que Kiernan, qui est à la tête depuis l'été 1994 du Cambodia Genocide Program, financé par le gouvernement américain, et se targue d'avoir réuni de très volumineuses archives gouvernementales khmères rouges, ne nous apprenne rien sur le mode interne du fonctionnement de cet étrange « gouvernement », le plus secret sans doute de notre siècle ?

Quel était vraiment le rôle de la Chine populaire et de ses nombreux « experts », dont le nombre est évalué ici à 15 000, alors que tous les analystes raisonnables parlent de 1 000 à 5 000 au maximum ? Pourquoi tout le système carcéral – au cœur du processus génocidaire – est-il à peine mentionné de temps à autre, comme en passant ? Par quel naufrage mental des dirigeants idéalistes sincères, éduqués à Paris, ont-ils pu s'embarquer sur le navire dément de l'utopie absolue pour sombrer dans l'utilisation massive de la violence et de la terreur ? Aucune de ces questions n'est même posée.

Il y a plus grave que ces zones d'ombre : la théorie centrale du livre – le génocide perpétré par les Khmers rouges suivrait essentiellement une logique de races et non de classes, comme dans les pays nazis – est fondamentalement inexacte. Le chercheur est prêt à manipuler

ses sources pour les forcer à dire ce qu'elles ne disent pas. Il ne fait que donner une caution universitaire à une interprétation tendancieuse : le polpotisme serait en fait un nazisme qu'on veut bien qualifier de rouge (quelle salade !) et Tuol Sleng un Auschwitz cambodgien. C'est une théorie inventée par le pouvoir communiste vietnamien pour justifier l'invasion de son faible voisin et l'installation à Phnom Penh d'un régime ligue.

« Tout concourt à faire de ce livre un texte de référence », ou, de référence dans le cadre du grand débat actuel en France sur le bilan du communisme, non comme un modèle d'érudition et d'objectivité, mais plutôt de discours abscons, polémique et idéologique. Il est bien évidemment impossible de vérifier les multiples preuves que Kiernan avance à l'appui de ses thèses. J'ai pu, parmi d'autres, relever trois manipulations des faits révélatrices, destinées à faire entrer la réalité de l'univers khmer rouge dans le cadre étroit des axiomes posés a priori par l'auteur.

1. Malgré ses conclusions, Kiernan ne parvient pas à prouver que les minorités ethniques furent particulièrement victimes de la répression. Si la forte minorité vietnamienne fut expulsée – donc

épargnée –, les sentiments anti-vietnamiens, largement répandus au sein de la population khmère, existaient bien avant les Khmers rouges et sont, hélas, encore très répandus de nos jours.

Jamais – contrairement aux affirmations de Hanoi, reprises par Kiernan – il n'y eut, de la part des responsables du Kampuchéa démocratique, de tentative de reconquête de l'ancienne Cochinchine. Les chams (essentiellement une minorité religieuse musulmane et non raciale – un Khmer peut devenir cham par mariage) périrent certes en plus grand nombre que la majorité de la population, parce que certains villages du bord du Mékong eurent le front de se rebeller en masse et qu'ils rendirent plus que d'autres devant l'interdiction de pratiquer leur religion. Il y eut cependant moins de morts dans leurs rangs (33,7 %, contre près de 25 % pour la population dans son ensemble, selon Silwinski) que chez les catholiques (48,6 %), catégorie dont Kiernan ne souffle mot. Chiffres à comparer avec le nombre des disparus parmi la population phnom-pénnoise : 41,9 % !

Il est vrai aussi que les Cambodgiens d'origine chinoise furent en première ligne parmi les victimes des Khmers rouges, mais toujours à cause de leur activité professionnelle ou de leur attitude rebelle vis-à-vis du pouvoir. Il n'y eut nulle part de regroupement des Khmers à peu près clair au moment de l'évacuation des villes.

Parmi les minorités très anciennes du pays, il y a les montagnards du Nord-Est. J'ai pu constater que la population civile n'y avait que très peu souffert du génocide. La faible mortalité (que j'évaluais très grossièrement à 5-6 %) était avant tout due aux morts au combat, les Khmers rouges ayant recruté massivement ces groupes ethniques dans leur armée – surtout des Jarais et des Tampuan –, les seuls « Khmers » en qui Pol Pot eut une confiance aveugle et dont il fit la base même de son mouvement révolutionnaire.

2. Afin de démontrer que les « bons » Khmers rouges (les pro-Vietnamiens qui vinrent au pouvoir en 1979) ne participèrent pas au génocide, Kiernan scinde le pays en deux, chronologiquement d'abord, les années 1975-1976 étant présentées comme acceptables, et les deux suivantes, 1977-1978, comme cauchemardesques, puis géographiquement, la très modérée région Est avant 1978 et le reste du pays, dont le très abominable Sud-Ouest, sous la férule de Ta Mok.

sonne », mais qui serait exercé par les juges, ne saurait tolérer cette imbrication dans son domaine réservé. Peut-on croire que *Le Monde* ignore que la corporation dans laquelle l'institution judiciaire est englobée lui interdit de résoudre elle-même ses propres dysfonctionnements ? Pour l'amour du ciel, que le Parlement ne se contente pas de ce très médiocre pouvoir d'action directe et laisse intact le lien de subordination qui existe actuellement entre le pouvoir politique et le parquet, en l'assortissant simplement de mesures propres à assurer la transparence de son exercice !

Henri Quintana
Marseille

VITRINE FÉLÉE
Après les élections régionales, la vitrine de la politique française s'est encore un peu plus fêlée. Jamais peut-être les citoyens n'auront été autant les témoins de l'ambition démesurée de quelques-uns, et avec autant de limpidité. Aujourd'hui, parce qu'on a vu, on sait encore un peu plus que, à force de les voir s'accrocher à leur mandat avec autant d'acharnement, ils

Tout cela est en grande partie inventé pour les besoins de la démonstration fallacieuse. A l'Est, les conditions de vie étaient tout aussi dures qu'ailleurs, surtout depuis janvier 1976, avec l'instauration, comme partout, de communes populaires totalement collectivisées – y compris les repas –, après la première récolte de riz. Un dense réseau de prisons maillait toute la zone, la province de Prey Veng étant à cet égard l'une des plus meurtrières.

Kiernan s'appuie sur l'important témoignage de Meung Soon, qui passa dix-huit mois dans les geôles de l'Angkar, pour lui faire dire que les conditions n'étaient pas trop dures en 1976 : « Ils se sentaient coupés de moi, parce qu'ils étaient éduqués et avaient de la sympathie pour moi. » Il se garde bien de nous dire que Meung Soon fut emprisonné de nuit, avec trois de ses cinq enfants ainsi que son épouse enceinte de sept mois. Les prisonniers étaient enchaînés, le bébé, qui vit le jour dans des conditions épouvantables, mourut quelques jours plus tard, la mère, très sous-alimentée, n'ayant plus de lait.

3. Il est fort possible qu'en 1978 un groupe de déportés de la région Est vers les provinces Ouest se soient vu attribuer un *krma* bleu, l'écharpe traditionnelle khmère. Kiernan est encore le seul à voir là un marquage « racial » d'une population qui n'est ni plus ni moins métisée que les autres Cambodgiens. Mais comparer cela à l'étoile jaune des juifs, comme le fait Nicolas Weill, n'a pas de sens. Le *krma* est une écharpe de coton à multiples usages, à carreaux rouges blancs et tantôt rouges, tantôt bleus. S'il est sans doute vrai que les Khmers rouges ont dû préférer le rouge, les deux couleurs se portent indifféremment, les habitants devant toujours accepter les rares vêtements fournis par l'Angkar. Stephen Heder, d'ailleurs, nous fait remarquer que Pol Pot s'est fait filmer en au moins deux occasions officielles avec un *krma* bleu autour du cou. Imaginerait-on Hitler portant l'étoile jaune ?

Non, la logique des exterminations perpétrées par ce régime très centralisé n'avait pas plus de dimension raciale que tous les régimes communistes de par le monde, dont chronologiquement il fut la dernière incarnation. La logique des exterminations, avec quelques variations purement indigènes, comme la vindicte contre les malades, toujours présentés comme des simulateurs, est une logique définie par la classe et l'attitude de soumission ou non – la vertu cardinale – des victimes, ce qui fut commun à tous les pays communistes, dans le sillage du marxisme-léninisme.

Les restes de Pol Pot sont partis en fumée. Vont-ils encore empoisonner l'atmosphère intellectuelle d'une certaine France nostalgique, qui refuse de regarder la réalité en face ?

Henri Locard est maître de conférences à l'université Lumière-Lyon-II.

Non, ce ne fut pas un autogénocide

par Richard Rechtman

L'EXTERMINATION de près de deux millions de Cambodgiens relève littéralement de l'impensable. Pour la « penser », pour percer l'énigme des Khmers rouges, certains, jusque dans les colonnes du *Monde*, n'hésitent pas à utiliser le terme d'autogénocide, sous prétexte que bourreaux et victimes appartiennent à la même nation ou à la même ethnie. Comme si, à l'inverse, l'existence d'une authentique différence ethnique ou nationale pouvait rendre un tel événement plus compréhensible, plus banal ou plus habituel.

Ignore si le vocabulaire d'autogénocide est utilisé dans les cours de justice internationale. Si certains l'utilisent, il faudrait qu'ils en donnent une définition précise et expliquent comment et en quoi l'identique produirait l'anéantissement de l'identique au nom de cette identité. Seul le suicide – et encore – pourrait être susceptible de produire un tel effet. Or ni les cadres ni les simples « soldats » khmers rouges ne se sont suicidés. Ils ont, en revanche, programmé l'extermination de populations entières, tout comme l'élimination d'anciens Khmers rouges, mais toujours au motif qu'ils n'étaient justement pas identiques et que cette absence d'identité les condamnait à la mort.

L'effet de cet amalgame, qui accorde une spécificité à l'appartenance commune des bourreaux et de leurs victimes à la même nation, est dévastateur pour les Cambodgiens survivants

Ce n'est pas un principe d'identité qui gouvernerait l'élimination physique des Cambodgiens mais, bien au contraire, celui d'une altérité radicale construite par les Khmers rouges, prenant tantôt la forme, d'une « authentique » différence ethnique dans le cas des minorités chinoises, vietnamiennes et chams, tantôt de catégories répartissant les Khmers en peuple ancien et peuple nouveau.

Pourtant, face à l'énigme que représente la violence des Khmers rouges, lorsque les arguments géopolitiques habituels ont été épuisés et qu'il reste encore de l'incompréhensible, c'est dans la culture et la mentalité khmères que l'on cherche la cause ultime de ce génocide. Mais alors, comment serait-il possible aux Cambodgiens de s'affirmer aujourd'hui Khmers si cette désignation venait se confondre avec la cause de leurs souffrances ? Si la culture devait expliquer une part des atrocités commises par les Khmers rouges, et notamment les aspects les plus radicaux de leur révolution, alors, elle relèguerait le phénomène khmer rouge à une simple contingence, assimilant l'extermination d'une partie du peuple cambodgien à un processus anhistorique duquel aucune mémoire ne pourrait naître. L'utilisation du terme d'autogénocide accreditte l'idée de massacres intra-ethniques et traduit une volonté d'« ethniciser » le phénomène khmer rouge.

Il n'existe nulle trace de ce « besoin morbide de se meurtrir soi-même » chez les survivants cambodgiens, contrairement à la formule lapidaire empruntée à Sihanouk. La douleur, les pertes, les souffrances, les souvenirs des persécutions et des violences subies sont encore bien là et traduisent l'ampleur des deuils inachevés. Le psychisme de ces

Cambodgiens ne recèle nulle trace particulière d'une pulsion de mort spécifiquement cambodgienne qui pourrait rendre compte de ce qui s'est produit.

L'explication psychologisante d'une mentalité particulière dont la violence éclaterait à certaines époques n'est rien d'autre qu'une illusion occidentale projetant sur d'autres, réputés moins civilisés, des pulsions « barbares » à l'égard desquelles la civilisation saurait, quant à elle, se prémunir. L'explication culturelle rejoint le présupposé psychologique et situe la différence dans l'ethnie, là où, en d'autres temps peut-être pas très éloignés, on la prétendait raciale.

L'effet de cet amalgame qui accorde une spécificité à l'appartenance commune des bourreaux et de leurs victimes à la même nation, à la même ethnie, est dévastateur pour les survivants. Ces derniers sont mis en demeure de reconnaître qu'ils partagent avec leurs tortionnaires une part de responsabilité dans ce qui leur est arrivé. Responsabilité qui ne serait ni politique, ni sociale, ni même individuelle, mais ethnique, c'est-à-dire qui s'exprimerait totalement à l'insu de chacun, dans une sorte d'essence criminelle de leur peuple.

Cette mise en cause est éthiquement indéfendable : elle condamne sans autre forme de procès les victimes bien plus que les bourreaux. Attitude déjà observée, qui rend sans doute également compte de la difficulté des Cambodgiens à reconstruire une mémoire de la catastrophe.

Il ne s'agit pas d'un examen de conscience pour les Khmers d'aujourd'hui mais plutôt d'un examen politique. Seul un tribunal international pourrait enfin exorciser la culture khmère de cette exorbitante responsabilité que l'Occident lui laisse encore porter. Aucun – on l'espère – n'accepterait aujourd'hui de condamner une culture au nom des actes de certains de ses membres, ni même de rechercher dans la mentalité générale le ferment de ces crimes.

Même si l'exemple cambodgien reste une illustration effrayante de la dualité qui oppose le même et l'autre, l'identité et l'altérité, dont le paroxysme révèle le noyau des génocides, il montre aussi de façon exemplaire qu'il n'est pas nécessaire d'être « authentiquement » autre pour être reconnu comme tel. Et que les catégories de l'exterminateur qui président à la distinction de l'altérité suspecte se suffisent à elles-mêmes. Point n'est besoin qu'elles recouvrent une réalité ethnique qu'on leur accorde finalement peut-être avec trop de facilité.

Richard Rechtman est psychiatre et anthropologue, responsable du programme de recherche clinique sur les troubles psychiatriques des réfugiés cambodgiens à Paris.

Le Monde
SUR INTERNET
<http://www.lemonde.fr>

Le journal du jour
dès 17 heures

En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.

Les dossiers
En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : images d'Algérie, Mondial 98, procès Papon, etc.

Nos forums
Un lieu de débats ouvert à tous

Les services
Toutes les offres d'emplois de 19 journaux, sélection d'expositions, de livres...

Le multimédia
Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois.

Le Monde
À LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

Le Monde des idées
L.C.I.
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
RTL-CCI
Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire
La chaîne Histoire
Les mardi à 9 h et 23 h
mercredi à 11 h et 17 h
jeudi à 13 h et 19 h
vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e lundi de chaque mois
à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 (thèmes de Paris)

La « une » du Monde
BFM
Du lundi au samedi
à 13 heures et 15 heures

Un dialogue à l'Unesco pour imaginer le XXI^e siècle

Jacques Attali : « Le marché et la démocratie ne suffisent pas à fonder une civilisation »
Boutros Boutros-Ghali : « La globalisation donne naissance à un repli sur soi »

« PRÊTS pour le XXI^e siècle ? », Jacques Attali et Boutros Boutros-Ghali se sont efforcés de répondre à cette question, lundi 6 avril, lors de la troisième séance des Entretiens du XXI^e siècle organisés à Paris par l'Unesco. Ancien conseiller spécial du président François Mitterrand, Jacques Attali vient de publier un Dictionnaire du XXI^e siècle, qui énumère plus de 400 mots-clés du futur. Ancien ministre d'Etat pour les affaires étrangères d'Egypte, secrétaire général des Nations unies de 1992 à 1996, Boutros Boutros-Ghali est depuis novembre 1997 secrétaire général de la francophonie. Jérôme Bindé, directeur de l'Office d'analyse et de prévision de l'Unesco, a lancé le débat en énonçant les trois grands défis que l'humanité devra, selon lui, relever au XXI^e siècle : l'inégalité croissante, le développement durable et l'absence de grand projet collectif.

Boutros Boutros-Ghali : « Jérôme Bindé a mentionné trois défis. Mais il y a un préalable au règlement de toutes ces questions : c'est le problème de la paix et de la guerre. S'il n'y a pas de paix, il est impossible de trouver des solutions aux problèmes du prochain siècle. En général, les technocrates supposent que la paix existe et leurs projets sont fondés sur cette idée, alors qu'en réalité elle n'existe pas. Nous avons connu une cinquantaine de guerres depuis la fin de la guerre froide. Il y a une quarantaine de guerres actuellement, et ces situations conflictuelles donnent naissance à une nouvelle catégorie d'Etats qui ne sont ni des Etats développés, ni des Etats en développement, ni des Etats appartenant à une quatrième catégorie : ceux qui ou bien se font la guerre entre eux, ou bien subissent une guerre locale, ou bien sont encore dans une période de transition à la suite d'une guerre qui a duré des années.

Il y a un dernier phénomène qui nécessite notre attention pour le XXI^e siècle, et que nous n'avons pas prévu : c'est celui de la disparition d'un gouvernement. En droit international, un Etat se définit par trois éléments : un gouvernement, un territoire, une population. Que faire lorsque le gouvernement n'existe plus ? Nous avons actuellement le cas de la Somalie. C'est un phénomène qui risque de se répéter dans d'autres parties du monde.

Il s'agit pour l'humanité de gérer l'après-guerre froide. Mais la globalisation donne naissance à un repli sur soi, ce que René-Jean Dupuy a appelé le dialogue entre « le satellite et le clocher » ou, si je pense au monde auquel j'appartiens, « le dialogue entre le satellite et la mosquée », c'est-à-dire ceux qui ne comprennent pas la globalisation, qui ont besoin d'être sécurisés, et qui se replient sur des valeurs importantes comme la famille, le village, la nation.

Jacques Attali : La prolongation des tendances actuelles est impossible. Il se passera quelque

chose, quelque chose qui sera révolutionnaire, brutal ou maîtrisé. En général, lorsque les empires se défont, ou que les ordres mondiaux s'achèvent, l'humanité a une toute petite fenêtre de temps pour réorganiser ses institutions internationales : cela a été le cas en 1648, en 1815, en 1920 ou en 1946. Le malheur a voulu qu'on ne l'ait pas fait au lendemain de la guerre froide. Pourquoi ? Parce qu'on a commis une erreur : on a cru que l'Occident avait gagné, que ses valeurs s'imposaient définitivement, qu'il suffisait de les généraliser pour que tout aille bien.

Nous vivons sur la fiction que le marché et la démocratie vont assurer un ordre irréversiblement stable au XXI^e siècle. Or, non seulement le marché et la démocratie ne suffisent pas à fonder une civilisation, mais elles sont des valeurs contradictoires et autodestructrices. Elles sont fondées toutes les deux sur l'individualisme, qui est au cœur de la civilisation occidentale. Or l'individualisme implique la réversibilité : réversibilité des choix du consommateur et du citoyen. Nos sociétés sont fondées sur l'apologie – tant par le marché que par la démocratie – de la précarité. On ne fonde pas durablement une civilisation sur l'apologie de la précarité. Plus encore, le marché et la démocratie sont contradictoires. Le marché n'a pas besoin de frontières, alors que la démocratie a besoin de frontières ; aujourd'hui, la plupart des Etats n'ont plus les moyens à l'intérieur de leurs frontières d'exercer leur souveraineté.

« La distraction sous toutes ses formes deviendra absolument vitale pour maintenir l'ordre social »



JACQUES ATTALI

Boutros Boutros-Ghali : Nous avons assisté à un phénomène nouveau au moment de la victoire contre l'Irak, en 1991, qui s'est accompagnée d'un renouveau de ferveur de la communauté internationale pour le système des Nations unies. On a cru que les Nations unies pourraient gérer l'après-guerre froide. Il s'est avéré tout de suite qu'elles n'en avaient pas les moyens. Il y a eu un repli sur soi, qui est apparu dans différentes parties du monde, et notamment aux Etats-Unis. On a assisté chez certaines grandes puissances au re-



tour d'un certain unilatéralisme, d'un refus du multilatéralisme.

Aujourd'hui, la planète est gérée indirectement, d'où les problèmes de globalisation, par des acteurs non étatiques. Ces acteurs, ce sont non seulement les ONG, mais aussi les multinationales. Ces nouveaux acteurs profitent de la situation de paix mais n'assument pas les responsabilités nécessaires au maintien de la paix, ou n'assument qu'indirectement les responsabilités nécessaires au développement. Si nous voulons essayer de gérer le XXI^e siècle, il nous faut trouver un moyen de faire participer ces acteurs non étatiques à la gestion des problèmes internationaux.

Jacques Attali : Les nouvelles technologies conduisent à deux phénomènes contradictoires : la connectivité – terme que je préfère à ceux de mondialisation ou de globalisation –, c'est-à-dire l'interdépendance dans l'espace et dans le temps. Mais cette connectivité n'est pas incompatible avec la solitude : on sera de plus en plus interdépendant, mais de plus en plus solitaire dans cette interdépendance : la mondialisation sera juxtaposition de solitudes connectées. Ce qui m'amène à penser que la technologie va pousser à la naissance de trois groupes sociaux, tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'échelle planétaire : premièrement, l'hyperclasse, un groupe composé de plusieurs dizaines de millions de personnes qui disposent de tous les moyens de la connectivité et de la création, qui créent et qui manipulent les informations, qui sont des nomades volontaires, et qui sont dans une situation d'individualisme exacerbé.

Deuxièmement, les nomades de misère, au bas de l'échelle, subissant les technologies et obligés de bouger pour trouver du travail ou pour survivre, un groupe d'environ un milliard d'individus. Troisièmement, tout le reste, une gigantesque classe moyenne, vivant dans l'espérance factice de rejoindre l'hyperclasse et dans la peur réelle de basculer dans le nomadisme planétaire. Cette classe moyenne vivra dans le spectacle donné par les nouveaux moyens de communication : spectacles et distractions vont devenir plus que jamais des industries majeures, car si la réversibilité et la précarité deviennent la règle, il faudra le faire oublier pour que l'ordre social soit maintenu. La distraction sous toutes ses formes – jeux, loisirs, fêtes, sports, religions (au sens de la multiplication des sectes), cinéma, voyages dans l'espace et dans les drogues – deviendra absolument vitale pour maintenir l'ordre social.

Quelles seront les grandes puissances du XXI^e siècle ? Les Etats-Unis seront toujours là. Malgré leur déclin en termes relatifs, ils ont tous les moyens de rester une superpuissance du point de vue économique, diplomatique et militaire (ce qui implique une capacité de projection planétaire) au moins pendant cinquante ans. L'Europe sera-t-elle une grande puissance au XXI^e siècle ? Cela imposerait qu'elle fasse beaucoup de pas en avant, et qu'au-delà de l'euro elle se dote d'un gouvernement politique, d'une défense, et qu'elle décide de couper le cordon ombilical avec les Etats-Unis. Le monde ne peut survivre sans rêve. Aux Etats-Unis, le « rêve américain » est une valeur positive. Il faut parler du rêve européen, et au-delà, du rêve mondial. Sinon, on se condamne à la barbarie. Il n'y a pas beaucoup d'autres superpuissances possibles au XXI^e siècle. La Chine n'aura pas avant la fin du XXI^e siècle l'intérêt et les moyens économiques et militaires d'avoir une vision géopolitique planétaire ; le Japon à mon

sens ne les aura pas et a payé trop cher le fait d'avoir voulu les avoir pour prendre le risque de recommencer.

Boutros Boutros-Ghali : La superpuissance doit avoir non seulement les moyens militaires de se projeter partout sur la planète, et les moyens économiques, mais elle doit surtout avoir la volonté politique. Faute de volonté politique, de grandes puissances industrielles, pour des raisons historiques ou constitutionnelles, n'ont pas joué un rôle à leur mesure dans les affaires internationales, voyez l'Allemagne et le Japon.

Jacques Attali : Les organisations internationales actuelles sont en situation de quasi-faillite financière et/ou intellectuelle. Ce ne sont pas des organisations supranationales, mais des organisations multilatérales qui sont le champ clos d'affrontements entre intérêts nationaux. Aucune organisation mondiale, sauf peut-être, dans quelques éléments de son traité, l'Organisation mondiale du commerce, n'a une vocation supranationale. Nous avons le choix entre cinq scénarios : 1. La faillite financière et la disparition progressive, qui n'est pas exclue. 2. La continuation dans la société du simulacre, en laissant le marché prendre son autonomie et proliférer dans tous les domaines, tout en faisant semblant de s'agiter à des tribunes. 3. La privatisation des organisations internationales. Ceci n'est pas un scénario fictif en ce qui concerne les institutions financières internationales, qui sont de plus en plus en situation de concurrence avec les banques privées. 4. L'appropriation par le Nord des organisations internationales, plus encore qu'aujourd'hui, qui pourrait se traduire, par exemple, par la fusion progressive du G7 et du Conseil de sécurité, et par une mainmise du G7 sur les

organisations internationales. C'est à mon avis la tendance qui est en cours actuellement et qui est la plus vraisemblable. 5. L'émergence d'organisations mondiales du troisième type. A très long terme, ce serait un gouvernement mondial, disposant d'une monnaie propre et d'une fiscalité mondiale. Ce n'est pas impossible à l'échelle de cent ans.

« Le meilleur moyen pour se défendre de l'arrivée des pauvres, c'est d'aider les pauvres à être moins pauvres »



BOUTROS BOUTROS-GHALI

Boutros Boutros-Ghali : L'idée d'une organisation pyramidale comprenant des organisations mondiales, continentales, régionales, sous-régionales, était un rêve qu'avaient défendu les fédéralistes dans les années 1945, 1946, 1947. Malheureusement, la globalisation va rendre cela difficile, dans la mesure où l'émigration des phénomènes est désormais si grande, que ce soit pour le terrorisme, le trafic de drogue, etc., qu'il sera difficile de trouver des solutions à l'échelon continental, régional ou sous-régional. Certains problèmes pourront être résolus à ces niveaux, mais les véritables problèmes qui vont dominer la planète sont des problèmes qui ne peuvent être réglés qu'à l'échelle planétaire.

Jacques Attali : On ne fera pas l'économie des échelons continentaux. Mais il est vrai qu'il y a des problèmes qu'il faudrait traiter au plus vite au niveau planétaire, qu'il s'agisse de la pollution, de la mer (le droit des océans, la pêche, etc.) ; l'eau ; la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques.

Boutros Boutros-Ghali : J'en ajouterai un : celui des nomades, c'est-à-dire celui des déplacements de populations à l'échelle internationale. C'est un problème qui dépasse la capacité seule des Etats. Par exemple, l'Europe, j'en suis persuadé, sera envahie par des millions d'immigrés au XXI^e siècle. Et le meilleur moyen pour se défendre de l'arrivée des pauvres, c'est d'aider les pauvres à être moins pauvres.

Propos recueillis par Dominique Dhombres

Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, au « Grand Jury RTL-«Le Monde»-LCI »

« Si vous ne vous attaquez pas à des positions de pouvoir, vous ne réformez pas »

« Sur quoi vont déboucher les consultations que vous avez organisées sur les lycées et, notamment, le colloque des 28 et 29 avril à Lyon ? Y aura-t-il une « loi Allègre » sur les lycées ?

Je préfère essayer de changer les choses en faisant un minimum de lois. On fait trop de lois dans ce pays. Plus on change les choses, en fait, mieux cela vaut.

La sélection la plus terrible dans ce pays se fait par les contenus des enseignements, qui sont trop nombreux, trop copieux, avec des horaires trop chargés. Cette situation entraîne une sélection sociale terrible, parce qu'il y a les enfants qui peuvent être aidés de multiples manières – il y a même, maintenant, un « marché secondaire » de l'éducation – et puis il y a les enfants des familles modestes. Ce qui me fait le plus de peine, c'est qu'aujourd'hui, dans l'enseignement supérieur on a, maintenant, plus de 50 % d'une

classe d'âge, le nombre d'élèves de familles modestes qui entrent dans les très grandes écoles – Polytechnique, l'ENA, Ecoles normales supérieures, HEC – a diminué en valeur absolue. Autrement dit, on a fabriqué un système qui, en apparence ou d'une certaine manière, est démocratique, mais qui, en fait, est plus restrictif que ne l'était l'ancien système.

On a pris une mesure qui va commencer cette année : les élèves de familles très pauvres qui ont mention « bien » ou « très bien » au bac recevront des bourses assurant leur prise en charge à 100 % par l'Etat.

Comment corriger ces inégalités au niveau des lycées ?

Au moment où les connaissances explosent et se diversifient, il faut faire l'inverse de ce qu'on a fait depuis des années : au lieu d'essayer de couvrir après les connaissances, ce qui ne fait qu'allonger les études ou

alourdir les problèmes graves, il faut revenir sur les fondamentaux, avec des programmes allégés, mais en étant beaucoup plus exigeant sur ce qui est fondamental. Par exemple, écrire : que quelqu'un qui sort du lycée sache écrire une lettre ou un compte rendu, faire un exposé en dix ou vingt minutes. Qu'il sache, aussi, lire un journal, en le comprenant du début jusqu'à la fin. Qu'il connaisse un certain nombre de poètes, d'auteurs principaux de notre pays (...). Intensifier l'enseignement, c'est ce qui ressort, je crois, de la consultation menée par Philippe Meirieu et qui va faire l'objet du colloque de Lyon.

Auquel Lionel Jospin n'ira pas. Considère-t-il que ce n'est pas une question prioritaire pour le gouvernement ?

Non, pas du tout. Je ne sais pas si c'est à lui d'aller à Lyon... Moi, j'y vais pour écouter ce qui se dit, pour observer les convergences entre ce

que disent les élèves, les parents d'élèves, les enseignants. Entendons-nous bien : on ne va pas demander aux élèves de faire les programmes ! Il est important de savoir comment les lycéens reçoivent l'enseignement, mais ce sont les enseignants qui ont donné leur avis d'abord. Et puis il y a, d'un autre côté, la deuxième partie de la consultation, qui a été menée par Edgar Morin et qui est celle de me disant : « Les régions paient les lycées, on aimerait bien participer. » Donc, les régions seront consultées. Les parlementaires ont demandé à l'être aussi : cela me paraît normal.

Mais, après les consultations, qui décidera, sur quoi et dans quel délai ?

Les nouveaux programmes ne seront en place qu'en octobre 1999. Certains allègements seront opérés plus tôt, notamment pour donner

d'avantage de liberté aux enseignants : par exemple, actuellement, dans les cours de français, il y a des ouvrages imposés ; je crois que l'on peut donner un cadrage et laisser chaque professeur choisir les ouvrages. Mais certaines innovations sont déjà en cours. Savez-vous que, aujourd'hui, 85 % des lycéens sont branchés sur Internet ? Le chiffre a été triplé depuis que nous sommes arrivés ; c'est-à-dire qu'on est maintenant, en France, devant les Américains !

La « méthode Allègre » ne court-elle pas le risque de l'accident politique ?

Je ne suis pas prophète... Je me suis occupé de l'enseignement supérieur auprès de Lionel Jospin quand il était ministre de l'éducation nationale. C'est lui qui prenait les décisions, mais c'est moi qui les préparais. Au début, j'ai bousculé pas mal de choses dans l'enseignement supérieur. Il y a eu beaucoup

de grognements, et puis, finalement, je crois, un certain consensus sur ce qu'on a fait. On ne peut pas réformer sans bousculer un peu. Si vous ne vous attaquez pas à certaines habitudes, mais aussi à des positions de pouvoir, vous ne réformez pas. Moi, je n'ai accepté ce poste qu'avec l'idée de faire bouger les choses. Sinon, ce n'est pas la peine.

Il faut revitaliser cette maison, parce que je crois qu'elle est potentiellement formidable. J'y crois profondément. Simplement, elle s'est un peu dégradée, et l'une des raisons qui expliquent cette dégradation, c'est le centralisme. Dans nos sociétés modernes, on ne peut faire les choses que si les décisions sont proches des gens.

Propos recueillis par Jean-Pierre Defrain, Patrick Jarreau et Pierre-Luc Séguillon

صلى الله عليه وسلم

L'Allemagne et l'Europe, du dogme au pragmatisme

POINT D'ORGUE ou point final ? L'ampleur de la majorité qui a approuvé le passage à l'euro - et donc l'abandon du deutschmark - la semaine dernière, au Bundestag, a été légitimement saluée comme le signe de la fidélité allemande à la politique européenne. Mettant de côté toute arrière-pensée politicienne, tous les groupes ont voté d'un seul mouvement, à l'exception des anciens communistes de l'ex-Allemagne de l'Est. Pour le chancelier Kohl, c'est le couronnement d'une aventure commencée au lendemain même de la seconde guerre mondiale. Il va s'en servir dans la campagne électorale pour tenter de conquérir un cinquième mandat. Il aurait tout aussi bien pu en tirer argument pour prendre une retraite glorieuse.

Malgré les réticences d'une majorité de la population, les réserves des économistes et des gardiens de l'orthodoxie monétaire, illustrées par le vote négatif au Bundestag (la Chambre des États) de la Saxe, aucun homme politique aspirant à une grande carrière ne peut, en Allemagne, s'élever contre l'intégration européenne. « On peut perdre les élections en faisant campagne pour l'Europe. On ne peut pas les gagner en faisant campagne contre. » Bien qu'appartenant aux sceptiques de la monnaie unique, le candidat social-démocrate à la chancellerie Gerhard Schröder a fait sien cet adage. Avec l'euro, la construction européenne acquiert une qualité nouvelle.

Est-ce une étape ou un aboutissement ? Dans la quasi-unanimité du Parlement allemand, il y avait aussi bien la volonté de clore une époque que le sentiment d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire européenne. Car le temps n'est plus où l'intégration était un dogme de la politique allemande. Certes, les critiques contre la « bureaucratie » bruxelloise, les plaintes sur la contribution démesurée élevée de l'Allemagne au budget communautaire ou les réglementations tatillonnes ne sont pas nouvelles. Elles étaient jadis circonscrites à un petit cercle alors qu'elles sont reprises aujourd'hui par les plus hauts responsables de l'État. L'Allemagne était aussi, jusqu'à une date récente, toujours en première ligne en faveur des transferts de souveraineté, des votes à la majorité qualifiée au sein des conseils européens, bref de tout ce qui pouvait ressembler à une Europe fédérale.

L'enthousiasme a nettement diminué. Au conseil européen d'Amsterdam, le chancelier Kohl a étonné ses pairs en étant un des plus farouches défenseurs de l'unanimité dans certains secteurs. L'insistance sur la conduite nationale de la politique de l'emploi au détriment d'une lutte contre le chômage concertée au niveau européen est interprétée comme un refus de développer les politiques intégrées. La revendication d'une diminution de la contribution budgétaire allemande fait penser au célèbre « *I want my money back* » de Margaret Thatcher. Surtout, la démocratie chrétienne a rayé de son programme la revendication des États-Unis d'Europe, et Helmut Kohl fait comme s'il avait oublié qu'à Maastricht il considérait encore l'union économique et monétaire impraticable sans une union politique.

Il y a des explications conjoncturelles à cette tiédeur européenne. La première est liée à l'euro lui-même. Helmut Kohl considérait que son principal objectif était d'assurer le passage à la monnaie unique. Il ne fallait donc pas se disperser en bataillant sur des terrains secondaires. Les élections générales du 27 septembre constituent la deuxième explication. Pour gagner une opinion hostile dans sa majorité à l'euro, il faut mieux insister sur la défense des intérêts allemands que tracer de grandes perspectives continentales. Les partenaires européens peuvent donc espérer que l'Allemagne retrouvera son zèle après le renouvellement du Bundestag.

INTÉRÊTS NATIONAUX

Ces considérations immédiates n'épuisent cependant pas le sujet. La prudence du chancelier à Amsterdam, les lamentations budgétaires du ministre des finances Theo Waigel, le patriotisme régional d'Edmund Stoiber, premier ministre de « l'État libre » de Bavière, sont les symptômes d'un changement plus radical de l'attitude allemande vis-à-vis de l'Europe. Ce changement est étroitement lié à l'effondrement du camp soviétique et à la réunification.

Jusqu'en 1989-1990, l'intégration européenne était un dogme. La politique extérieure de l'Allemagne se confondait avec l'engagement dans la communauté occidentale qui passait par les relations avec les États-Unis (notamment via l'alliance atlantique) et la construction de l'Europe. Les intérêts nationaux allemands - le

terme étant d'ailleurs peu usité - se confondaient avec les intérêts européens. « Plus notre politique extérieure est européenne, plus elle est nationale », disait encore Hans-Dietrich Genscher, alors ministre des affaires étrangères, en septembre 1989. Pour retrouver une place en Europe, la République fédérale était disposée à faire des sacrifices d'autant plus acceptables que le prix politique (et financier) payé était compensé par des avantages économiques et commerciaux. La RFA se trouvait dans la situation exactement inverse de celle de la France. Tout transfert de souveraineté était pour Paris une amputation, donc un sacrifice. Pour Bonn au contraire, tout transfert vers l'Europe était une manière de reconquérir une souveraineté dont de toute façon elle était en partie privée, du fait de sa division et du statut des quatre puissances victorieuses du Reich.

La réintégration de l'Allemagne dans la communauté internationale est acquise. Elle n'a plus besoin de se montrer l'élève la plus appliquée de l'Europe pour être acceptée. Elle n'a plus aucune raison politique de consentir des sacrifices financiers supérieurs à ceux de ses partenaires. D'être intégrationniste par principe. Elle le sera au cas par cas. En ce sens, sa politique se normalise. L'Allemagne ne sera pas moins européenne, elle le sera autrement. Comme les autres « grands » de l'Union. Comme la France ou la Grande-Bretagne, elle jugera les projets en fonction de ses intérêts nationaux, des avantages qu'elle peut en retirer et des coûts qui lui seront imputés, loin de l'idéalisme des années pionnières. Il n'y a pas lieu de s'en scandaliser, mais il faut en tenir compte.

Daniel Vernet

Les gens par Kerleroux



Lionel Jospin et le social : prudence ou immobilisme ?

Suite de la première page

Il n'en est pas de même pour les réformes à venir. Le premier ministre ne manque pas de matière, mais c'est un projet social ambitieux et mobilisateur, capable de marquer la différence entre gauche et droite, qui lui fait défaut.

Fait-on rêver sur les cotisations patronales ? Se ressourcent-elles à gauche en recroisant les aides aux familles, même si l'opération doit profiter aux ménages modestes ? Est-on « social » quand on ferme des hôpitaux, même au nom de la sécurité sanitaire, ou quand on adapte les retraites, même au nom de l'égalité entre les actifs ? M. Jospin semble condamné, sur ces dossiers, à redistribuer différemment le gâteau de l'État providence, autrement dit à remettre en question des droits acquis, comme il l'a fait sur les allocations familiales. Que l'on évoque la justice sociale pour mieux faire accepter ces réformes ne change rien à l'affaire : elles ne soulèveront pas l'enthousiasme du « peuple de gauche ».

Pour justifier ce nouveau tempo social, le chef du gouvernement pourra aussi invoquer son souci, bien compréhensible, de méthode et d'approfondissement. Sa prudence sur la réforme du droit de licenciement ou celle du système de retraites a aussi d'autres raisons : il les sait porteuses de conflits au sein de la majorité. Sur le premier dossier, « rien n'est prêt », a récem-

ment reconnu Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Coincé entre le PCF, qui réclame un « moratoire » sur les plans sociaux, et le patronat, qui plaide pour un nouvel assouplissement des procédures de licenciement, le gouvernement devra tenir une ligne médiane qui risque de ne satisfaire personne.

Le gouvernement a trouvé, opportunément et intelligemment, la parade en élargissant la problématique. « Notre réflexion débordait très largement le droit de licenciement », assure M^{me} Aubry. Il s'agit de prévenir les suppressions d'emploi, d'en limiter les retombées sur les salariés (formation, aides à la création d'activités) et de limiter l'incertitude pour des entreprises, inquiètes de la propension de plus en plus grande des tribunaux à casser les plans sociaux. Deux autres raisons devraient inciter le gouvernement à se donner du temps : la reprise économique, qui va limiter les licenciements, et le souci de ne pas compromettre les succès déjà hypothétiques des chefs d'entreprise - à moins qu'il ne se serve du droit de licenciement comme d'un moyen de pression sur le patronat.

EXPERTISE ET DÉBATS

Une prudence du même ordre est de mise sur les retraites, même si M. Jospin assure qu'il n'a pas l'intention d'« esquiver » le problème. Mais contrairement au droit de licenciement, où il est toujours possible de faire une réforme « de gauche » en durcissant les conditions imposées aux entreprises, la situation financière des caisses de retraite interdit au gouvernement, fût-il socialiste, de se montrer généreux. Tout juste pourra-t-il réaffirmer, avec davantage de crédibilité que la droite, son attachement au système par répartition et à la solidarité entre

les générations. Mais est-ce vraiment ce discours que les salariés, de plus en plus inquiets pour l'avenir de leurs pensions, ont envie d'entendre ?

Comme Michel Rocard en 1990, M. Jospin a demandé une « analyse d'ensemble » de la situation à des experts, en l'occurrence ceux du Commissariat du Plan. Est-ce le prélude à une grande réforme ? Le premier ministre devra faire preuve d'une grande diplomatie pour amorcer la réforme des régimes spéciaux (État, entreprises publiques) avec un allié communiste qui, comme la CGT, tient à leur spécificité. Dans son entretien au Monde, il a habilement prévenu qu'il n'entend pas opposer les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques aux salariés du privé. La même prudence s'impose sur les fonds de pension (épargne-retraite), même si un débat va s'ouvrir à gauche entre les partisans du tout-répartition et ceux qui jugent inévitable l'introduction d'une dose de capitalisation dans le système actuel.

L'hème est donc à l'expertise et aux débats : « États généraux » de la santé, qui doivent se clore au second semestre ; concertation avec les acteurs de la politique familiale menée par Dominique Gillot, député (PS) du Val-d'Oise, pour préparer la conférence sur la famille prévue en juin ; mission d'expertise sur la réforme des cotisations patronales de Sécurité sociale confiée à Edmond Malinvaud, ancien directeur général de l'Insee ; rapport d'information sur l'épargne, avec un volet sur l'épargne-retraite, confié à Didier Migaud, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale. Voici donc revenu le temps des experts et des commissions, marque d'une volonté de réforme... ou signe avant-coureur d'un immobilisme insidieux.

Jean-Michel Bezat

RECTIFICATIFS

SOMMET DES AMÉRIQUES

Dans l'article « Le sommet des Amériques étudie la création d'une zone de libre-échange continentale » (Le Monde daté 19-20 avril), nous qualifions, par erreur, Lawrence Summers de secrétaire d'État au Trésor américain. Il est secrétaire adjoint au Trésor.

SÉNAT

Le président du groupe Union centriste (UC) du Sénat n'est pas Jean-Jacques Hystert (Seine-et-Marne), contrairement à ce qui a été écrit dans Le Monde du 22 avril, mais Maurice Blin, sénateur des Ardennes.

MICHEL PINTON

Dans notre article consacré à l'organisation d'une pétition de maires contre le contrat d'union sociale, dans Le Monde du 16 avril, nous avons écrit que Michel Pinton, ancien secrétaire général de l'UDF, avait tenté une implantation électorale dans le Val-d'Oise. C'est en fait dans l'Essonne, à Dourdan précisément, qu'il avait tenté de se faire élire.

CAPITAL-RISQUE

Parmi les intervenants sur le marché du capital-risque cités dans Le Monde du 25 avril, Apax Partners est français et non pas britannique comme nous l'avons écrit.

ASSURANCES

Une erreur s'est glissée dans le tableau sur les résultats des assureurs pour 1997 publiés dans Le Monde du 24 avril. Les AGF ont réalisé un résultat net consolidé de 1,925 milliard de francs - et non de 1,5 milliard - pour 1997, soit une hausse de 25,3 % par rapport à 1996 (1,536 milliard).

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Espagne : l'effet Borrell

LES socialistes espagnols existent à nouveau. Pas seulement parce qu'ils ont fait parler d'eux, après un an de défaitisme et de léthargie, en s'inventant des « primaires », pour désigner, vendredi 24 avril, en la personne de José Borrell, leur candidat aux prochaines élections. Ils existent parce qu'ils ont choisi de se réorganiser, en écopant une base trop délaissée après quatorze ans d'exercice du pouvoir. Ils ont rompu avec le malaise du précédent congrès qui avait vu, l'an dernier, le « père » du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Felipe Gonzalez, annoncer sa sortie et mettre en selle, au poste de secrétaire général, le fidèle Joaquín Almunia.

On aurait pu dire : le roi est mort, vive le roi ! Cela n'a pas été le cas. Le trop bonnet et peu charismatique M. Almunia, voulant se « légitimer », joua les apprentis sorciers, en proposant des « primaires ». Et pour avoir été trop brisé, ce nouveau vent de démocratie a propulsé l'ex-ministre José Borrell, seul « outsider » en lice, à la première place. Echec à la continuité, échec au roi Gonzalez, dont le « dauphin » a été recalé. A ceci près que José Borrell, s'il a tranché le cordon ombilical avec celui qui reste une grande figure du parti, n'entend nullement renier le passé. Surtout quand ce « passé » tient encore les commandes d'un appareil qui a, lui, et à l'unisson, voté Almunia. Aussi M. Borrell a-t-il manifesté un souci vital d'unité, insistant auprès de M. Almunia pour qu'il ne démissionne pas.

Une fois passée la surprise d'une élection démentant tous les pronostics, reste la question essentielle : quelle ligne d'opposition au gouvernement Aznar recouvre ce choix des militants socialistes ? De José Borrell, on sait qu'il est habile tacticien et bon orateur. Avec lui, le parti, décomplexé, a une nouvelle visibilité. Son credo défend les travailleurs et le secteur public mais dans un « réalisme de marché ». On le situe entre Lionel Jospin pour le fond et Tony Blair pour le style. Il ambitionne de rénover le parti sans le faire éclater, en maintenant derrière lui les plus « centristes » et les plus « felpistes ». De la gauche, il peut lui même se charger : la forteresse close de Izquierda Unida, l'ex-PCE, pourrait s'entrouvrir, pour former, en somme, une « gauche plurielle » à l'espagnole.

Catalan, il n'est pas « catalaniste » pour autant et serait plutôt jacobin. Jordi Pujol, le président de la Généralité de Catalogne, allié tactique du gouvernement conservateur de José María Aznar, s'est déjà heurté à José Borrell. M. Pujol est inquiet : et si les socialistes avaient aussi le vent en poupe aux prochaines élections catalanes ? Car « l'effet Borrell » se fait déjà sentir. Ce ne sera pas de trop pour affronter une droite qui a présenté des chiffres en règle à l'examen de l'euro et compte exploiter les scandales impliquant des socialistes. Mais le paysage a soudain changé : un sondage donne dix points d'avance à M. Borrell sur M. Aznar. Manière pour l'opinion de dire « bienvenu » au nouveau patron du PSOE.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Auby, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint.

Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lherminier, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Gascar, Laurent Gbaguidi, Erik Israelievitch, Michel Kailash, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Rognerie
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Perrenet
Directeur technique : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la direction : Alain Nohat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Milla, président ; Gérard Courtois, vice-président
Associés directeurs : Vincent Beuve-Méry (1944-1990), Jacques Pons (1949-1982), André Lemaire (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecomte (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904.
Capital social : 940 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des Imprimeurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Misa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Schoelcher, ce généreux réformateur

IL Y A aujourd'hui cent ans, le gouvernement de la III^e République décidait l'abolition de l'esclavage, sur la proposition de Victor Schoelcher, sous-secrétaire d'État à la marine. La commémoration de cet événement a lieu ce soir en Sorbonne en présence de M. Vincent Auriol et sous la présidence de M. Gaston Monnerville. Le 4 mars dernier, au cours d'un débat d'une rare tenue, l'Assemblée de l'Union française a adopté un vœu relatif au transfert des cendres de Schoelcher au Panthéon. Le nom de ce généreux réformateur est trop souvent inconnu ; il importait qu'un tel oubli se trouvât réparé.

Campant naguère le personnage de Schoelcher, M. Charles-André Julien a rappelé la distinction, l'exquise politesse et la haute culture artistique de ce descendant de fabricants de porcelaine d'Alsace. C'est en apprenant la condamnation au

bagne de trois Martiniquais qui avaient répandu dans leur île des écrits anticolonialistes que Schoelcher décida dès 1824 de combattre l'esclavage. Il enquêta au Mexique, à Cuba, aux États-Unis, dans les Antilles, en Égypte et au Sénégal.

Il était dans cette région quand éclata la révolution en 1848. Très malade, il retourna aussitôt à Paris pour obtenir du nouveau régime la mesure salvatrice. Arago a raconté dans ses Mémoires comment, au cours d'un dialogue pathétique et épuisant, Schoelcher le convainquit, non sans peine. Du 4 mars au 27 avril, le nouveau ministre dut lutter quotidiennement contre les intérêts mercantiles des négriers incompromissables. « Nous les exploitons », déclara-t-il alors, pour cause d'utilité morale. »

J. H.-G.
(28 avril 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-63-78

Dexia, ça vous dit quelque chose. Mais où donc avez-vous entendu parler de Dexia ?

Le Monde

09/10/96

Le Crédit Communal de Belgique et le Crédit local de France fusionnent dans Dexia.

Le nouvel ensemble pèsera 40 milliards de francs de fonds propres. La fusion économique annoncée en mars entre le Crédit local de France (CLF) et le Crédit Communal de Belgique (CCB) va prochainement devenir effective. Des assemblées générales d'actionnaires sont appelées le 9 et le 14 octobre à approuver les modalités du rapprochement. Le CLF et le CCB vont devenir des holdings et transférer tout leur contenu à deux sociétés opérationnelles dont chaque partenaire détiendra 50 %.

La Tribune

10/10/96

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. Feu vert des actionnaires du CLF à la fusion avec le CCB. Les actionnaires du Crédit local de France ont plébiscité la fusion avec le Crédit Communal de Belgique. Le nouvel ensemble dégagera cette année un bénéfice supérieur à 3 milliards de francs.

LA VIE FRANÇAISE

11/10/96

Dexia, c'est le nom du groupe bancaire européen né de la fusion entre le Crédit local de France et le Crédit Communal de Belgique, approuvée en assemblée générale des actionnaires le 9 octobre. Le dividende

exceptionnel de 25,50 francs, avoir fiscal compris, sera mis en paiement le 16 décembre prochain. Conserver le Crédit local.

De Tijd

21/11/96

De vliegende start van Dexia Belgium. De oude parketvloer van de beurs van Brussel deed nog eens uitzonderlijk dienst. Niet als centrale verhandelingsplaats maar als een soort ontbijtkamer waar bij de genodigden "live" konden meemaken hoe de Gemeentekrediet-Holding, bekend als "Dexia GK" op de schermen, een vliegende start zou nemen. Terwijl de eerst minuten hectisch verliepen, bleef de preciese verdeling van de aandelen een beter bewaard geheim.

LE REVENU

29/11/96

Crédit local : fusion réussie avec le CCB. La mise en vente de 11 millions d'actions du groupe bancaire belge Crédit Communal Holding (représentant 30 % de son capital) était la dernière clef du succès du rapprochement du Crédit local de France (CLF) avec son alter ego belge, le Crédit Communal de Belgique (CCB). Les deux holdings issus de la fusion détiennent 50 % des filiales opérationnelles CCB et CLF. Par conséquent, leurs titres devraient être cotés de manière très semblable à la Bourse de Paris et à Bruxelles. Par ailleurs, le CLF distribuera un

dividende net exceptionnel de 17 francs le 16 décembre.

LE SOIR

17/12/96

Dexia est né. Reste à lui donner du contenu... Dexia fixe son premier objectif : des acquisitions. Le groupe bancaire belgo-français dispose d'un trésor de guerre pour financer ses futures emplettes européennes.

LA LIBRE BELGIQUE

17/12/96

Le groupe Dexia s'est assuré les moyens de ses ambitions internationales. Le président François Narmon n'exclut aucun marché pour donner au groupe belgo-français une nouvelle dimension.

FINANCIAL TIMES

No FT, no comment.

25/02/97

Crediop deal completes Dexia network.

24 ORE

25/02/97

Dexia, colosso franco-belga del credito agli enti locali, acquista il 40 % del Crediop e prenota l'1 % della banca torinese. Il San Paolo trova soci Olttralpe. L'operazione vale 500 miliardi. Per l'istituto di Zandano utili a 600 miliardi.

LE POINT

28/02/97

ACTIF. Crédit local de France. Nouveau coup d'éclat pour le Crédit local de France. Fruit de sa

fusion, l'an dernier, avec le Crédit Communal de Belgique, le nouvel ensemble Dexia vient de prendre 40 % de l'italien Crediop, spécialiste des prêts aux collectivités transalpines. Les marchés ont plutôt bien réagi à cette nouvelle. Il est vrai que les agences de notation financière Standard & Poor's et Moody's se sont empressées de réaffirmer leur confiance dans la stratégie des deux groupes. Dexia qui devrait déboursier entre 1,6 et 1,9 milliard de francs pour cette opération, n'envisage pas d'augmenter sa participation dans Crediop.

Het Nieuwsblad

02/04/97

Gemeentekrediet boekt winst van 10 miljard. De groep Dexia, de alliantie tussen het Gemeentekrediet en Crédit local de France (CLF), haalde in 1996 een nettogroepswinst van 19,4 miljard frank. Hoewel Dexia in 1995 nog niet bestond, stelde de groep pro forma-resultaten op voor dat jaar. Daaruit blijkt dat de winst in 1996 tegenover 1995 is gestegen met 13,1 procent. Het Gemeentekrediet zelf boekte een nettowinst van 9,7 miljard frank, 13,7 procent meer dan een jaar geleden. "En net de helft van 19,4 miljard frank", grapt topman François Narmon gisteren.

HET LAATSTE NIEUWS

02/04/97

Gemeentekrediet (Dexia) vaart wel bij huwelijk met CLF.

Als groep heeft de Frans-Belgische combinatie Dexia (Crédit local de France en Gemeentekrediet) 19,4 miljard frank nettowinst geboekt.

VERS L'AVENIR

02/04/97

Dexia : un bénéfice de 19,4 milliards. 1996 est la 1ère année d'exercice du groupe Dexia, le groupe

De Standaard

02/04/97

Gemeentekrediet strandt net onder 10 miljard frank winst. Dexia nestelt zich in Europees koppeloton. Het Gemeentekrediet van België maakte in 1996, 9,7 miljard frank winst, bijna 14 procent meer dan in 1995. Het resultaat van Dexia, de alliantie van het Gemeentekrediet met Credit local de France

DEXIA

Dexia, le groupe bancaire européen né de la fusion du Crédit local de France et du Crédit Communal de Belgique, affiche fin 1997 un total de bilan de 1 221 milliards de FRF.

bancaire européen issu, en octobre 1996 de la fusion économique du Crédit Communal et du Crédit local de France.

Dexia a connu un excellent exercice qui confirme la stratégie européenne du groupe employant 10 000 personnes.

(CLF), kwam uit op net dubbele van het initieel bedrag, 19,4 miljard.

L'AGEFI

02/04/97

Dexia : un bénéfice net en hausse de 10,4 % pour le premier exercice.

LE FIGARO

02/04/97

Dexia veut améliorer sa rentabilité. Le groupe bancaire a enregistré une hausse de 10 % de

Les Echos

TUD - 21/11/96. Le départ fulgurant de Dexia Belgique Le vieux parquet de la bourse de Bruxelles a de nouveau réalisé une performance exceptionnelle. Non pas comme le lieu central des transactions, mais comme une sorte de salle à déjeuner, dans laquelle les invités pouvaient assister sur les écrans, en direct, au départ fulgurant du Holding du Crédit Communal, connu sous le nom de "Dexia GK". Alors que les premières minutes se passaient dans la fièvre, la répartition précise des

<http://www.Dexia.com>

actions restait un secret bien gardé. FINANCIAL TIMES - 25/02/97. L'opération du Crediop complète le réseau Dexia. IL SOLE - 25/02/97. Dexia, le colosse franco-belge du crédit aux entreprises locales, a acquis 40 % du Crediop et 1 % de la banque de Turin. Le San Paolo trouve des actionnaires au-delà des Alpes. L'opération s'élève à 500 milliards. Pour l'Institut de Zandano, bénéfices de 600 milliards. HANDELSBLATT - 02/04/97. Le groupe Dexia va continuer à croître. HET NIEUWSBLAD - 02/04/97. Le Crédit Communal enregistre un bénéfice de 10 milliards. Le groupe Dexia, alliance entre le Crédit Communal et le Crédit local de France (CLF), a atteint en 1996 un bénéfice de groupe net de 19,4 milliards de francs. Bien que n'existant pas encore en 1995, le grou-

pe Dexia a établi des résultats virtuels pour cette année-là. Il en résulte que le bénéfice de 1996 par rapport à 1995 a augmenté de 13,1 %. Le Crédit Communal lui-même a enregistré un bénéfice net de 9,7 milliards de francs, soit 13,7 % de plus qu'il y a un an. "Et juste la moitié de 19,4 milliards de francs", plaisantait hier le numéro un, François Narmon. HET LAATSTE NIEUWS - 02/04/97. Le Crédit Communal (Dexia) prospère dans son mariage avec le CLF. En tant que groupe, l'alliance franco-belge Dexia (Crédit local de France et Crédit Communal) a enregistré 19,4 milliards de francs de bénéfice net. DE STANDAARD - 02/04/97. Le Crédit Communal reste juste au-dessous d'un bénéfice de 10 milliards de francs. Dexia se niche dans le peloton de tête européen. Le Crédit

مكتبة الامم المتحدة

avez-vous entendu de nous ?

De Standaard

son résultat net 1996. Il vise une rentabilité sur fonds propres de 13 %.

De Financierische Tijd

01/08/97

CMB geen enkele keer in maandelijks omzetting, Dexia GK altijd. Dexia GK duwt CMB uit BEL20. Het vermoeden was er al lang, maar sinds gisteren hebben we zekerheid. Dexia GK zal na de handelssessie van vrijdag 19 december

Dans une interview aux «Echos», le président de Dexia et du Crédit local de France affiche clairement son ambition : faire partie, d'ici à cinq ans, des 30 premières banques mondiales.

Financierische Tijd

13/10/97

Le marché séduit par Dexia France. Dexia a présenté à la communauté financière des résultats semestriels

Belgique, a augmenté de 23,1 % , pour atteindre 2,1 milliards de francs.

LE SOIR

16/01/98

Dexia sort de la BBL avec le pactole : 15,5 milliards et «quelques dizaines» d'autres pour grandir.

L'ECHO

30/01/98

Dexia : forte croissance (+ 54 %) des activités de banque privée. Les primes encaissées en matière d'assurance-vie ont grimpé de 160 %.

LE REVENU

06/02/98

Dexia : forte croissance de toutes les activités. Financement des équipements collectifs, activité de banque commerciale, gestion d'actifs : tous les clignotants sont au vert pour Dexia. Les seuls crédits aux collectivités locales ont progressé de 17,6 % en 1997, permettant au groupe de détenir une part de marché de plus de 10 % en Europe. Compte tenu de cette forte activité, les prévisions d'une croissance à deux chiffres pour les résultats de 1997 (par rapport à 3,2 milliards de francs en 1996) sont confirmées.

De Financierische Tijd

07/02/98

Beginkapitaal : 3,3 milliard Franse frank. Dexia richt filiaal voor financiering van openbare infrastructuur op.

La Tribune

09/02/98

Dexia filialise son activité internationale. Le groupe Dexia va filialiser son activité internationale de financement des équipements collectifs, qui sera dorénavant assurée par une nouvelle entité, Dexia Project & Public Finance International Bank. Dotée d'un capital de 3,3 milliards de francs, cette structure constitue la quatrième entité opérationnelle de Dexia aux côtés du Crédit local de France, du Crédit Communal de Belgique et de la Banque Internationale de Luxembourg (BIL). L'activité commerciale de l'ensemble des filiales et succursales regroupées au sein de Dexia Project & Public Finance International Bank représente 57,9 milliards de francs en 1997. Basée à Paris, cette dernière est présente en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suède, en Allemagne, au Portugal et à New York, ainsi qu'en Italie et en Autriche avec des participations dans Credipol et Österreichische Kommunalkredit.

L'ECHO

21/02/98

Dexia Asset Management verra le jour cette année. Cette structure grand-ducale présidera un réseau de filiales étrangères, en Belgique, Suisse, Singapour, Grande-Bretagne, France et Australie.

De Standaard

02/04/98

Dexia speurt actief naar overname-kansen Winst Klim met 13 procent tot 21,9 miljard frank. Het principeakkoord om de levensverzekerings-activiteiten van Omob over te nemen is slechts een van de drie concrete dossiers die Dexia bestudeert. Voorzitter François Narmon maakte er gisteren bij de voorstelling van de jaarresultaten geen geheim van dat de groep, ontstaan uit de alliantie van het Gemeentekrediet en Crédit local de France, actief speurt naar overname-opportuniteten om haar activiteiten verder te ontwikkelen.

Les Echos

02/04/98

Dexia maintient ses projets de croissance en France. Dexia a consolidé son assise financière en 1997 avec un résultat net part du groupe en hausse de 11,5 %, à 3,6 milliards de francs. Le groupe nourrit de nombreux projets de croissance. Dexia reste intéressé par une alliance avec un réseau bancaire en France.

L'ECHO

02/04/98

Le groupe Dexia a affiché pour l'exercice 1997 un bénéfice net part du groupe de 21,9 milliards F, en hausse de 12,9 %. Le Crédit Communal veut se renforcer dans la

bancassurance avec la Smap. Le pôle vie de la Smap serait intégré dans le groupe Dexia sous forme d'une filiale.

Correspondance économique

02/04/98

Les hommes et les affaires. Dexia, qui affiche un résultat en hausse sensible à 3,57 milliards de francs vient de conclure avec le principal assureur-vie en Belgique, un important accord de principe en bancassurance. Dexia, né de l'alliance du Crédit local de France et du Crédit Communal de Belgique, a conclu avec la Smap, principal assureur-vie en Belgique, un important accord de principe de bancassurance en Belgique. Cet accord va permettre à Dexia «de renforcer son pôle assurance», a souligné hier le groupe présidé par M. Pierre Richard.

LA LIBRE BELGE

02/04/98

Le groupe Dexia mise sur la bancassurance en signant un accord de principe avec la Smap. Il a réalisé une plus-value de 14,6 milliards sur la vente des titres BBL. Aride d'acquisitions, il pourrait s'intéresser au Lyonnais Belge.

investir

06/04/98

Dexia : de nombreuses alliances en préparation. Résultat : près de 6 milliards engrangés en 1997, grâce à une plus-value exceptionnelle.

DKIA

Dexia est le leader européen du financement des équipements collectifs et exerce également le métiers de banque commerciale et de gestion d'actifs.

le plaats van CMB innen in de BEL20-index. Het aandeel van het gemeentekrediet voldoet aan alle voorwaarden voor opname, ook de eis dat het aandeel minstens acht maanden op de markt in de BEL20-top 10 van de beursindex moet prijken. CMB voldoet aan alle voorwaarden om te worden vervangen.

significativement supérieurs aux anticipations. Les analystes révisent en hausse leurs objectifs de croissance des bénéfices et saluent l'effort de transparence financière du groupe.

Le Journal des Finances

13/10/97

Excellents résultats. Au 30 juin, le bénéfice de Dexia, le groupe financier issu de la fusion entre le Crédit local de France et le Crédit Communal de

Les Echos

1/08/97

Pierre Richard s'explique sur la stratégie de Dexia.

Crédit Communal de Belgique a réalisé, en 1996, un bénéfice de 9,7 milliards de francs, près de 14 % de mieux qu'en 1995. Le résultat de Dexia, l'alliance du Crédit Communal avec le Crédit local de France (CLF) est issu juste au double de son montant initial de 19,4 milliards. TUD - 01/08/97. La CMB n'arrive pas une fois au top du chiffre d'affaires mensuel, Dexia GK toujours. Dexia chasse la CMB du BEL20. Nous le savons depuis un certain temps, mais, depuis hier, nous en avons la certitude : après la séance boursière du vendredi 19 décembre, Dexia GK prendra la place de la CMB dans l'indice BEL 20. L'action du Crédit Communal satisfait à toutes les conditions pour être acceptée et également à l'exigence que l'action brille au moins huit mois sur les douze au

top 20 du chiffre d'affaires. La CMB satisfait à toutes les conditions pour être remplacée. TUD - 07/02/98. Capital initial : 3,3 milliards de francs français. Dexia fonde une filiale pour le financement des infrastructures publiques. DE STANDAARD - 02/04/98. Dexia recherche activement des occasions de reprise. Le bénéfice grimpe de 13 % à 21,9 milliards de francs. L'accord de principe visant à reprendre les activités d'assurance-vie de Omob n'est que l'un des trois dossiers concrets étudiés par Dexia. Son président, François Narmon, n'a pas fait mystère hier, à la présentation des résultats annuels, de ce que le groupe, né de l'alliance du Crédit Communal et du Crédit local de France, recherche activement des opportunités de reprise pour continuer à développer ses acti-



Crédit Communal

FINANCE Alors que les négociations entre l'Etat français et le commissaire européen chargé des questions de concurrence, Karel Van Miert, sur le dossier Crédit lyonnais, sont dans une

phase difficile, Jean Peyrelevade, le président de la banque publique, a décidé de s'exprimer. Il souhaite introduire de la transparence dans un débat devenu très technique. ● R. ESTIME

que les déclarations de Bruxelles, évoquant la possibilité de mettre le Lyonnais en faillite en lui demandant de rembourser les aides d'Etat qu'il a reçues, ont fait perdre à la banque entre

500 millions et un milliard de francs de dépôts. Les clients ne courent pourtant aucun risque. ● LE CRÉDIT LYONNAIS, dont le redressement se confirme, vaut actuellement 45 milliards de francs,

soit 20 milliards de plus qu'en 1995. Selon M. Peyrelevade, la banque devra participer au mouvement de concentration qui traverse l'Europe, mais veut choisir son futur partenaire.

M. Peyrelevade en quête de transparence dans le conflit entre Paris et Bruxelles

Le PDG du Crédit lyonnais affirme n'avoir jamais trompé la Commission européenne. Il attribue aux prédécesseurs de Dominique Strauss-Kahn la responsabilité de l'imitation du commissaire à la concurrence, Karel Van Miert, qui menace de déclarer illégales les aides d'Etat reçues par la banque

« Comment réagissez-vous quand, à Bruxelles, dans l'entourage du commissaire européen à la concurrence, on évoque la possibilité de mettre le Crédit lyonnais en faillite ?

— Comme il s'agit d'une hypothèse impossible, nous gardons notre calme. Nous le gardons d'autant plus que nous avons déjà vécu dans le passé des épisodes semblables. Je rappelle que le Crédit lyonnais est une banque et exerce un métier fondé sur la confiance. Cette fois comme les précédentes, nous avons rassuré nos exploitants et expliqué à nos clients qu'ils ne couraient aucun risque. Je le leur répète ici, je le leur en donne l'assurance, après le premier ministre et le ministre des finances. Mais nous avons tout de même eu à faire face au départ d'un certain montant de capitaux, sans doute entre 500 millions et un milliard de francs. C'est très faible en pourcentage de nos activités, c'est très douloureux pour nos exploitants.

Je voudrais ajouter trois choses. Premièrement, la modestie de ces sorties est la meilleure preuve de la fidélité de nos clients, que je remercie, et de notre propre redressement. Les mêmes déclarations, faites il y a deux ans, auraient sans doute causé des dommages irréparables. Deuxièmement, que dirait le monde entier si une haute autorité publique, le FMI par exemple, évoquait la mise en faillite des banques japonaises, qui ont reçu ou vont recevoir davantage d'aides d'Etat que le Crédit lyonnais ? Troisièmement, nos clients, nos commerciaux, moi-même en avons assez de recevoir des coups sur la tête. Tout cela m'incite à m'exprimer publiquement. Compte tenu de l'importance des décisions à prendre par la Commission européenne et le gouvernement français, compte tenu des conséquences de ces décisions sur les dizaines de milliers de personnes qui travaillent au Crédit lyonnais et sur nos millions de clients, je préfère introduire un peu de transparence dans le débat.

— Justement, la Commission européenne est exaspérée. Est-



JEAN PEYRELEVADÉ

ce que vous ne portez pas, avec les gouvernements français qui se sont succédé depuis quatre ans, une part de responsabilité dans le fait que Bruxelles n'accorde plus la moindre confiance à ses interlocuteurs français ?

— Je reconnais que Bruxelles a des raisons d'être irrité par la manière dont le dossier a été traité en France. Mais il n'est pas juste de faire subir à la banque le poids de cette irritation car elle n'est pas responsable de cette situation. Je vous en donne deux exemples.

» Lorsque j'ai à peu près mesuré l'ampleur des dégâts en septembre 1994, je suis allé voir le ministre de l'économie du moment, Edmond Alphandéry, et je lui ai proposé une scission complète entre ce qu'on appelle la bonne et la mauvaise banque. Cette scission m'a été refusée. Si elle avait été acceptée, on n'aurait pas eu à revenir à Bruxelles. Le plan de sauvetage de 1995 a été négocié entre M. Alphandéry, son successeur Alain Madelin et Karel Van Miert. Je n'ai personnellement jamais participé à ces discussions et j'avais des doutes profonds sur la viabilité de ce plan. Alors oui, je me fais un reproche. J'aurais dû le refuser, insister pour que la scission soit complète et exprimer publiquement mes doutes. Mais le contexte ne s'y prêtait guère. Tout le monde considérait déjà que je n'obtiens rien. En tout cas, le Crédit lyonnais n'a certainement pas essayé de tromper la Commission. Je n'ai jamais rencontré M. Madelin quand il était ministre et je n'ai vu M. Van Miert pour la première fois qu'à la fin de l'année 1996. Peut-être ai-je

manqué de détermination...

Deuxième exemple : j'ai saisi les autorités françaises dès février 1996 pour leur demander de neutraliser une charge insupportable pesant sur le Crédit lyonnais, auquel on avait imposé de continuer à financer dans des conditions trop dures l'organisme public chargé de récupérer les actifs de la mauvaise banque. C'était il y a deux ans et demi et c'est cette même demande qui est en cause aujourd'hui à Bruxelles, pas une autre ! Il ne s'agit ni d'un nouveau plan de sauvetage, ni d'une nouvelle aide. Notre demande est d'ailleurs aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était à l'époque parce que nous nous sommes redressés plus vite que prévu. Vous savez, gérer une grande banque internationale pendant plus de deux ans dans une telle incertitude, ce n'est pas très facile.

» Le Crédit lyonnais n'est pour rien si la demande de février 1996 n'a été transmise qu'en décembre 1996 à la Commission et si le plan de redressement qui devait l'accompagner n'a été transmis par le gouvernement qu'en août 1997.

— Mais en 1996, vous demandiez plus que la seule neutralisation du prêt à l'EFPR, l'organisme qui chapeaute le CDR (Consortium de réalisation) qui a récupéré 135 milliards de francs d'actifs compromis sortis du bilan du Crédit lyonnais. Vous demandiez aussi une recapitalisation.

— Ce sont deux choses différentes. En février 1996, je ne demandais que la neutralisation du prêt. Mais à la suite de cette demande et compte tenu du climat politique du moment, le ministre de l'économie, Jean Arthuis a décidé au début de 1997 de privatiser le Crédit lyonnais le plus vite possible. Dès lors, lui ai-je dit, si vous voulez privatiser rapidement la banque, vous avez deux problèmes : celui de l'indispensable reconstitution de nos fonds propres, insuffisants de 10 milliards de francs, et celui de l'absorption des moins-values à venir sur les ces-

sions de nos filiales, estimées alors à 5 milliards.

Nous sommes dix-huit mois plus tard. La privatisation a été décalée d'autant et pendant ce temps-là, nous avons poursuivi notre redressement. Ce qui fait que les 10 milliards de recapitalisation, nous pouvons les trouver par nous-mêmes sur le marché. Quant aux 5 milliards de moins-values latentes, nous les absorberons seuls grâce à l'augmentation de la valeur marchande des filiales que nous avons redressées. Mais nous demandons toujours la neutralisation du prêt à l'EFPR, nous en avons encore besoin.

— Un autre reproche vous est fait : celui de ne pas avoir tenu les engagements de réduction de votre périmètre pris auprès de la Commission européenne en échange des aides d'Etat.

— Je le conteste formellement. La décision de la Commission fixe l'échéance de la réduction de périmètre au 31 décembre 1998, et comporte en outre une clause de prolongation éventuelle des délais. Nous ne sommes pas à la fin de l'année : qu'on attende avant de nous condamner.

Bruxelles nous demandait de « réduire notre présence commerciale de 35 % hors de France en terme de bilan, ce qui représente 50 % en Europe ». Nous sommes aujourd'hui à 18 % par rapport aux 35 % demandés. Nous avons des négociations en cours et j'ai bon espoir qu'avant la fin de l'année nous dépasserons les objectifs fixés en 1995. J'ajoute, une fois de plus, que le fait de ne pas nous être précipités pour vendre a permis de diminuer l'aide d'Etat dont nous avions besoin.

— Vous demandez tout de même une aide supplémentaire. Justifiez-elle les contreparties supplémentaires que Bruxelles exige ?

— Pour répondre, il faut entrer dans le détail des chiffres. En février 1996, la neutralisation du prêt à l'EFPR que nous demandions jusqu'en 2014 représentait une aide supplémentaire de 20 milliards de francs. Aujourd'hui, la demande ne

porte que sur une neutralisation jusqu'à 2000, soit une aide de 14 milliards. Ces 14 milliards seront plus que compensés par le jeu de la clause de retour à meilleure fortune dont bénéficie l'Etat et par la progression de la valeur de privatisation du Crédit lyonnais. En 1995, on estimait que le Lyonnais valait 25 milliards de francs. Aujourd'hui, nous sommes autour de 45 milliards. Au total, le coût net pour le contribuable du seul Crédit lyonnais, de la bonne banque, a sensiblement diminué depuis 1995, grâce à notre redressement.

« Il y a un monde entre un mariage consenti et une vente sur le marché aux esclaves »

» Nous sommes donc sanctionnés uniquement à cause de l'évolution du CDR. D'où viennent en effet les divergences avec la Direction de la concurrence à Bruxelles qui parle de 145 à 190 milliards de francs d'aides quand l'estimation du gouvernement français est à 80 milliards de francs ? De deux éléments : le premier est que Bruxelles considère que l'on doit ajouter au calcul de l'aide au Crédit lyonnais l'accroissement depuis 1995 des pertes provisionnelles du CDR, alors que la gestion nous en a été enlevée précisément en 1995 et que ce qui s'y est passé depuis ne peut, à notre avis, nous être imputé à charge.

» Le second point, à mon sens, ne prête pas à discussion. La décision de 1995 définit explicitement le montant de l'aide comme « le coût net actualisé pour l'Etat ». L'actualisation consiste à ramener à une même date des valeurs monétaires enregistrées à des moments différents. La logique du calcul économique et le texte de la décision de 1995 imposent l'actualisation, à laquelle la Direction de la concurrence ne procède plus, je ne sais pourquoi. Cette erreur de calcul représente à elle seule 60 milliards de francs en notre défaveur. Peut-on accepter que le sort de milliers de personnes dépende de telles variations ? Je pense, à tout le moins, que ce point devrait être complètement expertisé.

» On voit l'importance de ce débat. A 80 milliards de francs, le doublement des contreparties proposées par le gouvernement français est plus que proportionnel à l'augmentation de l'aide dont le coût actualisé était estimé en 1995 à 45 milliards.

» L'approbation d'une aide d'Etat par Bruxelles implique deux conditions : assurer la viabilité de l'entreprise bénéficiaire et « corriger dans la mesure du possible, les distorsions de concurrence ». Je ne nie pas qu'il y ait eu avant 1993 des distorsions de concurrence. Mais elles n'ont jamais été définies ni mesurées autrement qu'à l'aune de l'aide d'Etat. Comme dans l'industrie, on a imposé au Lyonnais une réduction de capacités. L'évolution du périmètre de la banque montre que cette capacité va fortement baisser. Quand nous avons cédé la totalité des 620 milliards de francs d'actifs que l'Etat a proposés à Bruxelles, notre bilan de fin 2000 sera identique à son montant, en monnaie courante, au bilan de 1988, avant la gestion de M. Haberer. Que veut-on que je fasse de plus ? De 1994 à 1997, notre chiffre d'affaires, mesuré par le produit net bancaire, a progressé de 0,8 %, contre 12 % pour l'BNP 39 % pour la Société Générale 31 % pour la Deutsche Bank. Ces banques ont vu leur bilan grossir respectivement de 38 %, 60 % et 87 %.

» On veut en vendre Bruxelles ?

— A imposer des sacrifices qui iraient trop loin, la Commission pourrait mettre en cause la viabilité de la banque, ce qui accablait l'Etat à l'adoption dans l'urgence et dans de mauvaises conditions pour le personnel, pour la peur de l'entreprise et pour le contribuable.

» Le gouvernement s'est engagé à privatiser le Crédit lyonnais. Personnellement, je pense que nous devons participer d'une manière ou d'une autre à l'approche des marchés qui affectent l'Europe bancaire. Mais une prise de contrôle sur fond d'hostilité ou résultant de la non-viabilité organisée de la banque, entraînerait la disparition d'une grande partie de nos fonds de commerce et de nos équipes car 50 % de notre chiffre d'affaires est réalisé sur les marchés étrangers ou à l'international. Il y a un monde entre un mariage consenti et une vente sur le marché aux esclaves.

Propos recueillis par Sophie Fay et Eric Leser

SGS-Thomson s'apprête à créer 1 200 emplois sur son site en Isère

LA FRANCE ou l'Italie ? Le fabricant de semi-conducteurs SGS-Thomson, dont la moitié des actionnaires sont français et l'autre moitié transalpins, a longuement hésité sur l'emplacement de sa nouvelle usine de production. Il a finalement coupé la poire en deux, en décidant d'étendre son site de Crolles (Isère), près de Grenoble, créé en 1992, tout en réservant à sa seconde patrie un autre investissement, probablement à Agrate, près de Milan. L'entreprise devrait officialiser ce dispositif une fois terminées les négociations concernant le site italien.

Désormais saturée, l'usine de Crolles, qui produit des tranches de silicium servant de support aux « puces » électroniques, verra sa capacité augmentée d'ici à 1999-2000 et portée à un niveau technologique plus avancé. Mille deux cents emplois devraient y être créés d'ici là, soit un doublement de ses effectifs actuels. Ses partenaires et sous-traitants locaux, qui emploient aujourd'hui trois mille personnes, bénéficieront aussi des retombées de cet investissement.

L'aide apportée par l'Etat et les collectivités locales a joué un rôle fortement incitatif dans le choix du groupe : elle devrait se situer entre 800 et 900 millions de francs, pour un investissement total de 4 milliards. L'environnement grenoblois, qui compte des laboratoires de renom comme le CNET (télécommunications) et le LETI, centre de recherche en électronique du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a aussi pesé. D'autant que d'importants programmes de recherche européens, comme Jéssi et

Medex, ont contribué à mettre la région à la pointe de la technologie. La politique a fait le reste. Politique locale, bien sûr : plusieurs élus de l'Isère ont consacré des mois à faire valoir les atouts de la région, en particulier François Brotons, député socialiste et premier adjoint de Crolles, et Michel Destot, député socialiste et maire de Grenoble, qui connaît bien son dossier puisque ce docteur en physique, également diplômé de l'Institut d'études politiques, a été ingénieur... au CEA. Politique gouvernementale, surtout : le premier ministre italien, Romano Prodi - dont le patron de SGS-Thomson, Pasquale Stortio, est un proche - et le ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, ont suivi l'affaire de près.

Le niveau de participation des actionnaires publics dans SGS-Thomson a permis ce pilotage très politique. Né en 1987 de la fusion de l'italien SGS-Ates et de la branche « composants » du groupe public français Thomson-CSF, le groupe d'électronique a certes 30 % de son capital coté en Bourse - à Paris et à New York -, où il est très courtisé. Mais ses actionnaires d'Etat (TRI du côté italien, France Télécom et CEA-Industrie du côté français) détiennent encore 69 % de ses actions, réparties à égalité. Thomson-CSF, ancienne maison mère de la « branche » française du groupe, a cédé sa dernière participation (17,2 %) dans le fabricant de semi-conducteurs en septembre 1997.

Pour SGS-Thomson, dixième fournisseur mondial de compo-

sants et seul européen, avec le néerlandais Philips, à figurer au tableau d'honneur de ce secteur dominé par les Américains, les Japonais et les Coréens, l'enjeu d'un tel investissement est double. Il s'agit à la fois de pouvoir disposer d'un outil de production adapté au dernier état d'une technologie qui évolue à grande vitesse et de continuer à gagner des parts de marché dans un domaine où SGS-Thomson a si longtemps joué le rôle du nain, avant d'être pris au sérieux. Ses 28 000 salariés sont aujourd'hui dispersés aux quatre coins de la planète, avec des usines en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, à Phoenix (Arizona), à Singapour ou en Chine, où le groupe inaugurerait un nouveau site, à Shenzhen, fin mai.

REGAIN D'OPTIMISME

Mais un tel pari sur l'avenir n'est pas totalement dénué de risques. Le marché des semi-conducteurs traverse, depuis 1996, une crise de surproduction liée à l'agressivité des concurrents et au caractère cyclique du secteur. A la fin de 1997, SGS-Thomson a été affecté par ce phénomène, après avoir connu une croissance moyenne de 15 % au cours des dix dernières années : son chiffre d'affaires s'est légèrement comprimé - de 2,5 % - à 4,02 milliards de dollars (24 milliards de francs), et ses profits ont baissé de 35 %, à 406,6 millions de dollars. Mais les spécialistes tablent sur un retour du balancier.

La crise asiatique, dont beau-

coup d'industries redoutent les répercussions sur leur activité, est paradoxalement à l'origine de ce regain d'optimisme. De nombreux investissements prévus par les industriels de cette région, notamment les Coréens, ont en effet été suspendus ou purement annulés. Non sans un soupçon de cynisme, les fabricants européens et américains y voient l'occasion d'un rééquilibrage du marché en leur faveur. SGS-Thomson table pour sa part sur un ralentissement rapide de la course aux capacités mondiales et le retour à une situation plus « saine » dès le milieu de 1998.

Un autre facteur permet à SGS-Thomson d'espérer une nouvelle période de prospérité : l'arrivée sur le marché de nouveaux produits consommateurs de « puces ». Traditionnellement, l'informatique, les télécommunications, les automatismes industriels et l'électronique grand public absorbent l'essentiel de la production de semi-conducteurs. Dans ce dernier domaine, le développement en cours de la télévision numérique aux Etats-Unis conduit à la multiplication des décodeurs et appareils d'accès en tout genre, intégrant des fonctions de plus en plus intelligentes.

Dans l'informatique, l'apparition des ordinateurs personnels à moins de 1 000 dollars, en élargissant le nombre des clients potentiels, devrait aussi dopper les ventes de « puces ». Mais à quel rythme ? C'est l'une des inconnues sur lesquelles repose le pari de SGS-Thomson.

Anne-Marie Rocco

Le consortium européen d'aviation régionale AI (R) est dissous

AEROSPATIALE, le groupe italien Alenia et British Aerospace (BAe) ont décidé, vendredi 24 avril, de dissoudre le groupement d'intérêt économique AI (R) que les trois entreprises avaient créé en 1995 et qui est basé à Toulouse. AI (R) était notamment chargé de construire et de commercialiser des avions de transport régional. Chacun des groupes a choisi de reprendre sa liberté d'action et devait annoncer, séparément, lundi 27 avril, la dissolution d'AI (R). Cette décision découle de la décision britannique de ne pas coopérer au projet de « jet régional », pouvant emporter entre 70 et 120 passagers (Le Monde du 15 janvier). Si BAe préfère faire cavalier seul, Aerospatiale et Alenia ont l'intention de continuer ensemble ce programme de jet régional en proposant, selon certaines informations, au constructeur espagnol CASA d'y participer.

Volkswagen surenchérit pour racheter Rolls-Royce

VOLKSWAGEN VEUT Rolls-Royce Motor Cars à tout prix. Samedi 25 avril, le conseil de surveillance du groupe allemand a autorisé ses dirigeants à augmenter l'offre pour la reprise du constructeur de voitures de luxe. Cette nouvelle proposition s'élèverait à 1,5 milliard de marks (plus de 5 milliards de francs), soit une fois et demi le montant offert par BMW (3,4 milliards de francs). Vickers, le propriétaire britannique de Rolls-Royce, avait retenu, fin mars, la candidature de BMW (Le Monde du 1er avril). Mais le groupe britannique peut rompre les enchères si un accord n'est pas trouvé avec BMW. Une période de négociations exclusives de quatre semaines a été prévue, et se termine jeudi. La veille doit se tenir l'assemblée générale de Vickers, dont les actionnaires pourraient se montrer sensibles à la générosité de la contre-offre de Volkswagen.

سكنا في الامم

De la difficulté d'insuffler, puis de gérer une politique d'innovation

Management. Un colloque a présenté les « recettes » qui permettent de faire preuve de plus de créativité dans l'entreprise. Mais de nombreux blocages à l'instauration d'une telle démarche subsistent

MONTREAL

de notre envoyé spécial
« Made for you » est la nouvelle trouvaille de McDonald's. Face à la concurrence étouffante de Burger King, le géant du fast-food contre-attaque et innove. Ce tout nouvel équipement, issu de ses services de recherche, fait passer le temps de réalisation et de cuisson d'un hamburger de cinq à moins d'une minute. Ce procédé, qui devrait, dans les deux ans, être mis en place dans les points de vente américains, permettra de réaliser instantanément et à la commande les produits, ce qui n'est plus le cas aux États-Unis où les sandwiches sont stockés et perdent de leur fraîcheur. Après cette annonce, l'action du groupe a significativement augmenté: les investisseurs y ont vu une amélioration potentielle de la compétitivité de l'entreprise.

Dans un contexte concurrentiel fort, nombre d'entreprises désirent, à l'image de McDonald's, utiliser l'innovation pour profiter, créer de la valeur et distancer leurs adversaires. Mais comment instaurer une politique d'innovation? Comment dynamiser la création? Ces préoccupations ont été au cœur d'« Innovator, créer ou disparaître », un colloque dédié aux entreprises et organisé début avril à Montréal. Peu de sociétés au monde s'épanchent sur le sujet. Ainsi, sur les six intervenants de cette conférence, cinq étaient des « experts » du secteur, auteurs de livres ou consultants externes.

« Faire appel à des consultants extérieurs permet d'animer un élan créatif, de bousculer les règles établies de l'entreprise pendant une réunion sans que la structure ait l'impression de prendre des risques », précise Pascale Dor, consultante et méthodes de créativité dans le cabinet WSA, qui travaille pour les groupes Mars et L'Oréal.

Premier intervenant du colloque, Fred Wiersema, coauteur d'*Innovation: Breakthrough at 3M, DuPont, GE and Pfizer* (éditions HarperBusiness), a présenté une enquête menée auprès de plusieurs dizaines d'entreprises: les plus innovantes, principalement présentes dans la haute technologie ou sur des marchés à concurrence mondiale, possèdent en commun trois caractéristiques.

OBLIGATION POUR CROÎTRE

Elles se fixent d'abord des objectifs ambitieux comme d'être les premières de leur secteur et sont convaincues que l'innovation est une obligation pour croître. 3M s'oblige ainsi à ce que 30 % de son chiffre d'affaires proviennent chaque année de nouveaux produits.

Ces entreprises se donnent ensuite concrètement les moyens pour faire émerger de nouvelles idées: appel à des consultants extérieurs et recrutement ad hoc. « Les entreprises très innovantes de la Silicon Valley recrutent des personnes qui ont un *FWI* (perceived weirdness index, c'est-à-dire indice de bizarrerie) élevé », a précisé Christophe Meyer, auteur de *Relentless Growth* (éditions Free Press), une enquête sur la Silicon Valley. Elles cherchent également à instaurer une « ambiance » créative: « Nous avons mis en place un bâtiment spécial propice à la création avec des endroits modulables pour les rencontres et les échanges d'idées », a expliqué, lors du colloque, Bran Ferren, vice-président de la technologie créative chez Walt Disney.

Toyota, au Japon, a identifié vingt-cinq phrases communément utilisées qui bloquent l'esprit de créativité: « Attendez et voyons ce que cela donnera plus tard » ou « Cela marcherait sûrement autre part mais pas ici ». L'entreprise les a affichées sur les murs pour sensibiliser les employés à ce thème.

Enfin, ces modèles de créativité diffusent systématiquement les idées dans l'entreprise. McDonald's réunit mondialement tous les deux ans les franchisés pour faire connaître les meilleures pratiques trouvées. Pour ces sociétés, l'innovation relève de la stratégie générale de l'entreprise: « C'est l'état d'esprit se retrouvant dans la création de produits mais également dans leur distribution, les services aux clients... », a précisé M. Wiersema.

Face à ces références, entreprises et intervenants ont souligné les blocages rencontrés lors de la mise en place d'une politique d'innovation. Tout d'abord, l'idée même de processus créatif est difficile à instaurer dans une entreprise. La création relève du domaine de l'affectif. « Nous sommes sous l'emprise des hémisphères du cerveau, le gauche, rationnel, et le droit, plus créatif », a précisé John Kao, créateur de la chaire de créativité à Harvard. Sylvie Gendreau, qui dirige la société qu'elle a créée, a présenté l'action menée chez Aluminerie de Bécancour, au Québec, où, à la demande de la direction, elle a cherché à débloquent une situation sociale tendue: « Nous devons réapprendre à rêver dans l'entreprise », leur a-t-elle enseigné. Cette démarche implique une introspection personnelle, qui rencontre de nombreuses résistances dans un milieu économique dominé par la rationalité. Des réticences étaient d'ailleurs perceptibles parmi le public d'entrepreneurs du colloque.

Cette démarche implique aussi une prise de risque de l'organisation. Un processus créatif n'aboutit pas forcément à une idée applicable à court terme. Or les cadres ont des objectifs à tenir, des tâches bien déterminées, et ne sont pas incités à sortir des sentiers battus pour des résultats hypothétiques qui ne seraient pas valorisés. L'entreprise doit accepter l'incerti-

tude de ce procédé alors que tout dans une organisation est normalement mis en place pour limiter ce genre d'incertitudes. « Sur des sujets autres que la recherche et développement, les entreprises refusent de ne pas arriver à un résultat concret rapidement. L'acceptation de l'échec est une idée qui doit faire son chemin », a précisé M. Kao. Favoriser un processus créatif implique aussi que les idées innovantes puissent venir de toute personne de la société, quel que soit son niveau hiérarchique. C'est battre en brèche la conception conservatrice selon laquelle les bonnes idées « coulent » du haut de la pyramide vers la base.

Dernière difficulté soulevée: une fois instaurée une démarche créative, comment la rendre efficace? « Celle-ci doit être disciplinée afin d'être source de valeur pour l'entreprise », a insisté M. Kao. Bran Ferren a expliqué la méthode utilisée par Walt Disney: « Nous nous obligeons à mettre en place des processus itératifs. Les premières étapes de réflexion sont purement créatives. Au fur et à mesure des réunions, nous cadrions notre réflexion pour qu'à la sixième ou septième itération nous arrivions à des projets prêts à être produits de façon industrielle. »

Tous les intervenants ont réaffirmé la nécessité « ouverture d'esprit » de l'entreprise préalable à l'instauration de toute politique d'innovation. De nombreux progrès restent à accomplir. Selon un sondage réalisé pendant le colloque, seul 1 % des sociétés présentes estime, au regard des débats, avoir mis en place un système efficace pour gérer l'innovation.

Laure Belot

Demarle applique la « méthode Tupperware » à ses moules de cuisson

Une trentaine d'emplois ont été créés

LILLE

de notre correspondant régional
A Wavrin, près de Lille, Demarle SA est en train de réussir un petit miracle. A la fin des années

REPORTAGE

Le succès vient du Flexipan, un matériau à la durée de vie quasi illimitée

soixante-dix, un ingénieur lui légua son nom et quelques très beaux brevets. Le premier révolutionnaire des modes de cuisson du pain dans les fours rotatifs, un autre donne naissance à une toile patissière beaucoup plus maniable que les vieilles plaques de tôle des pâtisseries d'autan.

Les deux produits ont déjà fait le tour du monde quand Demarle met au point un nouveau moule de cuisson souple. En fil de verre et silicone alimentaire, le Flexipan a une durée de vie quasi illimitée. Il permet une cuisson et un refroidissement plus rapides, il n'adhère pas et se démoule en un tour de main. Après avoir réservé ce produit aux professionnels, Demarle vise le grand public, notamment par la vente à domicile.

Racheté par Lesaffre, le numéro un de la levure, Demarle ne restera pas longtemps au sein de ce groupe, qui décide finalement de se recentrer sur son métier et de trouver un repreneur pour sa filiale. Demarle emploie alors quarante-cinq personnes pour 40 millions de francs de ventes. C'est l'ex-directeur de la FNAC de Lille, ancien d'Auchan et de Promodès, Patrice Jacquelin, qui en devient PDG en

1994. « J'avais fait mes preuves et j'avais donc un faisceau de confiances, mais je n'avais pas un sou. Nord Croissance et les banquiers ont suivi, mais le plus déterminant a été l'entrée de Lesaffre et de l'ancien directeur du capital de la société holding que j'ai créée pour reprendre l'affaire », raconte-t-il. Avec la complicité de la Maison des professions, émanation locale du CNPF, des syndicats et des Assedic, Demarle tente depuis 1995 une expérience novatrice. Patrice Jacquelin sentait que son nouveau moule intéresserait le grand public, mais il ne pouvait recruter un cadre commercial pour ce seul projet. La Maison des professions l'a aidé à chercher un cadre capable de mener l'étude de marché et de mettre ensuite en œuvre ses conclusions.

RECRUTEMENT ORIGINAL

Après six mois d'études, la stagiaire financée par l'Assedic et l'entreprise a été embauchée en juillet 1995. Aujourd'hui, Le Flexipan emploie deux cent quatre-vingt-sept vendeuses indépendantes, et devrait représenter 10 % du chiffre d'affaires de Demarle. Cette réussite représente la création d'une trentaine d'emplois à temps plein.

Pour les responsables de la maison des professions de Lille, le cas Demarle, construit à partir d'un projet dormant, constitue un exemple « quasi-idéal » de l'emploi créé de l'emploi ». Ils ont quatre-vingts projets consistant à faire se rencontrer des projets sans hommes et des hommes sans projets et espèrent, en attendant, que Demarle sera le petit « tupperware » de l'an 2000.

Pierre Cherruau

Les questions que les entreprises doivent se poser

John Kao, directeur de département à l'université de Stanford (Californie), a créé *The Idea Factory* pour conseiller les entreprises dans l'instauration d'une politique d'innovation. Dans son livre, *Jamming* (éditions HarperBusiness), il propose aux dirigeants une série de questions pour faire le point.

● **Diagnostic de la créativité:** comment est gérée la créativité?

Quelle est la dernière fois qu'une réunion touchant à l'innovation a eu lieu? Peut-on faire la liste des idées « en cours »? Combien d'entre elles dans les dernières années sont devenues des produits ou des projets d'entreprise? Quel est le pourcentage du chiffre d'affaires venant de produits de moins de cinq ans?

● **Recherche des meilleurs**

savoir-faire: connaissez-vous les entreprises les plus innovantes de votre secteur? Cherchez-vous à connaître comment elles le sont? L'entreprise est-elle aux aguets des nouveautés, des meilleurs savoir-faire?

● **Management des hommes:** que fait l'entreprise pour développer les talents de créativité des employés? Comment sont-ils valorisés, récompensés?

L'emploi est désormais au cœur du droit du travail

Le « volontarisme juridique » dans la lutte contre le chômage va croissant

STIL résulte surtout de l'activité économique, l'emploi est, depuis 1993, fréquemment l'objet d'accords sociaux: une tendance que les lois Robien, puis Aubry sur les 35 heures renforcent. Cette évolution pose de nombreuses questions juridiques. Quels sont les éléments du contrat de travail négociables? Qui est légitime pour les modifier? Comment vérifier que les contreparties accordées par l'employeur sont respectées? Pour tenter d'y répondre, la revue *Droit social* (avril 1998) vient de publier les exposés présentés au cours d'un colloque qu'elle a organisé en janvier sur le thème « négociation collective et emploi ».

La représentativité des signataires peut être source de conflit. Même si, pour le professeur Jean-Emmanuel Ray, le droit d'opposition a été créé « pour ne jamais servir » (car les syndicats qui veulent y recourir doivent représenter 50 % des électeurs inscrits), certains s'en emparent. Au pôle eau de la Générale des eaux, l'accord signé par la CFDT et la CFTC a été contesté devant les tribunaux par les autres syndicats. Incapable de dire si ces syndicats étaient en mesure d'exercer leur droit d'opposition, le juge

leur a donné jusqu'à juin pour trouver un *modus vivendi*. Un salarié peut également s'opposer à une baisse de son salaire mais pas à la fin de certains avantages qui résultent d'accords collectifs (*Le Monde* du 10 mars 1998).

L'ENGAGEMENT DE L'EMPLOYEUR
Dans les années à venir, un des principaux débats risque de concerner la pérennité de l'engagement de l'employeur, estiment les juristes. Un employeur doit-il rembourser les aides de l'Etat s'il ne respecte pas ses engagements? Le débat actuellement soulevé par le plan social de Weil (*Le Monde* du 24 avril) montre que la question n'est pas tranchée.

Le professeur François Gaudu montre que le « contrôle de l'exécution des engagements en matière d'emploi » reste embryonnaire. Le ministère du travail reconnaît qu'il n'a pas les moyens de vérifier que les engagements sont tenus. D'autre part, il est très rare que les syndicats aillent, dans ce cas, jusqu'à porter plainte. Seuls les Urssaf et parfois les salariés se tournent vers le juge.

Mais, plus fondamentalement, peut-on reprocher à un employeur de ne pas avoir respecté un engagement si l'environnement économique a changé? Le président de la chambre sociale de la Cour de cassation lui-même, Gérard Gélineau-

Larrivet, apporte d'utiles précisions.

Si, comme chez Potain, l'employeur devait « éviter », selon l'accord, des suppressions d'emplois mais n'y est pas parvenu, les juges risquent d'accepter le plan social. En revanche, s'il respecte formellement son engagement, mais lance un plan social le lendemain du jour où l'accord cessait de produire son effet, comme ce fut le cas chez Case-Poclain, le juge rejette le plan estimant que l'employeur n'a pas été de bonne foi.

Par ailleurs, les juges peuvent accepter la suppression ou la réduction d'une prime si cette démarche favorise le maintien de l'emploi (*Le Monde* du 22 octobre 1997). Pour M. Gélineau-Larrivet: « L'introduction du maintien, voire de la création, d'emplois dans la pesée des avantages ne peut se concevoir sans un contrôle rigoureux de la garantie exacte offerte par l'employeur » qui doit être « concrète et vérifiable ». Nul doute que l'actualité donne prochainement à la Cour de cassation l'occasion de préciser ce qu'elle entend par ces deux adjectifs.

Frédéric Lemaître

★ **Droit social, négociation collective et emploi**, avril 1998. Editions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

Publicité

La Mondiale info-assurance

Comment bien préparer sa retraite avec un contrat d'assurance vie?

Heureux artisans, commerçants, professions libérales, ils peuvent bénéficier d'un système très intéressant pour mieux préparer leur retraite et bien garantir leur protection sociale: les contrats d'assurance dits « Madelin ». Le législateur en a même étendu, récemment, le bénéfice aux agriculteurs. Ils peuvent, désormais, se constituer une retraite complémentaire auprès de l'assureur de leur choix.

Augmenter sa retraite

Les régimes de retraite obligatoires des travailleurs non salariés leur procurent des ressources insuffisantes pour une vie à la retraite, de plus en plus longue. Nombreux sont ceux qui espèrent vendre leur fonds ou leur clientèle, et bénéficier d'un capital qu'ils pourront utiliser au fur et à mesure. Mais les possibilités de vente sont de plus en plus difficiles et de nombreux aléas peuvent en faire chuter la valeur. Il leur faut se constituer progressivement un complément de retraite pendant leur vie active, ce que permet le système d'épargne « Madelin ».

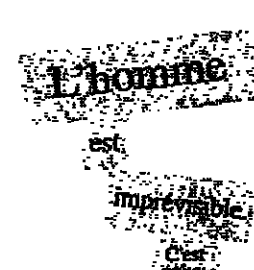
Un gain fiscal important

Les cotisations versées, pour se constituer ce complément de

retraite, sont déductibles du revenu global et apportent ainsi une importante économie en réduisant considérablement le coût réel. Exemple: Un médecin, dans une tranche d'imposition de 43 %, qui verserait 50.000 F sur un contrat « Madelin » (par exemple, 42.000 F au titre de sa retraite et 8.000 F au titre de sa protection sociale et de sa prévoyance) bénéficierait d'une économie d'impôt de 43 % du montant de la prime payée.

Améliorer sa protection sociale

Les contrats « Madelin » peuvent, également, jouer le rôle d'une véritable complémentaire santé (remboursements des frais non pris en charge par la Sécurité sociale, des consultations médicales, des frais de pharmacie...) et permettre des garanties de prévoyance (versement d'une rente en cas d'incapacité de travail, d'invalidité...).



Info-sociétaires 03 20 67 37 37 - 36 15 LA MONDIALE®

LA MONDIALE ASSURANCE VIE

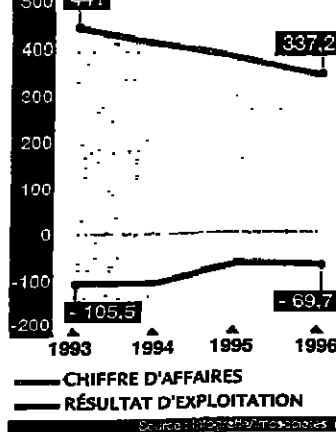
« France-Soir » déménage et prépare une formule « de la dernière chance »

Le quotidien populaire du groupe Hersant se sépare du « Figaro » et, à terme, de l'imprimerie de Roissy pour s'installer à Aubervilliers avant de modifier son format

« AVEC 80 millions de pertes en 1997, il est plus que jamais urgent de se livrer à une profonde opération chirurgicale », expliquait le PDG de la Socpresse et de France-Soir, Yves de Chaisemartin, le 6 mars, lors du Congrès annuel des diffuseurs de presse, en évoquant une « tentative de la dernière chance » pour le journal marqué par Pierre Lazareff. France-Soir peut-il arrêter sa longue descente aux enfers, qui l'a vu passer de plus de 1 million d'exemplaires, dans les années 60, à 170 000 exemplaires en 1996 ? Le déménagement de l'entreprise dans un nouveau siège, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), qui a eu lieu samedi 25 et dimanche 26 avril, est selon Yves Thérard, directeur de la rédaction, « la première étape d'un nouveau départ ».

Le nouveau France-Soir aura un format tabloïd. Il devrait compter entre trente-deux et quarante pages, dont seize en quadrichromie. « Il s'agit d'un quotidien populaire de qualité, qui ne s'inspire pas des quotidiens populaires anglais et qui ne sera pas Le Parisien. Ce sera un autre journal, plus chaud, plus passionné, que Le Parisien. Il y aura du service et des informations pra-

Un déficit constant
LES COMPTES DE « FRANCE-SOIR »
en millions de francs



En 1995 et 1996, le résultat net de Presse-Alliance, la société-éditrice de France-Soir, a été déficitaire de 85 et 86 millions de francs.

tiques. Le nouveau France-Soir parlera de la vie quotidienne, accordera une grande place aux enquêtes. Nous allons nous redonner les moyens de raconter des histoires », explique Yves Thérard, qui envi-

sage de « muscler la rédaction », en faisant appel à des signatures connues.

La date du lancement reste secrète. Deux hypothèses : avant la Coupe du Monde de football ou à l'automne. Alors que les dossiers et les négociations ont traîné, les choses se sont accélérées au début de l'année, sous l'impulsion de Pierre-Jean Bozo, directeur délégué de la Socpresse. Le groupe a acheté deux rotatives Universal, qui ont commencé à tourner. Les négociations avec le syndicat du Livre CGT et les journalistes ont abouti à des accords. La nouvelle formule élaborée en secret est prête. Les rotatives devraient être opérationnelles, dans l'hypothèse d'une parution, avant la Coupe du monde. Le prix devrait être de 3,90 francs, comme Aujourd'hui, l'édition nationale du Parisien.

En quittant Roissy, France-Soir aura recours au réseau de fac-similé, qui lui permet d'être distribué en province en bouclant plus tard. Jusque-là, France-Soir ne pouvait donner à ses lecteurs de province les résultats des matches de football de la veille. Les discussions sont toujours en cours, en ce qui

concerne les imprimeries décentralisées qui tirent en province L'Equipe, Aujourd'hui, Libération, La Tribune, Les Echos et L'Humanité.

Deux imprimeries appartiennent au groupe Hersant (Nantes et Nancy), trois autres à Bernard Riccobono (Lyon, Vitrolles, Toulouse) qui fabrique, en région parisienne, plusieurs autres quotidiens, dont Libération. Les changements intervenant dans l'imprimerie parisienne, concernant autant L'Equipe et Aujourd'hui que France-Soir, rendent nécessaire une adaptation de ces usines décentralisées.

INVESTISSEMENT COLOSSAL

Après avoir annoncé, un an plus tôt, « un nouveau journal populaire, sans argent, mais avec beaucoup d'idées, un anti-journal pour les anti-lecteurs », Yves de Chaisemartin a donc décidé de donner des moyens pour ce plan « de la dernière chance ». Le groupe avait d'abord repris les anciennes rotatives des Echos, avant de modifier son ambition et d'acquiescer des machines neuves.

L'investissement pour l'ensemble du processus (rotatives,

changement du système informatique, déménagement, promotion) est estimé à 150 millions de francs. Une somme colossale pour un journal qui perd 80 millions depuis trois ans. Fin 1996, les capitaux propres de Presse-Alliance étaient négatifs de plus de 300 millions de francs et l'endettement total du journal était de 335 millions, l'équivalent de son chiffre d'affaires.

Après des mois de doutes sur les intentions réelles de M. de Chaisemartin, l'annonce de ces investissements pour France-Soir a redonné confiance. La baisse du prix, pour un journal aussi déficitaire, est « un acte volontaire de relance du titre », explique un membre du groupe Hersant. Les économies, dues notamment à la réduction de la masse salariale – les effectifs doivent passer de 400 à 300 personnes –, ne permettront pas d'éviter un nouvel exercice déficitaire. L'arrêt de l'édition de l'après-midi permet de réaliser des économies : « Cette édition nous coûte une quinzaine de millions de francs par an. Mais si je veux créer un nouveau journal populaire réactif à l'actualité, comment se passer d'une telle possibilité ? », expliquait Yves

de Chaisemartin il y a un an. L'idée d'aller à Aubervilliers, à plus de 1 kilomètre d'une station de métro, a suscité l'inquiétude du personnel.

Il s'agit du quatrième déménagement en dix ans, le quotidien passant successivement de la rue Réaumur à la rue de Bercy, puis rue du Louvre, avant de rejoindre aujourd'hui Aubervilliers. Les négociations avec les journalistes se sont passées dans de bonnes conditions. Si certains ne croient pas « à une dernière nouvelle formule de France-Soir », d'autres sont séduits par le niveau d'investissement qui montre bien la volonté de changer et de « partir à la conquête d'un nouveau lectorat ». Mais « ce projet ne se fait pas avec une rédaction de 70 personnes », note un journaliste.

Ce nouveau France-Soir est désormais séparé du Figaro. Cela pose à terme le problème de l'imprimerie de Roissy, « cathédrale » qui n'imprimera bientôt que le seul Figaro. L'hypothèse d'une vente du quotidien, débarrassé du problème Roissy, demeure donc.

Alain Salles

L'avenir de la Sopardis

L'arrêt de l'édition de l'après-midi de France-Soir, lundi 27 avril, condamne la Société parisienne de distribution (Sopardis), filiale des Nouvelles messageries de la presse parisiennes NMPP, qui distribue les quotidiens du soir (Le Monde, France-Soir, La Croix et Présent), à se restructurer ou à disparaître. Elle emploie 180 salariés, dont 15 administratifs. Ces derniers ne seraient pas touchés par l'arrêt de l'édition du soir de France-Soir. En revanche, les 165 employés qui distribuent les journaux de l'après-midi, à raison de une ou quatre tournées en moyenne (soit de deux à quatre heures de travail par jour), pourraient voir leur nombre, leurs conditions de travail et leur salaire changer. D'autant que le passage de La Croix au matin est prévu en octobre ; seuls Le Monde et Présent seront alors distribués l'après-midi.

La direction des NMPP prévoit des départs en préretraite pour une vingtaine d'entre eux et propose aux autres des départs « généreusement indemnisés » ou une intégration à l'entreprise, mais se refuse à tout commentaire sur les négociations entamées avec les salariés de la Sopardis, majoritairement syndiqués à la CGR.

La douzième assemblée de la Société des lecteurs du « Monde »

PLUS D'UN MILLIER de membres de la Société des lecteurs du Monde (soit 10 % de la totalité de la société) se sont retrouvés, samedi après-midi 25 avril, dans l'un des amphithéâtres du CNIT à La Défense. Cette douzième assemblée générale annuelle a permis aux actionnaires d'interroger directement Jean-Marie Colombani, Dominique Alduy et Edwy Plenel. Ces derniers avaient, en outre, à satisfaire la curiosité de quelque trois cents actionnaires qui avaient adressé aux dirigeants du journal des questions écrites.

Le directeur de la publication et président du directoire a rappelé les bons résultats de l'entreprise qui ont été publiés dans Le Monde daté 26-27 avril. De son côté, Edwy Plenel a détaillé les projets de la rédaction dont il est le directeur : la commémoration de Mai 1968 qui commence cette semaine avec la parution d'un numéro spécial de 44 pages et qui se poursuivra pen-

dant un mois par le récit de Patrick Rambaud, la Coupe du monde de football en juin, les temps forts de l'été (débutant par le feuilleton de Robert Solé consacré aux savants qui ont accompagné Bonaparte en Egypte).

Les neuf résolutions soumises aux actionnaires (dont 4 037 étaient présents ou représentés) ont été adoptées, notamment les trois concernant le renouvellement du conseil d'administration, présidé par Alain Minc. Evelynne Picard, magistrate, a été élue, tandis que Isabelle Deak Mikol, élève de l'ENA, et Roselyne Guillon, professeur de lycée, font leur entrée dans un conseil dont le nombre de membres est passé de douze à quatorze conformément au vote de l'assemblée.

La fin de l'après-midi a permis aux lecteurs de dialoguer de façon plus informelle de la vie du journal avec les responsables de tous les secteurs d'activités de l'entreprise.

DÉPÊCHES

■ ÉDITION : le groupe anglo-néerlandais Reed Elsevier se renforce dans les éditions juridiques aux États-Unis, en rachetant Matthew Bender à Times Mirror Company, ainsi que la moitié du capital de Shepard Co. pour 1,65 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs). (AFP)

■ AUDIOVISUEL : le lancement du bouquet numérique A8 Sat a grevé les comptes du groupe de production audiovisuelle AB, coté à la Bourse de New York, qui a accusé des pertes de 110,2 millions de francs en 1997, contre un résultat positif de 120,1 millions en 1996.

■ PRESSE : La Voix du Nord affirme que l'OPA à son encontre a échoué. Le groupe « s'est doté aujourd'hui des moyens juridiques et financiers pour préserver définitivement son capital et sa liberté éditoriale ». Une affirmation contestée par la partie adverse, qui affirme toujours détenir une large minorité de blocage, donc d'avoir les moyens d'empêcher la constitution d'une société en commandite. (Corresp.)

■ Pearson cède ses magazines de consommation pour 142 millions de livres (1,4 milliard de francs) à Apax Partners, a annoncé le groupe vendredi 24 avril. Ces magazines de presse sont regroupés au sein de Future Publishing et de la société française de presse informatique Edicorp.

■ Le tribunal de commerce de Paris a rejeté, vendredi 24 avril, la demande des groupes Amaury et Springer d'interdire la vente de l'hebdomadaire du groupe Tests (Havas), Micro Hebdo, pour « plagiat, contrefaçon et concurrence déloyale » (Le Monde du 24 avril). Le tribunal a renvoyé l'affaire au fond et estimé que le retrait des publications était « préjudiciable ». Le groupe Amaury veut poursuivre la procédure.

Qualiflyer regroupe 18 partenaires vers 900 destinations.

Pauline, notre hôtesse, l'a tout reconnu. Monsieur Durand a traversé au moins 40 fois l'océan mais que faisait-il dans son avion ? Et bien, il partait tout simplement en vacances. Gratuitement grâce aux milles qu'il a gagnés avec son compte Qualiflyer.

Informations et réservations : 3615/3616 Qualiflyer (1,29 F/min.), www.swissair.com ou contactez votre agence de voyages.

swissair the refreshing airline

سويست الخطوط

AGENDA

MARDI 28 AVRIL

- Japon : ventes de détail en mars (consensus : -15,6 % par rapport à mars 1997), chômage en mars (consensus : 3,5 %) et production industrielle en mars (consensus : -2 % par rapport à février 1998).
- France : consommation des ménages en produits manufacturés en mars.
- Royaume-Uni : balance commerciale en février.
- Etats-Unis : ventes de biens durables en mars et indice de confiance des consommateurs en avril (consensus : 134,3).
- Sony : résultats annuels (avril-mars).
- Deutsche Telekom : conférence de presse-bilan de la compagnie en 1997.

MERCREDI 29 AVRIL

- France : enquête de conjoncture de l'Insee d'avril.
- Asie : conférence annuelle de la Banque asiatique de développement.
- Etats-Unis : ventes de logements neufs en mars.
- Suède : première vente d'obligations libellées en euro et vote par le Parlement de la ratification du traité d'Amsterdam.

JEUDI 30 AVRIL

- Allemagne : réunion du conseil central de la Bundesbank.
- France : chiffres du chômage en mars (consensus : 12,1 %).
- Etats-Unis : croissance du PIB au premier trimestre (consensus : 3,7 %).
- Aïwa : résultats annuels (avril-mars).

VENREDI 1^{er} MAI

- Europe : début du Conseil européen spécial consacré à l'euro à Bruxelles qui se termine le 3 mai.
- Japon : prix à la consommation en mars (consensus : -0,1 %).
- Etats-Unis : revenus des ménages et dépenses de consommation en mars.

AFFAIRES

INDUSTRIE

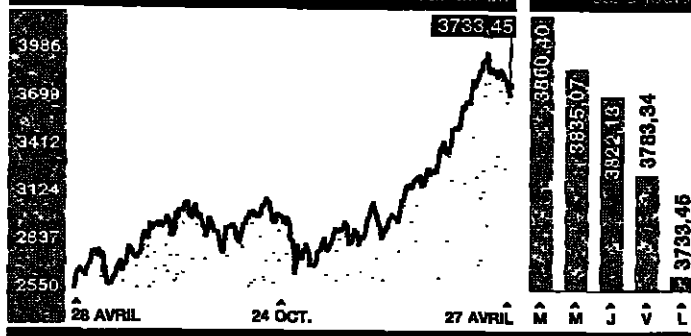
- HONDA : le constructeur automobile japonais a annoncé, lundi 27 avril, la démission de son président Nobuhiko Kawamoto, âgé de 62 ans, et son remplacement par l'un de ses adjoints, le vice-président Hiroyuki Yoshino. Les raisons de ce changement ne sont pas précisées.
- TECHNIP : les sociétés française Technip et américaine Bechtel ont annoncé, lundi, l'attribution par Abu Dhabi National Oil Company d'un contrat d'environ 8 milliards de francs pour un projet gazier. Il s'agit d'un contrat clé en main « pour l'adjonction de nouvelles installations de traitement de gaz, de productions de condensats et de récupération de soufre, destinés à produire 10 milliards de m³ de gaz en provenance des gisements Thammama C et D d'Abou Dhabi ».

FINANCE

- MELLON BANK : la banque américaine a rejeté à l'unanimité l'offre publique d'échange (OPE) de 24 milliards de dollars proposée par la Bank of New York, à l'issue de la réunion de son conseil d'administration, dimanche 26 avril.
- CIC : l'avis de la commission de privatisation sur le choix de la Banque fédérative du Crédit mutuel comme acquéreur du CIC est paru au Journal officiel du samedi 25 avril. La décision, prise le 9 avril, a été dévolue le 14 avril. Elle précise notamment que « la valeur du CIC ne saurait être inférieure à 10 milliards de francs pour 100 % du capital ».
- SAN PAOLO-IMI : le conseil d'administration de la banque d'affaires Istituto Mobiliare Italiano (IMI) a donné son feu vert, dimanche 26 avril, à la fusion avec la banque commerciale turinoise Istituto Bancario San Paolo di Torino. Ce mariage donne naissance à la première banque italienne. Le nouvel ensemble s'appellera San Paolo-IMI.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr

PARIS CAC 40



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
COLAS	125,90	+14,87	+28,71
DMC DOLLUS	125,90	+8,03	+74,87
CHARENTAIS FRAN.	125,90	+7,99	+81,51
CECIDI (L)	125,90	+4,70	+18,84
ROCHETTE (L)	125,90	+4,81	+18,20
SADE (M)	125,90	+4,74	+30,25
CHARGEURS	125,90	+4,30	+18,06
LEGRIUS INDUST.	125,90	+4,21	+20,34
SPR COMMUNIC.	125,90	+4,13	+28,86
LMH MOET HEN.	125,90	+3,77	+26,22

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

LUNDI 27 AVRIL, à la mi-journée, l'indice CAC 40 a accentué son repli en abandonnant 1,23 %, à 3 736,74 points. Cependant, le volume des transactions est assez réduit, avec seulement 2,7 milliards de francs échangés. Les opérateurs hésitent à intervenir alors que le marché obligataire donne des signes de faiblesse. Ainsi le rendement de l'emprunt d'Etat à 10 ans s'est légèrement tendu, à 5,016 %. En revanche, le cours du billet vert est resté soutenu, à 6,02 francs. Sodeho s'est adjugé 5,6 %, à 1 160 francs, après l'annonce de son entrée prochaine dans le CAC 40. Lors d'une réunion d'information, le président d'Essilor a précisé que son groupe vise une croissance de 10 % par an sur le long terme. Une prévision qui n'a pas empêché le titre de reculer de 0,5 %. Eridania Béghin-Say a baissé de 1 %, après l'annonce du rachat de la société française Sogip.

FRANCFORT

LUNDI 27 AVRIL, à l'ouverture des transactions sur le système électronique Xetra, l'indice DAX de la Bourse de Francfort reculait de 0,39 %, pénalisé notamment par l'accès de faiblesse du dollar. Quelques minutes plus tard, toutefois, l'indice est repassé dans le vert et s'est adjugé un gain de 0,22 %, à 5 155,54 points. L'action Volkswagen a progressé de 1 % après l'annonce d'une surcote sur le groupe britannique Rolls-Royce.

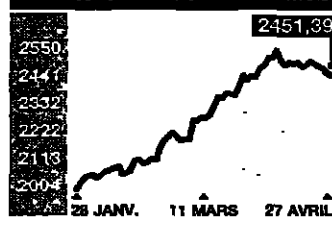
LONDRES

VENREDI 24 AVRIL, la Bourse de Londres a abandonné 0,58 %, à 5 863,90 points. Les investisseurs ont été rassurés par les dernières statistiques évoquant un ralentissement de l'activité économique. En revanche, la spéculation sur un mouvement de concentration dans le secteur bancaire est en train de se tarir, faute d'opération en vue.

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3736,74	-1,23	-1,23
SBF 120	125,90	-1,20	-1,20
SBF 250	125,90	-0,45	-0,45
SECONDE MAR.	125,90	-0,14	-0,14
MIDCAC	125,90	-0,27	-0,27
LONDRES FT100	5155,54	-0,39	-0,39
AMSTERDAM AEX	125,90	-0,20	-0,20
BRUXELLES BEL	125,90	-1,27	-1,27
FRANCFORT DAX	5155,54	-0,39	-0,39
MILAN MIB30	125,90	-2,55	-2,55
SUISSE SMI	125,90	-0,84	-0,84
STOCKHOLM	125,90	-0,29	-0,29
EURO STOXX 30	125,90	-0,25	-0,25
EURO STOXX 50	125,90	-0,24	-0,24

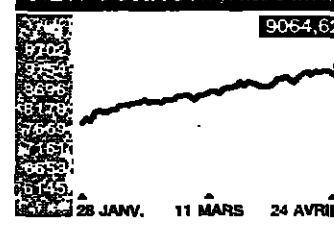
PARIS SBF 250



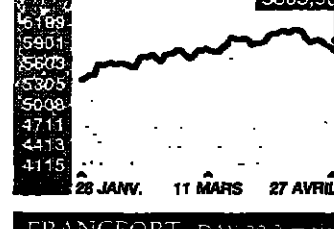
Monde

NEW YORK DJ.....		-0,86	14,8
SP 500.....		-1,04	14,1
NASDAQ.....		-0,88	19,0
BUENOS AIRES M.....		-0,34	1,9
JOHANNESBURG.....		-0,45	31,8
MEXICO BOLSA.....		-1,21	-2,1
SANTIAGO IPSA.....		-0,78	-14,4
SAO PAULO BOV.....		1,25	75,0
TOPOINTE FSE 1... 27/04	2464	-1,48	31,9
ASIE 1015.....			
BANGKOK SET.....		-1,15	15,7
HONGKONG.....		-2,63	-1,2
SEOUL.....		-0,98	12,3
SINGAPOUR ST.....		-0,80	-3,2
SYDNEY ALL O.....		-1,29	7,7
TOKYO NIKKEI.....		-2,26	2,6

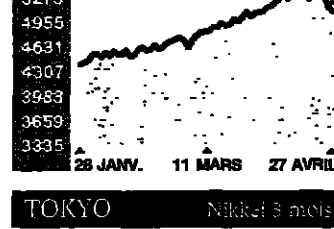
NEW YORK Dow Jones 5 mois



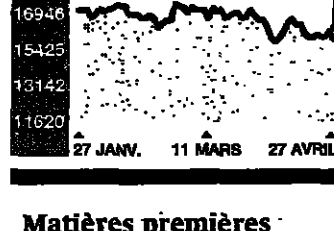
LONDRES FT100 5 mois



FRANCFORT DAX 30 5 mois



TOKYO Nikkei 3 mois



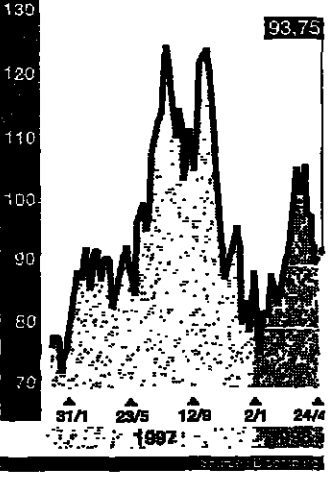
Valeur du jour : Usinor poursuit ses acquisitions

ALORS QUE la crise asiatique affecte le marché des aciers inoxydables, Usinor profite de la situation pour prendre le contrôle de la société thaïlandaise Thainox. Pour un montant estimé entre 360 et 400 millions de francs, Usinor va porter sa participation de 28 % à 61 %. Cette opération permettra à Usinor de mieux contrôler les coûts de Thainox (en perte de 35 millions de francs en 1997) qui doit doubler sa capacité de production d'ici à 1999.

Depuis le début de l'année, le sidérurgiste français a multiplié les opérations de croissance externe. Il a ainsi lancé une OPA sur le groupe sidérurgique belge Fafer, pris la majorité du capital (51 %) de La Magona, une usine italienne de transformation des aciers plats au carbone et a investi 545 millions de dollars pour prendre un tiers du capital du sidérurgiste brésilien Acesita. Cette dernière opération permet à Usinor d'accompagner ses grands clients automobiles Renault et Peugeot dans leur installation au Brésil.

En publiant, le 17 avril, les résultats définitifs pour l'exercice 1997 (qui s'est traduit par un bénéfice net de 2,055 milliards de francs), Usinor a confirmé que ses différents métiers connaissent des situations contrastées. Les aciers plats au carbone, qui représentent 55 % du chiffre d'affaires et la quasi-totalité du résultat d'exploitation, profitent d'une conjoncture porteuse. Les prix des

Cours de l'action Usinor



contrats annuels négociés avec les grands clients automobiles ont progressé de 4 %, et les capacités de production sont utilisées au maximum. En revanche, la situation dans les aciers inoxydables (24 % des ventes) est toujours difficile. La filiale américaine J&L est toujours dans le rouge. Et la situation d'Ugine s'est dégradée au premier trimestre. Enfin, dans les aciers spéciaux (21 % du chiffre d'affaires), la filiale Unimetale pose toujours un problème. La perte d'exploitation s'élevait à 320 millions de francs en 1997. Même si l'équilibre est prévu pour 1998, certains investisseurs doutent de la pérennité de cette activité au sein du groupe. Car les grandes manœuvres ne font que commencer. Cet été, la région wallonne devra désigner un nouveau partenaire pour le sidérurgiste belge Cockatill Sambre. Usinor étudie le dossier et formulera une offre. Un exercice à haut risque puisque, s'il l'emporte, le marché risquerait d'estimer que l'opération est pénalisante à court terme (des restructurations seraient nécessaires). Mais, s'il n'est pas réussi, Usinor essuiera son deuxième échec majeur. En été 1997, lors de la privatisation de CSI (devenu Accerla), le gouvernement espagnol avait préféré le luxembourgeois Arbed. Le titre Usinor gagnait, vendredi 24 avril, 2,12 % à 95,75 francs.

Enguerrand Renault

Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTAL (LONDRES)	125,90	-0,84	-0,84
CUIVRE 3 MOIS	125,90	-0,08	-0,08
ALUMINUM 3 MOIS	125,90	-0,08	-0,08
ETAIN 3 MOIS	125,90	-0,43	-0,43
ZINC 3 MOIS	125,90	-0,13	-0,13
NICKEL 3 MOIS	125,90	-0,57	-0,57
MÉTAL (NEW YORK)	125,90	-0,24	-0,24
PLATINE A TERME	125,90	-1,88	-1,88
GRAINES DENRÉES	125,90	-0,08	-0,08
BLE (CHICAGO)	125,90	-1,79	-1,79
SOJA GRAINE (CHG)	125,90	-0,64	-0,64
SOJA TOURTEAU (CHG)	125,90	-1,82	-1,82
SOFTS	125,90	-0,08	-0,08
CAPI (NEW YORK)	125,90	-0,24	-0,24
CAPI (LONDRES)	125,90	-1,82	-1,82
SUCRE BLANC (PARIS)	125,90	-0,08	-0,08

Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	125,90	-0,73	-0,73
WTI (NEW YORK)	125,90	-0,73	-0,73
LIGHT SWEET CRUDE	125,90	-0,73	-0,73

Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OR FIN KILLO BARRE	125,90	+1,08	+1,08
OR FIN LONDRES	125,90	+0,13	+0,13
PIÈCE SUISSE 20 F	125,90	-0,08	-0,08
PIÈCE SUISSE 10 F	125,90	-0,08	-0,08
PIÈCE SUISSE 5 F	125,90	-0,08	-0,08
PIÈCE 10 DOLLARS US	125,90	-1,08	-1,08
PIÈCE 10 DOLLARS US	125,90	-2,13	-2,13
PIÈCE 50 PESOS MEX.	125,90	-0,08	-0,08

TAUX

- France : le marché obligataire a ouvert en légère hausse, lundi 27 avril. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 4 centimes, à 103,71 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,98 %, soit 0,05 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.
- Le chef économiste de la Bundesbank avait estimé, samedi 25 avril, qu'il n'y avait pas de risque inflationniste en Allemagne.
- Etats-Unis : les obligations américaines avaient terminé la séance du vendredi 24 avril en hausse, encouragées par la hausse du dollar et par la dérance accrue des opérateurs à l'égard du Japon après la présentation du plan de relance économique gouvernemental.
- Le rendement de l'emprunt à 30 ans, qui constitue la référence outre-Atlantique, s'était inscrit à 5,95 % en clôture.

MONNAIES

- Yen : la monnaie japonaise reculait, lundi matin 27 avril, lors des premières transactions entre banques. Elle s'échangeait à 132,40 yens pour un dollar, contre 131,20 yens à la veille du week-end. Le billet vert cotait 1,7950 mark et 6,01 francs.
- La publication, vendredi 24 avril, du contenu détaillé du plan de relance économique au Japon a été accueillie négativement par les opérateurs. Ils déplorent que Tokyo n'ait pas engagé de réformes structurelles. Ils estiment d'autre part qu'une intervention concertée des banques centrales sur le marché des changes n'est pas à craindre compte tenu des critiques adressées par les Américains et les Européens à l'égard de la politique économique japonaise.
- « Le yen est un élément important de la stabilité monétaire dans le monde », a affirmé le président de la République Jacques Chirac, lundi, à Tokyo. « Il joue un rôle pilote dans le système asiatique et le système mondial », a-t-il ajouté.

Cours de change

27/04 12h30	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
FRANC	6,02	6,03	10,08	4,03	2,98	4,84	0,34	3,35	...
DM	1,80	1,80	3	1,20	0,99	0,14	0,98	...	0,30
YEN	177,55	198,24	209,76	1187,80	878,88	1388,82	...	888,51	294,85
FLORIN	158,02	146,03	221,22	86,69	65,62	...	7,47	79,88	22,60
FRS	2,02	2,23	3,37	1,35	...	1,82	0,11	1,13	0,34
FRS	1,80	1,85	2,49	...	0,74	1,13	0,08	0,83	0,85
LIRE	0,80	0,88	...	0,40	0,50	0,45	0,53	0,39	0,19
ECU	0,81	...	1,51	0,81	0,45	0,68	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	...	1,10	1,87	0,87	0,49	0,75	0,08	0,56	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 2004	Taux 10 ans	Taux 5 ans	Taux 3 ans	Taux 1 an
FRANCE	3,32	3,02	2,88	2,40
ALLEMAGNE	3,32	3,02	2,88	2,40
CDE-BRETAG.	3,32	3,02	2,88	2,40
ITALIE	3,32	3,02	2,88	2,40
JAPON	3,32	3,02	2,88	2,40
ETATS-UNIS	3,32	3,02	2,88	2,40
SUISSE	3,32	3,02	2,88	2,40
PAYS-BAS	3,32	3,02	2,88	2,40

Matif

Cours 12h30	Volume	derrière	premier
Matif 27/04	37233	108,47	103,60
Matif 28/04	37233	108,47	103,60
Matif 29/04	37233	108,47	103,60
Matif 30/04	37233	108,47	103,60
Matif 01/05	37233	108,47	103,60

Marché des changes

Devises 17h35	Cours	Adapt	Vente
ALLEMAGNE (100)	332,28	322	340
AUTRICHE (100)	47,45	46,18	48,25
BELGIQUE (100)	16,24	15,88	16,78
CANADA	4,19	3,80	4,60
DANEMARK (100)	57,59	56	59
ESPAGNE (100)	9,24	8,84	9,24
ETATS-UNIS	5,92	5,79	6,02
FINLANDE (100)	116,47	104	115
GDE-BRETAGNE	10,05	9,58	10,43
GRÈCE (100)	10,94	1,75	2,25
IRLANDE	12,36	7,88	8,85
ITALIE (100)	3,33	3,12	3,82
JAPON (100)	16,64	4,28	4,73
NORVÈGE (100)	60,12	75,30	84,50
PAYS-BAS (100)	21,55	2,80	3,80
PORTUGAL (100)	1,67	2,30	3,80
SUÈDE (100)	7,21	72	82
SUISSE (100)	105,12	880	414

ÉCONOMIE

Croissance de 2,3 % en France en 1997

Les comptes de la Nation publiés lundi 27 avril par l'Insee indiquent que le produit intérieur brut (PIB) de la France a progressé de 2,3 % en 1997, après une hausse de 1,6 % en 1996 (base de prix 1980). Le déficit public a été ramené à 3 % du PIB, contre 4,1 % en 1996, mais la dette publique a atteint 58,1 % du PIB contre 55,7 % en 1996.

L'économie française a surtout été portée par la demande extérieure qui a dynamisé les exportations en hausse de 13 % en volume. La consommation des ménages, en revanche, n'a progressé que de 0,7 % en 1997, contre +1,9 % en 1996.

■ ITALIE : la balance des paiements a été déficitaire à hauteur de 1 321 milliards de lires (4,5 milliards de francs) au premier trimestre de l'année 1998.

■ ALLEMAGNE : la Bundesbank a enregistré un bénéfice record de 23,5 milliards de marks (79 milliards de francs) en 1997 contre 9,4 milliards de marks l'année précédente, affirme le quotidien allemand Bild dans son édition du samedi 25 avril.

■ ASIE : la croissance économique mondiale pour l'année 1998 sera réduite à 2,6 % du fait de la crise asiatique, a indiqué la Banque Asiatique de Développement (BAD) dans un rapport de perspectives publié dimanche 26 avril à Manille.

■ KOWEÏT : la faiblesse des prix du pétrole menace le pays d'une « catastrophe économique », a averti, dimanche 26 avril, le ministre koweïtien du pétrole, cheikh Saoud Nasser Al-Sabah.

■ FRANCE : « Je ne mets pas les 35 heures comme revendication numéro un », a affirmé, dimanche 26 avril, sur France 2, Marc Blondel, secrétaire général de Force Ouvrière.

CAC 40
↓
PARIS

Liquidation : 22 mai

Taux de report : 3,3

Cours relevés à 12h

Compagnie Inter	17,60	17,26
Comptex Mod.	30,00	30,00
COPRA	483,50	485
Cred.Fran.France	148	59
Credit Lyonnais G	620	59
C.Sigefin (CSEF)	333	311,20
Credit Lyonnais	390,5	390,5
Danmo	1380	1371
Dassault Aviation	1040	1035
Dassault Electron	700	700
Dassault Electron	345,5	345,5
De Dietrich	404	411
Dessange (Lyr)	873	870
Devel.N.P.Cal Li e	65	65
Desa France	748	749
Desa (Dofine MI)	184,0	184,0
Desa (Zan des)	214	214
Dia	1102	1085
Dia	1990	1945
Difagat	428	426
Difagat	747	737
Difagat	304,20	304,20
Difagat	1225	1217
Difagat	2265	2229
Difagat	3905	3905
Difagat	579	579
Difagat	3205	3200
Difagat	9,55	9,55
Difagat	1567	1565
Difagat	5,35	5,35
Difagat	707	707
Difagat	128	127
Difagat	424	420
Difagat	671	317,00
Difagat	671	670,5
Difagat	650	530
Difagat	180	178
Difagat	340	340
Difagat	458,50	464
Difagat	3005	3005
Difagat	802	804
Difagat	641	632
Difagat	244,50	245
Difagat	734	734
Difagat	499	499,20
Difagat	169,10	170
Difagat	110	105
Difagat	1893	1865
Difagat	1720	1685
Difagat	537	530
Difagat	110	105
Difagat	787	770
Difagat	489	485
Difagat	304	304
Difagat	163,50	164
Difagat	135	135
Difagat	1689	1675
Difagat	105	105
Difagat	436	436
Difagat	1057	1050
Difagat	2280	2280

537	523	-2.60	1.48
228.20	227	-0.52	14.69
466	467	-1.07	19.04
289.60	296	+2.20	27.27
153.00	151	-2.00	13.22
992	975	-1.71	26.45
272	271	-0.36	26.65
845	838	-0.82	13.92
1731	1720	-0.76	15.55
125	126	+0.50	1.92
1072	1080	-0.18	56.61
69.20	68	-1.73	10.10
19.60	19	-0.20	20.20
371	370.80	-0.18	22.22
239.27	239	-0.27	7.53
108.00	108.30	+1.27	20.94
443	443.1	+0.10	2.68
132.60	131.10	-1.13	9.23
492	490	-0.40	22.50
104.60	102.1	-0.86	25.36
69.60	69	-0.06	2.92
639	639	-1.56	20.86
1300	1268	-2.46	8.54
216.00	205.00	-0.52	11.78
415.00	415	-0.00	1.00
1039	1023	-1.53	34.76
4282	4225	-0.87	20.18
510	516	+3.76	4.03
796	821	+1.79	4.49
253	253	-0.00	0.00
723	723	+1.65	46.89
117.60	117.00	+0.17	44.68
266.60	260.20	-7.82	54.46
388	384	-2.94	26.48
25.30	25.20	-0.07	6.93
28.20	28	-1.66	12
373	364.50	-1.20	26.19
7250	7200	-0.68	40.35
25	25.30	+0.30	1.21
4075	4050	-1.02	52.81
960	953	-0.72	11.46
685	685	-3.77	15.81
55	55	-0.00	0.00
2990	2990	-0.83	42.77
525	523	+1.52	4.22
446.90	437.60	-2.05	35.56
930	932	+0.21	11.08
482.70	486	+1.38	58.26
262	265	+3.24	24.24
74.50	74	-0.57	7.67
1135	1120	-1.32	12
222.10	222.70	+0.27	42.75
403	408	+1.12	9.77
1053	1053	-0.00	0.00
494	495	+0.20	22.22
1365	1352	-0.95	17.58
117	116.50	-0.22	6.67
105	105	-0.00	0.00
1190	1170	-1.66	42.63
1095	1103	+5.29	6.09

[illegible][illegible]**Une sélection Cours relevés à 12h30**

LUNDI 27 AVRIL

	% du nom.	% du coupon	DAT 100 50-01 DAT 7.5% 78-06 DAT 6.5% 81-01 DAT 6.5% 82-07
Aut. 95 79-01-02		4,364	DAT 6.50% 89-01
EPNIE 95 89-09 CAA	105,26		DAT 6.50% 92-02
EPNIE 95 92-06 TSH		7,668	SNCF 85,6% 87
EPNIE 95 93-00 CS	127,05	2,252	Suez Lyon 85%
EPNIE 95 93-03 CS	123,65	2,861	
FT 10% 89-08 CAA	103,65	6,505	
FT 5.5% 89-01 CBA	114,29	1,293	
FT 5.5% 89-02 CBA	108,57	8,217	
FT 5.5% 89-02 CBA		5,391	
FT 5.5% 89-02 CBA		1,186	
FT 5.5% 89-02 CBA		176,65	
FT 5.5% 89-02 CBA		116,56	
FT 5.5% 89-02 CBA		1,037	
FT 5.5% 89-02 CBA		107,30	
FT 5.5% 89-02 CBA		1,794	
FT 5.5% 89-02 CBA		9,695	
FT 5.5% 89-02 CBA		16,267	
FT 5.5% 89-02 CBA		2,822	
FT 5.5% 89-02 CBA		1,191	
FT 5.5% 89-02 CBA		12,110	
FT 5.5% 89-02 CBA		7,475	
FT 5.5% 89-02 CBA		9,409	
FT 5.5% 89-02 CBA		2,688	
FT 5.5% 89-02 CBA		10,648	
FT 5.5% 89-02 CBA		6,092	

[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours prééd.	Dern. cl.
Accor	57,65	6
Accor (Nv)	♦ 79,8	7
Actif Cofinanc.	800	800
Acti Transgénéral	1316	1316
Adm. Ind. (Nv)	110	117
Adm. Ind. (Nv)	7,60	11
Antenne Bly	577	577
Antenne Bly (Nv)	♦ 19,20	11
Ass. Ind. CIP	679	679
Ass. Ind. T.R.A.M. (Nv)	3309	3309
Assurance Ind. Ace Assur	1250	1250
Continental Ass. Ly.	615	615
Ass. Ind. (Nv)	925	925
Ass. Ind. (Nv)	48	48
Ass. Ind. (Nv)	2060	2060
Ass. Ind. (Nv)	1969	1969
Ass. Ind. (Nv)	48	48
Ass. Ind. (Nv)	300	300
Ass. Ind. (Nv)	235	235
Ass. Ind. (Nv)	800	800
Ass. Ind. (Nv)	332	332
Ass. Ind. (Nv)	1051	1051

[illegible]

	1815	Grid Bazar Lyon(Ly.)
	1275	Grd Moult Strasbourg
50	218	Hotel Luneta
	720	Hercs Drouot
	71,30	L.Bouillat(Ly.)
	495,10	Majord Constanter
	350	Louiseville Forest
30	8,50	Mosney Finances
10	135,10	M.R.M.(Ly.)
	400	Pan-Deux(Fin)Fin.
	50	Polser
	920	Subston Ly.
	114	Swmer(Ly.)
	2109	Schellienne(Ly.)
	300	Suac.Pithiviers
	630	Taninnes Poc(Ny.)
	46-30	Vedette L. Dupont
50	170	Union Cie Nord(Ly.)
	273,50	
	570,50	
	443	
	443	
	1930	
	377	
	1274	
	1590	

• 201	201	ACTE
• 201	201	ÉTRAN
• 450	450	
• 840	840	Ray, Verdon
• 320	320	Fast Out
• 11190	11100	Gold Fields
50	57,36	Kubota Corp
3131	314	Memorial
464,30	463	Olympic Op
106,30	109	Robeco
525	525	Rodman Ho
710	729	Rodman Ho
1734	1257	Sony Corp
1375	1375	Sohney SA
2207	2147	
• 270	270	
• 115	115	
• 335	335	

ONIS GÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
non Rank	49,80	49,80
North	25,40	25,40
South	91,20	91,20
East	17,10	17,10
West	9,40	9,40
Central	44,10	44,10
South V.	648	637
North V.	170,90	172,90
South PC #	606	606
North PC #	420,10	420,10

NOTATIONS
 L = Little; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nantes.
ES
 # catégories de cotation - sans indication
 * # coupon détaché; # droit détaché;
 # # demandé; 2 # offre réduite;
 # # réduite; # contrat d'animation.

MARCHÉ

MARCHE
 Pas de réflexion. Cours relancés à 13h30.

	Cours précéd.	Derniers cours
Cal (Gn) *	45	46
Cal (S) *	890	865
Cal (L) *	70	69
Bert S.A. (N)	240	255
Thomson	403,90	401
Montages P.Ger.	1905	1905
Sogefin *	280	275
Picardie (B.)	100	100
Com. que Tarnaud (B.)	429	430
que Verne	157,50	156
Généralbu C&C	646	694
1st Natl (N)	130	132
Indrofin (N)	436	436
Fininvest	590	544
Aut S.A.	304	309
E.E.P.	90	90
Carif Diff.		
CA & Valais		
CA Rhône-Alpes		
CA Nord-Cat.		
CA Nord-Pas.		
CA Oise CC		
CA Somme CC		
CA Toulouse		
CA Vaucluse		
Densitax S.A.		
Ducros (L.) (Ly.)		
Evénementiel		
Lévy-Leydier		
Supercal		
Expand S.A.		
Fairplay		
Fininvest		
Azur		
Soc Populaire		
Gautier France		
CC 2000		

253	253	GF
390	390,10	GF
287	277	GF
340	327	GF
848	848	GF
310	310	GF
304,10	304	GF
365	364	GF
499	499	GF
353,50	353	GF
428	428	GF
610	600	GF
722	722	GF
561	565	GF
35	35	GF
464	467	GF
528	528	GF
1125	1125	GF
744	746	GF
42,65	346,20	GF
955	955	GF
107	107	GF
340,50	346	GF
38	38	GF

Industries #	1575	1580
Productes (Ly) *	♦ 25	26
M.S.A.	210	211
de Guillin x Ly	280	281
ly	1690	1691
Armes	225	226
Internat.14	470	466
dut Dubois	917	922
RT Groupe *	230	231
C.C.T.	562	563
MA Informatique	532	533
Anova	658	659
Computer *	♦ 69,10	69
IMI	65	66
Astrropole TV	820	821
nihou *	925	926
mucan	490	488
rie Brizard *	744	743
de-Lives/Profits	37,20	38
de la Courte *	338	337
ntennes Jouy-Lye	172	173
-Naf *	♦ 92	91
bert Dierries *	860	858
Group NY	920	919
re *	931	930
Predault	137	138

5	Phet Bay #	17	91
5	Phy-Lierac #		299
0	Pouch #		880
1	Poujoulat Ets (Ns)		240
1	Radcliff #		745
1	Roberts #		123
1	Rondeau-Guilchard #		243
1	Scandrive #		114
1	Smoby (Lyt)		607
1	Sofco (Lyt)		330
1	Sofibus #		330
8	Sopra #		767
1	Staph-Kelien #		54
1	Sylex #		746
1	Téssière-France		300
1	TLT #		729
1	Thermador Hdt. #		395
1	Trounev Cautin #		163
1	Unilog		179
1	Union Fin-France		686
1	Wid et Clout #		801
1	Vilmont et Cie #		801
1	Vitroc		515

95	41,50	<h1>NOUVEAU</h1> <p>Une sélection. Ce</p> <h2>LUNDI 27 AVRIL</h2> <h3>VALEURS</h3> <table><tr><td>Ampligene Oncor</td><td>_____</td></tr><tr><td>Bédervère</td><td>_____</td></tr><tr><td>BVRP</td><td>_____</td></tr><tr><td>Coil</td><td>_____</td></tr><tr><td>Electronique D2</td><td>_____</td></tr><tr><td>Edim Pharma II</td><td>_____</td></tr><tr><td>Gespar</td><td>_____</td></tr><tr><td>Geyonair action B</td><td>_____</td></tr><tr><td>High Co</td><td>_____</td></tr><tr><td>Infonine</td><td>_____</td></tr><tr><td>Jedgar Angel</td><td>_____</td></tr><tr><td>Mille Arca</td><td>_____</td></tr><tr><td>Naturex</td><td>_____</td></tr><tr><td>Officor</td><td>_____</td></tr><tr><td>Picologica</td><td>_____</td></tr><tr><td>Provida</td><td>_____</td></tr><tr><td>R21 Samit</td><td>_____</td></tr><tr><td>Stetec</td><td>_____</td></tr></table>	Ampligene Oncor	_____	Bédervère	_____	BVRP	_____	Coil	_____	Electronique D2	_____	Edim Pharma II	_____	Gespar	_____	Geyonair action B	_____	High Co	_____	Infonine	_____	Jedgar Angel	_____	Mille Arca	_____	Naturex	_____	Officor	_____	Picologica	_____	Provida	_____	R21 Samit	_____	Stetec	_____
Ampligene Oncor	_____																																					
Bédervère	_____																																					
BVRP	_____																																					
Coil	_____																																					
Electronique D2	_____																																					
Edim Pharma II	_____																																					
Gespar	_____																																					
Geyonair action B	_____																																					
High Co	_____																																					
Infonine	_____																																					
Jedgar Angel	_____																																					
Mille Arca	_____																																					
Naturex	_____																																					
Officor	_____																																					
Picologica	_____																																					
Provida	_____																																					
R21 Samit	_____																																					
Stetec	_____																																					
100	259,50																																					
110	880																																					
120	242,90																																					
130	740																																					
140	150,50																																					
150	243																																					
160	115																																					
170	607																																					
180	9																																					
190	330																																					
200	2070																																					
210	76,40																																					
220	546																																					
230	240																																					
240	396,10																																					
250	162																																					
260	125																																					
270	812																																					
280	116,50																																					
290	590																																					
300	515																																					

Cours préfé.	Derniers cours	VALEUR
47	42	Brisande-Big
1020	920	Générale Cour
320	350	Sol lectors d
240	240-80	Via Crédit (B)
128	120	
120	161	
290	275	
9,90	9,90	
88,35	208,90	
10	104,96	
61	61	
118,50	114,50	
1155	1151	
233	235	
20	18,20	
521	520	
6,90	6,70	

RS-COTE

ction. Cours relevés à 12 h 30

17 AVRIL

	Cours précéd.	Derniers cours
Min Cl.	♦ 895	895
identale.	♦ 282	282
Monde.	♦ 160	160
annique	♦ 25,30	25,30

CTIONS

es: L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nantes.

ES

es de cotation - sans indication
3; + cours précédent; ■ coupon
♦ droit détaché; o = offert;
d; † offre réduite; ‡ demande
contrat d'annulation.

Une sélection

Cours de clôture le 24 avril

VALEURS	Emission Finls ind.	Rachat net	CAISSA FONC Mutual. des Epargn.
BNP	3671 BNP		
Epargn. Cour Terme	14542	14542	
Epargn. Invest. D.	2281,47	2281,48	
Epargn. Oblig. M.T. C/D	892,74	893,50	
Epargn. C/O. Croissance	4005,18	4005,08	
Epargn. Ep. Patrimoine	146,66	163,35	
Epargn. Epargne Retraite	119,96	136,04	
Epargn. Epargne Trésor	11190,08	11564,99	
Epargn. Euro Valeurs	1433,58	1405,47	
Epargn. Euro Oblig.	1057,65	1057,08	
Epargn. Euro Export	1262,81	1491,97	
Epargn. Euro Trésor	1146,65	1126,08	
Epargn. Opportunités	35,90	251,67	
Epargn. Euro Rentes	1130,34	1119,15	
Epargn. Euro Sécurité	11407,99	11407,99	
Epargn. Euro Valeurs	1745,09	1710,07	
BRED BANQUE POPULAIRE			
Epargn. Invest. D.	94721,37	94721,37	
Epargn. Titres ext.	290,20	285,91	
CCS GESTION			
Epargn. Cour Terme	1077,49	1040,61	
Epargn. Cour Devlop.	2698,01	2698,40	
Epargn. Cour Devlop. D.	2416,62	2417,00	


[illegible][illegible]

CIC		
Francis	202	
Francis Piere	178	
Europe Regions	305	
CIC		
Paris		
Associates	♦ 1099	
Clarendon	1940	
Commerce	677	
Convent	♦ 2016	
Mercusid	41020	
Melodic Mundial	41128	
Odick Nations	129	
Odick Nations	129	
Norway	1637	
CREDIT LYONNAIS		
Associates	1485	
Union 2000	1675	
Union 2000	1675	
Union-Associates C	11347	
Union-Associates D	10753	
Union Court Terme C	2663	
Union Court Terme D	28134	
Union Plus C	1519	
Union Plus D	3519	
Union Trésor	2017	
Children	929	
Sica 500	13110	
Silverance	16172	
Silver	66	
Silverance	66	
Silver	66	
Silver	66	
Triller	51445	
Credit + Mutuel		
Avneri Atlas	3671	
Can Option Management	2772	
Can Option Equilium	203	
Can Option Equilium	203	
CRÉDIT MUTUEL AC P	203	

85		Créd.Mut.Eur.Cour.T.			
86		Créd.Mut.Eur.Ind.C.			
16	99,97				
87	73,78				
88	26,97				
89		Créd.Mut.Eur.Cblig.			
90		Créd.Mut.Eur.Quatre			
91					
92					
93					
94					
95					
96					
97					
98					
99					
100					
101					
102					
103					
104					
105					
106					
107					
108					
109					
110					
111					
112					
113					
114					
115					
116					
117					
118					
119					
120					
121					
122					
123					
124					
125					
126					
127					
128					
129					
130					
131					
132					
133					
134					
135					
136					
137					
138					
139					
140					
141					
142					
143					
144					
145					
146					
147					
148					
149					
150					
151					
152					
153					
154					
155					
156					
157					
158					
159					
160					
161					
162					
163					
164					
165					
166					
167					
168					
169					
170					
171					
172					
173					
174					
175					
176					
177					
178					
179					
180					
181					
182					

[illegible]

	2373,74	2367,24
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
ASSET MANAGEMENT		
C.	3828,78	3824,77
C.	3070,53	3070,53
C.	1064,7	1054,15
C.	1085,85	1085,85
C.	1025,27	1044,02
C.	410,89	410,47
C.	377,94	377,94
C.	9673,60	9577,95
C.	315,67	312,56
France D.	260,14	433,46
France C.	779,53	2763,26
Import D.	3540,80	2594,66
Import C.	2671,82	2619,65
C.	2425,68	2378,12
C.	306,69	306,65
C.	341,17	334,48
Tempo D. ♦	340,07	333,49

 BRED BANQUE POPULAIRE		
modèle _____	94721,37	94721,37
fig. des cané. _____	290,20	285,91
OC-GESTION		
GROUPE CAGNE DES DEPOTS		
et Bourse Inv. D PE A ♦	1077,49	1074,1
et Sud Develop. C. ♦	2698,01	2692,02
et Sud Develop. D. ♦	2416,62	2417,00

_____	1230,22	1230,91	
CRÉDIT AGRICOLE			
_____	122501,21	122501,21	
_____	224,83	219,35	
_____	88,64	85,48	
_____	1120,21	1081,36	
_____	272,74	264,09	
_____	1090,56	1063,96	
_____	1015,88	991,10	

Atlas V. Kour.	♦	—	♦
Atlas Dynamik C.....	♦	120,95	12
Atlas Dynamik D.....	♦	120,95	11
Atlas Équilib. C.....	♦	116,20	31
Atlas Équilib. D.....	♦	116,20	31
Atlas Expansion C.....	♦	110,44	70
Atlas Expansion D.....	♦	110,44	70
Atlas Sérénité C.....	♦	108,85	70
Atlas Sérénité D.....	♦	108,85	70
Le Sol. Logem.....	♦	514,37	58
Le Vert T. Monde.....	♦	543,13	58

8,58	Silvam	668,
8,58	Silvarene	264,
9,92	Silvinter	974,
13,92	Trillon	5144,
8,27	Crédit Mutuel	
4,27	SA UCE	
6,72	Avenir Alizes	2672,
6,72	CM Option Dynamique	171,
9,28	CM Option Equilibre	300,
2,37	Créd.Mut.Mid.Acc.Fr.	201,

73	1,086,64	Crédit Gestion Poste D PEA	
73	675,62	Geoblysis C	
78	259,48	Geoblysis D	
78	955,48	Kaleis Dynamisme C	
9	5078,32	Kaleis Équilibre C	
		Kaleis Sérénité C	
		Latitude D	
		Latitude D	
71	2619,81	Oblysis D	
80	166,84	Plénitude D PEA	
80	293,69	Poste Gestion C	
88	196,28	Revenus Trimestr. D	

193,57	188,85
701,90	681,53
664,09	654,28
1303,94	1278,37
1186,26	1163
1112,39	1101,38
151,66	151,66
134,67	134,67
653,17	643,52
257,78	251,49
15228,27	15228,27
5297,65	5245,20

S
our; ♦ cours précédent.

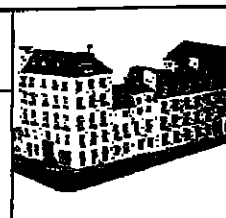
IMMOBILIER

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

2^e arrondissement

"Montmartre-Joliveau"
158, rue Montmartre
46, rue des Jolivoirs, PARIS 2^e



A l'angle de la rue Montmartre et de la rue des Jolivoirs (métro Bourse), la RIVP réunit un bel ensemble de bâtiments construits du 17^e au 19^e siècle. Logements de caractère, sur rue et sur belles cours pavées, disponibles du studio au 4 pièces.
Frais de notaire réduits et possibilité de réduction d'impôts en cas d'investissement locatif (amortissement PÉRISSOL).
Livraison prévue : début 1999.
Bureau de vente au 158, rue Montmartre : lundi au mercredi de 13h à 19h, samedi de 10h à 13h. Remise des clés et réservations : RIVP 01 40 51 27 54 ou 01 40 51 27 28

RIVP

3^e arrondissement

Le Clos S^e Elisabeth
3, rue Sainte-Elisabeth
75003 Paris

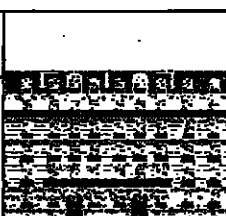


Au centre de Paris
Dans un quartier commerçant, bien desservi en transport en commun. Un immeuble neuf de 6 étages respectant les façades pierre de taille de la rue. Appartements traversants sur rue et jardin.
11 appartements : studio, 25 pièces et 4/5 pièces.
A partir de 20 000 F le m²
Parking : 150 000 F
Boue : 180 000 F

TRANSMOBI

8^e arrondissement

L'Elysée Saint-Honoré
18-20-22, rue de Valenciennes
75008 Paris



A 50 mètres de l'avenue Matignon en plein cœur du VIII^e
Magnifique ensemble de deux immeubles aux façades contrastées autour d'un vaste jardin intérieur.
Luxe et appartements et duplex du studio au 6 pièces.
Possibilité d'amortissement PÉRISSOL
Livraison 4^e trimestre 1999
Tél. 01 55 21 07 21

GEORGE V

11^e arrondissement

11, rue René Villard
75011 Paris



Dans un environnement calme et résidentiel, à deux pas des commerces et du métro Pte Lachaise. La RIVP réalise un petit ensemble de standing comprenant 29 logements traversants Est-Ouest avec balcons et deux locaux d'activités. Les caractéristiques du label QUALITEC et du label VIVRELEC sont en cours.
Prix moyen de 18 500 F le m².
Les appartements vendus en l'état futur d'achèvement bénéficient de frais de notaire réduits et de la possibilité de faire jouer l'amortissement PÉRISSOL (réductions d'impôts). Livraison 1^{er} trimestre 1999.
Pour tous renseignements relatifs aux prestations et aux plans, appelez au 01 40 51 27 54 ou au 01 40 51 27 28

RIVP

12^e arrondissement

Les jardins Daumesnil
18, rue de Tolbiac - 75012 Paris



A 600 M DU BOIS DE VINCENNES, DU STUDIO AU 5 PIÈCES DUPLEX.
SAE Immobilier réalise une petite résidence, sur jardins de 20 appartements. Un emplacement exceptionnel à deux pas du Bois de Vincennes et de la Gare de Vincennes. Les prestations sont de haute qualité. Les appartements sont traversants, lumineux et offrent une vue dégagée. Les caractéristiques du label QUALITEC et du label VIVRELEC sont en cours.
Prix moyen de 18 500 F le m².
Les appartements vendus en l'état futur d'achèvement bénéficient de frais de notaire réduits et de la possibilité de faire jouer l'amortissement PÉRISSOL (réductions d'impôts). Livraison 1^{er} trimestre 1999.
Pour tous renseignements relatifs aux prestations et aux plans, appelez au 01 40 51 27 54 ou au 01 40 51 27 28

SAE

15^e arrondissement

Le Bailli de Suffren
Rue Edgar Poe
A 200 m de Champ de Mars



Du pied à terre aux appartements d'exception.
De studios au 5 pièces duplex traversants.
A partir de 28 000 F le m² hors parking.
A deux pas de la Tour Eiffel et du nouveau parc de Paris de 7 500 m² de jardins fleuris sur Journal Officiel, découvrez vite les dernières opportunités d'appartements du Bailli de Suffren. Les prestations sont de haute qualité. Les appartements sont traversants, lumineux et offrent une vue dégagée. Les caractéristiques du label QUALITEC et du label VIVRELEC sont en cours.
Travaux en cours. Réalisation SORIF (Groupe Générale des Baux) et UNIMO (Crédit Agricole). Commercialisation GFF.
Bureau de vente au 15, rue Edgar Poe : lundi au mercredi de 13h à 19h, samedi de 10h à 13h. Remise des clés et réservations : RIVP 01 40 51 27 54 ou 01 40 51 27 28

GFF

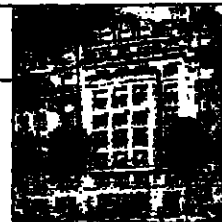
NEUF ET RÉSIDENTIEL

POUR ACHETER, INVESTIR

RENSEIGNEMENT : 01 42 47 60 45

16^e arrondissement

Le Victor Hugo
64, avenue Victor Hugo
75016 Paris



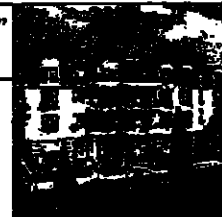
DE LA STUDETTE AU 4 PIÈCES
Deux petits immeubles de grand standing reliés par le cadre d'un jardin privé.
Proximité très haut de gamme.
Amortissement PÉRISSOL à partir de 210 000 F. Parking inclus.
Bureau de vente et appartements décorés sur place, du mardi au samedi, de 14h à 20h.
Tél. : 01 45 80 00 35.

SINVM

RÉGION PARISIENNE

78 Carrière-sur-Seine

Résidence "La Vallière"
4549, route de Carrières
78 Carrières-sur-Seine

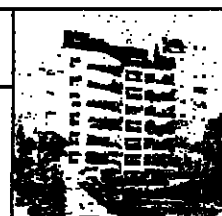


LIVRAISON IMMÉDIATE. SUPERBES APPARTEMENTS
du 2 F au 4 F. Maisons de ville 2 pièces, à partir de 13 900 000 F.
Construcos traditionnelle - prestations de qualité exceptionnelle. Cible total dans un cadre de verdure au bord de Seine.
6 km de la Défense - Label QUALITEC et PROMOTELEC.
PAS et prêt à taux 0%
APARTEMENT MODÈLE sur place, du mardi au samedi de 14h à 19h (sauf jours sur rendez-vous)
Tél. 01 39 57 26 18

FRANIM

92 Puteaux

Le Magellan
21-23, rue de Roque de Fillet
Puteaux



LANCÉMENT
Dans un quartier tranquille, proche du centre ville, une résidence de 23 logements, du studio au 4 pièces, prolongée par d'agréables espaces verts. La plupart des appartements disposent de balcons, loggias ou terrasses.
Bureau de vente sur place ouvert tous les jours week-end compris (sauf mardi, mercredi de 11h à 13h et de 14h à 19h, lundi ouvert de 14h à 19h).
Tél. : 01 49 01 02 85.

SINVM

PROVINCE

74 Haute Savoie

Produit rare
FORTE DEMANDE
LOCALITE



PÉRISSOL LE PLAISIR EN PLUS...
...entre MÈGEVE et COMBOLOUX
Pour se constituer un patrimoine familial à court terme, en bénéficiant de l'amortissement PÉRISSOL.
Un chalet individuel de 2 200 000 F
Payé 1 000 000 F
Remboursement et vente : 01 42 93 03 36
* exemple : pour 200 000 F d'apport, vous bénéficiez d'un crédit de 1 800 000 F à la clé (amortissement en 10 ans).

FOURNY

FICHE PRATIQUE du 28.04.1998
Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier IMMO NEUF.

■ Un achat soumis à réflexion
Vous achetez du neuf sur plans ? Vous disposez de sept jours pour éventuellement vous rétracter. Et vous pouvez renoncer à l'achat si avant-contrat et acte définitif sont différents.

Bien souvent, l'achat d'un logement neuf se fait sur plans. Pour éviter que cette pratique ne présente des risques pour l'acheteur, la loi a strictement codifié ce type de vente. D'une part, vous disposez d'un délai de sept jours après la signature du contrat pour vous rétracter. D'autre part, vous n'êtes pas obligé d'acheter si vous constatez une certaine différence entre ce que le vendeur vous a promis et la réalité.

■ Sept jours pour réfléchir
Une fois votre dévolu jeté sur un logement en particulier, vous allez sceller votre engagement avec le vendeur à la fois par la signature d'un contrat dit de réservation et par le versement d'un dépôt de garantie. Grâce à ce contrat, vous allez vous faire une idée sur les prestations offertes et sur le prix demandé. Dès le contrat de réservation signé, le vendeur doit vous l'adresser par lettre recommandée avec accusé de réception. A compter de sa réception et selon l'article 20 de la loi du 31 décembre 1989 dite « loi Neiertz », vous disposez de sept jours pour vous rétracter, sans frais et sans avoir à

— le ou les prêts demandés par le vendeur à votre profit ne sont pas obtenus ou lorsque leur montant est inférieur de 10 % à ceux prévus initialement ;
— le contrat de vente définitif n'est pas conclu du fait du vendeur à la date prévue au contrat préliminaire ;
— le logement dans sa consistance ou dans la qualité des matériaux employés a une valeur inférieure de 10 % par rapport à celle décrite dans le contrat de réservation.
En revanche, si vous ne désirez plus acquiescer pour un motif autre que ceux cités ci-dessus, vous perdez définitivement votre dépôt de garantie.

R.T.

Pour d'autres conseils, consultez IMMO NEUF, le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.

IMMO NEUF

Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

صلى الله عليه وآله وسلم

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 28 AVRIL 1998

L 1998 / III

SPORTS Sept médailles : six d'or et une d'argent dont les titres juniors individuel, par équipe et seniors par équipe, c'est l'excellent bilan français des championnats d'Europe de gymnastique.

nastique artistique masculine disputés à Saint-Petersbourg (Russie), qui se sont achevés dimanche 26 avril. ● ERIC POUSADE, champion d'Europe au cheval d'arçon, Dimitri Karbanenko, deuxième du concours général, et le junior Florent Maré, médaillés d'or en individuel et par équipe, ont été les héros de la compétition. ● LES SE- NIORS FRANÇAIS, septièmes des

championnats d'Europe 1996, neuvièmes aux Jeux olympiques d'Atlanta et douzièmes aux championnats du monde de Lausanne 1997, n'avaient jamais été aussi performants lors

d'une compétition internationale. ● CES VICTOIRES obtenues en Russie sont un véritable camouflet pour Leonid Arkatiev, sévère homme à tout faire de la gymnastique nationale.

Aux championnats d'Europe de gymnastique, la France se pare d'or et d'argent

La compétition de Saint-Petersbourg a été marquée par le net recul des athlètes russes et par une saisissante poussée de l'équipe de France qui, emmenée par Dimitri Karbanenko et Eric Poujade, n'avait jamais été aussi brillante

LEONID ARKATIEV s'en est étonné de rage. En quatre jours, le tout-puissant président de la Fédération russe de gymnastique et indéniable entraîneur national a regardé ses troupes abandonner à la France presque tous les titres européens : les couronnes par équipe junior et senior, et celle du concours général junior qui est revenue, samedi 25 avril, au Réunionnais de dix-sept ans Florent Maré, en plus d'une médaille d'or à la barre fixe. Sans compter la médaille d'or aux anneaux d'un autre junior français, Benjamin Varoian. Le petit prodige Alexei Bondarenko, dix-neuf ans (1,59 m pour 51 kilos) a heureusement sauvé l'honneur en s'adjugeant le titre individuel senior. Mais pas loin devant le néo-Français Dimitri Karbanenko (2^e à un peu plus de trois dixièmes). Dans l'histoire de la gymnastique européenne, les Russes n'avaient jamais connu pareil camouflet dans une compétition qu'ils considéraient comme la leur. Indigné sur leurs terres dans l'ancienne capitale impériale, l'affront n'en a été que plus rude pour Leonid Arkatiev. Nommé meilleur entraîneur russe toutes disciplines confondues en 1996, il avait été décoré l'an passé par le président Boris Eltsine « pour avoir créé et fait perdurer la domination école soviétique puis russe de gymnastique ». « En Russie, la gym, c'est moi », a-t-il coutume d'asseoir. Cette fois, il regrettera sans doute d'avoir endossé aussi le costume de président du comité d'organisation des championnats qui l'a condamné à assister, en spectateur à la déroute de ses gymnastes.

Judi 23 avril, en guise d'avertissement les juniors français Aurélien Fosse, Franck Jerez, Florent Maré, Benjamin Varoian, François Ruffier, ont négligé la formation russe à deux points. Un exploit jamais réalisé. « C'était leur première sortie internationale officielle, explique-t-on à la Fédération française de gymnastique

(FFG), on était donc un peu dans le flou même si l'on savait l'équipe, dont l'essentiel s'entraîne au pôle d'Antibes, très soudée. » Il faut dix ans pour former un gymnaste, et cette médaille d'or est le résultat d'une restructuration de la gymnastique en France commencée il y a dix ans, ajoute Jean-Claude Jacquelin, le directeur technique national. L'équipe de France masculine a connu ses périodes noires. En 1992, elle ne s'était pas qualifiée pour les Jeux olympiques. Jean-Louis Bourbon, arrivé en 1993 comme entraîneur national, l'a emmenée à Atlanta en 1996.

C'est grâce à eux que l'équipe senior a limité ses cadets, vendredi 24 avril, battant de 14 millièmes de point la Russie, pourtant tenant du titre et championne olympique à Atlanta. Mal partie avec un exercice au sol catastrophique (9^e), la France a lentement mais sûrement refait son retard. Les temps changent. Les hommes et les règlements aussi. Youri Tioh a laissé la place à la tête de la Fédération internationale à l'italien Bruno Grandi. Le concours par équipe fait désormais « matcher » trois gymnastes au choix sur les cinq en lice pour chaque nation, au lieu des six. Alexei Nemov, champion olympique par équipe et vice-champion olympique au concours général à Atlanta, opéré fin 1996, a les épaules plus fragiles. Mais il est beau joueur. « Bravo ! », a-t-il sincèrement hurlé à l'équipe de France senior victorieuse, emmenée par son ancien compagnon d'entraînement, Dimitri Karbanenko. Avant le dernier ager - la barre fixe -, la France disposait de trois millièmes de points d'avance sur les Russes. Une chute

d'Alexei Nemov au cheval-d'arçons et une bonne prestation d'ensemble des Français ont fait le reste. Cette fois, Leonid Arkatiev n'a pas embrassé Dimitri Karbanenko comme au mondial de Lausanne après sa médaille d'argent au sol. « Il m'a formé. Pour lui, je serai toujours russe », avait dit le gymnaste, qui a quitté en 1996 le centre national d'entraînement situé dans la banlieue de Moscou et les méthodes despotiques du maître des lieux qui l'avait arbitrairement privé de Jeux olympiques (Le Monde daté 27-28 avril 1997). L'homme a toujours justifié la digne prélevée sur les cachets de ses athlètes par l'incapacité de son pays, passé brutalement du système soviétique à l'économie de marché, à subvenir aux besoins indispensables de sa fédération pour maintenir sa domination mondiale. A cinquante-huit ans, il est confronté aux limites de son système D. Trop confiant dans l'obtention de titres européens qui lui ont rarement échappé, il a eu la preuve qu'on ne peut courir à la fois les exhibitions et gagner les grandes compétitions.

Patricia Jolly

Les classements

- Classement du concours par équipe : 1. France, 164,823 points ; 2. Russie, 164,809 pts ; 3. Allemagne, 164,033 pts ; etc.
- Classement du concours général individuel : 1. Alexei Bondarenko (Rus.), 56,898 points ; 2. Dimitri Karbanenko (Fra.), 56,512 pts ; 3. Alexei Nemov (Rus.), 56,473 pts ; etc.
- Classement des finales par appareil :
 - Cheval d'arçons : 1. Eric Poujade (Fra.), 9,687 points ; 2. Alexei Bondarenko (Rus.), 9,650 pts ; 3. Youri Krukov (Rus.), 9,625 pts ; etc.
 - Sol : 1. Alexei Nemov (Rus.), 9,635 points ; 2. Ioannis Melissandis (Grè.), 9,575 pts ; 3. Alexei Bondarenko (Rus.), 9,500 pts ; etc.
 - Saut de cheval : 1. Ioannis Melissandis (Grè.), 9,556 points ; 2. Leszek Blanki (Pol.), 9,549 pts ; 3. Dieter Rehm (Aut.), 9,475 pts ; etc.
 - Anneaux : 1. Szilveszter Csollary (Hon.), 9,675 points ; 2. Valérie Belenki (All.), 9,600 pts ; 3. Dimosthenis Tambakos (Grè.), 9,587 pts ; etc.
 - Barres parallèles : 1. Alexei Bondarenko (Rus.), 9,525 points ; 2. Mitja Petkovsek (Slo.), 9,337 pts ; 3. Andreu Vivo (Esp.), 9,300 pts ; etc.
 - Barre fixe : 1. Jesus Carballo (Esp.), 9,650 points ; 2. Jari Monkkonen (Fin.), 9,537 pts ; 3. Dimitri Norin (All.), 9,462 pts.

A LA FIN de la dernière rotation à son ager fêché - le sol -, Dimitri Karbanenko a levé bien haut ses deux poings serrés, et en souriant à l'assistance. Le Français n'a terminé « que » deuxième du concours général individuel, sa-

Portrait

« La force d'un gymnaste, c'est de pouvoir matcher sans faute même avec une blessure »

medi 25 avril, derrière son ancien compatriote, le Russe Alexei Bondarenko, mais il n'osait être plus gourmand. La veille, dans son ancien pays, il avait écouté les yeux fermés la Marseillaise, juché avec ses coéquipiers sur la plus haute marche du podium, pour la première fois depuis qu'il est devenu français en août 1996. Du jamais vu dans l'histoire de la gymnastique. Sa mère avait fait le déplacement depuis Kaliningrad pour assister à une compétition pour la première fois. Son épouse Astrid, originaire

Dimitri Karbanenko, athlète russe, champion français

de Cannes, et trop superstitieuse pour s'imposer d'habitude, était là aussi. Devant la femme qui l'a amené à la gymnastique et celle qui l'aide à continuer envers et contre tout, il a dit « fini » et lui avait réclamé son paquetage olympique à la veille du départ pour les Jeux d'Atlanta (1996) sans explication. « D'autres étaient plus en forme que lui, et c'est moi qui décide », avait affirmé après coup le président-entraîneur de la Fédération russe. Dimitri Karbanenko a passé les Jeux d'Atlanta comme un animal fou devant sa télé. Au pôle national d'Antibes, qu'il a intégré depuis, il s'est lentement relevé de ce cauchemar d'athlète. Le garçon de vingt-quatre ans au buste de culturiste, dit-il, c'est de pouvoir matcher sans faute même avec une blessure. Matcher en bonne santé, tout le monde peut le faire. « Pour ne pas « parler français comme un étranger ». Il manie la langue avec des expressions de banlieusard. Vite, il est devenu champion de France et s'est imposé comme leader de sa nouvelle équipe. Le 28 mars, il a gagné les in-

ternationaux de France au nez et à la barbe des Russes. Leonid Arkatiev supporte mal cette intégration forcée. Après les départs de Valeri Benki, Sergueï Kharkov, Dimitri Norin et Sergueï Pfeifer pour la riche Allemagne (Le Monde du 6 septembre 1997), elle a laissé son équipe encore plus exsangue. En avril 1997, lors des Masters européens de Paris, le président-entraîneur ne dédaignait pas. Il usait envers Dimitri Karbanenko du droit de veto l'autorisant à empêcher un gymnaste de concourir pour son nouveau pays durant un an après sa naturalisation effective. Il parlait de le « vendre », comme une vulgaire marchandise. Mais le règlement international interdit ces modalités de « transfert ».

Contre l'autorisation d'une lucrative tournée en France, Leonid Arkatiev a cédé avant la fin de la période. Son élève a gagné la médaille d'argent pour la France aux Jeux méditerranéens 1997. De quoi mettre le ministère de la Jeunesse et des sports dans le meilleur état d'esprit envers la Fédération française de gymnastique (FFG) au moment de la renégociation

des budgets. Dimitri Karbanenko a endossé le survêtement aux bandes bleu, blanc, rouge pour le mondial de Lausanne, en septembre 1997, pour sa première « vraie » sortie internationale, avec une ferveur de gamain, ne le quittant que pour concourir. Il avait obtenu la quatrième place au concours général et la médaille d'argent au sol. Il tenait à faire honneur à son maillot encore une fois en terre russe. « Je n'ai aucune revanche à prendre, a-t-il déclaré, mais je suis content à double titre. » Champion d'Europe par équipe, vice-champion d'Europe au concours général, il en a le droit. Il est arrivé à Saint-Petersbourg inquiet et nerveux, lundi 20 avril, directement de Vancouver (Canada), où il disputait la dernière étape de la Coupe du monde par appareils au sol. Dimanche 26 avril, la finale européenne par appareils a été l'épreuve de trop. Qualifié au saut de cheval et aux barres parallèles, il s'est classé respectivement 4^e et 5^e. Qu'importe, il rêve déjà à Sydney en l'an 2000.

P. Jo.

Le report de son sacre n'entame pas le bonheur du RC Lens

Le titre de champion de France se jouera lors de la dernière journée

LENS

de notre envoyé spécial Les buteurs ont des mémoires d'éléphant. C'était il y a environ une quinzaine d'années et Tony Vairelles n'a rien oublié. Il jouait alors en pupilles à l'AS Nancy-Lorraine et en lever de rideau d'un match entre l'équipe première de Nancy et Longwy. Le blondinet avait marqué quatre buts. Samedi 25 avril, au sortir des vestiaires du stade Félix-Bollaert, le souvenir rattrape Tony Vairelles, grand échalas à l'allure mal dégrossie. L'attaquant vient de marquer trois buts contre Bastia, c'est

le premier triplé de sa carrière professionnelle. Raymond Kopa avait vu juste : avant la rencontre, l'ancien international lui avait glissé à l'oreille que s'il était sélectionneur de l'équipe de France, il lui donnerait sa chance. Tony Vairelles offre des sourires à qui en réclame, mais se garde de rêver. Exactement à l'image du Racing-Club de Lens. La large victoire (5-1) obtenue samedi sur Bastia à l'occasion de la 33^e et avant-dernière journée du championnat de France n'a pas permis au club nordiste de s'adjuger le titre après lequel il court. Au même moment, à mille kilomètres de là, son dauphin, le FC Metz, s'imposait (1-0) à Toulouse et provoquait le report du sacre. La dernière journée, fatalement décisive, aura lieu le sa-

medi 9 mai. Entre-temps, Tony Vairelles et ses coéquipiers disputent la finale de la Coupe de France face au Paris Saint-Germain, samedi 2 mai au Stade de France.

FOLLE QUINZAINE

Quelle que soit l'issue de la folle quinzaine, l'aventure lensoise aura marqué les esprits. La raison en est d'abord économique, et elle est également valable pour le FC Metz. Avec les huitième et dixième budgets de la première division, le club nordiste (130 millions de francs) et son rival lorrain (105 millions) ont démontré que l'argent n'était pas forcément le nerf de la guerre. Le scénario, cela dit, aurait sans doute été différent si le Paris Saint-Germain (320 millions de budget) et l'AS Monaco (245 millions) avaient honoré leur rang de favoris.

Mais pourquoi ne pas voir là, également, l'expression d'un phénomène plus général ? En deuxième division, la première équipe à avoir gagné son billet pour la D1, le FC Lorient, ne faisait pas partie, non plus, des riches armadas (Nancy, Lille, Sochaux). Il en est de même à l'échelon inférieur où l'AC Ajaccio caracole aujourd'hui en tête du championnat national, devant les prétendus cadors (Sedan, Créteil). Alors que les clubs professionnels n'ont jamais été autant en prise avec le monde économique (changement de capital, projet d'entrée en Bourse), le

Le championnat de France de football de D1

Classement	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
	Lens-Bastia	Toulouse-Metz	Marseille-Stade	Paris SG-Monaco	Bordeaux-Châteauroux	Montpellier-Auxerre	Lyon-Cannes	Nantes-Reims	Guingamp-La Havre	1. Metz	2. Marseille	3. Guingamp	16. Montpellier	17. Bordeaux	18. Bastia	19. Auxerre	20. Lens	21. Troyes	22. Evry	23. Amiens
	5-1	0-1	0-0	1-2	1-0	1-0	1-1	1-1	1-2	0-45	0-53	0-57	0-65	0-7	0-8	0-10	0-11	0-12	0-13	0-14
	67	65	56	56	56	53	50	50	47	43	41	41	38	33	33	33	33	33	33	33
	21	19	18	18	17	15	14	14	12	10	11	10	9	8	8	8	8	8	8	8
	8	6	8	8	5	11	11	11	10	10	11	12	15	15	15	15	15	15	15	15
	GGGGG	GGGGG	GGGGG	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN	GGNPN

1. Auxerre, Lens 54 buts • 3. Bordeaux, Metz 47 buts
2. Marseille 28 buts • 2. Metz 28 buts • 3. Lens 28 buts
1. Guingamp (Auxerre) 21 buts • 2. Troyes (Monaco) 18 buts • 3. Orléans (Lens), Ispahan (Monaco) 14 buts

34^e JOURNÉE (dernière journée) : Samedi 9 mai : Auxerre-Lens, Metz-Lyon, La Havre-Marseille, Monaco-Bordeaux, Châteauroux-Paris SG, Strasbourg-Montpellier, Bastia-Nantes, Cannes-Guingamp, Reims-Toulouse.

retour d'un football sans folie des grandeurs, enraciné dans son contexte local, ne serait-il pas en train de se manifester ? A Lens, six des treize joueurs à avoir pris part à la rencontre face à Bastia sont nés dans les départements du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme. Fondamentale-

ment régionaliste, le lien qui unit le RC Lens à son public est unique en France. Ces jours derniers, plus de 2 000 personnes assistaient à l'entraînement quotidien. A la fin du mois de mai, une boutique entièrement consacrée aux produits dérivés du club, et semblable à celle de Manchester United, ouvri-

Frédéric Potet

Tous les résultats sur internet
<http://www.ag2r.fr>

AG2R
L'ASSUREUR DE VOTRE PRÉVOYANCE.

Transat
ag2r
LORIENT SAINT-BARTHE

Dans leur fief d'Imola, les Ferrari confirment qu'elles seront les grandes rivales des McLaren

David Coulthard gagne le GP de Saint-Marin, mais Michael Schumacher revient au classement des pilotes

Le Britannique David Coulthard (McLaren-Mercedes) a gagné, dimanche 26 avril, le Grand Prix de Saint-Marin de formule 1, couru sur le circuit

« Enzo et Dino Ferrari » à Imola (Italie). L'abandon de son coéquipier finlandais Mika Häkkinen, leader du championnat des pilotes, a per-

mis à l'Allemand Michael Schumacher (Ferrari), deuxième dimanche, de refaire une partie de son retard et de se poser en rival crédible.

LA TENDANCE se confirme donc. En dépit d'une nouvelle victoire de l'écurie McLaren-Mercedes - la troisième en quatre épreuves - la lutte sera plus serrée que ce que l'on avait cru dans un premier temps, dans la course au championnat du monde 1998 de formule 1.

Après environ 80 km de course, le Finlandais Mika Häkkinen, son coéquipier, rentrait prématurément au stand alors qu'il occupait la deuxième place, en raison d'un problème de boîte de vitesses. Les 160 000 tifosi présents sur le circuit Enzo-et-Dino-Ferrari pouvaient

laisser éclater leur joie. Et croire à un retour virevoltant de Michael Schumacher au volant de sa Ferrari F 300. Peu s'en fallut. Sur la piste éprouvante d'Imola, la hargne du pilote allemand ne fut pas suffisante pour offrir à la Scuderia un deuxième succès de suite, quinze jours après le Grand Prix d'Argentine enlevé haut la main par son diable de conducteur.

Qu'importe, car la preuve est là : les McLaren ne sont pas infaillibles. Il peut leur arriver d'être victimes d'incidents techniques. Si fiables depuis le début du championnat du monde, les voitures argentées sont, elles aussi, soumises à cette grande loi propre aux sports mécaniques : le risque de se mettre hors course « tout seul ».

Il n'en reste pas moins que la question posée dès le premier Grand Prix, en Australie, demeure : comment battre, à la loyale, les « Fiches d'argent » de Ron Dennis et de son ingénieur visionnaire Adrian Newey ? « Honnêtement,

j'aurais dû terminer troisième sans l'abandon de Mika », reconnaissait Michael Schumacher. A Buenos Aires, le circuit cabossé du Grand Prix d'Argentine avait joué en la faveur du pilote allemand. Il en sera sans doute de même à chaque fois que les conditions de course seront difficiles. Le talent de l'ancien double champion du monde peut compenser, dans certaines situations, la différence de chevaux qui existe très certainement entre le moteur Mercedes et le moteur Ferrari.

Mais un autre élément, déterminant en F1, n'a pas encore fait son apparition, ou si peu : la pluie. Si d'adventure quelques séries ondes venaient perturber les prochaines épreuves (Barcelone le 10 mai, Monaco le 24 mai, Montreuil le 7 juin), qui sait quelle tournure prendrait la compétition ? En matière de pneumatiques, l'avance du constructeur japonais Bridgestone - qui équipe McLaren - sur son concurrent américain Goodyear - qui équipe Ferrari - est encore trop importante. Mais les

quatre secondes d'écart qui séparaient, dimanche 26 avril, la McLaren-Mercedes de David Coulthard de la Ferrari de Michael Schumacher ne vaudront sans doute pas la même chose sous la pluie.

Pour l'heure, tout le monde le reconnaît : le championnat est incertain, et donc relancé. Du moins, pour le haut du panier. Car derrière, les autres écuries ont encore donné l'impression, dimanche, de participer à une « autre course », rivalisant dans la malchance et dans la maladresse.

La Williams-Mecachrome du champion du monde en titre Jacques Villeneuve, quatrième à 54 secondes du vainqueur, est méconnaissable depuis le début de la saison. Les Benetton d'Alexander Wurz et Giancarlo Fisichella ont, elles, renoncé dans le 18^e tour (problème de moteur pour le premier, sortie de piste pour le deuxième).

Treize voitures sur vingt-deux n'ont pas fini la course. Seule l'écurie suisse Sauber-Petronas, avec un Jean Alesi retrouvé (6^e), affichait sa satisfaction.

Pour Frost Grand Prix, la débâcle n'en finit pas. L'écurie, qui a mis fin à ses essais de boîte de vitesses, espérait gagner au moins un point ce week-end. Double déception. La monoplace de James Trulli a dû s'arrêter en raison d'un problème sur la pédale d'accélérateur au 35^e tour. Celle d'Olivier Panis la rejoignait 22 tours plus tard à cause d'un ennui moteur, le deuxième de suite après celui survenu en Argentine. « Il faut féliciter l'équipe qui a fait des ravitaillements parmi les plus rapides du plateau », se consolait, faute de mieux, Alain Prost.

Frédéric Potet

Sur la terre de Monte-Carlo, le tennis espagnol a retrouvé ses couleurs

Carlos Moya s'impose devant Cédric Pioline en finale

de notre envoyée spéciale

Trop d'efforts pour le bras, trop d'émotions pour l'esprit. Après une semaine forte, Cédric Pioline a cédé, dimanche 26 avril, en finale du tournoi de Monte-Carlo, battu par Carlos Moya (6-3, 6-0, 7-5). L'Espagnol, beaucoup plus frais, n'a eu aucun mal à prendre le meilleur sur le Français. Il n'est pas question ici de manque de volonté ou de perte de confiance : Carlos Moya a vingt et un ans et Cédric Pioline vingt-huit ans. Carlos Moya est professionnel depuis 1995, Cédric Pioline depuis 1989. Carlos Moya est un spécialiste de la terre battue. Sans doute meilleur que Cédric Pioline, plus adepte d'un jeu agressif que de l'endurance sur la brique pilée. Sa finale à Wimbledon, en 1997, en est la preuve.

L'Espagne est donc venue rappeler au tournoi de Monte-Carlo qu'elle faisait partie des meubles. Notamment avec Alberto Berasategui. Tombé de Boris Becker - le semi-retraité allemand a fait sensation - en quart de finale, le petit Basque a été le héros malheureux de l'un des trois nombreux grands matches de la semaine, samedi, en demi-finale, face à Cédric Pioline. Distancé dans le premier set (6-3) et vainqueur facile du deuxième (6-0), il a mené 5 jeux à 1 dans la troisième manche et a eu deux balles de match avant de céder.

L'Espagne repointe le bout de ses raquettes sur le circuit. Il était temps. En finale de Roland-Garros 1997, Sergi Bruguera - champion en 1993 et 1994 - avait été balayé par l'ouragan brésilien Gustavo Kuerten (6-3, 6-4, 6-2). En ce début

de saison 1998 sur terre, c'était un Américain, Todd Martin, qui était venu s'imposer à Barcelone, le 19 avril, en finale de la première grande étape du circuit de la terre battue. Et pendant les premières journées Monte-Carlo s'était peu préoccupé des ibériques. Tout au long de la compétition, les Espagnols ont pu oeuvrer dans la discrétion.

Sur cette terre battue, c'est cuneusement l'un des plus polyvalents d'entre eux qui l'emporte. En trois ans de circuit, Carlos Moya s'est en effet imposé comme un touche-à-tout, suffisamment talentueux, patient ou impétueux pour se frayer à toutes les surfaces. Finaliste 1997 sur les courts synthétiques des Internationaux d'Australie face à Pete Sampras, il s'est également distingué en la cimetière d'Indianapolis où il avait joué la finale durant l'été 1997, avant de l'emporter sur un court encore plus rapide à Long Island.

FAVORI DE ROLAND-GARROS Polyvalent mais fragile. Outre son fait d'armes à Melbourne, il n'a pas fait grand-chose dans les tournois du Grand Chelem, atteignant, au mieux, et à trois reprises, le deuxième tour de Roland-Garros. Vexé, Carlos Moya a décidé de revenir à sa culture et à sa terre battue. Demi-finaliste à Barcelone, il s'était défilé (6-3, 6-2), vendredi 24 avril, de son meilleur copain sur le circuit, son compatriote Alex Corretja, pour gagner son pari. Malgré son service et son jeu de jambes capable de le propulser au filer, Moya est redevenu joueur patient et humble, respectant la terre battue. Il s'est fait à son aise, il en est devenu modeste et fort.

Vainqueur à Monte-Carlo, Carlos Moya s'annonce désormais comme un des favoris pour Roland-Garros. Car Marcelo Rios ne va pas bien. Forfait à Monte-Carlo à cause d'une douleur au coude gauche, le Chilien, vainqueur en 1997, a rendu à Pete Sampras, pourtant sèchement battu par Fabrice Santoro (6-1, 6-1), jeudi 23 avril, la place de n°1 mondial acquise fin mars. Il ne peut toujours pas servir tant la douleur est grande et a été contraint de déclarer forfait pour le tournoi de Munich, qui débutait lundi 27 avril.

Pire que la place de n°1, Marcelo Rios est peut-être en train de perdre les Internationaux de France 1998, qui lui semblaient destinés. Car, outre Carlos Moya, les Espagnols sont nombreux à prouver qu'ils sont tout à fait prêts à le remplacer au pied levé.

Bénédict Mathieu

Rugby : faux pas de Toulouse en phase finale du championnat

LE STADE TOULOUSAIN, battu à Montferrand (19-10), samedi 25 avril, en quart de finale aller, a concédé sa première défaite en phase finale du championnat de France depuis près de cinq ans. Privés de leur capitaine Jérôme Cahillou, sorti sur blessure (déchirure des ischio-jambiers de la jambe droite), dès la 13^e minute, les Toulousains ont balbutié leur jeu, rendant de nombreux ballons à leurs adversaires. Ils ont cependant profité de leur unique occasion pour revenir au score, sur un essai de Xavier Garbajosa (40^e).

Mais la mobilité du pack et la fulgurance des attaques de Montferrand ont fait la différence. Pendant les trente premières minutes, les Toulousains ont été accablés sur leur ligne, privés de ballons. Les Montferrandais en ont profité prendre dix points d'avance, grâce à une pénalité de Gérard Merceron (22^e) et un essai de Fabrice Ribeyrolles (25^e). Par la suite, c'est la botte d'Olivier Toulouze qui leur a permis d'engranger neuf points, neuf points qui sont leur marge avant le match retour, à Toulouse. Les autres résultats : Castres-Perpignan 25-19 ; Narbonne-Colomiers 19-19 ; Bègles-Bordeaux-Stade Français 31-26. Les matches retour auront lieu les 2 et 3 mai.

DÉPÊCHES

■ CYCLISME : le vétéran suisse Rolf Jaermann (Castro) a enlevé au sprint, samedi 25 avril, la 33^e Amstel Gold Race aux dépens du Néerlandais Martin Den Bakker (Rabobank). Cinq ans après sa victoire dans cette même course, ce coureur de trente-deux ans signe la trentième victoire de son équipe depuis le début de la saison. Vainqueur de la Coupe du monde l'an passé, l'Italien Michele Bartoli (Asics), qui a pris la troisième place, consolide sa place en tête du classement provisoire de l'édition 1998.

■ DELTAFLANE : Eric Poulet, champion de France 1997, âgé de trente-deux ans, a trouvé la mort samedi 25 avril, dans le sud de la Drôme, où il s'entraînait avec l'équipe de France. Selon les premières constatations, la victime aurait mal fixé son harnais.

■ FOOTBALL : dans le choc au sommet de la 31^e journée du championnat d'Italie, la Juventus Turin est venue à bout de l'Inter Milan (1-0), grâce à une proesse d'Alessandro Del Piero. A trois journées de la fin, la « Vieille Dame » creuse ainsi l'écart, en rétrogradant son rival à 4 points. La Lazio, malgré son échec face à Parme (1-2), conserve sa 3^e place, mais se trouve sous la menace directe de son vainqueur du jour et d'Udinese, vainqueur de l'AS Rome (4-2).

■ Les Gunners d'Arsenal ont conforté leur place de leader du championnat d'Angleterre en s'imposant à Barnsley (2-0), samedi 25 avril, lors de la 36^e journée. Au classement, les hommes d'Arsène Wenger comptent quatre longueurs d'avance (et un match de retard) sur Manchester United, qui devait jouer lundi à Crystal Palace, la « lanterne rouge ».

■ Au lendemain de la victoire de Kaiserslautern sur le Borussia Mönchengladbach (3-2), le Bayern Munich, dans son stade olympique, a battu le Bayer Leverkusen (2-1), dimanche 26 avril. A deux journées de la fin du championnat d'Allemagne, Kaiserslautern possède toujours un point d'avance (et un match de retard à jouer, contre la « lanterne rouge », Bielefeld) sur son concurrent bavarois.

■ VOILE : A bord du voilier Groupama, Franck Cammas et Michel Desjoyeaux ont gagné, dimanche 26 avril, la première étape de la transat en double Lorient - Saint-Barthélemy, jugée à Madère, avec neuf minutes d'avance sur Jean Le Cam et Florence Arthaud sur Guy Cotton Chatwaik.

■ Le voilier néo-zélandais Team New Zealand a gagné la Mini Coupe de l'America en s'imposant (5-1), dimanche 26 avril, à Auckland (Nouvelle-Zélande), devant le bateau italien Prada.

Au Sud l'info
prend un sacré coup
de soleil

RMC + 26,50%
de progression pour
RMC matin

*SOURCE 75000 MÉDIAMÉTRIE JAN/MARS 98 VERSUS NOV/DEC 97, 1/4 D'HEURE MOYEN - CIBLE ENSEMBLE - L/V - 4H30/8H30

Avec 27,6 % d'augmentation du 1/4 d'heure moyen national et 26,5 % de progression sur l'info, RMC élargit son auditoire : plus d'actifs, plus de cadres.

RMC conforte ainsi son leadership sur le Grand Sud. Aujourd'hui comme jamais au bord de la Méditerranée, le soleil brille plus fort.

L'outil radio pour parler aux adultes.

سكنا من الامم

Quand les arènes de Séville philosophent sur le sens de la corrida

Curro Romero, Joselito et Rivera Ordóñez, ont officié face à des « toros » de Nuñez avant que ne commence lundi soir, 27 avril, la feria : neuf corridas et sept nuits pour danser

SÉVILLE
de notre envoyé spécial
« Allô, oui, ça va commencer, je te quitte, je serai à Nîmes mardi, je t'embrasse, ciao ! » Monologue au portable, aux contrabarreras de « sol y sombra » (ombre et soleil), Séville le samedi 25 avril, à 18 h 34, après l'instant sacré du paseo (défilé). Sur le sable ocre de la Maestranza, pendant que le voisin au portable téléphone, Curro Romero (si señor !), Joselito et Francisco Rivera Ordóñez, fils de Paquirri et petit-fils d'Ordóñez.

Au balcon officiel, la plus fidèle des « curristas », ils sont nés la même année, juste après la déroute napoléonienne : la comtesse de Barcelone ! La mère du roi, qui semble en permanence vérifier par-dessous qu'il s'agit de vrais taureaux. Et le voisin au portable téléphone à Nîmes ! Dans les gradins, assez de toreros, de banderilleros, d'« aficionados practicas » (ceux qui « se mettent devant ») pour toréer tous les jours jusqu'à l'an 2000, et l'autre appelle, dit : « Je serai à Nîmes mardi », et plus tard, pendant la mort du troisième, « Dormidito », un taureau roux de Torrestrella, à 19 h 29, se met à siffloter *Roses de Picardie*.

Le rêve, c'est la Maestranza. La réalité, le portable à la Maestranza. « Fantasia » s'appelle le cinquième taureau, « Realito », le dernier. Tous deux noirs *braguas* (avec lignes et taches blanches sur le ventre). A « Fantasia », Joselito applique une *faena* vulgaire et une

estocade indigne. Et surtout indigne de lui. « Fran », Francisco Rivera Ordóñez, qui va prochainement épouser une duchesse, coupe l'oreille de « Realito » et sauve l'après-midi.

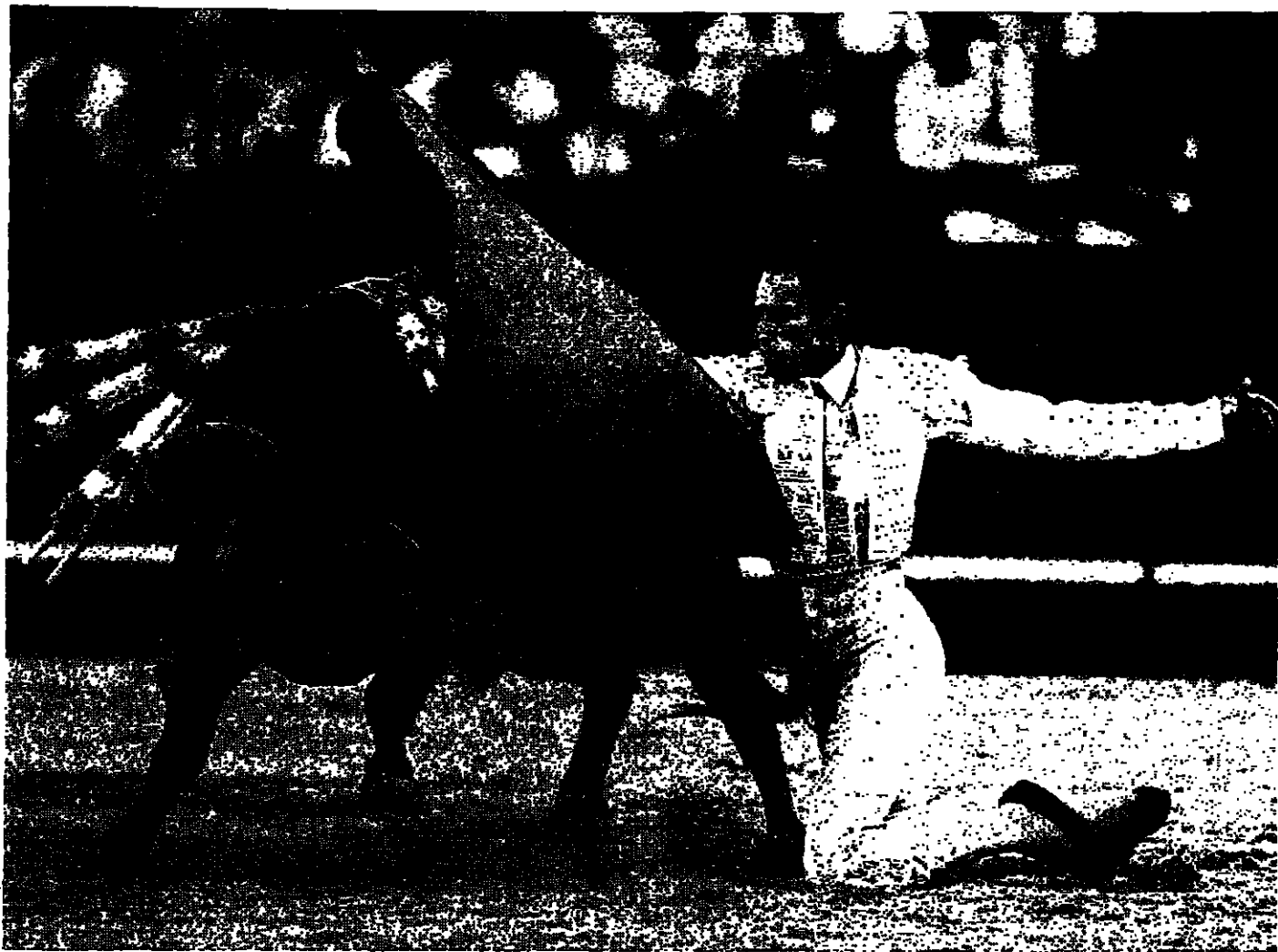
La musique du maestro Tejera, qui ne joue que « s'il y a à jouer », qui va à la Maestranza pour voir s'il y a à jouer, n'a joué qu'une fois : pendant la *faena* de « Fran ». Place comble, soleil d'Andalousie, cartel de luxe, un voisin au portable et la joie de toréer de Rivera Ordóñez.

Entre autres choses, le téléphonneur n'a pas vu ceci : les deux belles *chicuelinas* de Joselito ; le *brindis* de Curro et de Rivera Ordóñez à la comtesse, mais pas de Joselito (il n'est ni royaliste ni calvin) ; ses banderilles blanches (justement !), quand Curro fait banderiller de rouge et or (l'espagnolisme), de vert et blanc (l'Andalousie), de rouge et blanc (la Séville éternelle). Pot-pourri difficilement interprétable dès qu'on sort de Séville. « Fran », aussi valeureux, teigneux, brillant et arriviste que son père, fait banderiller de rouge et or même à Bilbao, au Pays basque, sous la même bronca, vingt-trois ans après son père.

Cela dit, quand, après de jolis échanges de cape - Curro allant avec décision au centre de l'arène, où il n'était plus allé depuis 1912 -, quand on a vu « Fran » traverser toute la place, la capote devant lui, de ce pas allègre de jeune homme, le silence s'est fait, on a su. On a su qu'il allait recevoir « Dormidito » (519 kilos) *a porta gayola* : à genoux, devant la porte du toril.

C'est parfaitement inutile, très dangereux, et, à Séville, spécialement risqué : le tunnel est long, la porte du toril immense, ce qui laisse beaucoup de marge au taureau. Qui sort. S'arrête. Bronche. Charge. Fonce vers le jeune homme qui, un millième de seconde, la tête du taureau sur lui, hésite. Change de sens. Dévie la charge du TGV *colorado* (roux). La conserve comme un métal en fusion dans sa cape. Alligne quatre veroniques à l'ancienne, genou en terre, et paraphe d'une demie, pieds joints, ironique et délicate, qui laisse « Dormidito » sur place et la plaza debout. Voilà.

C'est inutile, dangereux, aussi chargé d'esprit qu'un conte de Voltaire, ça raconte la pure joie d'exister et le respect du monstre. Ça n'a rien à voir avec le machisme et la cruauté, c'en est le contraire. C'est la défile du fascisme et de la laideur, ça traite du plus intime de l'indignité qu'un portable n'atteint



Luis Mariscal face au sixième « toro », jeudi 23 avril en fin d'après-midi.

plus : dans quelques années, dans quelques mois, « Fran » n'aura plus droit au millième de seconde que lui a donné le soleil ce samedi 25 avril de 1998. C'est la vie.

Au mieux, il aura acquis la maîtrise de Joselito et connaîtra comme lui des trous noirs. Au pire, il sera comme El Soro (présent à l'affiche de Pozoblanco le jour de la mort de son père Paquirri), réduit par la blessure à regarder des

de couverture à un manuel de l'art de toréer. Le reste du temps, il a montré à quel point cet art est l'impossible même, laissant, par délicatesse philosophique, la jeunesse (« Fran » a près d'un demi-siècle de moins que lui) rendre cet impossible, réalité. Curro est improuvable. Les « curristas » n'attendent pas plus de lui que les croyants de Dieu ou les insensés, de la révolution. Les anti-curristas

Quand on a vu « Fran » traverser toute la place, la capote devant lui, de ce pas allègre de jeune homme, le silence s'est fait, on a su...

gradins toréer les autres. Jamais il ne sera comme Curro Romero, avec qui Séville poursuit son interminable cure analytique.

Curro est le miroir où Séville rit de se voir si belle, quand elle ne rit pas de ses clowneries involontaires. Curro ne sait pas toréer mal. Tous les toreros savent ce savoir-là. Il est le seul avec Paula à ne pas savoir. Ou ils sont dans le sublime, ou ils descendent aussi bas que possible dans la farce. Curro relève d'une amende : le dimanche de Pâques, on l'a vu picoter un taureau sur le flanc plusieurs fois de la pointe barrée de son épée de *descabell*. On a cru qu'il avait perdu la raison. Enfin : davantage.

Mais ce samedi d'avant feria, devant la comtesse penchée pour vérifier, sans souci du Nîmois au portable, il a tiré au moins une veronique dont l'image peut servir

de loin ceux qui croient le plus en lui, jusqu'à la détresse. Un jour qu'il regardait pleuvoir des milliards de coussins sur Albacete, où il venait d'être désastreux, il murmura - pour le modeste, mais vaillant, Dámaso Gonzalez, qui en était horrifié - : « Quel amour, tout de même ! Quel amour ! »

Prochaines séances mardi et jeudi. C'est une cure lourde, une cure à quatre séances par printemps. C'est la cure de Curro. Que deviendra Séville quand Curro (55 ans) arrêtera ? Personne ne sait. Analyse terminée, analyse interminable, c'est un des points de théorie les plus discutés chez Freud. De toute façon, la question ne se pose pas ce soir ; mais quand elle se posera vraiment, dans vingt ou trente ans, que deviendra Séville ?

Francis Marmande

Les « oreillistes » aussi s'invitent à la Maestranza

La surenchère des « trophées » se propage

SÉVILLE
de notre envoyé spécial
Aux temps anciens, quand un garçon se montrait valeureux, il obtenait en récompense le prix de la viande du taureau qu'il venait de tuer. Pour qu'il n'y ait pas contestation, on lui en donnait l'oreille, qu'il présentait, en contrepartie, à l'abattoir.

L'oreille sert de récompense symbolique. Elle est l'objet de controverses métaphysiques dont le symbole n'échappe à personne. Le principe est le suivant : la première oreille est « celle du public ». Il la demande au président de la course qui veille au règlement et attribue les trophées. Cette demande se fait en agitant une pochette ou un mouchoir (blancs et propres de préférence). Leur nombre suffit à convaincre.

ACTES RÉDIBITOIRES
Il n'est pas rare que le président se fasse tirer la sienna, par principe d'autorité, pour ne pas jouer l'inflation, ou par rigueur. Ainsi : il est des actes rédhibitoires à Séville ou à Madrid (telle la mise à mort infamante) qui ne gênent pas excessivement les publics de village ou les aficionados français.

La deuxième oreille (celle « de la présidence ») est, normalement, distincte de la première. En réalité, on l'interprète comme

une surenchère. La queue ne se donne que dans les places vulgaires : c'est-à-dire partout, sauf à Séville, Madrid et Bilbao.

Le reste relève d'une théologie de l'économie très minutieuse, comme tout ce qui touche aux *toros* (de la qualité du sable de l'arène, à la feuille de journal qu'utilisent les picadors pour attacher leur fer).

ON NE DONNE PLUS LA PATTE
Depuis le 28 octobre 1986, à Aracena (village de la montagne dont personne n'a vu que Voltaire le mentionne dans *Candide*), on n'accorde plus nulle part - outre les oreilles et la queue - la patte... Et c'est heureux ! La mode, par inflation défrayante, s'en était répandue dans les années 50. C'est Espartaco, le 28 octobre 1986, qui brandit la dernière.

Il y a une assez grande différence entre couper une oreille aux Miuras de Séville, le dimanche de la feria d'avril, et couper les oreilles et la queue d'un novillo, le 14 juillet à Palavas-les-Flots.

On dit du public de Séville qu'il a changé. Il continue d'« entendre » plus qu'ailleurs ; il est moins exigeant ; il deviendrait plus « oreilliste » (oreilliste). Comme partout.

R. M.

« El Tato » et Pepín Liria : un duo vocal

SÉVILLE
de notre envoyé spécial
Voici une corrida - celle du vendredi 24 avril, la première importante de la feria de Séville - qu'aurait, dit-on, refusée Enrique Ponce, le patron actuel. Ponce, qui vient de se marier, préfère les joies du plateau-télé. Ponce a eu peur des taureaux : les redoutables « vitorinos ».

Voyou, truculent, lourd de génie et de mauvaise foi, leur élève, Victorino Martín, est sorcier à Galapagar (Salamanque) : un des deux ou trois à sortir de vrais taureaux, splendides, forts en cornes, livres de force et de caste. Sauf à Séville ! Ponce a perdu une belle occasion de ne pas se taire. Les « vitorinos » à Séville se sont montrés jolis à voir, bien justes de force, légers, un peu décastés, et le dernier, *manzo* comme une pauvre carne de Pissos, dans les Landes. Bref, par courtoisie, sans doute, très « ensévilés ».

DEUX STARLETTES DU MOMENT
En face ? En face, enfin, à côté, sur la route, par-là, deux starlettes du moment qui plaisent beaucoup et enchantent l'aficionado : Raul Gracia, dit « El Tato », et Pepín Liria. Ils ont connu les mêmes étincelles dans leur jeune carrière et savent, s'il le faut, se montrer aussi médiocres l'un que l'autre. L'un ressemble à un coureur de cyclo-cross des années 50 (« El Tato ») ; il est du Nord (Saragosse) et blond.

L'autre a l'air d'un cousin fessu de Paquirri (Liria) ; il est de Málaga, très brun. C'est la paire parfaite.

Il leur est arrivé de triompher à Séville devant les « vitorinos », puis de se faire regretter (avril 1997 : la pluie, le caprice de l'un), puis de se faire déplorer (septembre 1997 : le soleil, le caprice de l'autre). Ils gagnent pas mal d'argent et toréent comme on tire des photocopies. D'abord à droite, cinq *derechos*, puis à droite, cinq encore, de nouveau à droite, la même chose de l'autre côté, ainsi de suite jusqu'à deux mille passes de chaque côté, c'est l'impression que ça donne. Pour finir, des mises à mort du genre habile. Et on recommence.

Ils ont dans leur art un autre point commun : tout du long, ils brillent dans l'arène de la façon la plus bête et la plus laide qui soit. Ce sont des gueulards.

Tous les toreros, depuis le néolithique, parlent aux taureaux. Et parfois les taureaux leur répondent. Ce sont de petites conversations à voix basse, de très doux coups de glotte, des phrases affectueuses dites comme on murmure, que seuls, le *callegón* et les *barberos* entendent. Avec la génération du « Tato » et de Liria, pour dramatiser le combat sans doute, pour se faire pardonner à la télé, les photocopies de *derechos* ont mis au point un hululement terrible que l'impitoyable acoustique de la Maestranza amplifie.

« El Tato » et Pepín Liria se sont fait une montagne des « vitorinos ». Du coup, ils n'ont pas su les voir. Ni l'un ni l'autre, réduits à leurs braiments de gosses qui jouent au foot. C'est idiot : ils auraient mieux fait de partager le plateau de Ponce en regardant la corrida à la télé. Au fait, que devient cet ennui grandique, lorsqu'il est télévisé en direct ? Est-ce qu'il transmet la même brève dépression nerveuse à la fin ?

TROIS FRACTIONS DE SECONDE
De deux heures abrutissantes et criardes, on retiendra (Séville aussi qui sait si bien les entendre et les mettre en valeur) trois gestes venus des *banderilleros* : un de Ecijano II, un autre d'Antonio Caba, et un *quite* essentiel, salvateur, d'une élégance qui en fit oublier la raison nécessaire, la cape de Carlos Casanova : trois fractions de seconde.

La troisième, on s'en souviendra longtemps ; longtemps, après que les carrières surévaluées du « Tato » et de Liria se seront arrêtées. Non : on se souviendra aussi, pour sa gêne, de Liria, stupide au point de « brinder » (« offrir, dédier ») au public, en plein centre de la Maestranza, *montera* (la coiffe) en main, la pauvre carne de Pissos sortie en sixième position, dont il était le seul à n'avoir pas vu qu'il était *manzo*.

F. M.

Les maux du taureau

Joaquín Nuñez del Cuvillo, personne ne peut dire pourquoi, a eu le privilège de vendre deux lots de taureaux à Séville. Sur les 16, pas mal ont été refusés par les vétérinaires, dont un pour défaut de poids : 396 kg, 64 de moins que le minimum exigé en plaza de première catégorie. Dimanche 26 avril, sa corrida calamiteuse a été aux deux tiers remplacée par des taureaux désastreux d'Ordóñez. Heureusement qu'en face il y avait trois garçons pénibles, sans idée, apathiques et bien payés (Liria, Urbique, Barrera). Par un subtil dosage de narcissisme, d'argent, de précautions, de drogues, de névrose et de combinaisons, le taureau de Séville sort plus souvent qu'à son tour lamentable, affaibli ou sans présentation. Chaque année, on attend les Miura du dimanche de feria (Le Monde du 23 avril 1997) et les Guardiola du lendemain, « le lundi de gueule de bois ». Il n'y a qu'à Azules (la Séville française) que Guardiola envoie un lot de taureaux malades (comme en 1997), de vrais taureaux de Séville.

Accalmie temporaire

LA MAJEURE PARTIE de la France bénéficiera, mardi, d'une amélioration : les pluies deviendront rares et épaisses, tandis que des éclaircies se développeront. Près de la Méditerranée, un vent d'ouest modéré chassera les nuages. Les températures se maintiendront des normales.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Soleil et nuages se partageront le ciel durant la journée, puis ceux-ci prendront le dessus, annonçant le retour de la pluie. Il fera 12 ou 13 degrés.

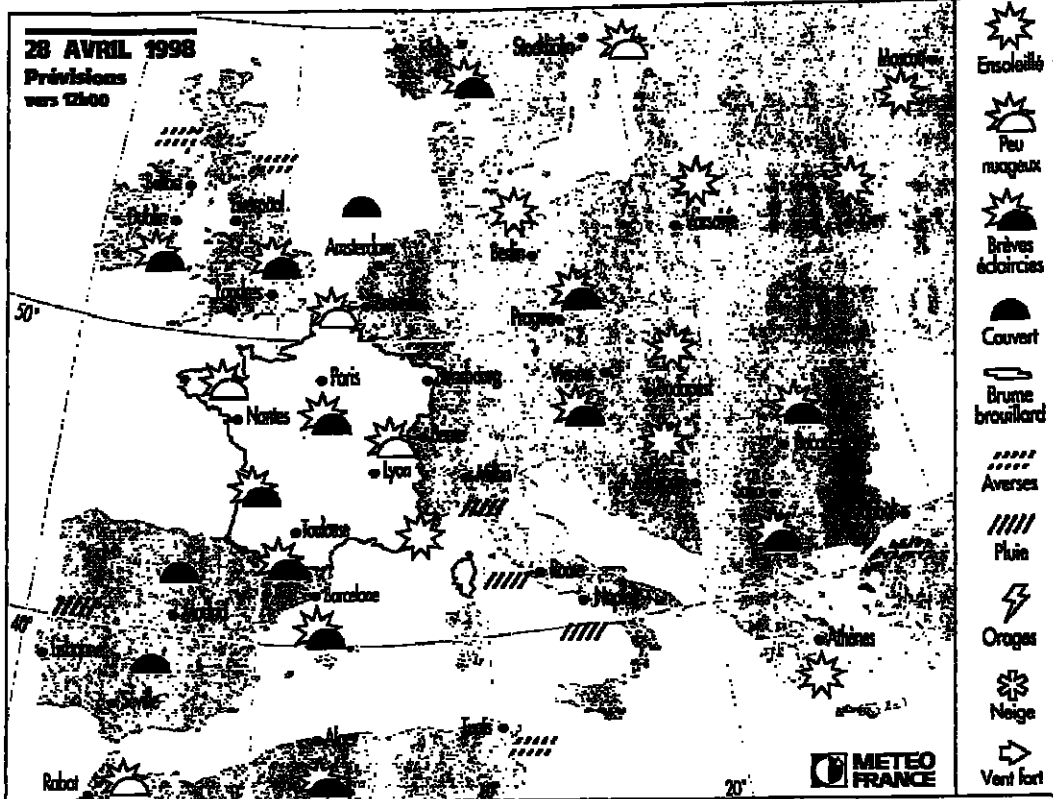
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Périodes de soleil et passages très nuageux se succéderont, avec parfois une petite averse. Il fera 12 ou 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée sera partagée entre éclaircies et passages très nuageux, parfois ponctués d'une brève averse. Il fera de 12 à 15 degrés.

Poitou-Charantes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans les Charentes et en Aquitaine, les éclaircies domineront jusqu'en début d'après-midi, puis les nuages prendront progressivement le dessus. Dans le Poitou et en Midi-Pyrénées, nuages et soleil se partageront le ciel, avec une petite averse possible jusqu'à la mi-journée. Il fera de 13 à 16 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - En plaine, on bénéficiera d'éclaircies, malgré la présence de nuages. Sur le relief, les nuages seront abondants, et donneront encore quelques précipitations, sous forme de neige au-dessus de 1000 m environ. Il fera de 13 à 16 degrés en plaine.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur la Côte d'Azur et en Corse, le soleil et les nuages alterneront. Dans les autres régions, un vent d'ouest modéré dégage le ciel. Températures maximales de 17 à 19 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	LYON	MARSEILLE
ALGER	8/16 S	8/16 S	8/16 S	8/16 S
AMSTERDAM	9/13 C	9/13 C	9/13 C	9/13 C
ATHÈNES	14/20 S	14/20 S	14/20 S	14/20 S
BAGDADE	10/17 S	10/17 S	10/17 S	10/17 S
BELGRADE	8/12 S	8/12 S	8/12 S	8/12 S
BERLIN	5/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S
BIRME	8/15 S	8/15 S	8/15 S	8/15 S
BOMBAY	27/37 N	27/37 N	27/37 N	27/37 N
BRAZILIA	20/31 S	20/31 S	20/31 S	20/31 S
BUEENOS AIRES	13/17 P	13/17 P	13/17 P	13/17 P
CHICAGO	2/21 S	2/21 S	2/21 S	2/21 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S

FRANCE outre-mer	LA REUNION	LA MAYOTTE	LA GUYANE	LA GUADELOUPE
LA REUNION	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA MAYOTTE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUYANE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	LYON	MARSEILLE
ALGER	8/16 S	8/16 S	8/16 S	8/16 S
AMSTERDAM	9/13 C	9/13 C	9/13 C	9/13 C
ATHÈNES	14/20 S	14/20 S	14/20 S	14/20 S
BAGDADE	10/17 S	10/17 S	10/17 S	10/17 S
BELGRADE	8/12 S	8/12 S	8/12 S	8/12 S
BERLIN	5/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S
BIRME	8/15 S	8/15 S	8/15 S	8/15 S
BOMBAY	27/37 N	27/37 N	27/37 N	27/37 N
BRAZILIA	20/31 S	20/31 S	20/31 S	20/31 S
BUEENOS AIRES	13/17 P	13/17 P	13/17 P	13/17 P
CHICAGO	2/21 S	2/21 S	2/21 S	2/21 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S

FRANCE outre-mer	LA REUNION	LA MAYOTTE	LA GUYANE	LA GUADELOUPE
LA REUNION	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA MAYOTTE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUYANE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P
LA GUADELOUPE	25/29 P	25/29 P	25/29 P	25/29 P

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	LYON	MARSEILLE
ALGER	8/16 S	8/16 S	8/16 S	8/16 S
AMSTERDAM	9/13 C	9/13 C	9/13 C	9/13 C
ATHÈNES	14/20 S	14/20 S	14/20 S	14/20 S
BAGDADE	10/17 S	10/17 S	10/17 S	10/17 S
BELGRADE	8/12 S	8/12 S	8/12 S	8/12 S
BERLIN	5/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S
BIRME	8/15 S	8/15 S	8/15 S	8/15 S
BOMBAY	27/37 N	27/37 N	27/37 N	27/37 N
BRAZILIA	20/31 S	20/31 S	20/31 S	20/31 S
BUEENOS AIRES	13/17 P	13/17 P	13/17 P	13/17 P
CHICAGO	2/21 S	2/21 S	2/21 S	2/21 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S
CHONGKONG	14/28 S	14/28 S	14/28 S	14/28 S

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ RÉDUCTIONS. Spécialiste du vol sur compagnies régulières ou charters (Paris ou province), Go Voyages propose 580 destinations à des tarifs séduisants et des prix d'appel à certaines dates. Renseignements dans les agences et au 01-44-09-06-22.

■ JOURS FÉRIÉS. En raison de fêtes religieuses ou nationales, les services publics et les banques seront fermés dans les pays suivants : jeudi 30 avril : Israël, Pays-Bas, Vietnam ; vendredi 1^{er} mai : tous les pays sauf : Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bermudes, Bhoutan, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, Géorgie, Hongkong, Indes, Irlande, Indonésie, Iran, Jamaïque, Japon, Koweït, Libéria, Libye, Mongolie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Sierra Leone, Soudan, Tadjikistan, Trinité, Turquie, Turkménistan, Émirats arabes unis, États-Unis.

TECHNOLOGIE

La concurrence pousse les moteurs de recherche sur Internet à se diversifier

SAN FRANCISCO

La moindre recherche sur Internet donne trop d'informations et, pourtant, le plus complet des moteurs de recherche ne parcourt qu'un tiers des pages de la toile, dont le nombre est évalué à 320 millions. La revue américaine *Science* vient de publier les résultats d'une étude comparative des principaux *search engines*, réalisée par le NEC Research Institute de Princeton. Hotbot, qui couvre 34 % du réseau, arrive en tête. Il est suivi par AltaVista, 28 %, Northern Lights, 20 %, Excite, 14 %, Infoseek, 10 % et Lycos, 3 %.

L'étude de NEC a vérifié pour chaque résultat si les pages suggérées contenaient bien les mots cherchés et si les liens étaient toujours actifs. Sous cet angle, les résultats s'inversent de façon presque radicale. Lycos arrive en tête, suivi d'Excite, AltaVista, Infoseek, Northern Lights, et Hotbot, qui ramène des liens morts (*broken links*), ceux qui conduisent à une page blanche ornée du chiffre fatidique « 404 ». Rajiv Mathur, responsable du moteur de recherche de Lycos, affirme que, selon plusieurs études, la qualité

des liens et le faible nombre de liens invalides sont les critères auxquels les usagers accordent le plus d'importance.

Ceux qui s'intéressent à la quantité ont au moins deux façons d'améliorer leurs résultats. Le premier consiste à utiliser un « meta-moteur », c'est-à-dire un moteur qui en fait fonctionner plusieurs autres en parallèle. Le plus connu est MetaCrawler. Une solution un peu plus lente, mais plus flexible, consiste à utiliser plusieurs moteurs successivement. L'étude de NEC montre que leurs résultats ne se recouvrent pas totalement.

CLASSER ET SÉLECTIONNER

Mais pour la plupart des cybernautes, la quantité de liens peut être plutôt problématique. D'où l'intérêt des classifications du type de celles que propose Yahoo (700 000 pages) ou LookSmart (300 000 pages) réalisées sur la base d'une sélection faite par des humains et ordonnée par thèmes. Lycos, Excite et Infoseek offrent un service comparable.

Pour la plupart des usagers, les recherches se limitent à un nombre réduit de sujets (technologie, plon-

gée sous-marine, musique baroque...). Le plus important est alors de créer une palette de ressources d'accès facile. Dans presque tous les domaines, on trouve des moteurs spécialisés, tels que Newsbot, de Hotbot, ou NewsTracker, de Excite, pour l'actualité, ou OpenText pour les affaires. Search.com de Cnet offre une très vaste palette de moteurs par thème.

Outre des informations sur les moteurs de recherche, le site SearchEngine Watch propose une liste de moteurs qui ne se limitent pas à la toile, mais s'en vont renifler banques de données et groupes de discussions, généralement sous-exploités.

L'astuce et l'organisation personnelle semblent en définitive une des

meilleures armes pour trouver son chemin dans le chaos cyberspatial. C'est le pari que semblent faire Lycos et Excite, qui viennent de se lancer dans la personnalisation. Lycos vient d'acquiescer Tripod, une « communauté » du réseau des réseaux qui permet à ses membres de créer leurs propres pages. Excite invite depuis peu ses usagers à choisir « Mes actualités », « Mes valeurs boursières », « Mon agenda », « Mes hyperliens ». AOL s'apprête à lancer un système personnalisé de recherche d'actualité générale.

La personnalisation n'est pas une

tendance nouvelle, mais il faut souvent remplir des questionnaires qui occupent trois ou quatre écrans pour pouvoir se faire une page sur mesure. Une étude montre que

40 % des usagers mentent quand on leur demande de telles informations. Le pari d'Excite est qu'en procédant de façon « rampante » les gens se méfieront moins.

PAS GRATUIT

Hotbot offre la possibilité d'acheter des vêtements, des ordinateurs, des fleurs, des livres ou des billets d'avion. Yahoo et AltaVista se complètent de façon systématique. Ce dernier offre un service de traduction instantanée de toutes les pages Web en plusieurs langues, à commencer par l'anglais et le français. Netscape se prépare à offrir dans les semaines à venir le courrier électronique gratuit et son propre moteur de recherche. Microsoft doit inaugurer au mois de juin Start.com, un site géant sur lequel on trouvera de tout.

En se diversifiant de la sorte, les moteurs de recherche changent de nature. Ils se transforment en services en ligne du type America Online ou Microsoft Network, mais gratuits. Chacun aspire à devenir LE point d'où chaque usager part surfer. Après le courrier électronique gratuit qui a tout de suite fait recette, tous cherchent à offrir la plus

large palette possible de services divers. L'art consiste alors à les intégrer le mieux possible. Les analyses d'Excite montrent que ceux qui personnalisent leurs pages reviennent cinq fois plus que les autres. Tel est le secret de cette évolution : c'est une manière d'attirer les usagers et donc les annonceurs publicitaires.

Pour mieux vendre le concept, les moteurs de recherche commencent à se présenter comme des « porches » (*portals* en anglais). On manque d'une définition claire, mais l'idée consiste à regrouper autour d'un moteur de recherche autant de services possibles : possibilité de monter sa propre page d'accueil, annuaire et petites annonces... le tout de manière sophistiquée et flexible.

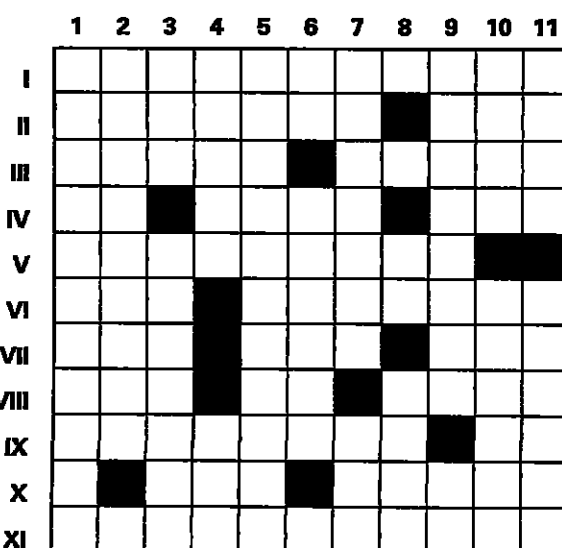
La personnalisation et le financement par la publicité sont les réponses du moment à l'excès d'information chaotique et à la conviction, héritée des temps héroïques d'Internet, que l'information doit y être gratuite. Cela conduit à la fragmentation de l'univers des usagers et à la concentration des sites les plus fréquentés.

Francis Pisan

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98101

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Est là pour éviter les arrêts brutaux. - II. Virils porteurs de jupons. Bien épaïs. - III. Apporte souvent des explications. Couvre le nord de l'Eurasie. - IV. En plume et en plomb. Suppléant. Possessif. - V. Venue d'Inde, on la retrouve en ratatouille. - VI. Met le feu au bout des mots. Coup de froid. - VII. Des fleurs pour le roi. Boisson maltée. Musique de la rue. - VIII. Sorties du cloaque. Le titane. Mousse en Italie. - IX. Bout de chaîne. Person-

nel. - X. Tokyo, avant. De plus en plus professionnelle. - XI. Vibrent s'ils sont sous influence.

VERTICALEMENT

1. Prépare les assises. - 2. Fait avancer en douceur. - 3. Utilisé contre le sida. Alternances à la base pour soutenir. - 4. Comme une caisse que l'on voudrait garder secrète. Poème retourné. - 5. Vraie ou fausse, elle circule de plus en plus rapidement. - 6. Personnel. Aurait pris son dernier repas en

famille. - 7. Danseur, comédien et chanteur. Ailes franco-britanniques. - 8. Dans l'anse. Bien ventillé. - 9. Font circuler l'information. Douzième chez les Grecs. - 10. Ça presse chez les jeunes. Dressé pour chasser. - 11. Fonças. Travailles à la pince.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98100

HORIZONTALEMENT
I. Recenseuses. - II. Ecolier. Elu. - III. Dope. Noèmes. - IV. Epicentre. - V. Centrais. Bi. - VI. Osais. Sérac. - VII. Go. Cm. Pli. - VIII. Vien. Récrie. - IX. En. STO. Su. - X. RDA. Acculas. - XI. Technocrate.

VERTICALEMENT

1. Redécouvert. - 2. Ecopes. Inde. - 3. Copinage. Ac. - 4. Elections. - 5. Ni. Ers. Tan. - 6. Senna. Croco. - 7. Erotisme. Cc. - 8. Erse. Couz. - 9. Sème. RPR. La. - 10. Elé. Balisât. - 11. Suspicieuse.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0385-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Guiraud
94052 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 67

Comme chien et chat

VOICI les prémisses d'un syllogisme à la manière de Lewis Carroll :

- tous les chats du quartier mangent dans le plat de mon chien ;
- aucun chat roux ne peut être autrement que rusé ;
- le chat Bichou n'a jamais eu de panier ;

- les compagnons d'errance de mon chien aiment tous les os à moelle ;
- seuls les chats du quartier sont rusés ;
- aucun chat roux ne peut être autrement que rusé ;
- seuls ses compagnons d'errance mangent dans le plat de mon chien ;
- les chats qui ne sont pas roux ont tous un panier.

Nous attendons votre conclusion sur la grave question suivante : Bichou aime-t-il les os à moelle ?

Elisabeth Bussier
et Gilles Cohen
© POLE 1998

Solution dans *Le Monde* du 5 mai

Les Jeux

dans « *Le Monde* »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi (daté de mercredi), une grille de Scrabble. Le mercredi (daté jeudi), une chronique de bridge. Le jeudi (daté vendredi), une question sur l'art. Le samedi (daté dimanche-lundi), les échecs.

SPECTACLES
RÉSERVEZ VOS PLACES
SUR MINITEL
3615 LEMONDE

سكيات الاحل

DISPARITIONS

Christiane Rochefort

La romancière du « désespoir actif »

DÈS LE DÉBUT des années 60, dans des romans cruels, lucides et drôles, Christiane Rochefort décrivait cette « société de consommation » qui allait provoquer la révolte des « petits enfants du siècle » en mai 1968. Alors qu'on se prépare à fêter les trente ans de ce printemps, elle est morte, vendredi 24 avril, dans sa maison du Pradet, dans le Var, à l'âge de quatre-vingts ans. Dans ces fameux *Petits enfants du siècle* - le deuxième roman de Christiane Rochefort, en 1961 -, on naissait « des allocations et d'un jour férié dont la matinée s'étirait au son de "Je t'aime" », "tu m'aimes", et les femmes n'en pouvaient plus de vivre coincées entre la télé, la bagnole, la machine à laver, « le Frigidair ».

Née le 17 juillet 1917, Christiane Rochefort avait fait irruption en littérature en 1958 avec *Le Repos du guerrier* (adapté au cinéma par Roger Vadim, avec Brigitte Bardot), le récit d'une passion - jugé pornographique par certains -, et elle allait confirmer son talent dans cette veine décapante et impertinente avec *Les Stances à Sophie* (1963), l'histoire d'un mariage bourgeois qui dégénère. Céline, l'héroïne des *Stances*, refuse l'existence de bonne épouse que lui propose son technocrate de mari, qui aime l'ordre et ce qu'on ne nomme pas encore « le consensus ». Christiane Rochefort lui prête son propre désir de liberté, son humour rageur contre le mariage, les conventions. « Ces

histoires d'hommes et de femmes, est-ce qu'on devrait même en parler ? C'est généralement tellement bête. Mais quoi : c'est là. On nage dans le malentendu. » Avec les lecteurs aussi, Christiane Rochefort cultivait l'art du malentendu. Le public qui avait fait le succès du *Repos du guerrier*, « tout ce public des classes moyennes, qui s'intéressait à des sujets "sexy", qui cherchait de quoi s'exciter, je ne l'ai plus revu, disait-elle en 1976 au *Magazine littéraire*. J'y pense quand je fais des coupes dans mes manuscrits : je supprime tout ce qui pourrait lui plaire (...), cela m'évite la complaisance. »

REVOLTES INAPAISSÉES

Ce public-là a détesté *Printemps au parking* (1969), qui commence par la fuite d'un adolescent vivant dans ce qu'on désignait alors comme « un grand ensemble », auquel son père vient de dire, avant même que ne commence la soirée de télévision : « Pousse-toi un peu, tu me bouches l'écran. »

Les enfants étaient les alliés de toujours pour Christiane Rochefort - et rarement des enfants sages -, comme en témoignent la plupart de la vingtaine de livres qu'elle a écrits, en particulier un essai, *Les Enfants d'abord* (1976), et un roman, *Encore heureux qu'on va vers l'été* (1975) -, où toute une classe de cinquième est saisie du désir de fuir. Les élèves, sauf trois, sont repartis, mais le monde est en proie à une épidémie d'école buissonnière : un

peu partout, des bandes d'enfants mettent cap au sud, en se ravitaillant au gré des hypermarchés qu'ils rencontrent.

« Je n'aime pas les livres dont on sort soulagé », disait Christiane Rochefort, avouant sa préférence pour ceux qui manifestent un « désespoir actif » et affirmant ne vouloir jamais renoncer à ses colères. Elle détestait l'indifférence et tous les enfermements : « Les écrivains, on veut les enfermer dans des images, les figer dans leur succès. Après le *Repos du guerrier*, j'aurais pu faire dix romans du même tonneau. Certains l'attendaient. »

Elle a préféré la liberté et le risque. Alors, elle a dû patienter jusqu'en 1988 pour voir son travail reconnu par le jury Médicis. Elle avait soixante et onze ans quand on a couronné *La Porte du fond*, l'histoire à la fois noire et comique, scandaleuse et pudique, d'un inceste. Cela n'a heureusement pas apaisé ses révoltes, comme le manifestent ses deux derniers livres, parus au printemps de 1997, *Adieu Andromède* et *Conversations sans paroles*. Deux courts textes précis et incisifs qui font le bilan d'un individualisme radical. Une manière, pour une guerrière inlassable, de régler son compte à la vie.

Josyane Savigneau

★ Les livres de Christiane Rochefort sont publiés chez Grasset et au Livre de poche.

Mgr Daniel Pézeril

L'évêque du dialogue avec les francs-maçons et les juifs

ANCIEN évêque auxiliaire de Paris, Mgr Daniel Pézeril est mort mercredi 22 avril à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né le 5 octobre 1911 à La Serena (Chili), ordonné prêtre en 1937 à Paris, curé de plusieurs paroisses de la capitale (Saint-Séverin, Saint-François-d'Assise, Saint-Jacques-du-Haut-Pas), Daniel Pézeril avait été ordonné évêque auxiliaire de Paris le 6 janvier 1968, devenant l'un des principaux collaborateurs des cardinaux Marty et Lustiger, avant de se retirer en 1986.

Dans les années qui ont suivi le concile Vatican II (1962-1965), Daniel Pézeril fut l'un des personnalités les plus authentiquement engagées et respectées du diocèse de Paris et de l'épiscopat français, ouvrant des voies audacieuses pour l'époque dans le dialogue avec les francs-maçons ou les juifs. Le 22 juin 1971, il répond à l'invitation du docteur Pierre Simon, alors grand-maître de la Grande Loge de France, à prononcer une conférence dans une tenue blanche fermée. C'est la première fois depuis... la Révolution qu'un évêque est reçu dans une Loge. A ceux qui criaient au scandale, Mgr Pézeril répond : « Je n'ai fait que mon devoir d'évêque. » Depuis, les contacts ont été maintenus, plus ou moins facilement, entre l'Eglise et les obédiences maçonniques de France.

En avril 1973, avec Mgr Léon-Arthur Elchinger et le Père Bernard Dupuy, président et secrétaire du

comité épiscopal des relations avec le judaïsme, Daniel Pézeril publie un document sur les relations avec les juifs, magistralement salué par le rabbin Jacob Kaplan : « C'est le plus beau jour de ma vie. » En avance par rapport aux positions du Vatican, ce texte français souligne la place « éminente et permanente » du peuple juif et appelle à une reconnaissance de l'Etat d'Israël - pour la première fois cité dans un document catholique officiel -, ce qui suscite les plus vives réserves de la gauche pro-palestiniennne et des pays arabes. Pendant la guerre, Daniel Pézeril, vicaire à la paroisse Saint-Etienne-du-Mont, avait fabriqué plus d'un millier de faux certificats de baptême délivrés à des juifs ou des prisonniers évadés. En 1996, il a reçu, de l'Institut Yad Vashem de Jérusalem, le titre de « juste des nations ».

Intellectuel engagé, il n'est guère de terrain où Mgr Daniel Pézeril n'intervienne pour tenter de faire prévaloir des voies de fraternité évangélique. Dès 1964, il crée le Service interdiocésain des travailleurs immigrés (SITI) qui, aujourd'hui encore, est à la pointe de la lutte pour la régularisation des sans-papiers. De même, né au Chili, il gardera toute sa vie une passion pour l'Amérique latine. Dans de nombreux articles, notamment au *Monde* - à qui il confie

figure de la jeune génération qui participa à la démocratisation du Japon après la défaite était restée un homme de son temps, vivant et commentant ses mutations. Membre du Parti communiste, il avait été l'un des premiers étudiants à être expulsés de la prestigieuse université de Tokyo pour ses activités politiques en 1950. Critique du stalinisme, il fut expulsé du PC en 1961 et devint l'un des dirigeants du mouvement pour les « réformes des structures » prônées par le communiste italien Palmiro Togliatti. Ses derniers écrits étaient consacrés à Masao Maruyama, l'une des principales figures de la pensée japonaise contemporaine, décédé en 1996.

Henri Tincq

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

AURELIA,

pour notre immense bonheur, est née le 6 avril 1998.

Françoise Therizols et Noureddine Gafsi.

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire.

Mamie !

Paul, Pierre, Joana, Yolande, Eliza, Geneviève, Thomas et toute la famille.

- Bon anniversaire.

Papy !

quatre-vingts ans, c'est un bel âge.

De la part de Alain, Jean-Claude, Michel, Jacques, Marie-Claude, Et Sophie, Murielle, Patricia, Dominique, Rémi. Ainsi que tes petits-enfants.

Décès

- M^{re} Emmanuel Alleman, son épouse, Bénédicte, Rémi, Gabrielle et Agathe, ses enfants, M. et M^{re} Bertrand Cochi et leurs enfants, M. et M^{re} Brice Alleman, ont la douleur de faire part du décès de M. Emmanuel ALLEMAN, survenu le 22 avril 1998, à Paris, dans sa quarante-neuvième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le samedi 25 avril, en la chapelle Sainte-Thérèse, 71, rue Boissière, Paris-16^e.

25, rue Decamps, 75116 Paris.

- Dominique et Michel Samson, Olivier Dollfus, Geneviève Dollfus, ses enfants, Ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Et les familles Bignani, Haumont, Odier, Schweighardt et Dollfus, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Elisabeth DOLLFUS, née ODIER, chevalier de la Légion d'honneur, ancien interne des Hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris, survenu à Bois-Guillaume (Seine-Maritime), le 17 avril 1998, dans sa centième année. La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale au temple Saint-Eloi, à Rouen, et suivie de l'inhumation à Lyons-la-Forêt.

22, rue de la Chaîne, 76000 Rouen, 10, rue Royale, 75008 Paris, 17, rue de l'Ecluse, 75010 Paris, Rue du Bout-de-las, 27480 Lyons-la-Forêt.

Germaine Brissaud, sa mère, Sophie, Jérôme, Denis et Odile Sainte-Marie, ses enfants, Ivan Brissaud, son frère, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Magali BRISSAUD, professeur agrégé au lycée Estienne-d'Orves de Nice, ancienne coopérante en Algérie, survenu le 23 avril 1998, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 27 avril à Aix-en-Provence, 6, rue Sainte-Réparate, 06300 Nice.

- Beauchêne Editeur, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de M^{re} Monique CADIC, survenu le 23 avril 1998, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu à Noyal-Pontivy, dans la plus stricte intimité familiale, le 27 avril 1998. Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Stèves, Paris-6^e, le mardi 5 mai, à 17 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Simone Walli, sa mère, Marie-Anne et Christian Vallet, sa sœur et son beau-frère, Valérie et Florence Vallet, ses tantes, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de Frank WALLI, HEC 72, à l'âge de quarante-cinq ans, à Paris, le 20 avril 1998.

Selon son souhait, il a rejoint, au cimetière de Passy, son père. Jacques WALLI, décédé le 24 avril 1991, 4, square Thiers, 75116 Paris, 28, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 28 avril 1997, Michèle CARTON-HAINÉ nous quittait.

Souvenons-nous.

- Bientôt dix ans. Joseph puis Golda GOMULINSKI nous quittait.

Une prière sera dite à leur mémoire, le 14 mai 1998, à Jérusalem. Que ceux qui les ont connus et aimés s'unissent à notre souvenir.

Fred KUPFERMAN

nous quittait, le 27 avril 1988.

Tous ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

- Il y a vingt ans, le 27 avril 1978, nous quittait

Marguerite OLIVET, épouse de Jean SÉCHAUUD, qui la rejoignit moins d'un an plus tard.

Ils restent toujours vivants dans nos cœurs.

Avis de messe

- Une messe à l'intention du

Père Abel,

décédé au Caire (Egypte), le 2 avril 1998, sera célébrée en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5^e, le mercredi 29 avril, à 18 h 30.

Manifestations du souvenir

- La Communauté de la Victoire, Et le Consistoire de Paris ont le plaisir d'annoncer qu'une cérémonie solennelle aura lieu à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Etat d'Israël, le mercredi 29 avril 1998, à 19 heures précises, à la grande synagogue de la Victoire, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e. Sous le patronage de l'Ambassade d'Israël, de la Mairie de Paris, du Consistoire de Paris, du Consistoire central, du CRIF, du FSJU et de l'AIU.

Conférences

- Mardi 28 avril, à 20 h 30 : Face au monde contemporain, l'actualité des valeurs du judaïsme et du christianisme, débat entre Mgr Gaston Poulain, évêque de Périgueux, et M. Joseph Struck, GR de France, inaugureront le cycle du Collège des études juives de l'AIU, en collaboration avec l'Institut catholique de Paris. Y a-t-il une « morale judéo-chrétienne » ? (Une quarantaine de conférences, du 28 avril au 27 mai, à l'AIU, 45, rue Le Bruyère, Paris-9^e, FAF). Renseignements : 01-53-32-88-55.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, sous réserve de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

2 nouveaux copieurs personnels Canon Chez Duriez

Sans entretien. Compact et léger. Tout papiers. Canon FC 200 avec alimentation feuille à feuille 2 690 F TTC, FC 220 avec alimentation automatique 50 feuilles 3 490 F TTC. Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8^e 75120 St-Germain Paris 8^e

Soutenances de thèse

- M. Abel Kalim Azad soutiendra le 28 avril 1998, à 14 heures, à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, sa thèse de doctorat en science politique sur « Le rôle politique de l'Inde comme puissance régionale dans l'Asie du Sud » (dir. M. le professeur Charles Cadoux).

Séminaires

COLLEGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

• Séminaires Paul Briffart et Josiane Jonquel-Patris : « Les deux cultures » : persistance du débat et perspectives d'un consensus ». 29 avril, 6 mai, 18 heures-20 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Maria-Letizia Craveno : « Précarité et exclusion : entre l'impossibilité de ne pas écrire et l'impossibilité d'écrire ». 29 avril, 6 mai, respectivement 20 heures-22 heures, amphithéâtre B et 19 heures-21 heures, amphithéâtre A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Catherine Perret : « La représentation d'après Marcel Duchamp ». 5 et 12 mai, 20 heures-22 heures, amphithéâtre A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Stéphane Argüillères : « Atelier de traduction : introduction à la lecture des textes philosophiques en langue tibétaine ». 29 avril, 13 et 27 mai, 17 heures-19 heures, annexe de la V section de l'EPHE, Cours, 29, rue Duviol, Paris.

Alessandro Delco et Robert Vallier : « Métamorphoses de l'U(r)stiftung : recherches en cours sur Merleau-Ponty ». 30 avril, 20 h 30-22 heures, salle RC3, université Paris-VII-Diderot, 4, place Jussieu, Paris.

Patrice Loraux et Jean Maurel : « Objets philosophiques non identifiés ». 30 avril, 20 heures-22 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

François Affergan : « Fictions et sciences humaines ». Intervention de Silvia Mancini : « La construction d'un modèle esthétique dans l'anthropologie néo-égyptienne ». 30 avril, 18 heures-20 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Maria Bonnafoos-Boucher, Romain Lauffer et Didier Vaudene : « Les paradigmes de la technologie et la question du management ». Intervention de R. Lauffer : « Philosophie du droit et paradigmes de la technique ». 30 avril, 20 heures-22 heures, amphithéâtre A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Evelyn Berth et René Guibert : « La polysémie spéculative du philosophe et du mathématicien ». 29 avril, 18 heures-20 heures, salle Jean-XXIII, USC, 18, rue de Vienne, Paris.

• Colloque « Pascal Quignard » qui devrait avoir lieu les 4, 5 et 6 mai à Dunkerque et à Paris est remis à une date ultérieure.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

COULLIER présente

L'événement

80 représentations exceptionnelles

ALAIN DELON · STÉPHANE FREISS

dans

VARIATIONS ENIGMATIQUES

Une pièce de

ÉRIC-EMMANUEL SCHMITT

Mise en scène de BERNARD MANTOUX
Décors NICOLAS

THÉÂTRE DE PARIS

à partir du 2 octobre

LOCATION OUVRE DÈS AUJOURD'HUI

01 44 74 25 37

Théâtre de Paris - FNAC - Virgin Megastore
Billets et Agences

EUROPE 1

THÉÂTRE Jusqu'au 28 avril, se tient à Nancy le festival Passages. Créé en 1996 par l'équipe de la Manufacture, le centre dramatique national dirigé par le metteur en scène

Charles Tordjman, Passages réunit des troupes de théâtre venues de l'est de l'Europe. • POUR SA TROISIÈME édition, le festival a mis l'accent sur les terres immenses de la

Sibérie - pays du chamanisme. Sous une yourte mongole, le chaman Tsevegordj Bazar a convoqué les esprits, en présence du metteur en scène lakoute Youri Makarov. • VE-

NU D'OULAN OUDE, en Bouriatie, Anatoli Baskakov a présenté *La Nuit*, d'après Les Démones, de Dostoïevski, et *Transis*, une pièce de Nina Sadour. La troupe de marionnettes mosco-

vite Théâtre Ten' présentait *Iolanta*, l'opéra de Tchaïkovski, interprété par une chanteuse manipulant des figurines minuscules. Ces troupes n'étaient jamais venues en France.

A Nancy, le festival Passages ouvre la voie vers le Grand Est

Créée en 1996, cette manifestation particulière permet de découvrir des troupes de théâtre qui, pour la plupart, n'étaient jamais sorties de leur pays. Artistes bouriates et iakoutes, chaman venu de Mongolie, l'accent a été mis cette année sur les terres immenses de la Sibérie

NANCY

de notre envoyée spéciale

Elle est venue de Mongolie par le Transsibérien. C'est une yourte - une tente - avec une petite porte de bois sculpté. Il faut se baisser pour entrer. À l'intérieur, un poêle de fer chauffe, des bancs et des coffres peints attendent les visiteurs. Jeudi 23, dans la nuit chaude, une douzaine d'élus prennent place. Ils vont assister à une séance menée par le chaman Tsevegordj Bazar. Depuis un moment, le vieil homme se prépare. Après avoir allumé des bougies et les lampes sacrificielles de l'autel, il dispose sur une table de coupelles dorées les offrandes apportées par les visiteurs - gâteaux, bonbons. Aujourd'hui, il officie pour Alexandre Cavalli, directeur du Centre Pouchkine de Nancy. Il s'agit d'attirer les bonnes grâces sur l'action que ce centre mène en faveur de la Mongolie, avec laquelle il a tissé des liens privilégiés depuis plusieurs années.

Alexandre Cavalli raconte comment Tsevegordj Bazar a su qu'il devait prendre la succession de ses aïeux chaman. À l'âge de dix ans, il a été atteint d'une maladie qui a duré douze ans. C'est souvent par l'entremise d'un dérèglement que s'annonce la vocation d'un chaman. Tsevegordj Bazar vient du nord de la Mongolie. Il a environ soixante ans, un visage gai. Deux officiants l'entourent : un jeune homme somptueux, vêtu d'un costume traditionnel, et un homme au milieu de l'âge, qui accompagnera ses gestes. Tous trois sortent parler aux esprits du lieu - le Théâtre de la Manufacture de Nancy, où se tient le festival Passages. Le jeune homme reste dévot. À l'intérieur, la cérémonie va durer deux heures, sans que, semble-t-il, l'esprit des visiteurs soit bouleversé. Sous la yourte au toit ouvert sur la nuit nancéienne, chacun ou presque dormira un peu, bercé par le rythme des invocations que le chaman

profère, visage masqué, en s'accompagnant d'un tambour.

Il n'y a rien d'impressionnant dans ce rite. Mais une manière de grâce, sérieuse et joyeuse à la fois. Les esprits sont-ils favorables au Centre Pouchkine ? À la fin, quand Alexandre Cavalli a vidé à l'extérieur de la yourte le contenu des coupelles, et tout nettoyé, le chaman fait savoir que c'est à lui de décider de l'issue du rite. Tsevegordj Bazar enlève son masque, la vodka circule. Loin de la Mongolie, des montagnes, du bleu du ciel et de la culture plusieurs fois millénaire qui les habitent, une séance de chamanisme ne peut être qu'une curiosité. Elle a pourtant sa raison d'être à Passages, où se rencontrent des spectacles venus d'un est de l'Europe baigné par la culture chamanique.

DIALOGUE AVEC L'INVISIBLE

Jeudi 23, sous la yourte, il y avait Youri Makarov, un jeune metteur en scène lakoute. Né en 1962, il a grandi dans un village de cette partie extrême-orientale de la Sibérie où la géographie semble se perdre dans l'immensité de la taïga. Enfant, il avait peur des esprits, regardait les leviers du soleil, les galops de chevaux, apprenait les rites anciens avec ses grands-parents. Il compte des chamanes dans ses aïeux. Puis il est allé étudier l'art dramatique à Moscou, il n'a pas aimé, est revenu en lakoute. C'est là qu'il veut travailler, parce que, dit-il, « je tiens à la sincérité ».

Metteur en scène au Théâtre dramatique d'Etat de Niourba, Youri Makarov a présenté en 1997 à Passages *Le Pays oublié des dieux* - un spectacle qui a marqué les esprits (*Le Monde* du 9 avril 1997) : la survie d'une tribu, qui, dans le froid sibérien, dialoguait avec l'invisible. « Avant, explique-t-il, nous ne parlions pas du chamanisme, par superstition. Aujourd'hui, nous le faisons un peu, pour informer les jeunes, qui s'éloignent des traditions. » Cette an-



« La Nuit », d'après « Les Démones » (« Les Possédés ») de Dostoïevski, mise en scène d'Anatoli Baskakov, avec Sofia Gushina et Anatoli Baskakov, Théâtre d'Oulan-Oudé (Bouriatie).

née, Youri Makarov est à Nancy pour animer un stage pour des animateurs français. Thème : « L'émotion à partir de rituels ».

Les chamanes traversent la Sibérie, jusqu'aux rives du lac Baïkal, à la frontière naturelle de l'Asie et de la Russie. C'est de là qu'est venu un autre metteur en scène invité à Nancy, Anatoli Baskakov. D'Oulan-Oudé, en Bouriatie, à cinq fuseaux horaires à l'est de Moscou. Une ville de quatre cent mille habitants, qui fut celle de Gengis Khan, de la Route du thé, puis du transit des bagarres. Anatoli Baskakov descend de cette lignée. Sa grand-mère était la fille d'un Polonais qui fut envoyé au bague en Sibérie à la suite d'une révolte. Elle fut séduite par un Bouriate qui lui dit posséder des

mines d'or. Il l'a emmenée dans un village perdu. Il était ouvrier dans une mine. Anatoli Baskakov a grandi entre les rayons d'une bibliothèque que dirigeait sa mère. C'est un pionnier des « studios-théâtres », ou théâtres indépendants russes.

Après l'indispensable détour par Moscou pour étudier le métier, il a fondé son propre théâtre à Oulan-Oudé. Avec des amis, il a extrait des tonnes de matériaux de la cave d'une maison qui a fallu ensuite soutenir pour qu'elle ne s'effondrât pas. Un travail de titans, sans argent, évidemment. Anatoli Baskakov a expliqué aux autorités qu'ils faisaient « une chambre Lénine » - un lieu pour la propagande. En 1980, une première soirée a été

donnée, en hommage au poète Vissotski : le Studio-Théâtre d'Oulan-Oudé était né. C'est aujourd'hui une salle de soixante à quatre-vingt-dix places, où, dix mois par an, se donnent deux ou trois pièces par semaine, sans compter les spectacles invités. Le prix des places est libre : le public donne ce qu'il veut. Anatoli Baskakov et sa troupe, qui comprend un noyau dur de huit personnes, ne comptent pas sur le théâtre pour gagner de l'argent. Ils ont une boutique, un kiosque, et bientôt ouvriront en ville un magasin d'alimentation.

« Nous n'avons jamais eu comme objectif de créer un théâtre commercial », explique Anatoli Baskakov, ce qui nous intéresse, c'est un théâtre de répertoire. » On joue Molière à

Oulan-Oudé, aux côtés de Tchekhov, Gogol, Beckett ou Ionesco. A Passages, le Studio-Théâtre a présenté un classique - *La Nuit*, d'après quelques pages des *Démones* de Dostoïevski - et *Transis*, de l'auteur contemporain Nina Sadour. Deux pièces qui traversent le temps de la Russie, d'une ville de province à la fin du siècle dernier à Moscou dans les années 80. *Transis* met en scène Leïla et Nadia, deux femmes de ménage qui s'inventent une vie : *La Nuit*, deux moments-clés du roman de Dostoïevski : le retour de Marie auprès de Chatov et le suicide de Kirilov.

VÉNÉRATION DE LA FOI

Anatoli Baskakov est l'homme des frémissements. Avec *La Nuit* surtout (*Transis* pêche par la faiblesse du texte), il met au jour, d'une manière presque musicale, la sensibilité dans ses oscillations les plus extrêmes. La folie sort des yeux de Kirilov, l'extasiation empourpre Verkhovenski, Chatov tremble de bonheur et Marie pleure.

C'est très beau, parce que tout repose sur le jeu, les visages d'un coup éclairés dans la nuit, l'éclat de musiques. En même temps, il se dégage des spectacles d'Anatoli Baskakov une religiosité troublante, une sorte de vénération de la folie. Comme si, aujourd'hui, le salut, dans l'ex-URSS, devait passer absolument par le retour aux croyances honnies par le communisme, chamanisme compris.

B. Sa.

Le festival Passages se poursuit jusqu'au 28 avril, avec une soirée mongole, *Les Animaux sur les hommes*, du Tuvanien Siglas Perukis, *L'Étourdi*, de Samuel Marchak, par le Russe Anatoli Proudivine, et deux spectacles de la troupe de rue tchèque Sigmur Clantamar, 10, rue du Baron-Louis, Nancy. Tél. : 03-83-37-42-42.

Le petit théâtre de Moscou devenu grand

UNE PETITE PORTE qui donne sur une rue du centre de Nancy. Un long couloir étroit. Une cour. Un escalier raide : ce pourrait être le chemin qui mène à un théâtre dans un roman ancien. Mais en haut, il y a une salle, chaleureuse, l'Atelier. C'est là que s'est posé le Théâtre Ten' de Moscou. Une troupe réduite à son plus petit dénominateur commun : un couple, Ilya Epelbaum et Maia Krasnopolskaïa. Jeunes, enjoués, inventifs. Elle est comédienne de formation, lui, peintre. Ils ont créé leur théâtre, il y a dix ans, à Moscou. Cent personnes maximum peuvent prendre place dans leur salle, dont la renommée dépasse aujourd'hui les frontières de la Russie. Le Théâtre Ten' s'est inventé un monde : le pays des Lilikans, où vivent des marionnettes minuscules. A leurs côtés, les enfants paraissent des géants. Elles mesurent quelques centimètres, et racontent des histoires merveilleuses, qui font courir tout Moscou : les spectateurs doivent réserver un an à l'avance pour assister à une représentation. A ses débuts, le Théâtre Ten' a été le premier théâtre privé de Russie. Aujourd'hui, sa gloire l'a fait élever au rang de théâtre national. « Cela change juste une chose, explique Maia Krasnopolskaïa. Nous n'avons plus de foyer à payer, il est pris en charge par la ville de Moscou. Mais pour nous, c'est déjà beaucoup. »

Quand on leur demande quelle est la recette de leur entreprise, Maia Krasnopolskaïa et Ilya Epelbaum répondent en riant : « La compréhension mutuelle. » Dans leur théâtre, ils font tout à deux : les marionnettes, les décors, les costumes, les éclairages, la caisse, le ménage, l'accueil, et bien sûr, les spectacles. Même si l'argent qu'ils gagnent au

jour d'hui grâce aux tournées à l'étranger leur est d'un grand secours, ils doivent toujours se battre. Récemment, ils ont vendu le décor d'un de leurs spectacles fétiches - *La Tournée du grand théâtre royal lilikan* - à un théâtre plus riche que le leur.

CHÂTEAU MAGIQUE

A Nancy, ils sont venus avec deux spectacles : *Métamorphoses*, de et avec Ilya Epelbaum, qui s'est donné les 25 et 26 avril, et *Iolanta* - l'opéra de Tchaïkovski, présenté dans une version de chambre. Pour ce dernier spectacle, qu'ils ont mis en scène, ils ont fait appel à une chanteuse : Natalia Barannikova. A elle, reviennent tous les rôles, du Roi René à sa fille Iolanta, en passant par les ducs et les servantes. Elle est merveilleuse. Tout en manipulant les marionnettes, elle interprète la musique de l'orchestre et les airs des personnages. Devant elle, le décor : un château magique de carton-pâte, coloré comme dans les livres d'enfants. Les figurines l'habitent avec un naturel inénarrable. Les dames pleurent des larmes qui jaillissent à gros jets, des anges volent dans les airs, une bouteille de vin grandeur nature s'impose au milieu des convives ébahis, une pluie de roses rouges et blanches tombe sur Iolanta, dont l'histoire se clot sur un feu d'artifice qui embrase le château.

Tout, ici, est beau, sensible, et surtout, très drôle - ce qui est rarement le cas avec les marionnettes jouant un opéra. Ilya Epelbaum et Maia Krasnopolskaïa n'entendent pas s'arrêter là avec Tchaïkovski. Ils préparent *Le Lac des cygnes*.

B. Sa.

Charles Tordjman, directeur de la Manufacture, centre dramatique national de Nancy-Lorraine

« Il faut faire entendre d'autres langues que le français dans nos théâtres »

« Qu'est-ce qui guide l'édition 1998 du festival Passages ?

- En parcourant l'Est, depuis trois ans maintenant, nous nous sommes rendu compte que la production n'y ressemble absolument pas à la nôtre. Nous produisons beaucoup de spectacles et jouons peu ; eux produisent assez peu de spectacles, et jouent beaucoup. Donc, on ne trouve pas à tous les coups des aventures neuves. Ce qui nous a guidés cette année, c'était d'aller chercher de jeunes metteurs en scène à qui il ne serait jamais venu à l'idée d'être invités en Europe. Nous sommes allés loin, en particulier à Iekaterinbourg, en Sibérie, où a lieu un festival regroupant les jeunes tendances, donc un théâtre qui n'est pas institutionnel. Là, nous avons trouvé Anatoli Baskakov, le Bouriate, qui vient avec deux spectacles, et aussi une troupe locale, le Studio-Théâtre, qui présente *L'Étourdi*, de Samuel Marchak, un grand poète russe très mal connu en France. A Moscou, nous avons vu un couple qui dirige un théâtre de marionnettes étonnantes, le Théâtre Ten. Tous viennent en France pour la première fois.

- Quelles sont les plus grandes difficultés que l'on rencontre, quand on fait ce genre de programmation ?

- Elles sont d'ordre technique : le déplacement des troupes de l'Est à l'Ouest ; la question des visas, toujours très compliquée ; les modalités financières : nous tenons absolument à ce que l'invitation des troupes se fasse dans les meilleures conditions. Nous payons les voyages, les cachets, les défrailements - au tarif syndical français. Le coût est donc nette-

ment plus important que si nous organisions la venue de troupes françaises. A cela s'ajoute la recherche des spectacles, qui prend du temps.

- Comment situez-vous Passages dans le paysage des festivals français ?

- Nous n'avons pas envie que Passages devienne un festival.

Un vaste projet et un budget modeste

Créé en 1996 par l'équipe de la Manufacture - le centre dramatique national de Nancy-Lorraine, dirigé par le metteur en scène Charles Tordjman -, Passages s'est donné comme mission d'inviter dans l'est de la France des spectacles venus du Grand Est - au sens large. Sa troisième édition bénéficie d'un budget d'environ un million de francs : 300 000 francs du conseil régional de Lorraine, 200 000 francs de la DRAC (direction régionale des affaires culturelles) de Lorraine, 150 000 francs du DAI (département des affaires internationales) du ministère de la culture, 50 000 francs de l'AFAA (Association française d'action artistique) et 50 000 francs de l'ONDA (Office national de diffusion artistique). Le reste provient des recettes propres.

Du 21 au 28 avril, Passages accueille des artistes venus de Russie, de Bouriatie, de Iakoutie, de Lituanie, de la République tchèque, de Géorgie, des Balkans, de Mongolie, ainsi que la compagnie nancéenne Matera Prima, qui crée un *Cabaret éphémère* en duo avec le Do Théâtre de Saint-Petersbourg. L'accent est mis cette année sur la culture mongole : outre les séances du chaman Tsevegordj Bazar, qui ont eu lieu sous une yourte mongole installée dans la cour de la Manufacture, Passages propose des conférences sur le chamanisme, des chants et un défilé de mode mongols.

Dans notre esprit, c'est une rencontre, qui ne dure qu'une semaine, avec une petite cinquantaine de représentations, inscrites dans la programmation normale du centre dramatique national. Quand nous avons créé Passages, il y a trois ans, nous avions en tête l'idée que la lutte contre la xénophobie, dans les théâtres, ne peut se satisfaire de déclarations éditoriales. Elle doit passer par des actes

nous sommes senti un devoir de découverte. Maintenant, nous avons un devoir d'affection vis-à-vis des gens avec qui nous avons déjà travaillé. Cette année, nous organisons deux stages de formation d'acteurs : un avec un comédien lituanien, Benas Bilinskas, qui est venu jouer en 1997, l'autre avec le metteur en scène lakoute Youri Makarov, qui a présenté *Le Pays oublié des dieux*, en 1997 égale-

ment. Avec les lakoutes, nous voudrions que la collaboration aille plus loin : le metteur en scène français Bruno Meyssat vient rencontrer Youri Makarov. Il est possible qu'il aille ensuite monter un spectacle à Niourba. Il est très intéressé par le chamanisme, qui joue un rôle important en lakoute.

- Que représente la France pour les invités de Passages ?

- D'abord, la reconnaissance : sortir de son pays et être invité ici, c'est très important, parce que la France a, à leurs yeux, une tradition théâtrale très forte. En général, ils connaissent peu les metteurs en scène français, mais ils connaissent les auteurs. Ils parlent de Molière, Ionesco, Sartre, et de Kolés surtout. Et, à notre grande surprise, ils connaissent Nancy avant d'y venir. Ils savaient que dans cette ville s'est tenu un grand festival - celui que créa Jack Lang dans les années 60. Pour moi, c'est formidable de me rendre compte, dans tous les voyages que je fais, que Nancy est plus connue par ce festival que par la place Stanislas. Pour eux, Passages représente la possibilité de rebondir, de s'ouvrir à d'autres pays que la France. En plus, économiquement, les invitations à l'étranger les aident beaucoup. *La Nuit*, que présente Anatoli Baskakov, a été montée à Oulan-Oudé avec quinze-vingt mille francs - soit dix fois moins qu'une production française du même ordre. L'argent qu'on leur donne ici les aide à faire du théâtre dans leur pays. Tant mieux : créer un axe de solidarité, c'est aussi un de nos désirs.

Propos recueillis par Brigitte Salino

صكنا في الامل

Marin Karmitz, défenseur des multiplexes et des « films de pauvres »

Le patron de MK2 annonce sa nouvelle stratégie de recentrage sur les activités cinématographiques

Un quart de siècle après avoir ouvert sa première salle à Paris, Marin Karmitz va ouvrir un nouvel ensemble de treize salles dans le 13^e ar-

ronnement. En changeant le nom de ses salles 14-Juillet, rebaptisées MK2, Marin Karmitz a décidé de se recentrer sur les activités

cinématographiques, production en tête, après les déboires vécus dans le domaine de la télévision satellite.

DEPUIS qu'il a ouvert il y a un quart de siècle sa première salle 14-Juillet à Paris, Marin Karmitz a toujours accompagné ses entreprises d'un ambitieux discours sur l'intérêt général. L'ancien réalisateur de *Camarades* ne change pas de registre : « La première salle à la Bastille était déjà un lieu de débat démocratique en même temps que de résistance esthétique - par exemple en amenant la version originale dans des quartiers où elle n'avait pas accès. La création, en septembre 1966, du 14-Juillet-sur-Seine dans le 19^e arrondissement répond toujours à cette réflexion sur le rôle du cinéma dans la vie sociale. »

» Toutes les salles avaient fermé dans ce quartier, tout le monde nous déconseillait de nous y installer à cause de l'insécurité. Lorsque j'ai voulu ouvrir un restaurant, personne n'a voulu s'y installer : je suis devenu restaurateur. Grâce à la salle, qui a connu un succès dépassant toutes nos espérances, les gens ont repris possession du quartier. Au bout de six mois, les séances du soir connaissent les mêmes affluences qu'à l'Odéon ou à Beaugrenelle, alors qu'avant les rues étaient vides la nuit, à part les bandes et la police. Les bandes sont venues, les responsables de la salle n'ont jamais fait appel à la police, ils ont parlé avec les jeunes, peu à peu c'est toute l'atmosphère du quartier qui a changé en profondeur. »

La prochaine infrastructure Karmitz (un ensemble de treize salles) répond à une logique un peu différente : non plus un quartier désertifié, mais un quartier à inventer, autour de la Bibliothèque nationale de France, dans le 13^e arrondissement. Défenseur de ses propres multiplexes mais volontiers critique sur ceux des autres, Marin Karmitz les présente comme « un phénomène inéluctable », mais dont il faut contrôler les effets. Et il condamne les installations en péri-

phérie, « porte-avions pour les productions hollywoodiennes », affirmant la possibilité d'une programmation plus diverse et faisant place à la version originale. Il souligne que, à la différence de celle des concurrents, l'architecture de ses salles « n'est pas conçue autour de la confiserie et des jeux vidéo ».

Conquérante, l'implantation du circuit Karmitz ne connaît pourtant pas des succès : le projet d'un multiplexe à Boulogne-Billancourt a dû être abandonné après la cession d'Aquaboulevard à Gaumont. Le patron de MK2, sans nier avoir d'autres ambitions dans la capitale, dit aujourd'hui viser aussi l'étranger, à commencer par un vieux rêve new-yorkais, jamais abandonné, et une tentation polonaise suite aux liens créés avec ce pays dans le fil de la production de la trilogie tricolore de Kieslowski. Et, depuis peu, il avoue un intérêt pour la province, « jamais en concurrence avec des indépendants locaux, mais là où il y a soit un désert, soit les grands circuits ».

Ses salles changent aujourd'hui de nom : de 14-Juillet, elles deviennent MK2. La transformation est moins anecdotique qu'il n'y paraît : adopter l'enseigne d'un groupe que son patron présente comme « maître de la production » est une manière de souligner la prééminence des films sur les lieux où ils sont diffusés. Et « le nom de MK2 est à présent bien connu à l'étranger », au moment où le développement international figure en bonne place dans le programme de production présenté par Marin Karmitz. A commencer par son premier film entièrement fabriqué aux Etats-Unis, *Claire Dolan*, de Lodge Kerrigan, en compétition à Cannes. A Cannes toujours, on découvre le beau film de la toute jeune Samira Makhmalbaf, *La Pomme*, tourné grâce au partena-

riat que MK2 entretient avec son père, le grand cinéaste Mohsen Makhmalbaf - dont le nouveau film, après *Gabbeh*, *Salam Cinema* et *Un instant d'innocence*, auxquels Karmitz a déjà contribué, *Le Silence*, devrait être prêt pour Venise.

« Les majors américaines cherchent des sociétés ayant une expertise sur des films plus "pointus" »

MK2 coproduit également le prochain Abbas Kiarostami, *Cérémonie spéciale*, dont le tournage commence en mai. Et poursuit son soutien à Lucian Pintilie, qui réalise *Terminus Paradis* en Roumanie. Ces derniers films illustrent la distinction qu'établit Marin Karmitz au sein de la production mondiale entre « films de riches » et « films de pauvres ». Les premiers, produits normalisés voués à la distraction d'un grand public mondialisé, « doivent exister à condition de ne pas vouloir la mort des seconds », dont l'auteur de *Coup pour coup* se veut naturellement le défenseur et qui ne se limitent pas aux films traités et romains : la longue collaboration avec Claude Chabrol, qui tourne en ce moment avec Sandrine Bonnaire *Ménages*, ou la relation du même type que le producteur vient de nouer avec Jacques Doillon, représentent une approche moins fondée sur des critères économiques que sur la défense de « ceux qui veulent s'exprimer avec le cinéma ».

Il n'est pas exclu que ce recentrage sur les activités cinématogra-

phiques découle des déboires de MK2 dans le domaine de la télévision satellite : composé de trois chaînes thématiques (santé, justice, savoirs) fondées sur le même concept alternant films et débats, MK2-TV avait été testé avec succès à Angers (*Le Monde* du 4 avril 1997). Mais l'opérateur du bouquet CanalSatellite, refusé de l'accueillir dans le bouquet « basique », nécessaire à la viabilité du projet selon Karmitz, contraint d'abandonner le projet... Il s'émue aujourd'hui de voir apparaître, sous le nom de Forum, un programme similaire sur le basique de CanalSatellite, directement mis en œuvre par Canal Plus.

Le lancement de MK2-TV était l'une des opérations rendues possibles par l'accord conclu en février 1996 entre Marin Karmitz et Pierre Dauterive (le patron de Havas, avant son absorption par son actionnaire principal, la Générale des eaux). Cet accord, qui s'était traduit par l'entrée de la CGE dans le capital de MK2 Holding à hauteur de 23 %, respectait l'autonomie de direction de la société de cinéma et devait même en accroître les moyens. Il n'a, semble-t-il, pas porté tous ses fruits, et les nouvelles orientations de Vivendi (ex-Générale des eaux, qui contrôle notamment Canal Plus et la major cinématographique UGC) ont modifié la situation. Faisant jouer son droit de préemption, et quitte à s'entêter, Marin Karmitz est donc en train de racheter les parts de la CGE dans son capital. Il dit vouloir se donner le temps de la réflexion avant de trouver un nouveau partenaire « pas nécessairement en France : les majors américaines cherchent des sociétés ayant une expertise sur des films plus "pointus" que ceux qu'elles produisent. MK2 répond impeccablement à cette définition ».

Jean-Michel Frodon

Stockhausen en panne de formule dans « Inori »

Karlheinz Stockhausen : *Inori*. Alain Louafi et Kathinka Pasveer (danseurs), Karlheinz Stockhausen (projection du son). Ensemble InterContemporain, David Robertson (direction). Cité de la musique, le 25 avril.

Amorcée par un hommage au compositeur visionnaire de l'après-guerre (*Le Monde* du 8 avril), la célébration du soixante-dixième anniversaire de Karlheinz Stockhausen à la Cité de la musique s'est achevée par une évocation de l'impénétrable mysticisme qui entoure les œuvres du créateur allemand. Les partisans du courant moderniste développé dans les années 50 et 60 par Stockhausen considèrent généralement avec perplexité la dérive esthétique subie par l'ancienne figure de proue de l'avant-garde occidentale. *Inori* ne laisse pas, en effet, de dé-

concert. *Inori* (qui signifie « prière » ou « invocation » en japonais) fut conçue à l'origine (1973-1974) pour un ou deux solistes avec grand orchestre, puis adaptée à un effectif instrumental d'une trentaine d'unités. C'est cette dernière version qui a été retenue à la Cité de la musique pour accompagner les gestes de deux « danseurs-mimes ». Conformément aux indications toujours très précises de Stockhausen, les interprètes ont été répartis individuellement en divers points stratégiques d'un espace occupé en son centre par une estrade surélevée. Cette plateforme destinée aux danseurs abrite, un peu à la manière d'un mastaba, le cœur musical d'*Inori* : un ensemble de seize *rin*, bols résonnants utilisés au Japon pour des rites religieux. Alain Louafi (en costume de Pierrot blanc cassé) et Kathinka Pasveer (en robe bleu ciel près du corps) prennent place sur leur piédestal aux allures d'autel primitif. Assis sur les talons, la tête

dans les mains, ils invitent au recueillement ; la cérémonie va commencer. L'intérêt déclaré d'*Inori* réside dans l'étroite dépendance des gestes (du couple de solistes) et des sons (de l'ensemble instrumental) au service d'une succession de prières supposées conduire à un état « transcendantal ». Le spectateur passe donc d'abord par une phase de conditionnement comportant quelques belles révélations. Ainsi lorsque les danseurs-mimes, par un geste circulaire des bras vers la poitrine, paraissent attirer en eux la meute des sons environnants et leur conférer une inattendue sérénité. Cependant, rares sont de tels moments et, au fil des minutes, on en vient à s'interroger sur la pertinence du propos de Stockhausen. Notamment sur le plan conceptuel. Comme *Mantra* (1970), *Inori* repose sur le développement multipolaire d'une « formule » censée contenir en germe toutes les propriétés de l'œuvre. Le compositeur en tire méthodiquement des applications destinées au rythme, à la dynamique, à la mélodie, à l'harmonie, puis à la polyphonie. Il en résulte un flux musical à l'avancée passablement chaotique, qui jure avec la progression déliée de la partie visuelle. Le traitement du timbre souffre d'hétérogénéité et, comparés aux délicates irisations des bols japonais, les jaillissements de l'orchestre semblent souvent balourd.

Enfin, le martèlement intensif de la note *sol*, montée en épingle par divers procédés de boquets minimalistes, achève de miner l'écoute. L'oreille se révèle ensuite incapable d'apprécier d'éventuels détails de goûts. L'œil trouve assez puerile la gestuelle des mimes. Et l'esprit en conclut que, pour une fois, la formule imaginée par Stockhausen n'a pas été magique.

Pierre Gervasoni

CONCERTS

CHATELET
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS
MERCREDI 29 AVRIL 12H45
Dmitri Bashkirev, piano
SCHUMANN, DEBUSSY
LUNDI 4 MAI 12H45
Deborah Polaski, soprano
Charles Spencer, piano
BRAHMS, MAHLER
LOCATION 01 40 28 28 40

PIANO ****
Radu Lupu
Mardi 5 mai - 20h30
Schumann - Janacek
Bartok - Schubert
Murray Perahia
Lundi 8 juin - 20h30
Bach-Beethoven - Schubert
Maurizio Pollini
Mardi 23 juin - 20h30
Liszt - Schumann - Chopin
PLEYEL : 01.45.61.53.00

SALLE GAVEAU
5 MAI - 20 h 30
F.-J. THOILLIER piano
Beethoven - Ravel - Rachmaninov
11 MAI - 20 h 30
Félicity LOTT soprano
Mendelssohn - Strauss - Chabrier
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

OPÉRA
Orchestre de l'Opéra
James Conlon, direction
Brahms - Zemlinsky
Dvorak
5 mai - 20h
Palais Garnier
Réservations : 0 836 69 78 68

ensemble
Jeux d'espace
Jeudi 7 mai à 20 h
Kyburz création
Stravinsky
Manoury création
Hideki Nagano piano
ENSEMBLE INTERTEMPORAIN
direction David Robertson
cité de la musique
01 44 84 44 84

SORTIR

PARIS
Aka Moon
Le trio belge Aka Moon casse la baraque depuis plusieurs années avec sa musique vive et électrique. Fabrizio Cassol est au saxophone alto, Michel Hatzigeorgiou à la basse électrique et Stéphane Galland à la batterie. Une forme instrumentale dont le trio révisé les possibilités - du jazz au rock, avec une attention portée aux musiques de l'Inde ou de l'Afrique - en favorisant l'expressivité du jeu collectif. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. *MP Châtelet*. Les 27 et 28, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Jeff Gardner Trio, Rick Margitza
Jeff Gardner, pianiste américain résident à Paris depuis plusieurs années, et Rick Margitza, saxophoniste, américain lui aussi, se retrouvent, à intervalles plus ou moins réguliers, pour jouer un jazz qui emprunte aux codes des grands classiques la matière de son inspiration d'aujourd'hui. Rhythmique à suivre, avec Jeff Smith à la contrebasse et Jeff Boudreaux à la batterie. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. *MP Châtelet*. Les 28 et 29, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Ginesa Ortega
Après l'italienne Lucilla Galeazzi le mois dernier, le coquet Théâtre Grévin poursuit son cycle

consacré aux voix du Sud avec Ginesa Ortega, chanteuse d'origine gitane. Son timbre de voix âpre et rageur exprime avec acuité les déchirures du flamenco, qu'elle interprète, accompagnée par Chicuelo à la guitare et Tino Di Geraldo aux percussions. Théâtre Grévin, 11, boulevard Montmartre, Paris-9^e. *MP Rue-Montmartre*. Le 27, à 20 h 50. Tél. : 01-46-24-16-97. 140 F.

ENIGES
Une journée particulière
En 1977, Sophia Loren et Marcello Mastroianni ont immortalisé le couple qu'ils interprétaient dans *Une journée particulière*, d'Ettore Scola. Ce film, simple rencontre amoureuse mais rattachée à l'événement du 8 mai 1945, qui fit se rencontrer, à Rome, Hitler et Mussolini, démontre subtilement que le fascisme n'est pas seulement celui des cérémonies grandioses, mais aussi celui de la rue, celui de l'affirmation des « mœurs conformes » et de la réhabilitation du rôle de la femme au foyer. Gigliola Fantoni et Ruggero Maccari (auteur du scénario original) ont adapté cette histoire pour le théâtre. Jacques Weber met en scène et joue auprès de Françoise Fabian cette journée particulière. Centre dramatique national, promenade des Arts, 60 Nice. Du 28 avril au 16 mai. Tél. : 04-93-80-52-60. De 60 F à 170 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Bolche Vita
d'Bohya Fekete (Hongrie, 1 h 37), avec Yuri Fomichev, Igor Tcherniavitch, Alexei Serebriakov. Brûls d'amour de Jacques Comteguine (France, 1 h 30), avec Nadine Spinoza, Elsa Servier, Jean-Pierre Lort. *Cavali* d'Iannis Smaragdis (Grèce, 1 h 25), avec Dimitris Katalifos, Vassilis Diamantopoulos. *Déjà mort (*)* d'Olivier Dahan (France, 1 h 48), avec Romain Duris, Benoit Magimel, Zoé Félix. *Hammam* de Ferzan Ozpetek (Italie-Grèce-Espagne, 1 h 34), avec Alessandro Gassman, Francesca d'Alora, Carlo Cecchi. *L'idéaliste* de Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 2 h 15), avec Matt Damon, Claire Danes, Danny DeVito, Jon Voight. *Jack* de Robert Altman (Etats-Unis, 1 h 12), avec Harry Belafonte, Geri Allen, Don Byron, James Carter, Ron Carter. *Jeunes et la garçonne formidable* d'Olivier Ducastel et Jacques Mureau (France, 1 h 38), avec Virginie Ledoyen, Mathieu Demy, Jacques Bonnaffé. *Serial Lover* de James Huth (France, 1 h 25), avec Michèle Laroque, Albert Dupontel, Elise Tiellet. *The Big Lebowski* de Joel Coen (Etats-Unis, 1 h 57), avec Jeff Bridges, John Goodman, Julianne Moore. (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISE

Yolande et le voleur de Vincente Minnelli, avec Fred Astaire, Lucille Bremer. *Américain*, 1945, copie neuve (1 h 48). VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati. 5^e (01-43-54-51-60) ; Mac-Mahon, 17^e (01-43-80-24-81).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. *Norma* de Bellini, Jane Eaglen (Norma), Susanne Mentzer (Adalgisa), Sergei Larin (Pollione), Carlo Colombari (Oroveso), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris. Fabio Luisi (direction), Yannis Kokkos (mise en scène). *Opéra-Bastille*, place de la Bastille, Paris-11^e. *MP Bastille*. Le 27, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 60 F à 635 F. *La Somnambule* de Bellini, Young-Gook Shin, Uliana Faraon (Amina), Marc Laho, Scott Emerson (Elvino), Karine Charanyan, Patricia Fernandez (Teresa), Denis Sedoy, René Schirmer (Rodolfo), Marianna Khalemskaya (Lisa), Chœur de l'Opéra-Comique, Ensemble orchestral de Paris, Giuliano Carella (direction), Marc Adam (mise en scène). *Opéra-Comique*, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris-2^e. *MP Richelieu-Drouot*. Le 27, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 500 F. *Orchestre de chambre de Cologne* Mozart : *Divertissement KV 334*. Quantz : *Concerto pour flûte et orchestre*. Haydn : *Concerto pour flûte, hautbois et orchestre*. Patrick Gallois (flûte), Helmut Müller-Brühl (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue

Montaigne, Paris-8^e. *MP Alma-Marceau*. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 40 F à 290 F. *The King's Singers* *Œuvres de Croft, des Prés, Purcell, Dowland, Ravenscroft, Jannequin, Lassus et Striggio*. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e. *MP Miromesnil*. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 75 F à 250 F. *Compagnie Xavier Gosselin* La vie du cinéaste italien Luchino Visconti a inspiré au danseur et chorégraphe Xavier Gosselin un ballet intitulé *Le Comte rouge*. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. *MP Pigalle*. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-45-25-89-89. De 85 F à 160 F. *Compagnie One Step* Elsa Wollaston : *Réveil*. Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14^e. *MP Cité-Universitaire*. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-45-89-38-69. 110 F. *Milja Fitzgerald Michel Quartet* Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. *MP Châtelet*. Le 27, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F. *Jesus Lizard* La Boule noire, 116, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. *MP Pigalle*. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-45-25-89-89. 90 F. *Jean-Louis Aubert* *Cirque d'hiver Bouglione*, 110, rue Amélie, Paris-11^e. *MP Filles-du-Calvaire*. Le 27, à 20 h 30. 166 F. *Croix le musicopathe* Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris-6^e. *MP Odéon*. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-44-07-37-43. De 70 F à 110 F. *Katinka Falikowski* Opus café, 167, quai de Valmy, Paris-10^e. *MP Louis-Blanc*. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-40-34-70-00. 80 F.

RÉSERVATIONS

Un ennemi du peuple de Henrik Ibsen, mise en scène de Claude Stratz. Théâtre national de la Colline, 15, rue Mahe-Brun, Paris-20^e. *MP Gambetta*. Du 6 mai au 6 juin. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. *La Vie est un songe* de Pedro Calderon de La Barca, mise en scène de Laurent Gurmman. Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14^e. *RER Cité-Universitaire*. Du 4 au 30 mai. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F. *Têtes noires* Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. *MP Opéra*. Les 4, 5 et 6 mai, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 123 F. *Alpha* Elvise-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. *MP Anvers*. Le 6 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F. *Pat Metheny* Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. *MP Opéra*. Les 13 et 14 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 192 F à 347 F.

DERNIERS JOURS

30 avril : *Noces de bambou* de Jean-Christophe Bailly et Gilberte Tsai, mise en scène de Gilberte Tsai. Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Nobiel. Tél. : 01-64-62-77-77. De 75 F à 125 F. Les gens déraisonnables sont en voie de disparition de Peter Handke, mise en scène de Christophe Perton. Théâtre national de la Colline, 15, rue Mahe-Brun, Paris-20^e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. *La Place du dâment* de Marco Rodoreda, mise en scène de Gilles Bouillon. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16^e. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

EN VUE

■ L'Autriche, qui célèbre cette année le centième anniversaire de la mort tragique de l'impératrice Elisabeth, a ouvert le 25 avril, à Gmunden, le « musée des cabinets d'aisance », présentant trois cents objets, parmi lesquels un bidet de Sissi.

■ Les avocats de Floride nommés d'office devant l'instance chargée d'examiner les droits des condamnés à mort paraissent 5 dollars sur les résultats de chaque recours : Lawton Chiles, gouverneur de l'Etat, a ordonné une enquête.

■ Mercredi 22 avril, le bourreau de la prison de Huntsville, au Texas, a dû recommencer l'exécution de Joseph Cannon, trente-huit ans, qui avait passé plus de la moitié de sa vie dans le couloir de la mort, l'aiguille ayant sauté du bras du condamné. L'incident s'est déjà produit. Depuis, l'assistance, protégée par une vitre, n'est plus éblouie.

■ Selon un récent sondage, plus de la moitié des Américains réclament que les enfants meurtiers de moins de treize ans soient jugés comme des adultes, mais trouvaient prudent de limiter l'achat d'armes de poing à douze par an par personne.

■ Samedi 25 avril, au cours d'un goûter d'anniversaire à Greensboro, en Caroline du Nord, un garçonnet de quatre ans qui avait trouvé un pistolet dans le sac à main d'une maman a tué d'une balle dans le cou son petit camarade de jeu, au moment du *Happy birthday*.

■ Le « logiciel d'assistance à l'examen de conscience » mis au point par Andrzej Urbanski, polytechnicien polonais, présenté, mercredi 22 avril, à la Foire internationale de Poznan, sera commercialisé dès la saison des premières communions.

■ Le cardinal Jan Schotto, secrétaire général du synode sur l'Asie, demande à ses « vénérables confrères », membres de l'assemblée, qui, le matin, font du jogging en culotte dans les jardins du Vatican de « ne pas oublier leur badge » pour faciliter les contrôles de sécurité.

■ Sept ans après la fin de l'apartheid, les Blancs d'Afrique du Sud auront accès aux « tribunaux pour le divorce », permettant des procédures rapides à moindres frais, jusque-là réservées aux Noirs seulement.

■ Samedi 25 avril, quatre individus encagoulés font irruption dans un supermarché d'Acireale, près de Catane, en Sicile, volent l'argent de la caisse et repartent en emportant sous le bras le plus petit de la bande : un enfant de six ans riant au passage chewing-gums et petits oeufs en chocolat.

Christian Colombani

« Commentaire » fête ses vingt ans

La revue créée en 1978 par Raymond Aron consacre, à l'occasion de son anniversaire, un numéro spécial à l'état de la France. Le diagnostic est sombre

Commentaire

N° 21 / Printemps 1998

SITUATION DE LA FRANCE

peu de temps » (Antoine Jeancourt-Galignani). Car le mal est profond. Il plonge ses racines dans Vichy, explique Marc Fumaroli : « Débarassé de ses pires venins, quelques aspects structurels de ce régime ont peu à peu réapparu : une oligarchie de technocrates idéologues s'est pro-

gressivement emparée de Marianne, et lui a administré à doses diverses l'économie dirigée, le socialisme d'Etat, et le nationalisme, trois remèdes alors à la mode. » Les critiques du système parlent de réforme à mots couverts car, « eux-mêmes élevés dans l'ancienne doctrine, ils l'ont naguère prônée. Ce sont souvent des convertis qui hésitent à se démentir. »

Trop d'Etat, trop d'impôts, trop de règlements. Le triptyque revient comme un leitmotiv dans presque toutes les contributions, comme s'il était devenu l'alpha et l'oméga d'une pensée que, retournant le mot de Marc Fumaroli, on pour-

rait qualifier de « restreinte ».

Pour être juste, on ne saurait oublier les contributions qui dépassent la sinistrose. Raymond Barre, en répétant son iniquité, ne méconnaît pas les atouts de la France ; considérant la cohabitation incompatible à la longue avec l'intégration européenne, Henri Froment-Meurice propose un régime présidentiel ; Jean-Louis Bourlanges exhorte la droite à abandonner ses illusions, la principale étant d'être par essence majoritaire et par vocation destinée à gouverner. Et Laurent Fabius entonne un hymne à la jeunesse. Sans doute faudrait-il en citer d'autres, le choix étant par nature arbitraire et le résumé simplificateur.

On trouvera aussi dans ce numéro exceptionnel la réédition d'une discussion de 1958 entre Raymond Aron et Arnold Toynbee sur « l'unité et pluralité des civilisations », qui rappelle ce que la revue a apporté de meilleur au cours des vingt dernières années. Ainsi qu'une brève mais percutante contribution de Simon Leys au débat sur « Communisme, fascisme et histoire du XX^e siècle » : « Les amis de Commentaire (qui sont aussi les miens) ont tout naturellement compté quelques communistes repentis - et je m'en réjouis ; mais je doute qu'ils aient jamais inclus beaucoup d'ex-nazis. »

Alors bon anniversaire, dans l'attente du prochain numéro « ordinaire » de Commentaire.

Daniel Vernet

SUR LA TOILE

LA CIA PARLE AUX JEUNES

■ La CIA a ouvert un site Web destiné à initier les enfants au monde du renseignement, grâce à des jeux interactifs, des tests, un minilexique et des portraits de personnages de vieux romans d'espionnage. L'objectif de l'agence est triple : « Encourager les enfants à utiliser des ordinateurs, leur faire découvrir la géographie et leur expliquer ce que fait la CIA. » (AFP) www.oic.gov/cia/ckitabids

NOUVEAU YAHOO

■ Le moteur de recherche Yahoo vient de créer un service pour l'Italie, qui s'ajoute à la douzaine de « Yahoo nationaux » déjà existants et aux « Yahoo régionaux » américains. www.yahoo.it

ARTS DE LA RUE

■ L'association Hors-les-murs, consacrée aux arts de la rue et du cirque, a ouvert son site. www.horslesmurs.asso.fr

L'UDF SUR LE NET

■ Le groupe UDF de l'Assemblée nationale dispose désormais de son site, doté d'un forum de discussion. (AFP) www.groupe-udf.asso.fr

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Philippe Séguin était arrivé à la tête du RPR en s'appuyant sur des alliés et même en fédérateur grâce à son alliance inattendue avec les balladins. Avec son talent oratoire unique, son charisme personnel, sa passion politique, il espérait raviver le RPR et en devenir le leader incontesté. Or, il a rencontré plusieurs obstacles et essuyé maintes déconvenues : l'élection de Jean-Louis Debré, le mamelouk de l'empereur, à la tête du groupe RPR. Or, ce n'était pas son candidat ; sa vaine tentative pour changer le nom du RPR qui s'était en l'occurrence scindé en deux ; la querelle ridicule mais redoutable de la mairie de Paris dont il n'est pas responsable mais dont il subit les effets ; les pal-

nodies gaullistes la semaine dernière à propos de l'euro. Or les choses ne vont pas s'améliorer. Pendant plus d'un an, le calendrier politique sera dominé par l'euro et par l'Europe, à l'occasion desquels le chef de l'Etat sera omniprésent et coopérera inévitablement avec le gouvernement socialiste.

LE FIGARO

Paul Guibert

■ Nul doute que la violence des ressentiments provoqués au sein du RPR par les psychodrames des élections régionales n'ait conduit Séguin à privilégier son opposition radicale à Jospin dans le débat sur l'euro. On remarquera pourtant que son argumentaire visait moins l'incapacité de la gauche à assurer la réussite de l'euro que l'infidélité de Jospin aux conditions de l'indépendance nationale face à la monnaie

unique : c'était le reflux de Maastricht qui s'exprimait à travers l'ornie séguiniste. Que croyez-vous qu'il arrive ? Au yeux de tous, ce fut Chirac que l'on brava. Il est temps que les deux hommes révisent les règles de leur cohabitation.

LIBÉRATION

Laurent Joffin

■ Les « anti » se sentent mal. La marche vers l'euro prend désormais un tour si inexorable que les opposants à la monnaie unique éprouvent des difficultés croissantes à garder leurs repères. De toute manière, l'euro était fait, le combat pour la souveraineté change de nature. Il s'agit, non plus de garder à la France ses attributs traditionnels, mais de rendre aux Français, comme aux autres Européens, la maîtrise de leur destin. Dans le monde de l'euro, la nation

<http://www.culture.fr/culture/archeosm.htm>

Un capitaine devenu archéologue sous-marin raconte ses explorations d'épaves du temps jadis

qu'il tentait de forcer le blocus anglais pour ravitailler l'île. On trouve également une histoire illustrée des tenues de plongée, depuis le premier scaphandre datant de 1797 jusqu'à la combinaison autonome du commandant Cousteau,

ou encore un panorama complet des techniques de fouilles.

A lui seul, le Groupe de recherche en archéologie navale (GRAN) de Max Guérout, association forte de quatre-vingts membres, a exploré une dizaine des

épaves présentées sur le site ministériel. Parmi elles, le *Silva Rossa*, vaisseau russe de soixante-six canons qui a chaviré en 1780 en Méditerranée, ou la *Lomelina*, immense navire génois victime d'un ouragan au large de Villefranche-sur-Mer en 1516. Au sein de l'association, les anciens marins côtoient des archéologues, des historiens, des chercheurs, des architectes, des cinéastes et des photographes qui consacrent leurs loisirs à la localisation et à l'exploration d'épaves. « Pour la Lomelina, il a fallu six ans de recherches d'archives et quatre mille cinq cents plongées, avant de pouvoir reconstituer ses dimensions : 100 mètres de long sur 14 de large, 800 tonnes. »

Max Guérout s'apprête à lancer un nouveau site en partenariat avec l'Unesco, consacré cette fois au recensement des épaves de bateaux négriers. « Etant allergique aux fouilles façon chasse au trésor, j'ai pensé que c'était une bonne manière d'en prendre le contre-pied. »

Christophe Labbé et Olivia Recasens

APPEL A L'ABONNEMENT

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1980 F ☐ 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2340 F au lieu de 585 F au lieu de 585 F

* Prix de vente au numéro - (Tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit : ☐ F 801 MO 005

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2190 F	2860 F	3490 F
3 mois	598 F	790 F	947 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers : téléphonez au 01-42-17-32-60 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Remettez à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chantilly Cedex

Rap pour Césaire

par Alain Rollat

COMMENT mettre en musique la poésie d'Aimé Césaire sans l'altérer ? Trois choix coulaient de source. Le choix du tam-tam africain, le seul instrument qualifié pour perpétuer le message de l'auteur du *Cahier d'un retour au pays natal*, l'écho de cette voix pétrée de sueur et de sang, montée du tréfonds antillais des cales négrières pour chanter la négritude à la face de marchands tout étonnés d'apprendre que la négraille pouvait revendiquer une âme.

Le choix de l'orchestre symphonique, le seul capable de faire résonner l'appel fraternel à la liberté et à la dignité de la condition humaine lancé par cet homme-balise, dépositaire d'une mémoire qu'on croyait soumise à la tentation de l'inhumanité après avoir subi toutes les violences de la colonisation et toutes les humiliations de l'esclavage.

Le choix de la fanfare nationale, celui de *La Marseillaise*, le seul

conforme à l'imagerie républicaine qui a déjà gravé dans le marbre de Jules Ferry, par précaution, l'émouvante histoire du petit boursier martiniquais devenu par la vertu de l'école laïque et obligatoire l'un des emblèmes du génie français.

La télévision publique d'outre-mer a fait un choix plus audacieux. Pour rendre hommage à l'œuvre du poète de Fort-de-France, à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage, RFO diffusait, dimanche 26 avril, sur le canal de France 3, une biographie musicale d'Aimé Césaire réalisée avec le concours de plusieurs des rappeurs francophones les plus réputés du moment : Bambi Cruz, KDD, MC So-lair, Menelik, Positive Black Soul, Stormy Buggy. Le pari semblait insensé. Pouvaient-ils rapper sur du Césaire sans rapetisser son verbe ?

C'était, en vérité, une belle intuition. Car ces jeunes gens expri-

ment Césaire comme si son souffle habitait leur chair. C'est son tam-tam qui bat la chamade sous leur phrasé syncope. C'est sa source polyphonique qui affleure sous leurs rythmes binaires. Ecoutez-les : « J'habite une blessure sacrée. J'habite des ancêtres imaginaires. J'habite un vouloir obscur. J'habite un long silence. J'habite une soif irremédiable... »

Entendez-les : « Tu m'as tellement menti, menti sur le monde, menti sur moi-même, que tu as fini par m'imposer une image de moi-même : un sous-développé, comme tu dis, un sous-capitaine, voilà comment tu m'as obligé à me voir, et cette image je la hais ! Et elle est fautive ! Mais maintenant je te connais, vieux cancer, et je me connais aussi ! Et je sais qu'un jour mon poing nu, mon seul poing nu suffira pour écraser ton monde ! Le vieux monde, j'en ai ! C'est le cri de Césaire émergeant des cales bantoues ! »

صكيات الامهل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE/MARDI 28 AVRIL 1998/35

FILMS DE LA SOIRÉE

18.50 Delicatessen ■
Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet (Fr., 1991, 100 min).
Ciné Cinéma

18.55 Le Criminel ■
Orson Welles (États-Unis, 1945, N., 95 min).
Ciné Cinéma

19.30 On a volé la Joconde ■
Michel Deville (France - Italie, 1966, 95 min).
Ciné Cinéma

20.05 Le bonheur est dans le pré ■
E. Cavailles (Fr., 1995, 120 min).
TSR

20.10 La Folie du roi George ■
Nicholas Hytner (Grande-Bretagne - États-Unis, 1995, 115 min).
RTSP 1

20.15 Sherlock Holmes ■
attaque l'Orient-Express ■
Herbert Ross (États-Unis, 1976, 107 min).
13° Rue

20.30 Le Journal ■
d'un curé de campagne ■
Robert Bresson (France, 1950, N., 115 min).
Ciné Cinéma

20.30 La Révolution française ■
Les Années Terribles ■
Richard Heffron (Europe, 1988, 155 min).
Cinéstar 1

21.00 Madame Butterfly ■
Fridère Bitterly (France, 1995, 130 min).
Cinéstar 2

22.00 Notre histoire ■
B. Blier (Fr., 1984, 110 min).
Festival

22.20 La Vie ■
selon Agfa ■
Assi Dayan (Israël, 1992, N., v.o., 95 min).
Arte

22.25 Attaque ! ■
Robert Aldrich (États-Unis, 1956, N., 110 min).
Ciné Cinéma

22.45 La Grande Muraille ■
Frank Capra (États-Unis, 1956, N., v.o., 85 min).
Ciné Cinéma

23.00 Carmin profond ■
Aruro Ripstein (France - Espagne - Belgique, 1996, v.o., 114 min).
Canal +

23.00 La Dernière Chasse ■
Richard Brooks (États-Unis, 1956, 100 min).
Histoire

23.05 Coups de feu sur Broadway ■
Woody Allen (États-Unis, 1994, v.o., 100 min).
Cinéstar 1

23.45 Sans un cri ■
Jeanne Labrune (France - Belgique, 1991, 85 min).
Ciné Cinéma

NOTRE CHOIX

● 22.25 Ciné Cinéma

Attaque. En 1944, lors de l'offensive des Ardennes, un capitaine américain cause la mort de ses soldats. Deux lieutenants se dressent contre lui. C'était la grande époque d'Aldrich, et ce film de guerre anti-hollywoodien fit du bruit par son authenticité, son refus de sacrifier aux mythes de l'héroïsme et la nervosité de sa mise en scène. - J. S.

● 20.55 TF1

Maintenant et pour toujours. Lorsque Loïc apprend qu'il est stérile, sa femme, Hélène, le pousse à recourir à l'adoption. Découragés par les procédures françaises, ils s'envolent pour les États-Unis. Là-bas, ce sont les parents biologiques qui choisissent la famille d'accueil. En dépit de quelques maladroites, ce téléfilm de Joël Santoni a la chance d'être défendu par des interprètes d'une grande justesse. Catherine Jacob et Daniel Russo. Sur une mélodie grave, il réussit à ne pas sonner faux. - K. N.

● 23.20 France 3

L'Enquête de l'inspecteur Graham (The Unguarded Moment). A la suite d'un meurtre commis près d'un collège, un policier surveille l'établissement. Il est amené à protéger le professeur de musique, victime des assiduités et d'une tentative de viol d'un élève, qui a nié les faits. Réalisé par Harry Keller, ce très curieux film, qui n'a jamais été présenté à la télévision, repose sur des ambiguïtés de situations qui ne sont pas, à la fin, élucidées. La nageuse Esther Williams, star de comédies musicales est, ici, une véritable comédienne dont on apprécie la performance. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1
19.00 Le Bigli. 19.50 Ushuala découverte. 19.53 Le Journal de l'air. 20.00 Journal, l'Image du jour. 20.45 Coupe du monde 1998. 20.50 Météo. 20.55 Maintenant et pour toujours. Téléfilm. Joël Samoni. 22.35 Y a pas photo ! 0.10 Chapeau melon et bottes de cuir. 1.05 F I magazine. 1.45 et 2.40 TF1 nuit.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.30 C'est l'heure. 19.50 Au nom du sport. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Le Monde de la Coupe. 20.40 A cheval. 21.00 La Cité des champs. [36]. 22.50 Mots croisés. L'Europe. 0.25 Journal, Météo. 0.45 Le Cercle des arts.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 La Dernière Séance. 20.55 Le Gentilhomme de la Louisiane. Film. Rudolph Maté. 22.40 Météo, Soir 3. 23.20 L'Enquête de l'inspecteur Graham. Film. O. Harry Keller (v.o.). 0.45 Alfred Hitchcock présente.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invité : Jesus Lizard (live). 20.30 Pas si vite. 20.35 Sleepers. Film. Barry Levinson. 22.55 Flash infos. 23.00 Carmin profond. Film. Aruro Ripstein (v.o.). 0.55 OS bandes dessinées. Film. Marcel Camus.

ARTE

19.00 Au nom de la loi. 19.30 7/2. 20.00 Reportage : La Chasse aux sorcières. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 ► Le Chant de la sirène. Film. Eytan Fox. 22.10 Kinorama. 22.20 ► La Vie selon Agfa. Film. Assi Dayan (v.o.). 23.35 ► Filmforum : Shalom cinéma. La fin d'un rêve. 1.00 ► Court-circuit. Dans la peau.

M 6

19.00 Lols et Clark. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Une nounou d'enfer. 20.40 Décrochages infos. Les Produits stars. 20.50 Blown Away. Film. O. Stephen Hopkins. 23.05 L'Orchidée sauvage. Film. A. Zaiman King. 1.05 Jazz & Dee Dee Bridgewater.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Frank Lestrigant (La France-Amérique). 21.00 Le Grand Débat. L'écoulement culturel français est-il menacé ? En collaboration avec le journal Le Monde. 22.10 Fléno. La Vieillesse, de Guyette Lyr. 23.00 Nuits magnétiques. Un bébé pour combien de marrons ? Écoute et écrit aux Amis. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Œuvres de Mozart, Ligeti, Beethoven. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Poulenc, Bright. 23.07 Le Bel aujourd'hui. Œuvres de Eötvös, Varèse. 20.40 Les Soirées. Œuvres de Ravel, Brahms. 22.30 Les Soirées. (suite). Arthur Honegger. Œuvres de Honegger, Ives, Beethoven.

RADIO-CLASSIQUE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.05 L'Ecran témoin. Ces malades qui nous gouvernent... Invités : Pierre Accoce et le docteur Pierre Benschich ; Nina Bachkova ; Jean-Jacques Legros. RTSP 1

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal+. 20.00 Envoyé spécial. Cohn-Bendit : Dany dans tous les états. Les Nouveaux Américains. Post-scriptum : Les révélations de Capri d'Orlando. TV 5

20.00 La France et ses religions. Les Juifs de France. Avec Joseph Alia ; Philippe Haddad ; Pierre Bimbaum et Shmuel Trigano. Histoire

22.50 Mots croisés. L'Europe. Invités : Valéry Giscard d'Estaing ; Jacques Delors ; Robert Hue ; Daniel Cohn-Bendit ; Nicole Casala ; Bertrand Colomby ; Michaël Mery. Un entretien avec Romano Prodi, Président du Conseil italien. France 2

0.45 Le Cercle des arts. Les Russes russes. Avec Henri Troyat ; Zoé Holdimbourg ; Nikita Struve ; Michaël Mery ; etc. France 2

DOCUMENTAIRES

18.30 L'Onest américain. [36]. La conquête du rail. Planète

18.30 La Carte de Kerguelen. Odyssée

19.00 Les Kennedy : Destin tragique d'une dynastie. [36]. Nous sommes tous mortels. Histoire

DOCUMENTAIRES

20.00 Reportage. La Chasse aux sorcières : la nuit de Walpurgis. Arte

20.35 Le Front de l'Est. [44]. La marche sur Berlin. Planète

20.55 Femmes et société. Quand l'amour dépasse des montagnes. Téma

21.05 Les Aventures du récit bleu. [36]. Plonger jusqu'à l'extrême. Odyssée

21.30 Nomades du Pacifique. [35]. Des vagues dans le ciel. Planète

21.30 La Corée. une montagne dans la mer. [17]. Histoire et traditions. Odyssée

22.25 Les Enfants des prisons. Planète

22.30 L'X Inconnu. L'école polytechnique sur le divan. Odyssée

23.20 Un dragon en prison. Odyssée

23.40 Les Forêts sous-marines. Planète

23.55 ► Filmforum. Les chuchotés d'Israël. Shalom cinéma : la fin d'un rêve. Arte

0.10 Les Amish. Odyssée

1.00 Pour mémoire... Planète

MUSIQUE

18.05 Concert. Natalia Trull joue Chopin. Mezzo

20.30 et 22.15 Jean-Sébastien Bach. Concerto brandebourgeois n° 2 et 3. Mezzo

20.30 André Gavrillo. Joueur Rachmaninov. Muzik

21.00 Le Mikado. Opéra de Sullivan. Mise en scène de C. Renshaw. Direction musicale : Andrew Green. Muzik

DOCUMENTAIRES

23.10 Une Lemper. Paris Première

23.35 The Blues. Festival de jazz de Montreux en 1994. Muzik

THÉÂTRE
20.35 Ne coupez pas mes arbres. TMC

VARIÉTÉS
20.35 Souvenir. A bout portant : Serge Gainsbourg. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS
20.30 Esquisses d'une jeune femme sens dessus-dessous. Festival d'Avignon

20.55 Maintenant et pour toujours. Joël Santoni. TF 1

21.00 Jeanne d'Arc. Pierre Bidal [36]. Histoire

22.30 Scandales dans le gratin. C. Rott. 13° Rue

SÉRIES
19.25 Deux flics à Miami. 13° Rue

21.00 La Cité des champs. [36]. France 2

21.45 Le Promis. Liberté pour tous (v.o.). Série Club

22.15 NYPO Blue. [1 et 2] Le désespoir d'Israël. Canal Jimmy

0.10 Chapeau melon et bottes de cuir. TF 1

0.45 Alfred Hitchcock présente. Film. Alfred Hitchcock (v.o.). France 3

MARDI 28 AVRIL

FILMS DU JOUR

14.00 Trois frères ■
Francesco Rosi (France - Italie, 1960, 110 min).
Ciné Cinéma

14.10 Le Journal ■
d'un curé de campagne ■
Robert Bresson (France, 1950, N., 115 min).
Ciné Cinéma

15.50 Un Américain à Paris ■
Vincenzo Minnelli (États-Unis, 1951, 115 min).
Ciné Cinéma

16.50 Le Grand Saut ■
Joel et Ethan Coen (États-Unis, 1993, v.o., 110 min).
Ciné Cinéma

17.00 La Dernière Chasse ■
Richard Brooks (États-Unis, 1956, 100 min).
Histoire

17.35 Attaque ! ■
Robert Aldrich (États-Unis, 1956, N., 110 min).
Ciné Cinéma

18.35 La Maison sous les arbres ■
René Clément (France, 1971, 100 min).
Festival

18.40 La Petite Apocalypse ■
Constantin Costa-Gavras (Fr. - Pol., 1995, 110 min).
Ciné Cinéma

20.30 The Long Day Closes ■
Terence Davies (Grande-Bretagne, 1992, 85 min).
Ciné Cinéma

20.30 Stand by Me ■
Rob Reiner (États-Unis, 1986, 90 min).
Cinéstar 1

20.40 Rio Lobo ■
Howard Hawks (États-Unis, 1970, 120 min).
RTL 9

20.55 Forrest Gump ■
Robert Zemeckis (États-Unis, 1994, 140 min).
TF 1

20.55 Stargate ■
Roland Emmerich (États-Unis, 1995, 125 min).
France 2

22.30 La Pirat ■
Jacques Doillon (France, 1984, 105 min).
Ciné Cinéma

22.50 L'Étrange Noël de Mr Jack ■
Tim Burton et Henry Selick (EU, 1993, v.o., 75 min).
Cinéstar 2

23.35 Dick Tracy ■
Warren Beatty (États-Unis, 1990, 105 min).
Ciné Cinéma

0.50 La Vie selon Agfa ■
Assi Dayan (Israël, 1992, N., v.o., 95 min).
Arte

1.20 Le Criminel ■
Orson Welles (États-Unis, 1945, N., v.o., 85 min).
Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

11.10 et 16.10, 0.10 Le Débat. L'Europe. Robert Hue ; Hervé de Charette. LCI

MAGAZINES

9.30 Les Mots de la philosophie. L'Aliénation. Avec Jean-François Létard. La Cinquième

11.00 Droit d'auteurs. André Malraux. Régis Debray / Alain Peyrefitte. André Chénier (traduction de la 23 novembre 1995). La Cinquième

13.00 et 19.00 Envoyé spécial. les années 90. Kowert, casse-tête-feu. Transplantation. Boto. Histoire

13.40 Parole d'Expert. Sylvain Mirouf. France 3

16.00 La France et ses religions. Les Juifs de France. Avec Jean Daniel ; Sophie Benschich ; Yamina Benguigui. Histoire

18.00 Stars en stock. Rock Hudson. Spencer Tracy. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal+. 20.00 Temps présent. La Ruée des cervaux. E = M 6 junior. Spécial requins. M 6

21.00 Enjeux - Le Point. Israël, le partage impossible. Le grand dossier. TV 5

21.00 Le Gal Savoir. Paris Première

22.00 La France et ses religions. L'islam en France. Avec Jean Daniel ; Sophie Benschich ; Yamina Benguigui. Histoire

22.35 Bouillon de culture. L'Egypte au Louvre. Avec Pierre Rosenberg ; Robert Solé ; Jean Violette ; Christine Ziegler ; Alain Zivie. TV 5

23.00 De l'actualité à l'histoire. L'esclavage aujourd'hui dans le monde. Les résolutions capitales. Invités : Elissa M'Bozoi ; Sylvie O'Dy ; Henri Lécier ; Martin Monstier. Histoire

23.05 Ça se discute. Qu'est-ce qui nous pousse à découvrir de nouveaux mondes ? France 2

23.20 Comment ça va ? Anémisme, une bombe dans la tête. France 3

0.00 Zone Interdite. Enquêtes de police. M 4

DOCUMENTAIRES

17.00 Antiquité, migration polaire. [3/3]. Odyssée

17.25 Les Chevaliers. [26]. Guillaume et Ulrich : au service des dames. Planète

17.30 La Vie dans un sous-marin. Odyssée

18.00 Terres insolites. [1/13]. Les Amants d'Irian Jaya. La Cinquième

18.15 Les Nouveaux Explorateurs. Le corps en trois dimensions. Planète

18.25 Les Grands Compositeurs. [2/2]. Beethoven. Odyssée

18.30 Le Monde des animaux. Suivons le rat. La Cinquième

18.45 Souvenirs de Pearl Harbor. Odyssée

19.00 Himalaya. [4/4]. A la rencontre du Dhimal. Odyssée

19.55 Terre brûlée. [3/6]. La guerre anglo-afgane. Odyssée

20.00 Les Indiens d'Amérique racontés par eux-mêmes. Le Sud-Est : la piste des larmes. Histoire

20.10 Les Altes expérimentales. [3/3]. Au-delà du mur. Planète

20.35 L'Ouest américain. [199]. La conquête du rail. Planète

20.45 La Vie en face. La Légion étrangère. Arte

20.50 La Carte de Kerguelen. Odyssée

21.20 L'Europe, une pièce en trois actes. [1/3]. L'Europe, acte I. RTSP 1

21.20 Chasseurs d'écufs. Odyssée

21.40 Solrèe thématique. XXI. le futur au présent : digital spirit. Arte

21.45 Les Troubadours de l'Info. Odyssée

21.55 Jane Birkin. Versions Jant. Paris Première

22.25 Ventura... dit Lino. TSR

22.35 Chasseurs d'Afrique. [1/2]. Odyssée

22.40 Le Front de l'Est. [4/4]. La marche sur Berlin. Planète

23.20 Les Aventures du récit bleu. [3/6]. Plonger jusqu'à l'extrême. Odyssée

23.30 Nomades du Pacifique. [36]. Des vagues dans le ciel. Planète

23.50 La Corée. une montagne dans la mer. [17]. Histoire et traditions. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

0.00 Le Dernier Ange de l'histoire. Arte

0.25 Les Enfants des prisons. Planète

SPORTS EN DIRECT
14.15 et 19.00 Haltérophilie. Championnats d'Europe. Eurosport

DANSE
17.05 Alvin Alley. Coy for Bird with Love. Mezzo

18.45 Mezzo Junior. La Poupe magique. Coppélia. Mezzo

MUSIQUE
18.00 Somy Rollins 1982. Muzik

19.00 et 20.00 Shura Cherkassky au piano. Muzik

21.00 et 22.00 Brahms par Masur. Muzik

23.10 Beethoven. Concerto n° 4. Muzik

0.00 Trumpet Kings. Muzik

TÉLÉFILMS

20.30 Attention fragile. Manuel Poirier. Festival

22.10 La Corde au cou. Marcel Mousry [22]. Festival

22.25 Danger extrême. O. Michael Tschene. M 6

22.40 Le Magicien. Terry Winesor. RTL 9

SÉRIES
18.35 Chicago Hospital : La Vie à tout prix. Le chant du coucou. RTL 9

19.20 Fais-moi peur. L'histoire du complot. Canal J

19.25 Deux flics à Miami. Le message de Fau-deh. 13° Rue

20.13 New York Undercover. Il n'y a pas de fumée sans feu. 13° Rue

20.45 Murder One. Affaire Lattrell. Chapitre XI. Série Club

20.55 Ally McBeal. Boy of the World (v.o.). Téva

21.30 Twin Peaks. Épisode n° 26. Série Club

21.40 Relativity. Une femme exemplaire. Téva

22.15 Total Security. Ploce. Série Club

22.40 The Lazarus Man. Le Palais des rêves. Canal Jimmy

23.00 Flamingo Road. Le dévouement. Téva

23.15 Perry Mason. Film. Perry Mason (v.o.). TF 1

23.30 Star Trek : la nouvelle génération. Réunion (v.o.). Canal Jimmy

23.45 Galactic. Les moissons de l'espace. 13° Rue

NOTRE CHOIX

● 1.35 France 2

Les Grands Entretiens du Cercle

Souffrances télévisuelles

MÊME S'IL APPRÉCIE Laure Adler, Pierre Bourdieu a pris ses précautions. La journaliste s'est engagée auprès du sociologue à « ne rien couper ». En « faux direct », donc, Laure Adler s'entretient avec l'homme dans son bureau du Collège de France. Quelques zooms avant, brusques zooms arrière : les deux caméras, qu'on sent désespérément par cette réalisation d'avant-hier, tentent de pallier l'absence de montage en modifiant, de temps à autre, les valeurs de plans, tandis que le téléspectateur, qui sait bien que la réalisation zéro n'existe pas, guette avidement le changement de cassette.

Laure Adler n'a pas la partie facile. D'abord, elle doit montrer patte blanche : « J'ai passé plusieurs semaines à lire ou relire vos livres », explique-t-elle à l'intéressé. Pierre Bourdieu approuve de la tête. Lui aussi, d'ailleurs, souffre, comme à chaque fois, parait-il, qui intervient publiquement. « Quand je m'interromps pour aller à la gare de Lyon, ou que j'écris un texte (...) je le fais la mort dans l'âme ». A la télévision, c'est pire. « Tout en parlant, je souffre tout le temps, je me dis, bon, c'est beaucoup trop simple, c'est pas possible, on ne parle pas comme ça ».

Mais enfin, en ces temps d'urgence, la télévision, « c'est quand même mieux que rien ». Pierre Bourdieu explique qu'il veut « intervenir en armes scientifiques », parce que les gouvernants ne peuvent pas « continuer cette politique de la sourde-oreille ». Son petit club, Raisons d'agir, sa nouvelle collection de livres à 30 francs en témoignent. Clair, posé, l'entretien se veut grand public. Bourdieu choisit ses termes, accepte l'anecdote personnelle, et livre entre les mots sa vision du journaliste idéal : celui ou celle qui, comme un sociologue, sait devenir invisible. « L'entretien le plus réussi n'est pas forcément celui où le meneur (...) fait le malin ».

Ce n'est pas le genre de Laure Adler. Une fois, pourtant, elle ose la contradiction. Alors que Bourdieu explique que, s'il « passe son temps à refuser des débats à la télévision », c'est parce que cela reviendrait souvent à demander au « PSG (...) de jouer contre Bêthune », elle tente de protester. « Vous savez, il y a des petites équipes... ».

Ariane Chemin

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.45 Les Feux de l'amour. 14.40 Arabesque. 15.35 Côte d'Azur. 16.30 Sunset Beach. 17.20 CD Tubes. 17.25 Sydney Police. 18.20 Touché, gagné ! 19.00 Le Bigli. 19.50 Ushuala découverte. 19.53 Le Journal de l'air. 20.00 Journal, Météo. 20.55 Stargate. Film. Roland Emmerich. 23.15 Perry Mason. Qu'est-ce qui nous pousse à découvrir de nouveaux mondes ? 1.00 Le Prix du serment. Téléfilm. O. Stuart Margolin [3/3].

FRANCE 2
13.50 Le Record. 14.55 L'As des privés. 15.50 La Chance aux chansons. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.20 et 23.00 Un livre, des livres. 17.25 Sauvés par le gong, la nouvelle classe. 17.50 Hardy, cœurs à vit. 18.45 Qui est-ce ? 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 C'est l'heure. 19.50 Au nom du sport. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. 20.55 Stargate. Film. O. Roland Emmerich. 23.05 Ça se discute. Qu'est-ce qui nous pousse à découvrir de nouveaux mondes ? 1.15 Journal, Météo.

FRANCE 3
13.40 Parole d'Expert. 14.30 Vivre avec... La douleur. 14.40 Le Magazine du Sénat. 14.55 Questions au gouvernement. 16.10 Le Jardin des bêtes. 16.40 Les Minikéums. 17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.01 et 22.45 Météo. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.50 Questions pour un champion. Spécial grandes écoles. 22.55 Soir 3. 23.20 Comment ça va ? Anémisme, une bombe dans la tête.

CANAL +

13.35 Un air de famille. Film. Cédric Klapisch. 15.25 Le Grand Futuro. 16.25 Surprises. 16.55 Les Sœurs Soleil. Film. Jeanne Serreau. 18.25 L'ami Invis. ► En clair jusqu'à 20.35 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Agent Zéro, Zéro. Film. Rick Friedberg. 22.00 Ghost to the Shell. Film. O. Mamoru Oshii. 23.20 Round II. Film. Larry et Andy Wachowski (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE
13.15 Le Journal de la santé. 13.30 D'Id et d'ailleurs.

14.30 La Cinquième rencontre... Science et santé. 14.35 Les Surprises de la matière. 15.25 Emotion avec Étienne Klein. 16.00 Fête des bêtes. 16.30 Modes de vie, modes d'emploi. 17.00 Cello. 17.30 100 % question. 18.00 Terres insolites. [1/13]. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Au nom de la loi. L'histoire. 19.30 7/2. 20.00 Archimède. Dépouilles immortelles. Les nomades d'Arzo. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 La Vie en face. La Légion étrangère. 21.40 Solrèe thématique. XXI. le futur au présent : Digital Spirit. 21.45 Communication par le net. 22.15 Le Numérique dans la production musicale : œuvres, traités et rétros. 22.45 Réalité virtuelle. 22.55 Paroles numériques : jeux interactifs en 3D. 23.25 Né dans le numérique. 0.00 Le Dernier Ange de l'histoire. 0.50 ► La Vie selon Agfa. Film. Assi Dayan (v.o.).

M 6

13.35 L'Enfant de la dernière chance. Téléfilm. Wais Hussein. 15.10 Berlin anti-gang. 16.10 Boulevard des clips. 17.30 E = M 6. 18.00 Agence Acapulco. 19.00 Lols et Clark. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Une nounou d'enfer. 20.40 Décrochages info. E = M 6 junior. Spécial requins. 22.25 Danger extrême. Téléfilm. O. Michael Tschene. 0.00 Zone Interdite. Enquêtes de police.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. Chants d'esclaves et chants de patrons. [25]. Hymnes chrétiens, rituels africains et cultes synchrétiques. 20.30 Agora. Michel Cazenave (La France-Amérique de l'ouest). 21.00 Poésie studio. Zeno Bianu. 22.10 Musiques genres. 23.00 Nuits magnétiques. Un bébé pour combien de marrons ? Écoute et écrit aux Amis. [25]. La Tête du Monde. 0.05 Du jour au lendemain. Joël Pierre (Les Bourras de l'ouest). 0.45 Les Cinquies du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Scène ouverte. L'Œuvre de violoncelles, etc. Jacques Bernart : Œuvres de Casati, de Villa-Lobos, Duscipin, Casati. 19.35 Prélude. 20.00 Concert. Par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano et Peter Egidio : Les Trois sœurs, de Peter Egidio, Albert Schagkulin (André), Gary Boyce (Narcisse), Vincent Dorais (Ogla), Vyatcheslav Kagan-Paley (Macha), Alexander Peltz (Irina). 22.30 Musique pluriel. Concerto pour violon et orchestre, de Campo, par le Nieuw Ensemble, dir. Michiel Vroom. 23.07 Le Dialogue des muses. 23.30 Les Soirées. Œuvres de Rameau, Bach, Haydn, Krumpholtz, Grieg, Rossini, Berlioz. 22.35 Les Soirées... (suite).

RADIO-CLASSIQUE

Les non-nouvelles

par Pierre Georges

PAS DE NOUVELLES, bonnes... Un dessinateur hollandais, Hans Bossman, partant de ce principe éprouvé, vient de lancer le premier magazine vierge, à parution aléatoire, rédaction nulle et intérêt limité. Ce journal, intitulé assez logiquement *Journal sans nouvelles* et de format tabloïd, comptant seize pages entièrement blanches, est vendu pour la modique somme de 12 francs.

Pour ce prix-là, celui du silence, le *Journal sans nouvelles* se flatte, sous la direction du seul rédacteur en chef de lui-même, d'offrir au non-lecteur une paix et une tranquillité d'esprit royales. Hans Bossman, en effet, se dit profondément convaincu que ce qui mine le moral du lecteur de presse, c'est d'abord l'actualité et le récit qui lui en est fait. Donc, il pense que, contrairement à une idée reçue, le vertige n'est pas dans l'angoisse de la page blanche mais dans la noirceur de la page imprimée.

Le bonheur étant dans l'ignorance, Hans Bossman a donc fait vœu de silence. Face à la déferlante d'informations, il pratique l'abandon de poste et de communications. Il offre, en somme, à tous la possibilité d'échapper au flux d'informations qui tourmentent chacun. Un peu comme naguère, certaines radios, saisies d'une sorte de repentance, proposaient à leurs auditeurs ce luxe inouï, un moment de silence, au prétexte de mieux l'écouter et de le savourer. Ou alors, comme ces industriels proposant, sans rire, un bol d'air de mer sous vide à destination des foules citadines.

Aux dernières nouvelles - il faut bien que d'autres se dévouent -, le *Journal sans nouvelles*

compterait treize abonnés. Devant ce franc succès, Hans Bossman envisagerait de lancer des non-éditions non-écrites en différentes langues. Et il avance une idée originale : faire du 1^{er} juin, dans le monde, la journée internationale de la non-information pour tous.

On adhère tout de suite ! Car, des fois, les non-nouvelles se bousculent au portillon. Par exemple, ce qui se passe au non-RPR. C'est tragique et de nature à désespérer le pauvre monde. Voici un non-parti qui se lance dans une aventure périlleuse, l'autodésion. Est-ce une information, une non-information ? Le village gaulliste, ou gaullois, va, sur le thème de la bande dessinée *Astérix*, lancer une campagne de promotion suicide. Le texte est le suivant : « *Gaulois, Gaulois, vous en avez marre d'avoir la droite la plus bête du monde ? Nous aussi.* » Signé RPRix, ou Seguinix, ou Sarkozix, comme l'on voudra, et agrémenté de ce petit commentaire : « *Il est grand temps de se rassembler.* »

Voilà bien, typiquement, une non-nouvelle digne d'un non-journal. D'abord parce que la réputation de la droite française n'est plus à faire depuis un bon siècle et demi. Ensuite parce que l'affiche et l'appel au rassemblement tombent au pire moment. A tout instant, du moins à ce que l'on dit et lit, le malheureux Seguinix menace de ne pas persévérer en ses fonctions, dans des colères centrifuges et homériques. Ce qui ne va pas tout à fait dans le sens souhaité. Et ce qui semble indiquer, en cette non-culture qui est nôtre, qu'ils sont bien fous ces gaullistes !

Les reconduites de sans-papiers maliens vers Bamako ont repris sur Air France

Un nouvel accord a été trouvé entre la compagnie et le ministère de l'intérieur

L'EMBARCO sur les reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière vers Bamako (Mali), décidé par Air France le 4 avril à la suite de manifestations à l'aéroport de Roissy, a été levé, lundi 27 avril. Un nouvel accord a été trouvé avec le ministère de l'intérieur. La compagnie nationale a obtenu le renforcement des escortes et des précautions de sécurité qui entourent les personnes éloignées par la force. Les mesures de sécurité seront graduées en fonction du profil des étrangers concernés (interdits du territoire ou simples sans-papiers). Air France confirmait cette situation, lundi 27 avril, en refusant de la commenter.

Les syndicats de personnels avaient vivement fait pression sur la direction, au début du mois, pour que cessent les reconduites vers Bamako de Maliens déboutés de la circulaire Chevènement et interpellés lors de tentatives d'occupations d'églises à Paris. A la fin de mars et au début d'avril, plusieurs manifestations avaient eu lieu dans les aéroports de Roissy, des militants incitant avec succès des passagers à refuser de monter à bord d'un appareil transportant des personnes reconduites. Ces ac-

tions, dont le groupe trotskiste « Jeunes contre le racisme en Europe » avait pris l'initiative, avaient suscité la colère de Jean-Pierre Chevènement, qui avait dénoncé « l'intervention de petits groupes d'extrême gauche, souvent d'ailleurs instrumentalisés par des formations étrangères ».

Ces propos avaient provoqué une réaction de solidarité avec les sans-papiers de la part de plusieurs syndicats et des députés verts. Le 1^{er} avril, un Airbus d'Air France assurant la liaison quotidienne vers Bamako avait eu des problèmes,

qualifiés par l'escorte de Roissy de « difficultés d'atterrissage », avant de se poser sur le tarmac de l'aéroport de la capitale malienne. Selon un passager, les sans-papiers s'étaient battus avec les policiers chargés de leur reconduite, une dizaine de fauteuils avaient été cassés et des hublots endommagés à l'arrière de l'avion.

Cette situation avait conduit Air France, suivie par Air Afrique, à décider de « mesures conservatoires » : un embargo sur les reconduites vers Bamako avait été décidé ; sur les autres destinations,

la compagnie française n'acceptait plus qu'une seule personne éloignée par voie et exigée la présence à bord d'une escorte. La Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins (Diccler, ex-PAF) du ministère de l'intérieur avait dû se tourner vers des compagnies étrangères, en particulier la Sabena, pour assurer les expulsions vers l'Afrique, via Bruxelles. « C'est un jeu idiot : on veut nous pousser à la faute en nous contraignant à utiliser des charters », commentait, lundi 27 avril au matin, dans l'entourage du ministère de l'intérieur, où l'on se satisfaisait de « la reprise normale des reconduites à la frontière, en vertu de la loi ».

La décision d'Air France avait suscité une multiplication en chaîne des difficultés dans l'organisation des reconduites. Les refus d'embarquement à destination de la Chine, pays qui fait régulièrement obstacle à la reprise de ses ressortissants, s'étaient multipliés. Lundi 27 avril, une vingtaine de reconduites à la frontière étaient programmées depuis l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy, dont deux vers le Mali.

Philippe Bernard

Sami Nair nommé délégué au co-développement

Sami Nair, professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII, devait être nommé en conseil des ministres, mercredi 29 avril, délégué interministériel au co-développement. La création de son poste a été publiée, dimanche 26 avril, au *Journal officiel*. Placé auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, M. Nair sera chargé de « proposer des orientations et des mesures visant au renforcement de la coopération de la France avec les pays d'émigration en vue de convenir, avec eux, dans une perspective de co-développement, d'une meilleure maîtrise des flux migratoires ».

Conseiller du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, M. Nair avait remis au premier ministre, le 10 décembre 1997, un rapport dans lequel il proposait d'organiser « la mobilité et l'alternance » des populations immigrées en négociant, chaque année, avec les pays d'origine, des « contingents de co-développement » tenant compte des besoins des deux pays.

L'Amitié judéo-chrétienne de France a célébré son cinquantiennaire

C'EST l'une des plus belles aventures intellectuelles de l'après-guerre : l'Amitié judéo-chrétienne de France (AJCF), fondée en 1948, a fêté son cinquantiennaire, dimanche 26 avril, au centre Rachi à Paris, au cours d'une assemblée. En présence de David Messas, grand-rabbin de Paris, de Gilles Bernheim, rabbin de la synagogue de la Victoire, et de personnalités chrétiennes comme le cardinal Jean-Marie Lustiger et le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises (COE) de Genève, le prix du cinquantiennaire de l'Amitié judéo-chrétienne a été remis à René-Samuel Sirat, ancien grand-rabbin de France, et au Père Bernard Dupuy, ancien secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme et membre de la commission internationale de dialogue juifs-chrétiens.

L'Amitié judéo-chrétienne de France a été fondée en 1948 par l'historien Jules Isaac (1877-1963), auteur la même année du fameux ouvrage *Jésus et Israël*. Ancien compagnon de Charles Péguy, il avait défendu la cause de Dreyfus. Professeur révoqué par Vichy, Jules Isaac a perdu toute sa famille dans la Shoah. En 1948, l'Amitié judéo-chrétienne est une « petite plante » qui, rappelle Pierre Pierard, son actuel président, pousse

sur « un terrain peu fertile » : la création de l'Etat d'Israël divise les Eglises et, trois ans après la Shoah, la mesure de l'événement n'est pas encore prise : « La souffrance juive est tellement indicible qu'elle est incommunicable et, de fait, incommunicable », explique Pierre Pierard. Hommages des rencontres de chrétiens à titre individuel avec des intellectuels juifs, tout vrai dialogue est impossible, en raison notamment d'une théologie chrétienne à laquelle le judaïsme reste étranger.

Si, du côté protestant, grâce au Conseil oecuménique des Eglises, un dialogue s'amorce dans les années 50, du côté catholique, il faudra la déclaration *Nostra Aetate*, au concile Vatican II (1965), pour que soit corrigé l'« enseignement du mépris » que Jules Isaac avait déploré, en 1960 au Vatican, devant le pape Jean XXIII, et que soit enfin reconnu le lien historique et spirituel entre judaïsme et christianisme. Un long travail intellectuel et théologique s'ensuit, dans lequel s'illustreront des personnalités aussi diverses que le grand rabbin Jacob Kaplan, André Néher, Emmanuel Levinas, Edmond Ashkenazi, Gerhard Riegner ou Théophile Klein du côté juif ; les pasteurs Boegner et Westphal, Mgr Elchinger, les pères Dabosville, Dupuy et Dujardin et les cardinaux

Decourtray et Lustiger du côté chrétien. Leur action a été rappelée, dimanche 26 avril, ainsi que le souvenir de contentieux qui, de l'affaire Finaly (du nom d'enfants juifs baptisés par la gouvernante qui les avait recueillis après-guerre) à la polémique, plus récente, du carnal d'Auschwitz, ont fait peser de lourdes menaces sur le rapprochement entre juifs et chrétiens. Le grand rabbin Sirat a révisé, dimanche, que c'est devant une menace de démission de Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon, que Jean Paul II s'était décidé à intervenir, en 1989, pour mettre fin à l'occupation du carnal d'Auschwitz par des religieuses polonaises.

Des impasses théologiques demeurent aujourd'hui. La responsabilité de l'antijudaïsme chrétien dans la Shoah suscite encore des

malentendus, comme vient de le montrer l'accueil réservé au document du Vatican sur le souvenir du génocide. Les débats de dimanche au centre Rachi ont rappelé que les jeunes chrétiens ne partageaient pas la même culpabilité à l'égard de la Shoah. De même, les minorités chrétiennes du Proche-Orient s'interrogent-elles sur l'attitude jugée complaisante des Eglises européennes à l'égard d'Israël. Il faudrait ajouter les menaces qui planent en raison de résurgences de l'antisémitisme. Autant dire que les intuitions de 1948 restent intactes : en dehors de tout « syncrétisme », développer des liens entre « gardiens d'une source commune » pour éviter le retour des erreurs et des crimes passés.

Henri Tincq

L'association des Enfants d'Izieu demande l'exclusion de M. Millon

LES MEMBRES de l'association du Musée-Mémorial des Enfants d'Izieu ont demandé, dimanche 26 avril, l'exclusion de Charles Millon, membre de droit du conseil d'administration en qualité de président de la région Rhône-Alpes. Au cours de leur assemblée annuelle, ils ont considéré, dans une motion approuvée par 61 suffrages, qu'« en se faisant élire avec le soutien du Front national, Charles Millon s'est placé lui-même hors de l'association, dont la mission statutaire est la lutte contre toutes les formes de racisme et de xénophobie ». Cette procédure d'exclusion suppose une modification des statuts, qui doit être avalisée lors d'une assemblée générale extraordinaire dans les prochaines semaines. Lors des cérémonies du souvenir qui ont précédé l'assemblée, Charles Millon ne s'est ni présenté ni fait représenter, contrairement aux années précédentes. Il n'a fait déposer aucune gerbe à Izieu. A Belley, dont il est le maire, le président de la région Rhône-Alpes a déposé une gerbe, le matin, place des Enfants-d'Izieu, non sans être confronté à des manifestations hostiles.

Un cyclone en Polynésie française provoque la mort de huit personnes

HUIT MORTS, un disparu, une vingtaine de blessés : les îles de Tahaa et de Raiatea ont été frappées, dans la nuit du 24 au 25 avril, par le cyclone tropical Alan. Ce sont des glissements de terrain qui ont entraîné la mort de cinq personnes à Tahaa et de trois autres à Raiatea, où une fillette de deux ans est toujours portée disparue. Les collines se sont décrochées sur plusieurs dizaines d'hectares, provoquant de très importants dégâts : maisons emportées, réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détruits, routes coupées. Les rafales de vent ont atteint une ampleur inédite pour la région : plus de 160 kilomètres-heure. A Maupiti, à Bora-Bora et surtout à Huahine, les maisons polynésiennes traditionnelles, avec leur toit en tôle, n'ont pas résisté. Près de deux cents maisons ont été détruites dans l'ensemble des îles Sous-le-Vent.

Le cycle El Niño provoque des pluies aussi abondantes que tardives dans la région ouest de la Polynésie française. Le centre météorologique de Bora-Bora a relevé un taux exceptionnel de 295 ml de précipitations en vingt-quatre heures, dans la nuit de cauchemar vécue par les Raromatais. - (Corresp.)

Tirage du Monde daté dimanche 26-lundi 27 avril : 590 066 exemplaires

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

SVM

SCIENCE & VIE N°1

INTERNET

Le jour où
la France
s'est
réveillée

Au bureau,
à la maison, à l'école...
Tout ce qui
va pouvoir
changer

> **CELERON**
La vérité sur le processeur
le plus controversé d'Intel

> **PRATIQUE**
Installer un petit
réseau local ? Facile !

SVM, toute la vie de la micro

PARIS INTERNATIONAL GOLF CLUB
Golf privé. Parcours dessiné par Jack Nicklaus à 25 minutes de Paris.
Lieu de séminaire, restauration de qualité piscine couverte, tennis, encadrement des enfants.
GREENFEES SOUS CERTAINES CONDITIONS FORMULES SANS DROITS D'ENTRÉE.
P.L.G.C. - Tél. : 01-34-69-90-00 - Fax : 01-34-69-97-15
18, route du Golf - 95560 BAILLET-EN-FRANCE

COMPUTER BENCH			
TEL : 01 49 58 11 00 - FAX : 01 46 78 19 11			
13, rue Ambroise Croizat, 94814 Villejuif Cedex			
Ouvert du lundi au samedi de 9h à 19h. PARKING CLIENTS & VISITEURS			
POWERBOOK			
1400s/166 16 Mo/2.3 Go/CD 8x/2	10 771 Fc	12 990 Fc	
1400s/166 16 Mo/2 Go/CD 8x/2	12 429 Fc	14 990 Fc	
3400s/240 16 Mo/3 Go/CD 12x/2	18 789 Fc	22 640 Fc	
63/250 32 Mo/5 Go/CD 20x/2	31 260 Fc	37 700 Fc	
POWERMAC 5500/225*			
*Modèle 32 Mo, Disque dur 2 Go, lecteur de CD-Rom, 24x, Modem fax, Unité avec Mac OS 8.5 & ClarisWorks 4, Actus Soccer, Dictionnaire Larousse Encyclopédique.			
5500/225* 32 Mo/4 Go/CD 24x/2/33.6/TV/4x	9 750 Fc	11 750 Fc	
6500/300s* 64 Mo/6 Go/CD 24x/2/33.6/Mod	12 900 Fc	15 557 Fc	
63/233 DT* 32 Mo/4 Go/CD 24x/2	10 945 Fc	13 200 Fc	
63/266 DT* 32 Mo/4 Go/CD 24x/2/2x	13 175 Fc	15 890 Fc	
63/266 MT* 32 Mo/6 Go/CD 24x/2/2x/IN	15 746 Fc	18 990 Fc	
PowerMacintosh 20th Anniversary*			
	17 990 Fc	21 696 Fc	

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

S U P P L E M E N T

L'EURO entre en Europe

Un événement « historique ».

L'expression est fréquemment utilisée mais souvent usurpée. S'agissant du lancement de l'euro, le 1^{er} janvier 1999, pourtant, elle se justifie. Pour la première fois dans l'histoire économique contemporaine, onze pays, des pays différents par leur taille, leur culture, leur structure et leurs traditions, vont renoncer chacun à leur monnaie nationale pour adopter, ensemble, une monnaie unique. La décision sera formellement prise par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze lors du sommet européen du 2 mai 1998, à Bruxelles. Elle ouvre une nouvelle phase dans la construction de l'Europe. Les Onze pourraient être rapidement rejoints par d'autres. L'euro est, à l'évidence, une aventure. Jamais jusqu'à présent des pays indépendants et aussi nombreux n'avaient accepté de renoncer, dans des conditions pacifiques, à cet élément de souveraineté qu'est l'émission de monnaie. Les promoteurs de l'euro ne peuvent s'inspirer d'aucune expérience passée ni d'aucune réflexion théorique approfondie pour choisir leur route. Le projet vient de loin. Il a connu de nombreuses vicissitudes. Il a alimenté, partout, des débats passionnés. Facteur de stabilité à l'intérieur d'un espace économique qui s'est fortement restructuré depuis le traité de Rome de 1957, il apparaît en cette fin du XX^e siècle comme le complément indispensable au marché unique. Le traité de Maastricht de 1992 en est l'expression. Une aventure, c'est un pari. L'euro, c'est le pari que dans une économie mondialisée, les Européens ont tout à gagner à travailler ensemble. C'est le pari qu'un vaste marché réellement unifié, s'il est un accélérateur de concurrence, est aussi un élément de compétitivité. C'est le pari enfin qu'avec une monnaie internationale les 320 millions d'Européens seront aussi mieux à même de défendre leurs intérêts sur les marchés mondiaux, face aux Américains, et à leur dollar en particulier. Mais une aventure, c'est aussi l'inconnu. L'euro est porteur de nombreuses incertitudes. L'Union monétaire conduira-t-elle à l'union politique ? A quelle union politique ? Après le lancement de l'euro, il y aura encore bien des crises et bien des débats. Entre pays, mais aussi entre Français.



pages IV et V
La Banque centrale
européenne
et le conseil de l'euro



Lors du conseil européen du 2 mai, sera arrêtée la liste des onze pays constituant le cercle fondateur de l'euro. Les pays pressentis sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal. Un dossier coordonné par « Le Monde Economie »



page IX
La monnaie unique
concurrera
le dollar

Illustrations :
Nicolas Vial



page VI
Le rôle de la politique
économique française

page VIII
Entretien avec
le député européen
Jean-Louis Bourlanges
et l'historien
Sergio Romano

LA CONSTRUCTION
DE L'EUROPE

1944
Les accords de Bretton Woods établissent un système de changes fixes. Ils font du dollar américain la monnaie de référence internationale.



Robert Schuman

9 MAI 1950
Déclaration du ministre français des affaires étrangères Robert Schuman : « L'Europe se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. »

18 AVRIL 1951
Le traité de Paris institue la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) entre six pays : la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne.

30 AOÛT 1954
Echec du projet de Communauté européenne de défense (CED).

25 MARS 1957
Les Six décident de créer un marché commun couvrant l'ensemble des activités économiques. Deux traités sont signés à Rome : l'un donne naissance à la Communauté économique européenne (CEE) et l'autre à la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).

1958
L'Accord monétaire européen (AME) remplace l'union européenne des paiements.

14 JANVIER 1961
La Politique agricole commune (PAC) se met en place, étayée par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (Feoga).

1962
L'unité de compte (UC) est la première expression monétaire de la Communauté européenne.

1964
Un comité des gouverneurs des banques centrales est créé.



Charles de Gaulle et Konrad Adenauer

6 JUILLET 1965
La France du général de Gaulle se retire des institutions communautaires. La « politique de la chaise vide » vise à infléchir la CEE dans un sens moins fédéraliste.

29 JANVIER 1966
Le « compromis de Luxembourg » réintroduit le vote à l'unanimité dans les institutions de la CEE. La France reprend sa place à Bruxelles.

1^{er} JUILLET 1968
L'union douanière entre en vigueur : les droits de douane disparaissent entre les Six et un tarif extérieur commun est appliqué aux produits en provenance des pays tiers.

22 AVRIL 1970
La CEE se dote de ressources propres.

OCTOBRE 1970
Dans la suite du rapport Barre, le plan Werner préconise la mise en place d'une union économique et monétaire, dans les dix ans, accompagnée d'une libération totale des mouvements de capitaux, de parités irrévocables et du remplacement des monnaies nationales par une monnaie unique. Ce plan est approuvé par l'Europe des Six en mars 1971.

Autant en
emporte l'euro

La monnaie unique européenne aurait-elle vu le jour sans la réunification de l'Allemagne ? Cette question-clé n'a pas fini de donner du fil à retordre aux historiens. On commence à connaître les circonstances qui amenèrent les chefs d'Etat et de gouvernement européens, en décembre 1989, à décider de convoquer une conférence intergouvernementale chargée de finaliser l'Union économique et monétaire. Cette initiative devait aboutir, deux ans plus tard, à la signature du traité de Maastricht. En décembre 1989, les dirigeants européens sont sous le choc de la chute du mur de Berlin, intervenue le 9 novembre. Lorsqu'ils se réunissent à Strasbourg, les 8 et 9 décembre, pour le sommet de clôture de la présidence française du conseil européen, les Douze sont inquiets. Ils veulent savoir si l'Allemagne, en marche vers l'unité, est tentée par d'éventuelles aventures en solitaire. « Je n'ai jamais participé à un sommet européen aussi glacial que celui-là », écrit Helmut Kohl dans ses Mémoires.

SACRIFIER LE MARK

En position d'accusé, le chancelier doit tout faire pour rassurer. Bien conscient des difficultés de faire passer l'idée de monnaie européenne auprès de son opinion publique, le chancelier Kohl se décide à sacrifier le mark, après plusieurs semaines d'hésitations mal interprétées par ses partenaires. Il accepte de fixer une date-butoir pour la convocation d'une conférence intergouvernementale sur l'Union économique monétaire (UEM), qui devra avoir commencé ses travaux « avant la fin de 1990 », selon le texte de conclusion du sommet de Strasbourg. Cet engagement était demandé au chancelier Kohl depuis plusieurs semaines – notamment par François Mitterrand – jusqu'alors en vain.

Les eurosceptiques allemands considèrent que l'acte de naissance de l'euro pose un grave problème. « L'Allemagne devait-elle abandonner le symbole de sa puissance, le mark, pour rester supportable aux yeux de ses voisins ? », s'interrogeait tout récemment l'hebdomadaire *Der Spiegel*, dont les éditoriaux présentent régulièrement l'euro comme l'instrument d'un complot ourdi par la France pour amoindrir la puissance allemande. En accordant l'idée que l'euro a été conçu pour rassurer ses partenaires – à commencer par les Français –, cette interprétation des faits nourrit la méfiance et le doute.

RÉUNIFICATION ALLEMANDE

Cette lecture des événements est sans doute trop simple. En décembre 1989, les envoyés spéciaux du *Monde* à Strasbourg parlent bien, à propos de l'Union monétaire, de « l'épreuve de vérité imposée au chancelier Kohl ». Mais constatent aussitôt : « A aucun moment, les chefs d'Etat et de gouvernement ne donnèrent l'impression qu'ils mettaient entre les mains du chancelier une sorte de marché en vertu duquel ils auraient échangé leur compréhension bienveillante pour l'unité allemande contre son engagement pour l'union monétaire. Les deux questions ont été traitées séparément. »

Les témoins directs des faits ont un propos très nuancé sur le lien entre unification allemande et abandon du mark.

« Je ne me souviens d'aucune pression politique particulière », déclare au *Monde* Karl Otto Pöhl, qui était alors président de la Bundesbank. « Certes, on peut dire que l'unification allemande a accéléré le processus de l'Union économique et monétaire, mais sans oublier que ce projet a été relancé avant la chute du mur de Berlin et comme venant couronner, en quelque sorte, l'effort d'intégration économique réalisé avec succès grâce à l'objectif 92 du marché unique et à l'acte unique », ajoute Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne.

Dans la monnaie unique, l'idée est française et le mode d'emploi allemand. Depuis la chute du mur de Berlin, le projet a pris une dimension politique : structurer l'Europe pour faire face à la disparition des deux blocs

L'euro n'a pas été « le prix à payer pour la réunification allemande », comme le disent les eurosceptiques d'outre-Rhin. Tout semble indiquer que le projet de monnaie européenne aurait sans doute vu le jour, chute du mur ou non.

Mais cet événement, outre qu'il a accéléré le processus, a surtout profondément transformé son caractère. Jusqu'en 1989, la monnaie européenne était un projet de nature technique. A partir de 1989, elle prend une dimension politique de premier plan : on lui demande de structurer l'Europe pour lui permettre de faire face à la disparition des deux blocs. Du point de vue de tous, et notamment des dirigeants de Bonn, il s'agit d'assurer, par l'intégration européenne, l'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest et la paix sur le continent.

La suite est une succession de coups de théâtre et d'événements dramatiques : le quasi-éclatement du système monétaire européen (SME) en 1992, l'entrée en scène des peuples la même année avec les référendums en France ou au Danemark, et les réflexions qui naissent à mesure que l'aggravation du chômage fait douter des vertus futures de la monnaie unique.

Les mouvements sociaux de décembre 1995, en France, sanctionnent la récente conversion de Jacques Chirac à l'orthodoxie financière et à l'euro. Le retour au pouvoir de la gauche en France, en juin 1997, fait à son tour craindre un abandon du projet : les conditions posées par Lionel Jospin à la monnaie unique ressemblent à un quitte ou double. Au même moment, la gauche social-démocrate allemande se donne un nouveau candidat à la chancellerie fédérale, Gerhard Schröder, qui ne cache pas que l'Union monétaire, pour lui, « n'apportera pas de paysages fleuris et commencera par couler des em-

ploi » (entretien à la *Bild Zeitung*, 26 mars 1998). Chaque avancée vers l'euro s'accompagne d'une atmosphère de crise de nerfs. Régulièrement, c'est un accord franco-allemand qui permet d'aller de l'avant. Comme on le voit dès le tournant de 1989, l'Allemagne et la France sont au cœur de la « saga » de l'euro. La force du *deutschemark* en Europe a fait de l'Allemagne d'après-guerre le pays-clé de tout projet d'union monétaire du continent. Quant à la France, elle est à l'origine intellectuelle d'un projet d'unification monétaire dont l'objectif premier a toujours été de concurrencer, voire de remplacer, l'étalon monétaire du dollar.

« L'euro n'est pas un projet franco-allemand », dit Jacques Delors. Voire ! Les étapes-clés de la monnaie unique ont été décidées à Bonn, Paris, Francfort, bien davantage qu'à Londres, La Haye, Rome ou Madrid et même Bruxelles.

Jusqu'à 1989, les idées d'union monétaire avaient plutôt été défendues par la France. Elles n'avaient jamais pu se traduire dans les faits en raison de la trop grande diversité des économies européennes (notamment de leur taux d'inflation).

Dès la fin des années 60, l'idée d'une union monétaire européenne était dans l'air : c'est Raymond Barre, alors vice-président de la Commission européenne, qui élabore le premier des contours d'une « monnaie européenne » conçue pour compenser les effets dévastateurs de l'effondrement prévisible du système de Bretton Woods : au printemps de 1968, le lien entre l'or et le dollar avait commencé à vaciller dans le contexte du creusement des déficits américains et de la guerre du Vietnam. La convertibilité dollar-or devait être définitivement abandonnée en 1971.

Les Européens n'ont jamais cessé d'être agacés
par le rôle prépondérant du dollar
après la seconde guerre mondiale

Les Européens n'ont jamais cessé d'être agacés par le rôle prépondérant du dollar après la seconde guerre mondiale (le général de Gaulle parlait à ce propos d'un « exorbitant privilège »). C'est pour revenir à la stabilité du système monétaire international que l'on commence à réfléchir à l'union monétaire de l'Europe. L'idée des Français, surtout, c'est que les Européens devront un jour concurrencer le dollar avec une monnaie qui soit la leur (une idée complètement étrangère aux Allemands).

En 1970, les Six se fixent pour objectif de parvenir à l'union monétaire en 1980 (c'est le plan Werner). Mais la vague d'inflation du début

des années 70 provoque des réactions désordonnées en Europe et fait échouer le projet. Pourtant, la coopération monétaire progresse grâce à la création du « serpent monétaire » (1972), puis du SME (1979) – sur initiative du président Giscard d'Estaing et du chancelier Schmidt.

Dès l'acte unique de 1986, les dirigeants européens inscrivent dans le traité de Rome, qui était resté muet sur le sujet, le principe selon lequel l'Europe devait se doter à terme d'une « capacité monétaire ». Jusqu'à 1989, les objectifs poursuivis sont purement monétaires : il s'agit de réduire les marges de fluctuation entre les monnaies européennes. Avec le recul de l'histoire, le système monétaire européen aura permis de faire converger vers le bas les taux d'inflation en Europe, préalable indispensable à l'unification monétaire du continent.

Lorsque le projet renaît à la fin des années 80, les mouvements de Yo-Yo de la monnaie américaine servent, là encore, d'élément incitatif. On est dans le contexte des accords du Plaza (septembre 1985) et du Louvre (février 1987), adoptés pour limiter la hausse puis la baisse excessive de la monnaie américaine. S'ajoute, à l'automne 1987, le krach boursier de Wall Street, qui fait dire au président Mitterrand qu'il y a « nécessité d'une monnaie commune aux Européens » et qu'il ne faut pas « laisser des millions d'êtres humains au hasard des spéculations, des volontés de puissance et des rapports de force » (discours prononcé à Aix-la-Chapelle le 22 octobre 1987).

Pour les dirigeants français, la monnaie européenne doit surtout permettre de limiter l'influence

deutschemark. De fait, les Allemands prennent le dossier en main à la fin des années 80. Le 26 février 1988, le ministre des affaires étrangères allemand, Hans-Dietrich Genscher, publie un « mémorandum » intitulé « Pour la création d'un espace monétaire européen et d'une banque centrale européenne ». Après les chancelliers sociaux-démocrates Willy Brandt et Helmut Schmidt, c'est la troisième fois qu'un dirigeant allemand, relayant les préoccupations françaises, joue un rôle décisif en faveur de l'union monétaire.

AMBANCE GLACIALE

On pouvait lire, dans le texte fondateur de Hans-Dietrich Genscher, que la création d'un « espace monétaire européen » (ce texte ne parlait pas encore de monnaie unique) était « le complément nécessaire, au point de vue économique, au marché unique », qui devait voir le jour au début de 1993. Interrogé dix ans plus tard, en avril 1998, l'ancien ministre des affaires étrangères allemand se souvient : « Lorsque j'ai présenté mon mémorandum au printemps 1988, le chancelier Kohl n'était pas très satisfait. Mais les leaders d'opinion, par exemple dans les milieux économiques et bancaires, étaient très positifs. »

Le « mémorandum Genscher » débouche directement sur la création d'un comité de réflexion, présidé par Jacques Delors, créé en juin 1988 au sommet de Hanovre. Sa mission : « Etudier et proposer les étapes concrètes devant mener à l'union économique et monétaire. » Les discussions sont très difficiles, l'ambiance est glaciale. « J'ai failli partir tout de suite », se souvient Karl Otto Pöhl, qui était outre que la présidence du comité ait été confiée à quelqu'un qui, en tant que président de la Commission européenne, représentait un pouvoir politique suspect.

En avril 1989, le rapport Delors est remis aux chefs d'Etat et de gouvernement européens à Madrid. Une idée forte est retenue par tous : la prospérité est subordonnée à la défense des monnaies fortes. On retient un processus en trois étapes mais sans calendrier : seule la première phase est fixée au 1^{er} juillet 1990, date de la libération des mouvements de capitaux. Le remplacement des monnaies nationales par une monnaie commune est qualifié de « naturel et souhaitable, mais pas strictement nécessaire ». A la demande des Allemands, le rapport insiste sur l'harmonisation des politiques économiques, « en particulier dans le domaine fiscal ».

La prochaine étape, le « mondo » ?

En ce printemps 2001, à quelques jours du lancement du « mondo », les plus anciens se souviennent de l'échec, lamentable, d'un autre projet de monnaie unique, bien plus modeste pourtant, l'euro. Dans les volumineux dossiers qu'elle consacre à la monnaie unique mondiale, la presse la plus « mondosceptique » ne peut s'empêcher de rappeler les tristes conditions dans lesquelles les promoteurs de l'euro avaient dû, finalement, renoncer à leur projet.

« Une fois encore, les économistes s'étaient trompés », lit-on ainsi sur l'écran de l'un des titres les plus sérieux du moment, *The Universe*. « A l'époque, à la fin du XX^e siècle, raconte au reporter une jeune Italienne, âgée de quatre-vingt-un ans, militante du « mondo » après avoir lutté pour l'euro, ces beaux savants, les économistes, nous avaient avertis : les désaccords entre Européens sur la politique monétaire, ils disaient même le policy mixte ou quelque chose comme cela allaient tuer notre rêve. »

La réalité, c'est que ce sont les populations, excédées par l'anarchie occasionnée par ces histoires d'échange de billets, qui

ont fait capoter l'euro. Tout était pourtant bien parti. Le 4 janvier 1999, toutes les opérations financières entre les onze promoteurs du projet avaient basculé en euros. Les Anglais et les Danois avaient fini par rejoindre cette union monétaire.

La Slovaquie et la Hongrie s'y préparaient. Mais en 2001, l'odyssée de l'euro avait brutalement pris fin. Le changement de monnaie – et la désorganisation occasionnée – avait provoqué alors une véritable révolte dans les populations. Et un retour en arrière irrémédiable.

ÉTIQUETTES MULTIPLES

« Quel b... ! », se rappelle la belle Italienne. Les gens en avaient marre de ne plus voir ce qu'ils achetaient à cause des étiquettes multiples que les commerçants avaient installées (le double affichage était devenu la règle). Ils avaient le sentiment, pas faux, de se faire rouler par les arrondis. Ils avaient peur de ne pouvoir échanger, le moment venu, toutes leurs pièces et billets (à l'époque, on utilisait encore beaucoup ces moyens de paiement rudimentaires). Et puis, les gens qui avaient quelques billets cachés sous les matelas ne

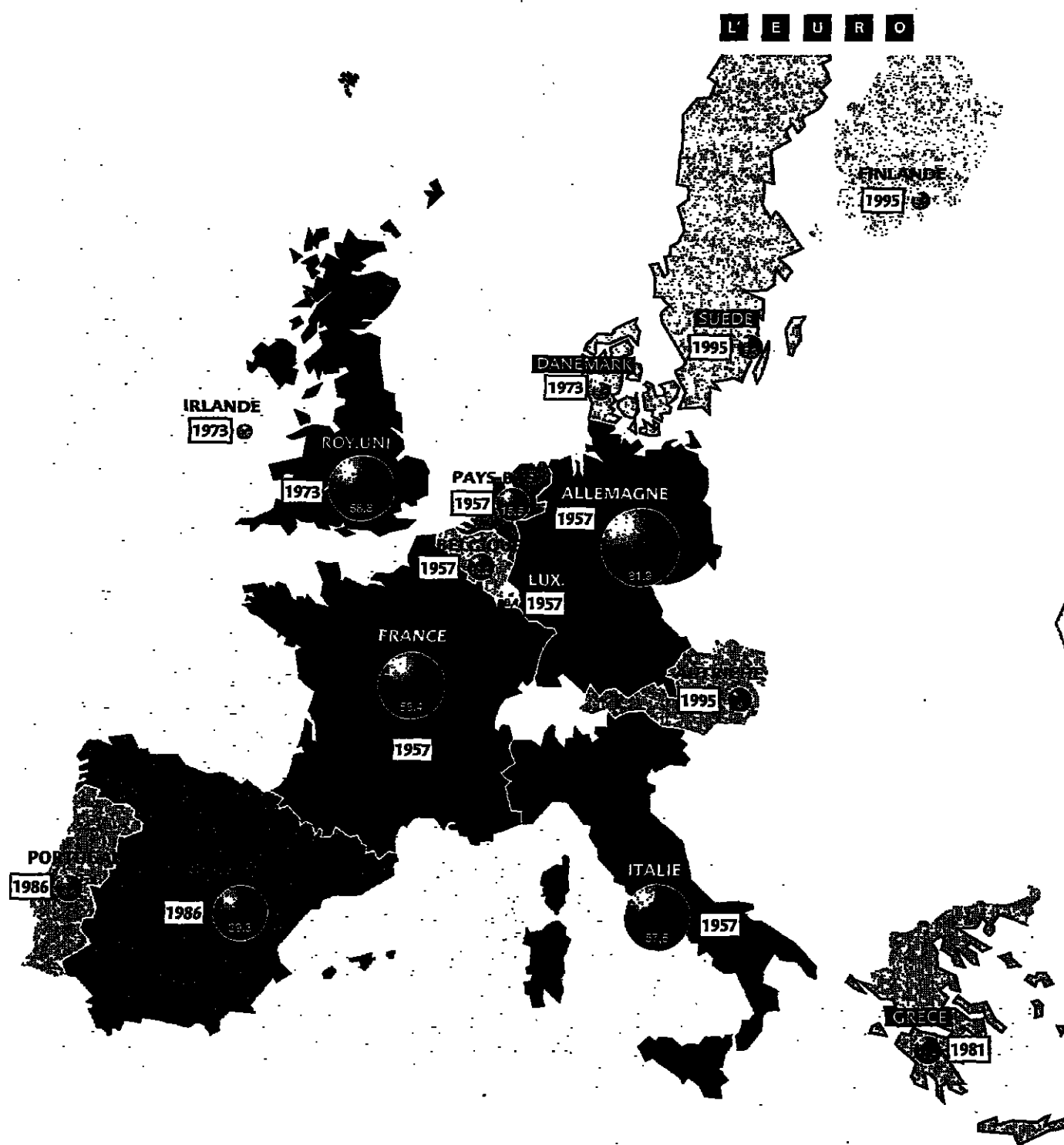
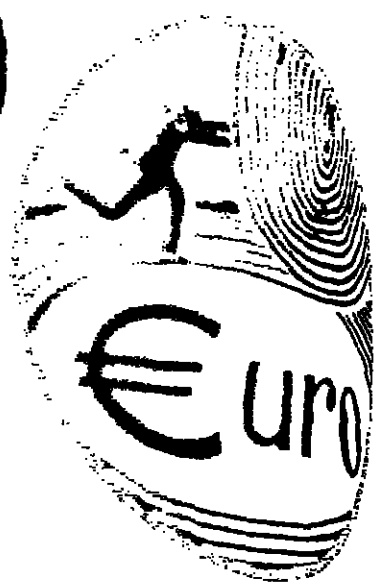
souhaitaient pas les sortir. Bref, le 23 décembre 2001, les pays de l'euro renouaient à l'échange de billets et à leur grand projet. Aujourd'hui, que l'on se rassure, le « mondo » ne risque pas une telle mésaventure. Les pièces et les billets ont depuis longtemps disparu de la planète.

Un simple ordre, communiqué à partir de la Banque centrale mondiale, à Washington, permettra d'exprimer en « mondo » les sommes en monnaie nationale (le dollar, le yuan, le deutschemark, etc.) que chacun des dix milliards d'êtres humains porte sur soi.

A quelques jours du grand basculement, prévu pour le 1^{er} avril, un ultime sommet est consacré à la mise au point des derniers préparatifs. Dans les couloirs de la conférence, le représentant de la France ironise : « Pourquoi donc rebaptiser le dollar ? ». Pour avoir perdu toute influence dans le système monétaire international, les Français n'en conservent pas moins leur pertinence. Et leur impertinence, mais un peu tard.

Erik Izraelwicz

صلى الله عليه وسلم



▼ L'euro, la monnaie de 2002

PIÈCES

Un côté sera commun à toute la zone euro. L'autre sera propre à chaque pays

Les eurocents :

Pièces de 1, 2, 5, 10, 20, 50 cents (1 euro = 100 cl)

Les euros :

Pièces de 1, 2, 5, 10, 20, 50 (1 euro = 100 cl)

BILLETS

Une face commune

100 100

100 100

▼ Mise en place

Mars 1998

Désignation des pays

Mars 1998

Installation de la BCE (Banque centrale européenne)

1^{er} janvier 1999

Transactions en euros entre BCE et banques nationales

1^{er} janvier 2002

Mise en circulation des pièces et billets

- Fin 2002

Les monnaies nationales n'ont plus cours

(1 euro = 17 S.F. 6,5 FF)

Source : Banque centrale européenne



▼ PIB par habitant

en milliers de dollars

LUXEMBOURG 22,6
DANEMARK 21,3
BELGIQUE 21,1
AUTRICHE 21,1
ALLEMAGNE 20,6
PAYS-BAS 20,6
FRANCE 20,6
ITALIE 19,8
SUÈDE 19,4
IRLANDE 18,7
FINLANDE 18,6
ROY. UNI 18,6
ESPAGNE 18,6
PORTUGAL 18,6
GRÈCE 18,6

On voit bien, dès ce moment, que ce dossier technique, qui ne provoque pas l'enthousiasme des Européens, devient dès lors excessivement politique. La monnaie est vue comme « un projet de saut collectif vers la création d'une Europe politique » (Jacques Delors). Même les adversaires de la monnaie unique voient bien, comme Jean-Pierre Chevènement, que « le projet de monnaie unique est la dernière tentative de l'idéologie postnationale pour forcer les peuples dans la direction d'une union politique dont le dessin leur avait été dissimulé » (tiré de son livre France-Allemagne :

parlons franc, Plon 1996). L'important, ici, ce sont les conditions fixées par l'Allemagne afin que l'entreprise réussisse. Les Allemands parlent, dès le départ, du nécessaire consensus en matière de politique économique générale (Ordnungspolitik) qui doit régner entre les Européens avant le passage à l'union monétaire. Ils insistent sur l'« autonomie » de la banque centrale, même si ces idées ne vont jamais assez loin pour les banquiers centraux allemands, dès le départ méfiants à l'égard du projet. Un peu plus tard, les Allemands vont insister sur le

strict respect des critères de stabilité du traité de Maastricht (alors que le fameux critère des 3 % a été proposé par la France). En septembre 1994, les dirigeants de la CDU envisagent de limiter la monnaie unique aux cinq pays du « noyau dur » de l'Europe, excluant l'Italie de cette vision géopolitique rhénane. A Bonn, on est opposé à la création d'une monnaie unique tant que l'Europe ne sera pas transformée en union politique. Selon cette approche qui a toujours été celle des Allemands, la monnaie a pour mission de couvrir un ensemble politique constitué. Pendant très longtemps, Helmut Kohl dit qu'il ne fera jamais la monnaie unique sans l'union politique. Mais l'histoire en décide autrement. « Hans Dietrich Genscher savait que l'union monétaire était plus facile à faire que l'union politique

fort. Elle est sans doute tout aussi importante que celle qui oppose les Français et les Allemands sur le thème du contrôle politique de la monnaie et du « gouvernement économique » européen. Entre 1986 et 1988, le ministre des finances Edouard Balladur a relancé l'idée de la monnaie unique en insistant - déjà - sur la nécessité de placer la banque centrale européenne sous contrôle d'une institution politique européenne, et en provoquant - déjà - l'ire des Allemands.



Richard Nixon

AOÛT 1971

Le président Richard Nixon suspend la convertibilité en or et laisse le cours du dollar fluctuer au gré du marché. Cette décision met fin aux accords de Bretton Woods et fait avorter le plan Werner qui était fondé sur la fixité des changes par rapport au dollar.

MARS 1972

Les pays de la Communauté créent le « serpent monétaire dans le tunnel », système qui prévoit le flottement concerté des monnaies à l'intérieur de marges de fluctuation étroites par rapport au dollar.

1^{er} janvier 1973

L'Europe des Six devient l'Europe des Neuf avec l'adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

JANVIER 1974

Le premier choc pétrolier, la faiblesse du dollar et les politiques divergentes réduisent le « serpent » à l'Allemagne, au Benelux, aux Pays-Bas et au Danemark.

10 DÉCEMBRE 1974

Les chefs d'Etat et de gouvernement décident de se réunir au moins trois fois par an en conseil européen pour débattre des affaires de la CEE, mais aussi des grandes questions de politique étrangère.

1^{er} JANVIER 1975

Le Fonds européen de développement régional (Féder) est créé pour aider les régions les moins riches.

28 FÉVRIER 1975

La CEE et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signent la convention de Lomé qui assure le libre accès au marché communautaire des produits originaires des ACP.

MARS 1979

La Communauté crée le système monétaire européen (SME). Celui-ci est basé sur des taux de change stables, mais révisables, entre les monnaies des Etats membres et fondés sur des taux pivots définis en fonction de l'European Currency Unit ou ECU, qui est un panier de monnaies. La bande de fluctuation autorisée est de 2,25 % de part et d'autre de ce cours pivot.



Simone Veil

7-10 JUIN 1979

Les citoyens des Neuf élisent au suffrage universel direct les 410 députés européens. Simone Veil est le premier président de ce nouveau Parlement européen.

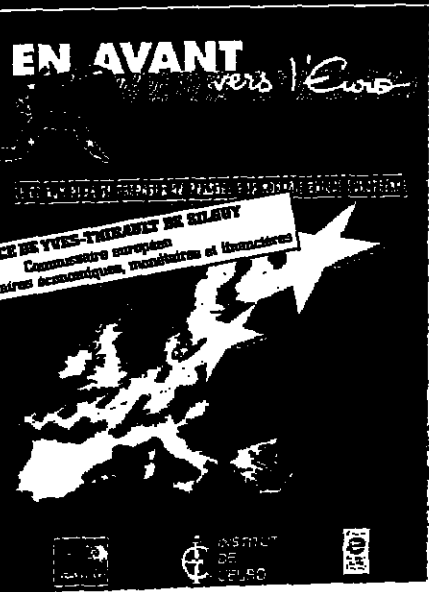
1^{er} JANVIER 1981

En accueillant la Grèce, la CEE devient l'Europe des Dix.



Jacques Delors

Le CD-ROM sur l'euro



« Complète, simple et ergonomique, sa version professionnelle donne accès aux textes réglementaires, à une foule de fiches pratiques sur toutes les questions concernant les PME, à des transparents précomposés, etc... Ce CD-ROM enfin permet aussi d'établir un euro-diagnostic et un agenda personnalisé pour piloter en douceur le passage à la monnaie unique... »

LE REVENU FRANÇAIS, LE 13 FÉVRIER 1998

« Sans conteste, il s'agit là d'un excellent outil pour bien comprendre les enjeux du passage à la monnaie unique et mettre sur pied sa stratégie. Ce CD-ROM est conçu, sous l'égide des experts de l'Institut de l'euro, comme un véritable outil destiné aux entreprises... »

ENJEUX LES ECHOS, MARS 1998

Actualisation des informations

à l'aide d'un lien vers le site Internet de l'INSTITUT DE L'EURO

Prix version Entreprise : 449 FTTC - Prix version Grand Public : 199 FTTC

héllo visions

PC, MAC

INSTITUT DE L'EURO

Pour tout renseignement et commande : 04 37 28 08 05

Les termes actuels du débat sont posés dès la fin des années 80 : notamment les désaccords franco-allemands autour du pacte de stabilité et les relations entre pouvoir politique et pouvoir monétaire

avec les Français, sachant combien ces derniers ont toujours été agacés par l'influence de la Bundesbank », dit aujourd'hui Horst Köhler, qui était « sherpa » du chancelier Kohl lors des négociations préalables au traité de Maastricht.

Dès le milieu des années 80, ce conflit d'idées est très fort, notamment en Allemagne. La ligne de partage entre partisans de l'« engrenage » et avocats du « couronnement » oppose Bonn et Franc-

Lucas Delattre

1^{er} JANVIER 1985
Les premiers passeports européens sont mis en circulation.

1^{er} JANVIER 1986
La Communauté s'élargit à l'Espagne et au Portugal. Elle devient l'Europe des Douze.

27-28 FÉVRIER 1986
L'Acte unique européen, voulu par François Mitterrand et Helmut Kohl, relance la construction européenne. Il modifie le traité de Rome, permet le vote à la majorité qualifiée pour l'harmonisation des législations et fixe au 1^{er} janvier 1993 la réalisation d'un grand marché intérieur sans frontières.



François Mitterrand et Helmut Kohl

26 FÉVRIER 1988
Mémoire d'un ministre allemand des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher « Pour la création d'un espace monétaire européen et d'une banque centrale européenne ».



Hans Dietrich Genscher

26-27 JUIN 1989
Malgré l'opposition de Margaret Thatcher, le conseil européen adopte le plan Delors qui propose la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM) en trois étapes.



Margaret Thatcher

19 JUIN 1990
La signature de la convention de Schengen prépare la suppression totale des contrôles aux frontières entre l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas.

1^{er} JUILLET 1990
La première phase de l'UEM commence avec la libéralisation complète des mouvements de capitaux au sein de la CEE et le renforcement de la coordination des politiques économiques des Etats membres.

7 FÉVRIER 1992
Le traité de Maastricht est signé. Il arrête le cadre juridique et l'échéancier de l'Union économique et monétaire (UEM).

1^{er} JANVIER 1993
Les personnes, les services et les capitaux circulent librement à l'intérieur de la CEE. Les contrôles douaniers sont supprimés aux frontières communes des pays membres.

2 AOÛT 1993
Après une année de turbulences monétaires qui ont entraîné la sortie de la livre britannique et de la lire italienne du SME, la bande de fluctuation de chaque monnaie par rapport à son taux pivot est élargie à 15 %.

1^{er} NOVEMBRE 1993
Le traité de Maastricht entre en vigueur et l'Union européenne prévoit la coopération des Etats en matière d'économie et de monnaie, de politique étrangère et de sécurité commune, de justice et d'affaires intérieures.

La Banque centrale européenne, première institution fédérale

La politique monétaire sera définie par les six membres du directoire de la BCE et les gouverneurs des banques centrales des Etats participant à l'euro

La mise en place de la Banque centrale européenne (BCE) qui devra avoir lieu, sauf coup de théâtre, lors du sommet européen extraordinaire de Bruxelles du 2 mai, marquera le véritable démarrage de l'Union monétaire. Plus encore que l'annonce, le même jour, par les chefs d'Etat et de gouvernement de la liste des pays participant au premier train de l'euro ou des futures parités bilatérales de conversion des devises européennes, la nomination du président de la BCE et des membres de son directoire donnera une dimension concrète ; elle offrira enfin un visage au projet de monnaie unique. On connaîtra les noms de ceux qui détiendront le pouvoir, décisif, de fixer les taux d'intérêt en Europe, on saura enfin qui, du Néerlandais Wim Duisenberg ou du Français Jean-Claude Trichet, sera le premier patron monétaire européen.

Car en dehors de ces problèmes de nomination, toutes les questions ayant trait à la BCE sont, du moins en apparence, entièrement réglées : structures, fonctionnement, pouvoirs, missions... L'institut d'émission européen - qui ne deviendra pleinement opérationnel qu'à partir du 1^{er} janvier 1999, les décisions sur les taux directeurs à l'intérieur des pays du bloc euro restant du ressort des banques centrales nationales jusqu'au lancement officiel de la monnaie unique - sera la seule

institution européenne de type fédéral, les rédacteurs du traité de Maastricht s'étant largement inspirés des banques centrales américaines ou allemandes. La BCE sera, au sens propre, la Banque fédérale de l'Europe.

Le conseil des gouverneurs de la BCE, composé des six membres du directoire de la BCE et des onze gouverneurs des banques centrales des Etats participant à l'euro, définira la politique monétaire et déterminera le niveau des taux directeurs dans la zone euro. De la même façon qu'aux Etats-Unis, c'est à Washington qu'est fixé le niveau des taux dans tout le pays, c'est à Francfort, au siège de la BCE, que sera décidé le taux directeur unique dans toute l'Europe, que ce soit en France, en Allemagne, en Espagne ou au Portugal.

Centralisée dans sa conception, la politique monétaire européenne sera en revanche décentralisée en ce qui concerne sa mise en application : celle-ci s'effectuera auprès des banques centrales nationales de chaque pays du bloc euro. La Banque de France, par exemple, ne disparaîtra pas avec le lancement de l'euro : son conseil de la politique monétaire (CPM) continuera à se réunir afin de préparer, en fonction des données économiques recueillies, le point de vue de la France avant les réunions du conseil de la BCE.

STABILITÉ DES PRIX

La mission du futur institut d'émission européen est, elle aussi, en théorie, clairement définie. Elle consistera à « maintenir la stabilité des prix », comme le traité de Maastricht l'énonce à de multiples reprises. Mais celui-ci ne lui fixe en revanche aucun objectif de croissance, contrairement à la loi qui régit le statut de la Réserve fédérale américaine. Pour remplir sa mission, la BCE disposera d'une large palette d'instruments monétaires que l'IME (Institut monétaire européen) a pris soin de décrire en détail.

Au fur et à mesure qu'approche le jour de sa création, toutefois, les économistes mettent en évidence plusieurs zones d'ombre à propos de la BCE, susceptibles de déstabiliser l'Union monétaire et de compromettre l'avenir de la monnaie unique. Elles concernent pour l'essentiel la responsabilité du futur institut d'émission européen et ses relations avec le pouvoir politique.

Le traité de Maastricht insiste sur l'indépendance de la BCE. Celle-ci est garantie par l'article 7, qui stipule que « ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organismes communitaires, des gouvernements des Etats-membres ou de tout autre organisme. En retour, ces derniers s'engagent à respecter ce principe ».



et à ne pas chercher à influencer les membres du système européen de banques centrales (SEBC) dans l'accomplissement de leur mission ».

Mais certains experts craignent précisément que ce souci d'indépendance ne conduise les dirigeants de la BCE à un dangereux isolement, à l'opacité et l'irresponsabilité. C'est l'opinion des économistes Michel Aglietta et Christian de Boissieu, qui, dans une étude récente consacrée à ce sujet, estiment qu'« une banque centrale est d'autant plus redevable d'une communication appropriée sur ses objectifs et ses résultats, d'autant plus tenue de rendre compte au Parlement, à l'exécutif, à l'opinion publique qu'elle est indépendante ».

Soulignant au passage qu'« en matière de transparence et de responsabilité, la Bundesbank ne fournit pas un modèle pour la future BCE », MM. Aglietta et de Boissieu prônent plusieurs aménagements institutionnels - renforcement des prérogatives monétaires du Parlement européen, publication des délibérations du conseil de la BCE - qui permettraient, selon eux, à la BCE de se rapprocher du mode de fonctionnement de la Réserve fédérale américaine. Faute de quoi la politique monétaire européenne se priverait du soutien populaire et se heurterait à la méfiance de la classe politique. Le risque est d'autant plus grand que le conseil des gouverneurs de la BCE ne comprendra que de « purs » banquiers centraux, ne contiendra pas de personnalités issues du monde politique ou de la société civile comme c'est aujourd'hui le cas à la Banque de France et même à la Bundesbank.

POLICY MIX

Dernière cette question se cache celle du rapport de force entre le pouvoir politique et le pouvoir monétaire dans la future zone euro. Il s'agit d'éviter que celui-ci ne se résume en une série d'affrontements publics et de condamnations réciproques.

Une des difficultés de l'Union

monétaire sera l'équilibre entre des politiques budgétaires qui resteront de la responsabilité de chaque Etat et une politique monétaire supranationale. Comme le note Pierre Jacquet, directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI), « il est particulièrement important d'organiser la concertation et l'échange entre les ministres des finances et les autorités monétaires européennes. L'objectif serait essentiellement de débattre des grandes options retenues, dans le respect de l'indépendance de chacun ». Il ajoute que « l'interaction et la circulation de l'information sont un préalable à la définition de politiques appropriées, tant sur le plan monétaire que budgétaire ».

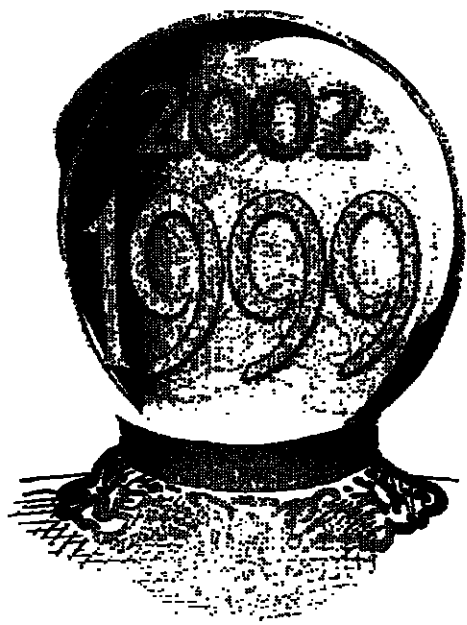
TAUX DE CHANGE

Cette nécessaire coordination et concertation vaudra notamment dans le domaine très sensible des taux de change. Selon le traité, c'est au conseil Ecofin, regroupant les ministres des finances de l'Union, qu'il reviendra de formuler les orientations générales de politique de change. C'est aux chefs d'Etat et de gouvernement qu'il appartiendra de décider, par exemple, du niveau souhaitable de l'euro par rapport au dollar ou par rapport au yen. Mais, en même temps, l'article 109 du traité dote la BCE de pouvoirs étendus en matière de gestion quotidienne des taux de change, sans oublier que son objectif de stabilité des prix pourrait théoriquement être menacé par une dévaluation de l'euro.

Toute la difficulté consistera à éviter sur ce sujet des prises de position contradictoires de la part des pouvoirs politique et monétaire et à empêcher, de façon plus générale, qu'une grande cacophonie n'accompagne le démarrage de l'Union monétaire, ce qui serait, de l'avis des experts, le plus sûr moyen non seulement d'en réduire l'efficacité économique, mais aussi de la saboter.

Pierre-Antoine Delhommas

euro



Nous y serons avec vous.

L'avènement de la monnaie unique : un événement majeur.

Dès 1993, le Crédit Coopératif a été l'une des premières banques à avoir créé une Sicav en ECU. Bénéficiant dès maintenant des opportunités et du potentiel des marchés Européens, le Crédit Coopératif vous en ouvre les portes avec ses trois EUROPCVM :

EGFI EUROTOP, SICAV obligataire en ECU. EUROPTIMAL, FCP diversifié en actions, obligations et produits monétaires sur les pays de l'EURO. EURINDEX, FCP constitué uniquement d'actions européennes répliquant le nouvel index européen STOXX50.

N° AZUR 0 801 63 44 44

CREDIT COOPÉRATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Une union politique en quête de sens

Habituellement, la critique de l'Europe est technicienne. Elle émane de spécialistes et s'adresse à d'autres spécialistes. Pourquoi une banque centrale européenne plutôt que onze banques centrales nationales ? Qu'en sera-t-il des chocs asymétriques ? La politique monétaire menée à partir d'un seul point du territoire européen, Francfort, sera-t-elle efficace ?

Sous l'angle industriel, certains chefs d'entreprise pestent contre un euro fort qui va pénaliser leurs exportations. D'autres craignent qu'une monnaie forte les oblige à quitter les positions « low tech » que l'industrie occupe encore, pour rechercher des niches de tranquillité provisoire dans le « high tech ».

Quelques ultralibéraux prédisent que le futur super-Etat européen se révélera bien moins efficace et bien plus onéreux que les Etats nationaux, déjà empêtrés dans leurs déficits et leur bureaucratie. Vu de l'étranger enfin, des Cassandres prédisent l'exacerbation des conflits intra-européens : Français contre Allemands sur la politique monétaire, tandis que le déchirement sera généralisé sur celle des taux à mener en fonction de la conjoncture de tel ou tel pays.

Tous ces débats qui font le pain quotidien des économistes et des financiers répondent-ils aux grandes interrogations de la population : croissance, chômage, sécurité, salaire... ? Les réponses à ces préoccupations sont d'autant plus vagues que les hommes politiques n'ont jamais vraiment dévoilé les finalités politiques de la construction européenne. En France, technocrates et politiques, tous partis confor-

mus, se sont toujours entendus pour éviter tout débat sur l'unification politique de l'Europe. Pour irrationnelle de la division ? Peut-être !

SOURS DE LABORATOIRE

Reste que nos gouvernements se sont conduits vis-à-vis des Français comme des scientifiques vis-à-vis des souris de laboratoire. Ils ont construit un labyrinthe balisé d'obstacles (l'Europe), ont soigneusement camouflé l'arrivée (l'union politique), et ont fait du franchissement de chaque étape économique un événement qui rendait tout retour en arrière plus douloureux que la fuite en avant. Résultat : l'euro est aujourd'hui le prélude de l'union politique sans que jamais le moindre débat sur l'intérêt de cette union ait été mené.

La question qui se pose est alors la suivante : si le chômage ne baisse pas, si les impôts demeurent à un niveau élevé, si l'activité économique continue de créer un sentiment d'insécurité croissant chez les salariés, rien ne dit que l'euro et le processus d'union politique n'en feront pas les frais. Pourquoi les Français se sentiraient-ils liés à un processus sur lequel ils n'ont jamais été réellement consultés - le référendum de Maastricht n'a jamais été explicite sur l'union politique - et qui risque fort par conséquent, au premier coup de grisou, de faire office de bouc émissaire ? Qu'on se le dise, le risque de l'euro n'est pas technique, mais politique.

Yves Mamou

سكايت الامل

Le conseil de l'euro, un club réservé aux Onze, mais ouvert aux Quinze

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

En mai ou en juin, le conseil de l'euro qui rassemblera les ministres des finances des onze pays qualifiés pour la monnaie unique, devrait tenir sa première réunion. La présidence des Quinze est exercée actuellement par la Grande-Bretagne qui ne fera pas partie de la première vague de l'union monétaire. C'est donc probablement l'Autriche (laquelle assurera la présidence au second semestre) qui pilotera ses travaux.

Les tensions surgies l'an passé à son propos se sont atténuées, si bien que, sauf surprise, cette « première » s'opérera en douceur. Elle est attendue par la France, qui a toujours plaidé pour que la gestion de l'euro soit également suivie au niveau politique et non pas laissée exclusivement aux soins de la Banque centrale européenne (BCE).

OPTIQUE CONSENSUELLE

L'accord conclu par le conseil européen de Luxembourg en décembre prévoit que les pays « in » (participant au premier cercle fondateur de l'euro) pourront se réunir pour débattre de sujets d'intérêts communs, mais que les « out », s'ils s'estiment concernés, seront en droit de demander que les mêmes dossiers soient examinés au sein du conseil Ecofin (qui regroupe les ministres des finances des Quinze). Les Britanniques, qui ne gardent pas le meilleur souvenir de l'affrontement de Luxembourg sur ce sujet, n'ont apparemment pas l'intention de provoquer, sur la base du compromis issu de cette réunion, une quelconque guérilla institutionnelle. Compte tenu de leur volonté de ne pas rejoindre l'euro avant 2002, il faut s'attendre à ce qu'ils se montrent très attentifs à préserver le rôle central du conseil Ecofin.

Du côté des Onze, personne ne conteste plus le besoin, entre les pays partageant la même monnaie, d'un échange de vue régulier et approfondi sur leur politique économique. Les Allemands ont cessé de soupçonner les Français de chercher à remettre en cause les prérogatives de la BCE en s'appuyant sur le conseil de l'euro et devraient donc accepter une certaine formalisation de celui-ci. Mais les Français sont conscients que ce greffon para-institutionnel ne pourra être fécond que s'il évite une ambiance de division. « Ce ne doit pas être un bunker à l'Onze ; sur beaucoup de points, il faut que les Anglais participent à la discussion », admet-on à Bercy.

COORDINATION BUDGÉTAIRE

Cette manière de concevoir le conseil de l'euro, dans une optique aussi consensuelle que possible, implique que l'Ecofin s'adapte à l'effort d'approfondissement qu'exige la monnaie unique. La façon dont les Britanniques exercent actuellement leur présidence montrent qu'ils y sont prêts : c'est le sens de l'invitation de Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), lors de la session de mars, puis des partenaires sociaux pour celle de mai. A la réunion informelle de New York, en avril, tout en mettant en avant les préférences doctrinales du New Labour (employabilité, flexibilité...), Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier, s'était efforcé de promouvoir les thèmes de la coordination économique.

Le conseil de l'euro peut avoir un rôle d'impulsion pour la construction européenne, évoquer l'emploi, les revenus, le dumping fiscal, mais ne doit pas être pour autant l'organe de préparation de l'Ecofin. Il saute aux yeux, par exemple, qu'une bonne gestion de la monnaie unique implique assez vite l'adoption d'harmonisation fiscale. Mais, pour autant, c'est à Quinze que les décisions devront être prises, sachant, au reste, que c'est un domaine où le traité exige l'unanimité.

Les promoteurs du conseil de l'euro l'envisagent comme un club où les Onze débattront librement, de manière informelle et restreinte, de sujets représentant un vrai enjeu politique. Certains s'imposent immédiatement, tels la préparation des budgets 1999. La monnaie

Les ministres des finances des pays qualifiés pour la monnaie unique assureront sa gestion au niveau politique

unique change tout : comme l'a fait déjà remarquer à plusieurs reprises Dominique Strauss-Kahn, le ministre français de l'économie et des finances, il est clair que les pays de la zone euro devront construire leurs lois de finances respectives sur des hypothèses de travail semblables (prévision de la croissance mondiale, de la relation de change euro-dollar...). C'est là un réglage qui doit se faire avant l'été.

La coordination des politiques budgétaires exigera davantage : en ces temps de croissance, promoteurs de recettes fiscales abondantes, les Onze devront déléguer de l'affectation d'une partie des surplus à l'élimination graduelle des déficits. Tenus par le pacte de stabilité et de croissance avalisé en juin 1997 à Amsterdam, il leur faudra bientôt examiner les programmes nationaux pluriannuels de convergence qu'ils se sont engagés à présenter avant la fin de l'année. Il s'agira de débats délicats avec, notamment en France, une forte résonance sur le plan intérieur.

Autre problème sensible, la politique de change. Personne ne conteste qu'elle doit être pratiquée en étroite liaison avec la BCE, que c'est à celle-ci d'agir au jour le jour, en période de croissance, comme aujourd'hui par exemple, lorsque le dollar est fort et moyennement volatil. Mais en cas de tempête, telle une chute brutale du dollar (l'expérience passée montre qu'une telle situation n'a rien d'exception-

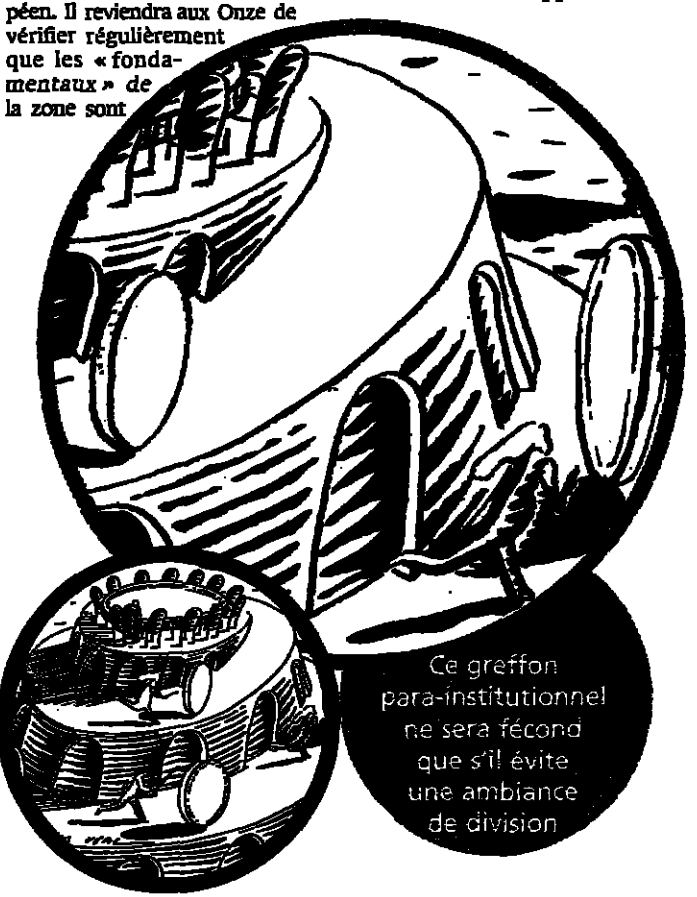
nel), il est important que les « in » puissent dégager rapidement un consensus fort sur l'attitude politique à tenir. En l'occurrence, leur intérêt peut s'avérer différent de celui des « out », ou, pour le moins, de ceux qui ne participeront pas au nouveau système monétaire européen (SME) et n'entreprendront donc pas une relation de change stable avec l'euro.

Tout indique que la BCE aura intérêt à pouvoir s'appuyer, lorsque nécessaire, sur cette expression politique collective des gouvernements constituant la zone euro. Exercice à partager avec la BCE, mais aussi avec le Parlement européen. Il reviendra aux Onze de vérifier régulièrement que les « fondamentaux » de la zone sont

en phase avec le marché, que la monnaie européenne n'est pas anormalement dépréciée ou au contraire surévaluée. Cette enceinte peut aussi devenir un lieu propice pour débattre de l'évolution du système monétaire international et diffuser l'idée de stabilité monétaire.

Le conseil de l'euro ne sera pas ce « gouvernement économique » dont rêvaient les Français. Il en sera pourtant peut-être l'embryon. Les nécessités de l'euro obligeront en tout cas les Onze à gouverner ensemble.

Philippe Lemaître



Ce greffon para-institutionnel ne sera fécond que s'il évite une ambiance de division



La signature des traités de Rome, le 25 mars 1957, qui fondent la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).

1^{er} JANVIER 1994
La deuxième phase de l'UEM se met en place : il est interdit aux Etats membres de financer leurs déficits publics par la création monétaire. Les banques centrales deviennent indépendantes du pouvoir politique (le nouveau statut de la Banque de France entre en vigueur). Les politiques économiques doivent viser les « critères de convergence ».

1^{er} JANVIER 1995
L'Union européenne porte le nombre de ses membres à quinze avec l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

26 MARS 1995
La convention de Schengen entre en vigueur et assure la libre circulation des personnes entre neuf pays de l'Union.

2 JUIN 1995
Lancement de la conférence intergouvernementale. Elle a pour mission de réformer les institutions communautaires afin de les adapter à un élargissement de l'Union à de nouveaux Etats.

15-16 DÉCEMBRE 1995
Le conseil européen décide que la future monnaie unique sera appelée euro et fixe le calendrier de son entrée en vigueur jusqu'en l'an 2002.

13-14 DÉCEMBRE 1996
Le conseil européen arrête le cadre juridique de l'euro. Il décide d'un SME bis qui définit les relations de change entre l'euro et les monnaies des Etats membres qui ne passeront pas à l'euro le 1^{er} janvier 1999. Il choisit les billets de l'euro.

16-17 JUIN 1997
Le conseil européen d'Amsterdam confirme l'instauration du pacte de stabilité et de croissance entre les futurs pays participants à l'euro.

17 NOVEMBRE 1997
Le conseil des ministres des finances des Quinze décide d'introduire les pièces et les billets en euro le 1^{er} janvier 2002.

19 NOVEMBRE 1997
Les Quinze adoptent le traité

d'Amsterdam qui modifie le traité de Maastricht et qui n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié par chacun des Etats membres.

20-21 NOVEMBRE 1997
Le conseil européen se fixe quatre objectifs pour lutter contre le chômage.

12-13 DÉCEMBRE 1997
Le conseil européen crée le conseil de l'euro où les ministres des finances de la zone euro discuteront de la gestion de la monnaie unique.

12-13 DÉCEMBRE 1997
Les Quinze décident d'ouvrir des négociations au printemps 1998 sur l'élargissement de l'Union.

PRINTEMPS 1998
L'Union organise une première réunion de la Conférence européenne destinée à permettre à tous les Etats candidats à l'adhésion d'exprimer leur point de vue.

La Turquie refuse d'y participer. Les négociations proprement dites commencent avec Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.

2 MAI 1998
Le conseil européen arrête la liste des pays capables d'adopter l'euro le 1^{er} janvier 1999. Il fixe les parités bilatérales des monnaies de ces pays et crée la Banque centrale européenne (BCE).

1^{er} JANVIER 1999
L'euro devient la monnaie de l'Union monétaire. Les monnaies deviennent de simples « subdivisions non décimales de l'euro ». Les taux de conversion en euro des monnaies des pays participants sont fixés de manière définitive. Les marchés de capitaux fonctionnent en euros. L'Ecu est converti en euro avec la parité de un contre un. La BCE entre en fonctionnement ainsi que le système européen de banques centrales (SEBC).

1^{er} JANVIER 2000
Le nouveau cadre financier de l'Union européenne entre en vigueur pour la période 2000-2006. Le plafond des ressources propres de l'Union est fixé à 1,27 % du produit national brut.

1^{er} JANVIER 2002
Les pièces et les billets libellés en euros sont mis en circulation.

1^{er} JUILLET 2002
Les pièces et les billets libellés en monnaies nationales n'ont plus cours et sont retirés.

IGS International

Les programmes MBA du Groupe IGS affirment une nouvelle dimension de l'international grâce au maillage d'entreprises multinationales et de business schools réputées et reconnues.

Informations :
IGS International,
12, rue Alexandre Parodi,
F-75010 Paris, France
Tél. : + 33 (0)1 40 02 15 04,
Fax : + 33 (0)1 40 03 15 05,
Email : info@groupe-igs.org



International MBA

Un programme de 11 mois accrédité AACSB en partenariat avec Temple University, développé avec le soutien d'entreprises multinationales : 4 mois en FRANCE, 5 mois aux ETATS-UNIS et 1 mois au JAPON. Tous les cours sont centrés sur la gestion internationale et enseignés en anglais.

• Admission : Bac+4, GMAT, TOEFL

MBA Eurobis

Un programme trilingue de 12 mois en partenariat avec HES-Pays Bas et HTW-Allemagne. Diplôme reconnu par les autorités allemandes. 4 mois de cours au Pays Bas (en anglais), 4 mois de cours en France (en français), et 4 mois de cours en Allemagne (en allemand), suivi de 6 mois de stage.

• Admission : Bac+4, test de niveaux de langues dans les 3 langues.

DEMANDE D'INFORMATION ☐ INTERNATIONAL MBA ☐ MBA EUROBIS

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

Diplôme obtenu ou formation en cours : _____

BOURSE

Les cours des entreprises privatisées

3615 LE MONDE

Tout savoir sur ceux qui préparent le passage à l'Euro

Le Guide de l'Euro

Organigrammes, biographies et photos
960 ffrs TTC
Editions Jean-François Doumic
Tél. 01 42 46 58 10

Que restera-t-il de la politique économique française ?

1^{er} JANV
Les pre
europé
en circu

1^{er} JANV
La Com
à l'Espa
devient
des Dor

27-28 FI
L'Acte
voulut p
François
Kohl, n
la cons
Il modi
permet
qualifié
des lég
au 1^{er} j
la réali
d'un gr
sans fr



Fra

26 FÉV
Mémo
du mib
des af
Hans-
la cré
europ
centra

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

26-27
Malgr
de Mi
le cor
adopi
qui p
la rés
écon
(UEM)

Avec le lancement de la monnaie unique, la France, comme les dix autres pays qui vont participer à l'aventure monétaire européenne, va perdre le contrôle d'une partie des leviers traditionnels de la politique économique nationale. Mais sait-on précisément lesquels ? Le transfert de souveraineté ne limitera-t-il au seul levier monétaire, ou sera-t-il en réalité beaucoup plus large ? Cette histoire-là n'est pas encore écrite, mais on devine dès à présent quel pourrait en être le cheminement.

Un premier point ne fait pas débat : par principe, puisque c'est le cœur même du projet européen, la France va perdre le contrôle du levier monétaire, au profit de la Banque centrale européenne (BCE). Franc fort ou franc faible... la France va donc définitivement tourner la page d'un débat passionnel qui durant des lustres a été au centre de bien des polémiques économiques hexagonales.

Formellement, la loi de 1993, qui a donné son indépendance à la Banque de France, établissait une répartition des rôles entre le gouvernement et le conseil de la poli-

Le transfert de souveraineté ne se limitera pas au seul levier monétaire. Même les politiques salariale ou fiscale seront affectées

tique monétaire : le premier avait la charge de la valeur externe de la monnaie, c'est-à-dire la politique de change, et le second, celle de la valeur interne de la monnaie. Mais, insensiblement, une jurisprudence s'est instaurée : voulant

instance politique fasse contre-poids à la BCE indépendante. Mais il n'est pas sûr, pour autant, que le conseil de l'euro joue effectivement le rôle souhaité par Paris. C'est en tout cas l'une des grandes inconnues de la monnaie

unique : pour la gérer, y aura-t-il d'autres pilotes que ceux de la BCE ? Un deuxième constat ne fait, lui non plus, guère de doute : la France va perdre la maîtrise d'une bonne partie de sa politique budgétaire. Avec le pacte de stabilité européen, et les sanctions financières qu'il prévoit en cas de dépassement des sacrés critères de convergence, la France, pas plus que ses partenaires, n'aura la liberté de la finit lors de la période de plongée vers la récession de 1993, de laisser filer les déficits pour amortir le choc conjoncturel.

Le levier budgétaire ne sera, certes, pas totalement gâché. Le gouvernement aura toujours la liberté d'imprimer sa marque, en définissant les dépenses qu'il juge prioritaires, voire, si la conjoncture est particulièrement favorable - comme l'estime Lionel Jospin pour 1999 - de majorer très légèrement les dépenses. Mais cette liberté-là sera désormais sous très forte contrainte.

En clair, le budget ne pourra plus jamais être le levier privilégié d'une politique « contra-cyclique ». La relance, version 1981, ou le recours aux « stabilisateurs automatiques », version 1993, vont définitivement faire partie de la panoplie des politiques économiques interdites.

Officiellement, la liste s'arrête-là : la France garde la maîtrise des



« politique des revenus » est cependant, depuis longtemps, passée de mode, et l'Etat, en dehors de SMIC, n'a plus guère de moyens pour peser concrètement sur ce fameux partage.

autres instruments traditionnels de la politique économique. Encore faut-il admettre, pourtant, que par des phénomènes de ricochet, qui tiennent tout autant à la construction européenne qu'à la mondialisation, la latitude d'action du gouvernement s'est progressivement restreinte dans de nombreux autres domaines.

Ainsi en va-t-il de la politique salariale. Durant la campagne des élections législatives de 1997, les socialistes ont plaidé en faveur d'un meilleur partage de la valeur ajoutée, à l'avantage des salariés et au détriment des profits. La

monnaie pour toutes les transactions internes et les frais de couverture de change seront supprimés, ce qui représenterait un gain de plus de 0,5 % du PIB de l'Union.

Cette vision a ses contradicteurs, dont les arguments ne sont pas moins convaincants. Avec l'euro, les gouvernements vont se priver de l'arme monétaire et budgétaire qui leur permet d'amortir une crise économique. Impossible de dévaluer pour être plus compétitif que son voisin européen. Difficile de creuser les dépenses publiques du fait du pacte de stabilité qui limite à 3 % du PIB le déficit. « Une des questions que pose l'euro, c'est de savoir comment va se faire le réglage conjoncturel en Europe. Pour éviter de tuer la croissance dans l'œuf, il faut accompagner la réduction des déficits par une politique monétaire plus expansionniste, c'est-à-dire des taux d'intérêt faibles », explique Pierre Jacquet, directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Cette option sera-t-elle celle de la future Banque centrale européenne (BCE) ? Une partie des experts monétaires, y compris Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France et candidat à la présidence de la BCE, pensent que les taux de l'euro convergeront vers les rendements les plus bas de l'Union.

A l'inverse, d'autres estiment que, pour affirmer sa crédibilité, l'institution sera tentée d'aligner ses taux sur ceux des pays les moins vertueux. Ils craignent que l'objectif de lutte contre l'inflation ne l'emporte sur les considérations de croissance. D'autant que tous les pays européens ne sont pas au

taux de change pour regagner en compétitivité, la concurrence fiscale risque de se substituer à la concurrence monétaire. En bref, les pays européens gardent, en théorie, leur liberté d'action dans ce domaine, mais cette liberté est, en partie formelle : la libération des mouvements de capitaux, survenue en France le 1^{er} juillet 1989, et la course au « moins-disant fiscal » qu'elle a induite, ont fait, en fait, un « grand soir » des impôts, sous peine d'une sanction : une délocalisation de l'épargne ou des fortunes. Le gouvernement est d'ailleurs bien conscient du risque : s'il parle encore de réforme fiscale, il a pris soin de préciser que celle-ci interviendrait à prélevement constant.

L'Europe qui se construit est donc beaucoup plus que l'Europe de la monnaie unique. C'est aussi une machine à niveler les spécificités nationales. Dans un dernier domaine, celui de l'épargne, imaginez un seul instant que la France pourra longtemps sauvegarder un autre tabou du débat économique français, celui du Livret A ? Que l'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, c'est en tout cas peu probable, sauf à imaginer que l'Etat accepte de subventionner un jour des petits épargnants allemands ou néerlandais.

C'est indéniablement le non-dit de la construction européenne : elle induit des évolutions qui vont très au-delà de ce qu'affirment, noir sur blanc, les textes officiels, qu'il s'agit du traité de Maastricht ou de celui d'Amsterdam. Des évolutions autour desquelles euro-sceptiques et euro-enthousiastes n'ont pas fini de s'entre-déchirer : les premiers y verront la preuve que la France renonce à conduire une politique économique souveraine ; les seconds qu'elle est à la conquête d'une souveraineté plus large, mais partagée...

Laurent Mauduit

L'union monétaire saura-t-elle absorber les chocs ?

L'euro est comme une construction dont la résistance antisismique n'aurait pas été testée - par définition, puisque l'édifice est nouveau et sans équivalents ailleurs. Mais des séismes, on sait que la nouvelle zone monétaire en subira. La question est de savoir comment ils pourront être absorbés, étant donné les instruments de politique économique dont disposent les autorités.

Plutôt que de séismes, les économistes parlent de « chocs » : ce sont des événements exceptionnels, d'origine économique ou politique, qui se traduisent par une forte réduction de la demande, et donc de l'activité, dont découlent toutes sortes de conséquences. Les exemples les plus fameux sont sans doute les deux chocs pétroliers de 1973-74 et 1979-80, provoqués par le brutal renchérissement des prix du brut. Plus récemment, la réunification allemande a aussi constitué un choc, obligeant la plus grande économie d'Europe à opérer de gigantesques transferts d'argent, afin d'intégrer au plus vite l'ex-RDA.

Les chocs pétroliers ont été des chocs « symétriques », dans le sens où ils ont atteint tous les pays industrialisés en même temps. En revanche, la réunification allemande a été un choc « asymétrique », ne touchant directement qu'un seul pays - bien que ses conséquences se soient largement diffusées en Europe par le biais de la politique monétaire de la Bundesbank.

Que se passera-t-il en cas de choc asymétrique touchant une partie de la zone euro et dû, par exemple, à une crise sectorielle, politique ou sociale ? La dévaluation, évidemment, ne sera pas possible, sauf à imaginer que le pays concerné décide de recréer sa propre monnaie - éventualité qui n'est évoquée nulle part dans les textes. L'utilisation de la politique budgétaire nationale sera très encadrée : un pays qui laisserait filer son déficit au-delà de 3 % du PIB est menacé de sanctions financières en vertu du pacte de stabilité et de croissance, à moins qu'il ne

Le pari de la monnaie unique est qu'elle aidera les pays membres à mieux résister ensemble

subisse une récession de plus de 0,75 % (mais, à supposer que tous les pays de l'euro se rapprochent de l'équilibre budgétaire à l'occasion de l'actuelle phase de croissance, ils regagneront une marge de manœuvre égale pour chacun à 3 % du PIB).

La comparaison est souvent faite avec une autre zone monétaire déjà existante, les Etats-Unis. Dans ce vaste pays, où les régions sont très spécialisées, et donc susceptibles de subir des chocs asymétriques (par exemple une crise pétrolière touchant le Texas), il existe un budget fédéral important capable d'organiser des transferts. Le budget de l'Union européenne, qui ne représente que 1,2 % du PIB communautaire, serait bien en peine de compenser à hauteur du tiers l'impact d'une récession spécifique à un de ses membres, comme on estime que c'est le cas aux Etats-Unis.

L'EXEMPLE AMÉRICAIN

Toutefois, une analyse plus précise s'impose : d'abord, les pays européens ont des économies beaucoup plus diversifiées que celles des Etats américains, ce qui les rend moins vulnérables aux chocs spécifiques (encore qu'un pays comme la Finlande, qui exporte essentiellement du bois et des produits électroniques, se rapproche du cas de figure américain). Ensuite, aux Etats-Unis, le sauvetage d'Etats en cas de crise est loin d'être systématique. Enfin, le budget européen, bien que modeste, est essentiellement un budget d'investissement qui n'est pas mangé par des dépenses de fonctionnement, et il peut donc être mobilisé à plein en cas de besoin.

A ne considérer que les chocs, on risque de négliger d'autres dangers

de la zone monétaire commune. Si un pays, ou une région, connaît des problèmes de reconversion, ou de récession durable, il faudra bien que l'adaptation se fasse. Ce pourrait être par la baisse des salaires réels : c'est fort peu probable, et en tout cas très long ; ce pourrait être par la mobilité de la main-d'œuvre : on sait que les barrières linguistiques et institutionnelles rendent plus difficiles les déplacements de travailleurs en Europe qu'aux Etats-Unis (encore que les années 60-70 aient vu d'immenses migrations Sud-Nord dans une Europe encore cloisonnée). Reste une autre variable d'ajustement, un risque familier aux Européens : l'augmentation locale du chômage.

Ces menaces sur la cohésion économique de la zone euro ne sont pas inédites. Au sein de l'Allemagne réunifiée, entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud, des exemples du même genre existent déjà avec des taux de chômage pouvant aller, d'une région à l'autre, du simple au quadruple : les nations elles-mêmes peuvent ne pas être des « zones monétaires optimales ». Les pays de l'Union européenne, avec leurs économies de plus en plus étroitement imbriquées, subissent déjà des chocs communs. Le pari de la monnaie unique est qu'elle les aidera à mieux résister ensemble.

Quant aux chocs spécifiques, leur gestion relèvera largement de la volonté politique. Si s'instaure une Europe solidaire - et pourquoi en douter, quand les fonds structurels ont tant fait pour unifier les niveaux de vie entre pays membres ? - les difficultés d'un partenaire ne pourront être ignorées par les autres. Et les remèdes seront cherchés en commun. Mais si le chacun pour soi devient la règle, on peut tout craindre. A cet égard, le cas de la Flandre, qui rechigne à payer pour la Wallonie, ou de l'Allemagne, qui demande une renégociation de sa contribution au budget communautaire, sont de mauvais augure.

Sophie Gherardi

L'emploi, priorité ou variable d'ajustement ?

Quel effet la monnaie unique aura-t-elle sur l'emploi ? Dans une Europe des Quinze qui compte à ce jour 17,4 millions de chômeurs, soit 10,3 % de la population active, la question divise la classe politique et les économistes. Les déclarations récentes du chancelier allemand témoignent de ces contradictions. Après avoir annoncé, en janvier, que l'Union monétaire donnerait « un nouvel essor à la croissance et aux emplois », Helmut Kohl a estimé, le 30 mars, que « nous ne faisons pas l'euro pour créer de nouveaux emplois à très court terme ».

Il est vrai que les prévisions faites en 1988 sur les effets du grand marché intérieur réalisé en 1993 inclinent à la modestie. A l'époque, le rapport Cecchini prévoyait la création de 5,7 millions d'emplois sur cinq ans pour peu qu'on mette en œuvre des politiques d'accompagnement et 1,7 million d'emplois à politique économique inchangée. Dix ans plus tard, la Commission européenne ne compte que 300 000 à 900 000 emplois supplémentaires.

TAUX D'INTÉRÊT

Il n'empêche, les partisans de l'euro - Commission en tête - restent persuadés que l'Union économique et monétaire (UEM) est bonne pour l'emploi. Quels sont leurs arguments ? D'abord, l'euro va supprimer les incertitudes liées aux taux de change et les entreprises auront une meilleure visibilité. Finies les dévaluations compétitives et les manques à gagner pour ceux dont la monnaie se trouve renchérie. Une monnaie commune va « élargir » la circulation des capitaux et permettre une meilleure allocation des ressources. La limitation des déficits publics va permettre de libérer l'épargne des ménages au profit de l'investissement et de la croissance.

L'euro, monnaie stable dans un contexte d'inflation maîtrisée, sera attractive pour les investisseurs mondiaux, ce qui permettra de bénéficier de taux d'intérêt plus bas. Enfin, les coûts de conversion des

Un euro fort face au dollar constituerait un handicap à la compétitivité des entreprises européennes

monnaies pour toutes les transactions internes et les frais de couverture de change seront supprimés, ce qui représenterait un gain de plus de 0,5 % du PIB de l'Union.

Cette vision a ses contradicteurs, dont les arguments ne sont pas moins convaincants. Avec l'euro, les gouvernements vont se priver de l'arme monétaire et budgétaire qui leur permet d'amortir une crise économique. Impossible de dévaluer pour être plus compétitif que son voisin européen. Difficile de creuser les dépenses publiques du fait du pacte de stabilité qui limite à 3 % du PIB le déficit. « Une des questions que pose l'euro, c'est de savoir comment va se faire le réglage conjoncturel en Europe. Pour éviter de tuer la croissance dans l'œuf, il faut accompagner la réduction des déficits par une politique monétaire plus expansionniste, c'est-à-dire des taux d'intérêt faibles », explique Pierre Jacquet, directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Cette option sera-t-elle celle de la future Banque centrale européenne (BCE) ? Une partie des experts monétaires, y compris Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France et candidat à la présidence de la BCE, pensent que les taux de l'euro convergeront vers les rendements les plus bas de l'Union.

A l'inverse, d'autres estiment que, pour affirmer sa crédibilité, l'institution sera tentée d'aligner ses taux sur ceux des pays les moins vertueux. Ils craignent que l'objectif de lutte contre l'inflation ne l'emporte sur les considérations de croissance. D'autant que tous les pays européens ne sont pas au

même niveau dans leur cycle économique et que certains, comme les Pays-Bas ou l'Irlande, sont plus avancés que la France ou l'Allemagne.

Paradoxalement, l'euro risque d'être victime de son succès. En effet, « il s'appréciera face au dollar, car il sera très demandé par des gouvernements qui ne participent pas à la monnaie unique européenne et les marchés financiers », a estimé le 16 avril un conseiller particulier auprès du directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Une monnaie forte constituerait un handicap à la compétitivité des entreprises européennes comparées à leurs concurrentes américaines ou asiatiques. Qui l'emportera, des autorités politiques ou de la BCE, dans la définition de la valeur souhaitable de l'euro vis-à-vis du dollar ?

CONCURRENCE ACCRUE

Enfin, la concurrence accrue à l'intérieur du Vieux Continent risque d'avoir des effets ravageurs sur le plan social et pour les entreprises mal préparées. L'euro va permettre une comparaison immédiate des prix. Une moindre compétitivité ne pourra pas être corrigée par une dévaluation, et l'Europe risque d'évoluer vers une zone de libre-échange où le moins-disant social ou fiscal l'emportera.

L'emploi risque de devenir un poste d'ajustement, estime Gérard Lafay dans son dernier livre, *L'euro contre l'Europe* (Arléa, 1997). Le chapitre sur l'emploi attaché par la France lors du conseil européen d'Amsterdam en juin 1997 (qui a permis d'ajouter la « croissance » à un pacte seulement qualifié, initialement, de « stabilité ») serait-il de nature à infléchir ce penchant ? Il y a fort à craindre qu'en l'absence d'étroite coordination des politiques économiques et de l'emploi, l'Union économique et monétaire engendrerait de vives tensions sociales. L'euro condamnera les Etats européens à davantage de solidarité. Faute de quoi l'UEM risque de tangier dangereusement.

Martine Laronche

سكنا من الامم

L'euro, monnaie internationale, concurrencera le billet vert

Les Américains ont mis longtemps à croire à l'avènement d'une monnaie commune européenne, observant même d'un air goguenard les tentatives d'unification monétaire des pays d'Europe. Cela fait longtemps que l'union monétaire est pour eux un serpent de mer : les Européens ont rêvé d'une union monétaire dès la fin des années 60, créé le système monétaire européen (SME) en 1979, inventé le principe de l'euro au début des années 90.

Le regard a pourtant changé ces derniers temps. L'intensification de la préparation à l'euro, qu'il s'agisse des marchés monétaires, de change et de taux, des grandes entreprises comme des PME, sans parler des engagements des gouvernements en matière de politique monétaire, les ont convaincus qu'il fallait faire avec. A Washington, les sarcasmes se sont arrêtés, et on ne s'interroge plus sur le « si » ni sur le « pourquoi » de l'euro, mais bel et bien sur l'impact que la monnaie européenne aura sur le dollar.

INERTIES
L'Union monétaire européenne, événement le plus important du système monétaire international depuis l'abandon des changes fixes en 1971 ? Personne n'en doute plus. Le débat porte plutôt sur le délai que la nouvelle monnaie mettra pour grignoter les privilèges du billet vert. L'euro, monnaie de réserve internationale, les Européens en rêvent. Leur optimisme s'appuie sur la taille qu'aura la zone euro. Le rôle mondial d'une monnaie repose sur trois facteurs principaux : la taille des économies sous-jacentes ; le dynamisme de ces économies et leur position externe ; l'ampleur, la liquidité et la solidité du marché financier.

Or le potentiel économique de l'Europe unifiée sera comparable à celui des Etats-Unis et supérieur à celui du Japon. Avec 290 millions d'habitants, soit 16 % de la population mondiale, l'Union monétaire européenne à quinze pays (elle ne

L'ère du « tout dollar » touche à sa fin. Mais la devise européenne mettra du temps à s'imposer

démarrera qu'avec 11 pays) représentera près de 20 % du PNB mondial et une part identique du commerce. Si l'on se fonde sur les chiffres 1996, la part de l'Union européenne dans le PIB de l'OCDE s'élève à 38,3 % contre 32,5 % pour les Etats-Unis et 20,5 % pour le Japon. En excluant les échanges intracommunautaires du commerce mondial, sa part des échanges mondiaux est de 20,9 % contre 19,6 % pour les Etats-Unis et 10,5 % pour le Japon.

Autant de données qui conduisent la Commission européenne à prédire que l'euro jouera un rôle important comme monnaie internationale. Comme monnaie de facturation des échanges, il verra s'étendre son rôle dans les relations commerciales impliquant directement l'Union européenne mais aussi au-delà.

Compte tenu de la politique de la Banque centrale européenne, axée sur la stabilité, et des politiques nationales d'assainissement des finances publiques, l'euro devrait jouer un rôle majeur dans les portefeuilles d'actifs financiers au niveau mondial et constituer une importante monnaie de réserve.

Mais l'histoire montre qu'il faut du temps pour que la monnaie de réserve internationale dominante soit remplacée par une autre, fait remarque l'économiste Christian de Boissieu. On l'a vu après la guerre avec le remplacement de la livre sterling par le dollar, puis avec la montée du deutschemark et du yen. Il existe des inerties dans les comportements et la monnaie dominante profite d'un cercle vertueux : l'usage appelle l'usage.

D'après les travaux de la Commission européenne, la transformation de l'euro en une grande monnaie internationale s'effectuera donc de manière graduelle, mais sera relativement importante dans les pays qui ont des liens étroits avec les pays membres participant à l'UEM. L'évolution à long terme de l'euro dépendra des développements et des politiques économiques de l'Union européenne et de ses partenaires.

Ce n'est pourtant pas demain que le pétrole sera libellé en monnaie européenne. Selon l'institut de prévision économique de Munich IFO, l'euro mettra du temps à s'imposer face au dollar en tant que devise de référence internationale et, au début, son rôle sera même moins important que celui des monnaies nationales qu'il remplace.

INDEPENDANCE
Dans un premier temps, poursuit l'IFO dans son étude consacrée aux conséquences internationales de l'Union monétaire européenne, les cours des matières premières continueront à être fixés en dollars. En revanche, les épargnants pourraient davantage s'intéresser aux obligations européennes.

L'euro, alternative crédible au dollar ? « Il en a la capacité mais sa réalisation n'est pas guidée par le désir de l'Europe de créer un contre-poids à la puissance américaine », déclarait le président de la commis-

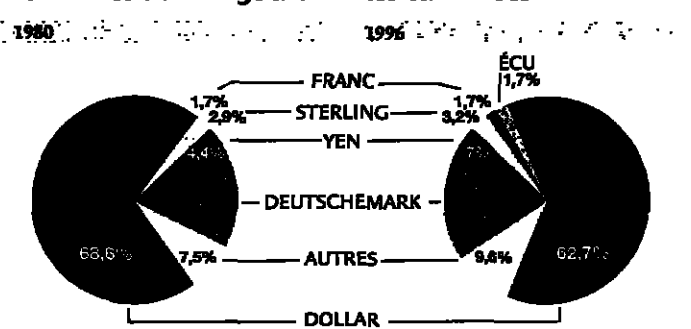
sion européenne, Jacques Santer, au Forum de Davos en janvier. Le dollar reste la monnaie internationale dominante, ajoutait-il, rappelant que 50 % des exportations mondiales sont libellées en dollars ainsi que 85 % des transactions en devises.

L'euro va devenir, dans les faits, une monnaie internationale de premier plan, mais « ce réajustement du système financier international n'est pas un jeu à somme nulle » où l'Union européenne se développerait aux dépens des autres. La véritable bécotie provient de la création d'un environnement financier plus stable pour l'économie mondiale, a estimé Jacques Santer.

La concurrence avec les Etats-Unis et le billet vert n'est pourtant pas absente des esprits. « La création de l'euro permettra de nous affranchir de l'influence monétaire des Etats-Unis et de doter l'Europe d'une grande monnaie internationale », a déclaré, mardi 21 avril, le premier ministre, Lionel Jospin à l'Assemblée nationale. « Pour la première fois depuis l'effondrement du système de Bretton Woods en 1971-1973, les pays européens vont avoir la possibilité de penser leur propre devenir économique de façon plus indépendante par rapport au reste du monde et de contribuer à la reconstruction d'un système monétaire international équilibré ».

Babette Stern

▼ Réserves de change mondiales en devises



Source : IMF

Un défi que s'appête à relever la City

LONDRES
de notre correspondant à la City
réparer le principal pôle financier d'une banque d'investissement américaine à vocation planétaire, présente à Londres et à Paris depuis sa fondation au XIX^e siècle, au défi de l'Union économique et monétaire (UEM) ; revoir la stratégie européenne dans ses métiers, de la gestion de fonds au conseil aux entreprises en passant par les activités de marché ; surmonter les obstacles créés sur le premier marché des changes au monde, le Forex, par l'apparition d'un nouvel instrument de réserve - l'euro - rivalisant avec le dollar, alors que la livre sterling ne participe pas encore à l'Union économique et monétaire... Aux yeux de Susan Kirchhoff, directrice du programme « UEM » de JP Morgan, établissement phare de la City, c'était une absolue priorité. La gageure a apparemment été surmontée par la filiale Europe-Proche-Orient-Afrique du mastodonte new-yorkais.

GIGANTESQUES INVESTISSEMENTS
« Nous étions confrontés à une barrière psychologique : comment faire prendre conscience, à Londres comme à New York, de l'onde de choc que représente l'avènement d'une devise remplaçant trois autres monnaies qui continueront toutefois à cohabiter pendant trois ans ? Cela n'allait pas de soi », indique Susan Kirchhoff. JP Morgan n'a pas lésiné sur la dépense pour se préparer au « big bang » qui va frapper la première place boursière européenne le 1^{er} janvier 1999. Une équipe d'une centaine de personnes - dont trois basées à Paris - travaille à temps plein sur le programme UEM. Le coût, en 1998, est estimé à 65 millions de dollars pour l'établissement.

Le dispositif comprend la diffusion d'une vidéo de vulgarisation, la publication d'une revue mensuelle interne et l'organisation de séminaires à l'attention des

La mise en place de la monnaie unique qui ne concerne pas la livre sterling, a entraîné une réorganisation de la première place boursière européenne.

3 800 employés. Pour adapter l'outil informatique à l'enjeu, de gigantesques investissements ont été réalisés.
Rien n'a été laissé au hasard, comme l'attestent la réservation un an à l'avance de chambres d'hôtel et des services d'un traiteur, la confection des horaires trophées des techniciens et informaticiens, et l'interdiction faite à tous ceux qui comptent prendre leurs congés pour Noël ou le Nouvel An de s'absenter durant cette période cruciale. Enfin, une répétition générale, « passage à l'euro » doit avoir lieu en novembre. JP Morgan a pu compter sur l'assistance et le carnet d'adresses des éminentes personnalités européennes siégeant à son conseil international, comme l'ex-président de la Bundesbank Karl Otto Pöhl, l'ancien secrétaire au Foreign Office Lord Howe, ou encore l'industriel italien Carlo De Benedetti.

MENACES
Face à ce bouleversement sans précédent, l'heure est à la coopération plutôt qu'au chacun pour soi généralement de règle à la City. Susan Kirchhoff ne tarit pas d'éloges sur la persévérance de la Banque d'Angleterre dans ce processus d'adaptation, malgré la non-adhésion britannique.

L'organisation d'une tournée médiatique pour convaincre les milieux financiers américains et

asiatiques de la capacité de Londres à conserver sa suprématie face à Francfort, la publication d'un magazine trimestriel sur les problèmes pratiques de cette mise en route tiré à 40 000 exemplaires ou la réforme des normes comptables et juridiques pour les futures transactions en euros soulignent ce dynamisme. La Vieille Dame de Threadneedle Street s'est dépensée sans compter pour que la kyrielle d'organisations professionnelles, jusque-là rivales, travaillent main dans la main.

JP Morgan participe, par exemple, aux côtés de Paribas et de la SBC-UBS ou Security Market Group, regroupant sous la houlette d'IBM les grandes banques américaines, nombreuses sur les bords de la Tamise. Si la préparation de ces dernières n'a rien à envier à celle des banques d'affaires européennes, tel ne serait pas le cas des japonaises, canadiennes ou arabes, jugées à la traîne.
Segmentation des marchés financiers des pays participants, présence dans la zone sud de l'UEM d'un secteur public puissant et diversifié, « problème allemand », risque de politique monétaire laxiste guidée par des impératifs sociaux comme la lutte contre le chômage ou contre les disparités régionales...

Sans sous-estimer ces menaces, Avinash Persaud, responsable de la recherche Forex chez JP Morgan, est convaincu de la réussite de l'aventure communautaire à venir : « L'euro va se révéler une devise très forte et va défer le dollar comme monnaie de réserve dans les mois qui suivront son lancement, voire avant. Les marchés vont rapidement l'adopter comme étalon de référence pour les investissements et le commerce, ce qui va contraindre les banques centrales à faire de même », affirme-t-il. Comme on le voit, la City est prête à devenir le centre nerveux du « good old euro ».

Marck Roche

La nouvelle référence du franc CFA

Tout allait bien. Les indicateurs économiques des Etats membres de la zone franc d'Afrique centrale et occidentale étaient tous au vert. La stabilité du franc CFA (1), conjuguée à des plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, avait mis ces pays sur la voie de l'assainissement des finances publiques. Mais l'échéance du passage à l'euro se rapprochant, certains responsables africains et des hommes d'affaires ont songé que le moment était venu de corriger la valeur du franc CFA : les premiers pour se donner un peu de marge budgétaire, les seconds pour engranger quelques points de compétitivité.

RUMEUR

La rumeur se propageait déjà lorsque l'ancien ministre Pierre Messmer déclarait, au début du mois d'avril, que la dévaluation de la monnaie africaine n'était qu'une question de temps. En guise de démenti, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, expliquait que le ciel de la zone franc était déagré.

Le Trésor français en fournissait les preuves : croissance annuelle de 4 % à 5 % depuis trois ans ; amélioration de la compétitivité-prix des pays concernés - mesurée par l'évolution du taux réel du franc CFA - de 33 % en quatre ans ; inflation limitée à 4,5 % en moyenne et prévue à 3 % au terme de cette année ; balance des paiements courants équilibrée alors que son déficit atteignait 6 % du PIB en 1993 ; enfin, investissements directs étrangers en nette hausse (2,5 milliards de francs français l'an dernier contre 1 milliard en 1995).

Même la crise asiatique n'est pas un facteur de déséquilibre selon les services du Trésor. « L'impact en termes de compétitivité est mineur pour les pays africains concernés, estiment-ils, et l'impact lié au ralentissement de la demande mondiale est estimé à 0,5 % du PIB de la zone. » Cette perte est largement

La monnaie de l'Afrique francophone sera de facto liée à l'euro

compensée, précisent-ils, par « l'accélération de la croissance en Europe, qui est son principal débouché ». Les experts français retiennent une seule incertitude, concernant l'évolution du cours du pétrole. Là aussi, l'optimisme l'emporte : « Les pays d'Afrique centrale bénéficient en contrepartie d'une montée en puissance de leur production pétrolière ».

Mais les assurances françaises ne sont plus suffisantes pour rassurer les pays africains qui, bien sûr, comme le Gabon, à garder à tout prix la parité actuelle (1 FF = 100 CFA). Pour eux, la France ne sera pas seule dans l'euro. Aussi, souhaitent-ils connaître la position des autres dix Etats membres de l'Union qui devraient y participer. Dominique Strauss-Kahn a promis de transmettre le message.

OFFENSIVE ALLEMANDE

En attendant, Paris rappelle la solidité du mécanisme de la zone CFA. Les pays membres ont une monnaie unique, au taux de change fixe vis-à-vis du franc français. La France garantit la convertibilité de la monnaie africaine à un taux fixe. Cette solidarité prend la forme de concours budgétaires, notamment sous la forme de crédits de trésorerie temporaires consentis par l'Etat français, donc le Trésor, aux banques centrales de la zone lorsque celles-ci ont épuisé leurs réserves en devises.

Sur le plan juridique, expliquent les Français, la poursuite de la coopération entre la France et les pays africains est compatible avec l'euro (article 234 du traité de Maastricht). Les modalités pratiques sont actuellement examinées par la Commission de Bruxelles mais,

Les économies victimes de la crise comptent diversifier leurs réserves de change, en diminuant la part du dollar

A condition toutefois que l'euro apparaisse rapidement comme une devise de change à la crédibilité assurée.
C'est ce qu'a fait clairement comprendre, par exemple, Francis Lau, le responsable des investissements étrangers auprès de l'autorité monétaire de Hong Kong, aux émissaires bruxellois venus interroger, à l'automne 1997, sur une éventuelle recomposition des réserves de change de l'île. A l'heure actuelle, celles-ci sont libellées à hauteur de 83 % en dollars américains et dans une moindre mesure en marks.

CRÉDIBILITÉ

Le directeur de l'Institut for International Economics, l'Américain Fred Bersten, prévoit un transfert net, à terme, compris entre 500 à 1 000 milliards de dollars, du total des réserves de change mondiales, au profit de l'euro. Sans aller jusqu'à épouser ses thèses optimistes, il est évident qu'un certain nombre de pays extérieurs à l'Union européenne, asiatiques mais aussi latino-américains ou est-européens, vont reconsidérer la ventilation de leurs réserves de change, en diminuant la part réservée jusqu'à au dollar. Dès les premiers mois de 1999, ils bénéficieront d'un excellent baromètre de l'intérêt accordé à la monnaie unique puisque 30 % à 35 % des emprunts émis dans le monde devraient être alors libellés en euros.

Serge Marti

affirme Paris. « nul ne songe à contester la décision française de poursuivre en l'état cette forme de coopération ».

Il n'empêche. Les partenaires de la France se sont déjà inquiétés de ce précédent dans l'Union économique et monétaire (UEM) que représenterait la zone franc ; d'autres pays de l'euro pouvant créer des mécanismes particuliers avec des Etats tiers. Mais ce risque est théorique.

Plus sérieuse est l'offensive de l'Allemagne, appuyée par les Pays-Bas. Même si le franc CFA ne fait pas l'objet d'un soutien de la Banque de France (de ce fait, il ne sera pas soutenu par la Banque centrale européenne), les concours budgétaires français aux banques africaines suscitent l'intérêt de Bonn, qui se soucie - au nom du principe de convergence - du coût pour les finances publiques françaises d'un éventuel dérapage des économies africaines. Du côté français, on fait valoir que le risque est quasi nul, compte tenu de la part du franc CFA dans la masse monétaire de la France (entre 2 % et 4 %).

Toujours est-il que Paris a accepté d'élaborer, en commun avec Bonn, un accord destiné à donner le droit aux autres pays de la monnaie commune d'être « informés ». Les Français insistent sur le fait qu'il ne s'agira pas d'un droit de « regard ». Mais eux-mêmes reconnaissent « le rattachement de facto du franc CFA à l'euro ». Comme quoi, les pays africains ont été bien inspirés de vouloir prendre langue avec les autres pays européens et ne pas limiter le dialogue à la France.

Marcel Scotto

(1) Quatorze pays d'Afrique occidentale et centrale ont pour monnaie le franc CFA : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Congo-Brazzaville, République centrafricaine, Guinée équatoriale, Tchad, Gabon.

Une sélection d'ouvrages pour tout savoir sur la monnaie unique

● L'EURO EN POCHES

de Serge Marti et Vanessa Ragot
La Documentation française, 1998,
96 p., 39 F.

En 150 questions – et autant de réponses – Serge Marti, journaliste au Monde, et Vanessa Ragot, polytechnicienne, abordent de façon claire et pédagogique tous les thèmes liés à l'arrivée de l'euro et à la façon dont consommateurs, épargnants, entreprises et administrations vont devoir se familiariser avec cet événement historique. Comment seront converties les monnaies européennes entre elles ? Les banques vont-elles répercuter sur la clientèle le coût du basculement ? L'euro va-t-il relancer l'inflation ? Quand les salaires seront-ils versés en euros ? Quel est l'intérêt, pour la France, du passage à la monnaie unique ? Quels seront les effets de l'euro sur l'emploi ? Autant d'interrogations désormais levées.

● L'EURO, ENJEUX ET MODALITÉS PRATIQUES

de Didier Cahen
Les Éditions d'Organisation, 1998,
460 p., 198 F.

Récemment actualisé, cet ouvrage est sans doute l'un des plus complets sur les aspects techniques – notamment dans le monde bancaire et financier – du passage à l'euro. Didier Cahen, docteur en sciences économiques et consultant auprès du secteur bancaire, est l'un des rares auteurs à aborder l'état d'avancement des travaux dans les administrations publiques.

● LE DICTIONNAIRE DE L'EURO

de Guy Raimbault
JYDS, 1996, 246 p., 140 F.

Il s'agit d'un dictionnaire complet et rigoureux composé de plus de 600 termes ou expressions qui vont de l'abstention constructive au sommet européen de Galway en passant par Santer (Jacques), l'actuel patron de la Commission européenne.

● L'EURO POUR TOUS

de Philippe Jurgensen
Odile Jacob, 1998, 314 p., 130 F.

Malgré son titre, l'ouvrage est plutôt à recommander aux lecteurs habitués de la presse économique. En bon inspecteur des finances, l'auteur résume admirablement, à coup de fiches et d'encadrés, les questions que posera l'euro à ses différents usagers : particuliers, commerçants, entreprises, épargnants, banquiers. Précision garantie.

● L'EURO

de Philippe Sassier
Flammarion, « Dominos », 1997,
125 p., 39 F.

L'idée de monnaie unique européenne remonte au début des années 70 et du rapport Werner, a-t-on coutume de lire. Erreur ! Dès 1806, dans une lettre adressée au roi de Hollande et de Naples, Napoléon I^{er} s'adressait à son très cher frère en l'invitant, lorsqu'il frapperait monnaie, « à adopter les mêmes divisions de valeur que dans les monnaies de France » de façon qu'il y ait, dans toute l'Europe, « uniformité de la monnaie, ce qui serait d'un grand avantage pour le commerce ». L'ouvrage de Philippe Sassier, journaliste à France 2, ne se contente pas d'évoquer ainsi un certain nombre de rappels historiques. Il offre aussi une sorte de petit guide politique de la monnaie unique, agrémenté de quelques piques à destination de l'Allemagne. Un ton rafraîchissant.

● L'EURO

de Philippe Auverny-Bennetot
Armand Colin/Synthèse Économie,
1998, 95 p., 37 F.

Ce guide, très clair, écrit par Philippe Auverny-Bennetot, professeur à Paris-I et responsable des études économiques sur l'euro au Crédit agricole, évoque le bilan du système monétaire européen, le calendrier et les modalités de l'euro. Mais il s'attarde aussi sur les avantages et inconvénients de l'euro, sur le débat entre monnaie commune et monnaie unique, ainsi que sur la nécessité de renforcer le budget communautaire et d'harmoniser les fiscalités européennes, thèmes quelquefois omis par d'autres publications.

● L'EURO

de Pascal Kaufmann
Dunod/Topos, 1997, 130 p., 47 F.

Une bonne synthèse qui passe en revue tous les sujets intéressants la création, la mise en place et les conséquences à attendre de la naissance de l'euro. L'auteur, Pascal

Kaufmann, professeur d'économie à Montesquieu-Bordeaux-IV et membre du réseau de conférenciers euro de la commission européenne, offre un plaidoyer naturellement favorable à la monnaie unique européenne.

Ce qui ne l'empêche pas de s'interroger pour savoir si l'Europe est bien « une zone monétaire optimale » et sur la réelle influence des chocs macro-économiques en Europe.

● L'EURO, LA MONNAIE DU TROISIÈME MILLENAIRE

de François Delclaux
et Xavier de Beerjck
Guilain Éditions, 1997, 125 p., 59 F.

L'intérêt de cet ouvrage, écrit par deux spécialistes de salles de marché, réside dans le passage consacré aux marchés financiers et au renforcement de la concurrence qui va en résulter, question vitale pour nombre d'établissements. A signaler aussi un intéressant décalage sur les conséquences de l'euro, à la fois sur les pays de l'Union, mais aussi sur les grands équilibres mondiaux et le rôle de monnaie de réserve qu'il entend s'attribuer.

● L'EURO POUR L'EUROPE

DES MONNAIES NATIONALES À LA MONNAIE EUROPÉENNE

Ouvrage collectif réalisé sous la responsabilité de l'université belge de Boeck
Éditions de Boeck, 1998, 95 p., 76 F.

Ce manuel comprend à la fois une chronologie des étapes importantes ayant conduit à l'Union économique et monétaire, une biographie des principaux acteurs de la construction européenne et des réponses aux questions essentielles que l'on peut se poser sur l'euro. Mais le plus intéressant est sans doute la vingtaine de graphiques qui donnent une vision détaillée (par pays) des principaux thèmes communs aux quinze.

● LE GUIDE DE L'EURO 98

Éditions Jean-François Doumic, 1998,
240 p., 690 F.

Outre les textes de référence relatifs à la construction de la monnaie européenne et une chronologie de la mise en place de l'euro, ce guide aux allures d'annuaire permet d'avoir sous la main les organigrammes des institutions françaises et européennes.

Il offre aussi la liste complète des responsables « euro » en France, dans les entreprises industrielles comme dans les établissements financiers et la biographie (agrémentée de photos, ce qui explique le prix de l'ouvrage) des principaux acteurs (français et européens) des différentes personnalités contribuant à la mise en place de l'euro.

● MIEUX COMPRENDRE L'EURO

de François Descheemaekere
Éditions d'Organisation, 1998, 130 p.,
69 F.

Professeur d'économie et de politiques européennes et représentant français au Conseil consultatif des usagers de l'Union européenne, François Descheemaekere offre dans cet ouvrage une synthèse très accessible des raisons et du processus du passage à la monnaie unique.

Le dernier chapitre, particulièrement intéressant, explique la façon dont les Britanniques, les Allemands et les Américains se sont faits à l'idée de cette monnaie unique que certains de ses détracteurs assimilent à « un cheval de Troie de la mondialisation ».

● CAP SUR L'EURO

de Laurent Amice
Les presses du management,
« Cibles », 1997, 110 p., 71,50 F.

Cet ouvrage, réalisé par Laurent Amice, membre du comité de pilotage « euro » de l'AFT-IFTIM (organisme de formation du secteur des transports) et habitué des questions européennes, est clairement destiné aux entreprises. On y trouve ainsi un volet sur le traitement comptable et fiscal des charges liées au passage à l'euro ou, dans un autre registre, sur la façon de gérer au mieux le projet d'introduction de la monnaie unique.

● L'EURO, CONSÉQUENCES JURIDIQUES ET FISCALES

de Chérifa Sari
Dalloz Service, 1998, 85 p., 76 F.

L'euro et ses complications, c'est aussi la fortune des juristes, des experts-comptables et des

fiscalistes ! Ce petit guide pratique leur est destiné ; autant qu'à ceux qui prétendent, sans doute à tort, qu'ils pourront se passer de leurs services. Un passage intéressant est consacré à la période 1999-2002 pendant laquelle euro et monnaies nationales vont plus ou moins joyeusement cohabiter.

● L'EURO ET L'ENTREPRISE

de Philippe Janody et Denis Neveux
Nouvelles Éditions Juridiques, 1998,
190 p., 152 F.

Un autre ouvrage destiné au monde des affaires, rédigé par deux conseils d'entreprise. Le premier est avocat et membre du groupe Témoin pour l'Europe constitué à l'initiative du ministère des affaires européennes, le second commissaire aux comptes, membre du « groupe euro » du cabinet d'audit KPMG.

● L'UNION POLITIQUE DE L'EUROPE, JALONS ET TEXTES

Documents rassemblés par Pierre Gerbet,
Françoise de La Serre
et Gérard Nafilyan
La Documentation française, 1998,
500 p., 220 F.

Un ouvrage de référence, très complet. Pierre Gerbet et Françoise de La Serre, professeurs à l'IEP de Paris et Gérard Nafilyan, leur collègue de Paris-I, ont recensé, depuis 1929 (avec le fameux discours prononcé alors par Aristide Briand devant la Société des nations), jusqu'à nos jours, une somme de

textes législatifs et de déclarations importantes qui ont jalonné la longue construction de l'Europe. Le tout accompagné par une riche bibliographie.

● LA MONNAIE UNIQUE

La Documentation française,
« Cahiers français »,
juillet-septembre 1997, 86 p., 57 F.

Un recueil de textes explicatifs sur le passage du système monétaire européen à la monnaie unique complété par des avis de spécialistes sur les enjeux et risques de l'euro.

● L'ERREUR EUROPÉENNE

de Jean-Jacques Rosa
Grasset, 1998, 305 p., 125 F.

Sans doute le seul vrai livre antieuro et anticonstruction politique de l'Europe. En vrai libre-échangiste, Jean-Jacques Rosa démonte les dangers du super-Etat en train de se construire et clame son opposition (*Le Monde* du 17 février).

● LE MALENTENDU EUROPÉEN

d'André Gauron
Hachette, 1998, 285 p., 130 F.

Le malentendu tient au fait que l'idée d'Europe en France est une idée de défense. Défense contre l'Allemagne pour que plus jamais une guerre ne vienne meurtrir les deux peuples. Résultat, une construction bureaucratique et politicienne d'où les populations sont étrangement absentes (*Le Monde* du 3 mars).

● LE ROMAN DE L'EURO

de Gabriel Milesi
Hachette, 1998, 230 p., 145 F.

Journaliste à Europe 1, l'auteur raconte les dix années qui ont conduit à l'euro. Un récit politique extrêmement facile à lire, pour tous ceux qui se demandent comment on en est arrivé là.

● LA MONNAIE UNIQUE

EN DÉBAT
de l'Appel des économistes pour sortir
de la monnaie unique
Syros, 1997, 170 p., 71,50 F.

Au milieu d'une quasi-unanimité d'europhiles, eurooptimistes et autres ralliés à la monnaie unique, les débats organisés par l'Appel des économistes... offrent des pistes de réflexion stimulantes pour que l'Europe à venir ne soit pas celle de la régression sociale.

● L'EUROPE DIFFICILE

HISTOIRE POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

de Bino Olivi
Gallimard, « Folio », 1998, 798 p.,
85 F.

Une histoire très complète de la construction européenne, et donc de la construction monétaire. Assortie d'une chronologie et d'un index très bien faits, cette histoire européenne écrite par celui qui fut pendant vingt ans le porte-parole de la Communauté est désormais notre histoire, autant que l'histoire nationale.

● STRATÉGIES POUR L'EURO,

À L'USAGE

DES ENTREPRISES...

ET DES GAGNANTS

DE L'EUROPE UNIE

d'Hervé Juvin

Les Éditions « Groupe Equinox »,
1998, 168 p., 130 F.

L'euro inaugure l'ère de grandes manœuvres et de restructurations industrielles du fait d'une concurrence accrue, prédit l'auteur. Des secteurs insuffisamment et mal structurés vont connaître des mouvements de concentration et de spécialisation rapides. Des milliers de PME disparaîtront, par intégration dans des groupes, par fusions, ou par dépôt de bilan. D'autres se créeront ou accéléreront leur croissance. Pour réussir le passage à la monnaie unique, les entreprises doivent réaliser un véritable « check-up euro ».

● EURO :

LES ENJEUX

POUR LA FRANCE

Points de vue recueillis

par l'Agence Reuters

Economica, 1998, 418 p.,
188,50 F.

La monnaie unique est l'occasion d'une compilation de réflexions d'économistes et de professionnels des marchés diffusées sur les services économiques en langue française de l'agence Reuters. Ces interventions qui remontent à ces deux dernières années peuvent parfois apparaître quelque peu datées.

Vous

Alors

Pour vous lancer sur les Bourses européennes il suffit de nous suivre.

Le Crédit Lyonnais, régulièrement primé pour la gestion de ses SICAV et FCP, vous propose de mettre une fois de plus son expertise à votre service, en lançant une gamme de placements « euro », qui vous permettra d'anticiper les effets positifs de la monnaie unique :

Lion Action Euro, Lion PEA Euro, Lion Obli Euro, Lion Convertible Euro.

A partir du 27 avril 1998, le Crédit Lyonnais vous propose également deux fonds garantis, dont l'un est éligible au PEA.

Lion Garanti Euro et Lion PEA Garanti Euro vous offrent la garantie de récupérer à l'échéance 100% de l'investissement initial, hors droits d'entrée, et de profiter de 100% de la moyenne des hausses semestrielles d'un panier d'indices représentatifs des principaux marchés de la zone euro. En apportant une réponse complète à vos attentes de diversification, de sécurité et de rendement de vos placements, le Crédit Lyonnais vous permet de vous lancer avec un expert sur les marchés européens.

Le Crédit Lyonnais
vous facilite
l'EURO

CREDIT LYONNAIS

Internet : <http://www.creditlyonnais.com>